

**L'affaire Lockheed**

**Les rumeurs visent le prince Bernhard s'impliquant aux Pays-Bas.**

LIRE PAGE 9

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Abonnement 1 an : 130 F (hors taxes) ; 2 ans : 260 F (hors taxes) ; 3 ans : 390 F (hors taxes).  
Taxes : 10 % de TVA sur le montant des abonnements.  
Tarif des annonces : voir page 10.  
Société de distribution : S.D.P. 130 F.  
G.C.P. 130 F.  
Société de distribution : S.D.P. 130 F.  
G.C.P. 130 F.

## L'Angola veut libérer

### La contagion

La page est maintenant tournée sur le conflit angolais. Mais les questions que pose pour l'avenir la victoire du M.P.L.A. et du corps expéditionnaire cubain, armés l'un et l'autre par les Soviétiques, n'ont pas fini d'occuper les esprits en Afrique et ailleurs. A Washington, M. Kissinger a fait savoir qu'il s'empresseait de répondre aux demandes d'aide qui pourraient lui être présentées par deux voisins de l'Angola : le Zaïre et la Zambie ; mais ces deux pays, surtout le premier, sont prêts à normaliser leurs relations avec le vainqueur. Le secrétaire d'Etat n'a pas parlé des deux foyers de conflit beaucoup plus importants qui se développent au sud et à l'est, les seuls qui en fait intéressent M. Neto aujourd'hui : ceux de Namibie (Sud-Ouest africain) et de Rhodésie. Si l'on en croit le président de la République populaire d'Angola, c'est dans ces deux directions que ses troupes vont « étendre leur action ».

Le comportement des forces angolaises sur le terrain est, pour le moment, plus prudent que les paroles. Après avoir bousillé les éléments de l'UNITA dans le centre et le sud du pays, les troupes du M.P.L.A. et leurs alliés cubains n'ont pas cherché le contact direct avec les contingents sud-africains stationnés près de la frontière namibienne, et sont même restés à quelque 200 kilomètres plus au nord. Des négociations indirectes sont en cours, notamment par le canal de la Croix-Rouge, pour la libération de sept prisonniers sud-africains détenus à Luanda, et sans doute aussi, un jour prochain, pour parvenir au seul règlement diplomatique concevable dans l'état actuel des choses : un retrait complet des Sud-Africains vers la Namibie, en échange d'une garantie par le gouvernement de Luanda pour la sécurité du barrage de Calaque-Beaumont.

Un tel accord, s'il est conclu, ne sera pourtant jamais un étape. Aucun règlement n'empêchera le gouvernement de Luanda de ravitailler en armes les guérilleros de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) dans leur lutte contre les occupants sud-africains, voire de leur fournir discrètement des renforts en hommes. La Rhodésie de M. Smith, qui n'a pas de frontière commune avec l'Angola, est un peu moins exposée de ce côté, mais elle a déjà fort à faire avec les infiltrations en provenance du Mozambique, comme le montrent les sanglants incidents des dernières semaines. Condamné à terme et même « lâché » par son protecteur sud-africain, le régime rhodésien ne peut, dans le meilleur des cas, que trouver dans un combat d'arrière-garde diplomatique le répit nécessaire à l'organisation d'une transition vers la loi de la majorité.

Les décisions qui seront prises sous peu, non seulement à Luanda mais à Moscou et à La Havane, seront donc l'occasion de conséquences. Trois solutions peuvent être envisagées après la victoire remportée par le « camp socialiste » en Angola. Ou bien le corps expéditionnaire cubain est rapatrié dans sa totalité, et le régime de Luanda se range, sans aucune interférence extérieure, dans le camp des « non-alignés » qui semble avoir ses préférences. Ou bien ce pays devient sans transition une base de départ pour la libération de toute l'Afrique australe, avec l'appui de ces « mercenaires de la révolution » que deviendront les Cubains. Entre ces deux extrêmes, une solution intermédiaire consisterait à consolider l'acquis angolais en attendant des jours meilleurs : un retrait partiel ou total des Cubains serait compensé par l'envoi de techniciens soviétiques civils.

Devant son congrès, M. Brejnev a réaffirmé que son pays ne recherchait ni base militaire ni avantage politique en Afrique, mais il s'est dit plus fermement résolu que jamais à soutenir toutes les « forces de progrès » partout dans le monde. Le chef du P.C. soviétique ne peut ignorer que les deux anciennes colonies portugaises d'Afrique — Angola et Mozambique — occupent une position-clé dans cette Afrique australe qui pourrait bien devenir l'enjeu d'un grand conflit.

## la Namibie et la Rhodésie

La « déstabilisation » de l'Afrique australe se précise, à la suite de la victoire du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola.

Dans un message de félicitations aux présidents de la République populaire de l'Angola, M. Agostinho Neto, et du Zaïre, M. Mobutu Sese Seko, à la suite de leur réconciliation, dimanche, à Brazzaville, grâce à la médiation du président congolais Nguabi (le Monde du 2 mars), le maréchal Idi Amin Dada, président de l'Organisation de l'unité africaine, affirme : « Ce qu'il nous reste à faire est la marche en avant contre l'Afrique du Sud, qui est non seulement le dernier bastion du colonialisme et de l'impérialisme en Afrique, mais qui occupe la Namibie ».

M. Agostinho Neto a déclaré de son côté : « Nous ne pouvons nous contenter, dans notre indépendance, d'être peuple, qui est le premier d'Afrique à combattre les troupes sud-africaines, va étendre son action pour libérer d'autres pays, tels que la Namibie, occupée actuellement par les racistes, et la Rhodésie, à laquelle seule la lutte armée peut apporter l'indépendance ».

En Rhodésie, cependant, M. Smith, premier ministre, a fait de nouvelles propositions pour un règlement constitutionnel. A M. Nkomo, chef de l'aile intérieure du Congrès national africain (ANC), qui les a jugées « intéressantes ».

(Voir nos informations page 7.)

## LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE ET LES CONDITIONS D'EMPLOI

### Les salariés pourraient saisir la justice sans attendre la faillite

Un conseil restreint sur la réforme de l'entreprise se tient ce mardi 2 mars dans l'après-midi à l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, y participent le premier ministre, les ministres des finances, de l'industrie et de la recherche, du travail, le garde des sceaux, et le secrétaire d'Etat à la revalorisation du travail manuel, ainsi que M. Pierre Sudreau, député du Lot-et-Cher, ancien ministre, qui préside le Comité pour l'étude de la réforme de l'entreprise, dont le rapport a été déposé il y a un an.

Ce conseil, le troisième du genre, devait examiner les nombreux dossiers préparés par les départements ministériels, conditions de travail, relations dans l'entreprise, prévention des difficultés des firmes, statut des dirigeants, etc. Une nouvelle consultation des partenaires sociaux est prévue avant l'annonce des dispositions retenues par le gouvernement. Dès le début de la semaine prochaine, M. Michel Durafour, rendra publiques diverses mesures concernant la sécurité du travail.

Selon les statistiques que vient précisément de publier la Caisse d'assurance-maladie, il y aurait eu en 1974 moins de morts que l'année précédente dans les entreprises, et sur les chantiers : 2.117, au lieu de 2.248 ; en revanche, le nombre des accidents graves aurait augmenté plus rapidement (+ 3,82 %) que celui des effectifs salariés (+ 0,62 %).

### Entre deux feux

Placé au second rang des « quatre domaines essentiels de l'action à venir du gouvernement », la réforme de l'entreprise était annoncée comme l'un des points forts du septennat à l'issue de cinq cents jours « probatoires » que le président de la République s'était

fixés pour infécher la course des choses. Il aura fallu plus de deux ans pour que chacun constate que ce point particulier de l'entreprise de réforme présidentielle n'est pas une affaire facile.

JACQUELINE GRAPIN.  
(Lire la suite page 34.)

### Le travail temporaire va être réglementé plus sévèrement

Le conseil des ministres du 3 mars devait évoquer le problème du travail temporaire. Des mesures pourraient être annoncées à ce propos, visant à contrôler de façon beaucoup plus rigoureuse la pratique de l'intérim, qui a essaimé en France depuis une vingtaine d'années.

En effet, malgré la loi du 3 janvier 1972, qui a tenté de mettre de l'ordre dans une situation anarchique et en dépit de l'effort actuel — réel mais partiel — de la profession pour codifier son activité, personne ne maîtrise vraiment ce marché particulier de l'emploi, qui concerne chaque année plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Les syndicats eux-mêmes attachent-ils à ce phénomène toute l'importance voulue ?

M. Michel Durafour, ministre du travail, avait récemment déclaré que « cette formule, sans doute indispensable dans certains cas, pour préserver la souplesse de notre économie, devrait être réexaminée afin qu'elle ne devienne pas à travers les abus regrettables auxquels elle donne lieu, un système destiné à tourner les principales dispositions de notre législation ».

### I. — Avec un capital dérisoire...

Disposez-vous d'un local quelconque, d'une table de travail, d'un appareil téléphonique et de quelques classeurs ? Si oui, vous pouvez devenir, dès demain, P.D.G. d'une entreprise de travail temporaire.

Avec un capital dérisoire — de l'ordre de 20 000 francs, — des cartes de visite et une annonce de publicité, on peut commencer la « chasse à l'intérim » ; contacts avec les plus grandes entreprises nationales, qui utilisent souvent, surtout en ce moment, du per-

sonnel temporaire : lecture attentive des « petites annonces » afin d'« intercepter » les offres et demandes d'emploi susceptibles d'être exploitées ; démarchage intensif à la porte des bureaux et des usines.

Combien d'entreprises de travail temporaire (S.N.T.T.) ont été créées par un contremaître quit- tant son métier et entraînant avec lui une petite équipe ? Combien de salariés permanents ont été débauchés par les armées de l'intérim ? Nul ne le sait exactement.

« 1975. La femme se libère. Elle veut travailler. Tous emplois réservés. Tel... » « Du retard sur votre clientèle ? Nous arrivons demain chez vous. Nous portons quand le travail est fait. » « Envoyez-nous vos amis, quel que soit leur âge, et nous gagnerons 150 francs par personne recommandée... » Si la publicité alléchante et parfois mensongère, qui propose aussi, par voie d'articles correspondance ou même échantillons lumineux, des salaires élevés, des voyages, etc., a considérablement diminué en période de récession, tous les moyens restent bons pour recruter. Un haut fonctionnaire du ministère du travail a été, tout récemment, effaré d'apprendre que, dans l'arrière-salle d'un café de Saint-Nazaire, se trouvait un fournisseur de main-d'œuvre qui pourvrait les chantiers navals en travailleurs bien marqués, immigrés de préférence. La traditionnelle pancarte : « Ici, on peut apporter son matériel » a été remplacée par un écriteau : « Ici, on embauche. » Pourquoi se gêner ? Une simple déclaration d'activité à l'inspection du travail — déclaration qui, dans le cas cité, n'a sûrement pas été faite — suffit pour créer une S.N.T.T.

MICHEL CASTAING.  
(Lire la suite page 36.)

## Le face-à-face Fourcade-Mitterrand

### Le secret du roi

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

L'opposition peut-elle accéder à tout fonctionnaire ? L'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions... En interdisant « tout détournement, toute communication contraire aux règlements de presse ou documents de service à des tiers », En précisant que « le fonctionnaire ne peut être délié de cette obligation de discrétion ou relevé de cette interdiction qu'avec l'autorisation du ministre dont il relève » (2).

Il importe donc de respecter ce texte. Du moins tant qu'il existe. Car une réforme d'ensemble s'impose. Pour garantir à tous — et notamment à l'opposition — l'accès à un minimum d'informations. Surtout au plan économique et financier. Sinon le risque, c'est la monopolisation de l'information par le pouvoir qui en ferait son bien propre. En traitant la documentation publique comme sa propriété privée. En invoquant à tout propos le secret pour mieux pratiquer la rétention de l'information. En livrant à l'opposition des éléments d'appréciation fragmentaires ou tardifs. Avec retenue, avec retard, avec réticence. Comme si les données économiques et financières constituaient un nouveau « domaine réservé ». Comme si gouvernants et technocrates formaient une caste privilégiée, une aristocratie du savoir. Comme si ces talons rouges faisaient l'information comme on fait la charité au vulgaire. Avec parcimonie. Avec condescendance.

De cette caste privilégiée, le ministre de l'économie et des finances pourrait être le prince lui-même. Lui qui sous son autorité directe la Direction du budget, la Direction de la prévision — constituée en 1965 à partir du S.E.E.F. (Service des études économiques et financières) — et l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), L.I.N.S.E.E. à qui le décret du 13 mai 1947 (art. 4) donne notamment pour tâche « d'établir et de diffuser sans délai les données statistiques, les principaux indices concernant la situation économique nationale ».

(1) Pierre-François Divier, « Statistiques et transparence : l'accès des citoyens américains aux documents officiels », Revue du droit public, 1975.  
(2) Article 10 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires.

(Lire la suite page 9.)

### Le grand risque

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Imposition des plus-values : les études se poursuivent, l'heure de la décision approche. Réforme de l'entreprise : les projets ministériels, les projets parlementaires, les projets gouvernementaux sont abandonnés. Réforme foncière : elle est adoptée. Il faut maintenant attendre les décrets d'application, et il faudra les regarder de près. Réajustement de la production d'énergie : il est amorcé, il sera entrepris, mais prudemment. Modernisation et transformation de l'agriculture, redéploiement industriel : ce sont là des œuvres de longue haleine. Les efforts ont déjà porté leurs premiers fruits, mais il faut tenir compte des engagements extérieurs, de la conjoncture. Réforme régionale : ajournée, mais non perdue de vue. Régime du travail, sécurité et garantie de l'emploi. Age de la retraite : quelques changements sont déjà envisagés ou même en cours pour encourager le travail manuel, réduire la durée du travail, renforcer les aides et la lutte contre le chômage ; cependant, la aussi, la conjoncture n'est guère favorable à de trop rapides bouleversements. Sécurité sociale : il va falloir ouvrir le dossier. L'organisation judiciaire, les codes : on travaille à préparer leur modernisation. Et ainsi de suite.

Toutes les grandes réformes sont donc en instance, en attente, entre parenthèses, provisoirement, bien sûr. Celles qui ont

été faites jusqu'à présent, depuis le début du septennat, ne peuvent certes pas être tenues pour négligeables. Mais presque toutes — majorité à dix-huit ans, contraception et avortement, législation du divorce, etc. — ont plusieurs caractéristiques communes : elles n'ont rien coûté, elles ne lèvent pas de grandes incertitudes, si elles ont provoqué et provoquent encore des discussions acharnées, elles ne débouchent ni sur des conflits matériels ni sur des ruptures politiques graves ; enfin, puisqu'elles ont consisté à inscrire dans la loi une évolution déjà à peu près acquise dans les faits, elles ne changent guère la vie.

(Lire la suite page 13.)

## UN AMOUR OUBLIÉ

### Hoffmann et ses contes

La silence qui entoure la biennat de la naissance d'Hoffmann semble prouver qu'on ne connaît plus le grand auteur allemand qui, par le truchement d'Offenbach et de ses Contes d'Hoffmann.

Né à Königsberg, qui faisait alors partie de la Prusse-Orientale, le 24 janvier 1778, Hoffmann (Ernst Theodor Wilhelm), qui fut officierement et sporadiquement homme de

loi, mourut à Berlin, du tabac, le 25 juin 1822. Il avait quarante-six ans. Au vrai, la grande affaire de sa vie avait été la musique, dont on sait qu'il raffolait. Au point même qu'une tradition veut qu'il ait changé son dernier prénom pour Amadeus, l'un des deux que portait Mozart. Hoffmann a laissé de très nombreuses compositions musicales où figurent, entre autres avec plusieurs opéras-comiques, une dizaine d'opéras, — dont Ondine.

Egalement doué pour la peinture et le dessin, on le vit brosser des décors de théâtre, peindre des tableaux et des fresques, exécuter d'innombrables caricatures. Au surplus grand liseur, très érudit, il écrivait Voltaire, Rousseau, Sterne, Cervantes, Goethe, Schiller et, plus tard, Tieck, Novalis, Cazotte et Gozzi qui, tous quatre, l'influencèrent durablement. Des impératifs familiaux, sa carrière administrative, d'innombrables besoins d'argent, la Grande Armée — qui opérait alors en Prusse et en Pologne — l'obligèrent à changer assez souvent de résidence. Mais Bamberg, en Franconie, la marqua plus qu'aucune autre ville : sans doute parce qu'il y fut tout ensemble le plus heureux et le plus malheureux des hommes et qu'il y prit véritablement conscience de ses dons d'écrivain.

ROLAND STRAGLIATI.  
(Lire la suite page 15.)

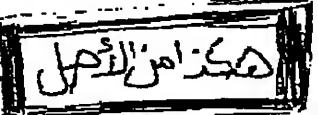
### John Cowper Powys

#### Apologie des Sens

« Dans Apologie des Sens, le magicien dévoile ses tours. Il montre que le bonheur est question de volonté, que le repli sur soi peut devenir ouverture au monde, que le réel le plus sinistre doit être métamorphosé à notre guise. » F.X. JAUJARD Le Figaro.

« Apologie des Sens est un bon marché pour entrer dans l'univers bouillonnant et brouillon de Powys. Un grand écrivain qui mérite de devenir un classique. » J.P. AMETTE Le Point.

Jean-Jacques Pauvert





## DIPLOMATIE

La « guerre de la morue »

### La solidarité avec l'Islande divise le Conseil nordique

De notre correspondante

Copenhague. — La « guerre de la morue » a dominé les trois premiers jours de la vingt-quatrième session du Conseil nordique qui se tient depuis le 27 février à Copenhague. En principe, cette assemblée consultative qui groupe des parlementaires des cinq « États frères » n'est pas compétente en matière de politique étrangère. Un article de ses

statuts spécifie même que ses membres doivent s'abstenir de critiquer ou de condamner les pays non scandinaves. Ce principe a été introduit en son temps dans le traité qui a fondé cet organisme afin de permettre à la Finlande de participer à ces assemblées.

#### UNE OFFRE DE NÉGOCIATIONS DE REIKJAVIK À LONDRES

Le premier ministre islandais, M. Geir Halgrímsson, a fait, le 29 février, une offre de négociations à la Grande-Bretagne dans le conflit de la morue. Il lui a proposé d'écarter une période de transition avec une limite des eaux de pêche islandaise de 100 milles marins, au lieu des 200 décidés unilatéralement par l'Islande en octobre dernier.

D'autre part, une nouvelle collision s'est produite le 28 février au large de l'Islande entre la frégate britannique *Yarmouth* et la garde-côte islandaise *Baldor*. A Londres M. James Callaghan, chef du Foreign Office, a déclaré le 1<sup>er</sup> mars : « Nous sommes toujours prêts à accueillir un accord avec l'Islande. Nous sommes toujours prêts à accepter une médiation. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une offre raisonnable émanant du gouvernement de Reykjavik ».

La proposition de M. Halgrímsson concernant une période transitoire durant laquelle les limites de pêche seraient fixées à 100 milles à peu de distance de l'Islande, les pêcheurs britanniques. L'essentiel des zones britanniques au large de l'Islande se situent en effet à l'intérieur de cette limite.

### Les Neuf n'ont pas de position commune sur la question des zones de pêche

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont examiné, lundi 1<sup>er</sup> mars, quel pourrait être l'ordre du jour du conseil européen qui se tiendra les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> mars à Luxembourg. Outre les problèmes posés par l'élection du Parlement européen au suffrage universel, il est prévu qu'ils délibéreront sur le rapport d'indépendance sur l'union européenne et procéderont à un échange de vues approfondi sur l'évolution de la situation économique dans la C.E.E.

Les Neuf ont eu un premier échange de vues sur la manière dont il conviendrait d'aménager la réglementation de la pêche maritime dans la C.E.E., afin que les pays membres puissent défendre des positions communes devant la conférence sur le droit de la mer, dont une nouvelle session va s'ouvrir à New-York. La Commission de Bruxelles vient de soumettre des propositions au conseil. Elle y suggère que la Communauté, s'agissant de la tendance générale, porte à 200 milles la zone de pêche où elle exercera sa souveraineté, et que chaque pays membre se voie accorder un droit de pêche exclusif dans une zone de 12 milles au large de ses côtes. Les armateurs britanniques et irlandais, progressivement écartés des eaux entourant l'Islande ou balnéant la Norvège, considèrent que c'est la pour eux le seul moyen d'échapper à la ruine. M. Callaghan a donc accueilli favorablement l'initiative de la Commission, tout en la jugeant trop timide : les organi-

sations professionnelles britanniques demandent que la zone de pêche exclusive soit fixée à 100 milles.

En revanche, les pêcheurs français, danois, belges et néerlandais, dont une partie est installée dans les zones de pêche traditionnelles de cette zone de 12 milles entourant les îles Britanniques qu'on prétend maintenant leur interdire, protestent énergiquement contre les propositions de la Communauté. M. Sauvagnargues, tout en observant qu'il était prématuré d'engager une discussion de fond sur cette affaire, a cependant noté que la proposition de la Commission était contraire à l'esprit de la lettre du Marché commun. Lundi en fin d'après-midi, les ministres se sont réunis en conseil d'association signé à Ankara en la ministre turc des affaires étrangères. Ce fut l'occasion pour eux de prendre la mesure du malaise qui caractérise aujourd'hui les relations entre la Turquie et la Communauté. Depuis deux ans, les Turcs demandent que l'accord d'association signé à Ankara en 1963 soit actualisé, de façon qu'ils bénéficient eux aussi des concessions faites par la Communauté, par exemple à Israël et aux pays du Maghreb, notamment pour les exportations de produits agricoles. M. Ceylanpalli a donc répondu autrement que par des formules diplomatiques.

PHILIPPE LEMAITRE

## EUROPE

### Le XXV<sup>e</sup> congrès du P.C. de l'Union soviétique

### M. Kossyguine a affirmé que des mesures étaient prises pour remédier aux déficiences des ministères

Le XXV<sup>e</sup> congrès du parti communiste soviétique a commencé, mardi 2 mars, le débat sur le rapport économique présenté la veille par M. Kossyguine, le chef du gouvernement. Cette discussion devrait durer jusqu'à jeudi. Le premier orateur a été M. Alexandre Ilichko.

Pour sa part, M. Berlinguer, à son retour de Moscou, a déclaré lundi soir à Rome que sa participation au XXV<sup>e</sup> congrès lui avait « donné l'occasion de mieux comprendre les problèmes et les devoirs du parti soviétique aussi bien sur le plan intérieur qu'international ».

Sur son entrevue d'une heure avec M. Brejnev, le chef du P.C.I. s'est borné à dire que cet entretien « improvisé » s'était déroulé « dans la cordialité et la franchise qui caractérisent nos rapports dans le plein respect de l'autonomie réciproque ».

De notre correspondant

Le faire, il doit être libéré de nombreuses tâches courantes qui pourraient être confiées au Gosplan (organisme de l'approvisionnement), aux ministères et à d'autres établissements.

A propos des autres déficiences mentionnées par M. Brejnev, M. Kossyguine a reconnu que « durant la période écoulée, nous n'avons pas pu résoudre entièrement plusieurs problèmes ni éliminer les aspects déficients de notre économie. Cela concerne particulièrement le bâtiment. Dans certaines branches, les plans de mise en service des unités de production ne sont accomplis qu'entre 60 et 80 %. Les investissements, d'autre part, sont souvent éparpillés entre d'innombrables chantiers. Et cela, parce que de nombreux ministères et autres établissements cherchent à résoudre les problèmes de développement de leurs branches essentiellement en investissant dans de nouveaux ouvrages au lieu de mieux utiliser les fonds existants et de mener une politique conséquente d'intensification de la production ».

#### Mieux approvisionner l'industrie légère

Parmi les défauts de l'économie, M. Kossyguine a encore mentionné « un certain nombre de déficiences dans divers domaines de la gestion », les rythmes actuels insuffisamment d'implémentation des réalisations scientifiques, le retard dans l'implémentation de certaines réalisations scientifiques. Ces lacunes, selon le président du conseil des ministères, entraînent chaque année de nombreuses pertes pour l'économie : on constate un manque à gagner de nombreux milliards de roubles. C'est pourquoi le projet de quinquennal réserve grand nombre d'attention aux mesures à prendre pour éliminer les défauts, pour renforcer et promouvoir les tendances positives dans l'économie ».

A propos des biens de consommation, dont la faible qualité avait été également critiquée par M. Brejnev, M. Kossyguine a mentionné « un certain progrès. Mais, a-t-il reconnu, à mesure que croît le bien-être des Soviétiques, les exigences croissent des consommateurs. Ce n'est pas un groupe restreint de privilégiés qui doit produire tout ce que la population des villes et des campagnes qui réclame des articles de haute qualité. Nous devons reconnaître que durant le neuvième plan quinquennal, l'industrie légère et les autres branches, dont dépend pour l'essentiel la production des biens de consommation, ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche. Pour parvenir à un changement considérable de cette situation pendant le dixième plan quinquennal, il faut aussi de-

ployer de grands efforts dans les branches qui approvisionnent les entreprises de l'industrie légère en matières premières, en matériaux et en équipements. Il n'est pas toujours facile de trouver des spécialistes pour participer, d'une manière ou d'une autre, à la fabrication des biens de consommation.

C'est pourquoi dans le plan quinquennal, il faut sérieusement et en détail étudier les questions comme, par exemple, la production dans l'industrie chimique de colorants de bonne qualité, de polymères, de fibres artificielles et synthétiques, imposer une série de tâches concrètes aux responsables des constructions mécaniques ».

Plusieurs invités étrangers ont pris la parole après l'intervention de M. Kossyguine. Le discours le plus remarqué a été celui prononcé par M. McLennan, le secrétaire général du parti communiste de Grande-Bretagne, dont l'indépendance d'esprit est bien connue. M. McLennan, parlant de la situation intérieure en Grande-Bretagne, a déclaré notamment : « Les communistes et travailleurs de gauche doivent obliger le gouvernement travailliste à adapter un programme cohérent à réaliser l'unité d'action de tous les socialistes et communistes dans le mouvement ouvrier, pour mettre en œuvre son rôle de direction ». Il s'est, d'autre part, prononcé pour la construction en Grande-Bretagne, d'un socialisme qui garantirait les libertés individuelles, le pluralisme, l'indépendance des syndicats, la liberté de culte et de création dans les domaines de la culture, de l'art et de la science ».

#### La méthode de M. Berlinguer

### Faire accepter la réalité italienne sans éclats, ni concessions

De notre correspondant

Moscou. — M. Enrico Berlinguer a sans doute quitté Moscou fort satisfait lundi après-midi 1<sup>er</sup> mars, l'entrevue que lui a accordée M. Brejnev, dans la matinée, justifiant en effet la déclaration de son secrétaire général du P.C.I. de ne pas boycotter le XXV<sup>e</sup> congrès du parti communiste de l'Union soviétique. De nombreux orateurs ont en effet annoncé à la tribune « résolutions » et autres « opportunités de dialogue ».

M. Brejnev a dit, lui, se comporter en réaliste et reconnaître la représentativité du P.C.I. C'est bien le sens qu'il faut donner à l'entrevue de lundi. Elle fait contrepoids à celle accordée samedi à M. Cunhal, symbole des tenants intransigeants de l'internationalisme prolétarien. Entre les deux lignes, Moscou, bien sûr, a ses préférences. Mais M. Berlinguer a su valablement défendre son point de vue.

La lecture des communiqués est, elle aussi, édifiante. Celui de la rencontre Brejnev-Cunhal regorge d'appréciations flatteuses du chef du parti communiste portugais sur les réalisations de l'U.R.S.S., qui constituent « un exemple excellent des avantages du socialisme face au capitalisme » ; il précise également que MM. Brejnev et Cunhal « ont exprimé leur volonté de resserrer les liens d'amitié inextinguibles unissant les deux partis sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien ».

En fait, de tel dans le communiqué Brejnev-Berlinguer, qui fait état pourtant d'une atmosphère « d'amitié et de compréhension mutuelle », le rôle de l'Union soviétique n'y est pas mis en vedette, et c'est en vain qu'on y cherchera les termes de marxisme-léninisme ou d'internationalisme prolétarien. Le texte mentionne seulement « la volonté commune de développer la coopération internationale entre les deux partis, sur la base de l'unité fraternelle et dans le respect de l'autonomie réciproque ». Il fait aussi état de la « conviction commune » des deux dirigeants communistes que « le développement de la détente crée des conditions plus favorables à l'affirmation du droit de tous les peuples à l'indépendance nationale, à la lutte des travailleurs pour la démocratie et le progrès social ». On peut voir là, non seulement une critique des thèses chinoises, mais aussi une réserve du P.C.I. à l'égard de l'U.R.S.S. Ses relations « privilégiées » avec M. Giscard d'Estaing

et y voit la preuve d'une certaine contradiction entre les intérêts de l'Italie soviétique et ceux du P.C.I. M. Marchais paraît vouloir rattraper le temps perdu, en multipliant les gestes spectaculaires d'indépendance à l'égard de Moscou. La méthode de Berlinguer est plus subtile : elle consiste à faire accepter par Moscou la réalité italienne, sans donner de prétexte à des éclats, mais sans faire la moindre concession sur l'indépendance du P.C.I. Les communistes italiens pensent que, mis au pied du mur, les Soviétiques ne pourront que finalement s'incliner, à condition qu'ils ne se sentent pas provoqués gratuitement.

Le réalisme du Kremlin doit prévaloir dans ce domaine, comme il prévaut dans les relations internationales classiques. La mise à part l'excommunication, que peut Moscou pour faire rentrer le P.C.I. dans le rang ? L'histoire dira si cette analyse n'est pas trop optimiste. Les partisans de Brejnev-Berlinguer, en tout cas, ne peuvent pas se francher définitivement. M. Brejnev se serait montré extrêmement ouvert, ne cessant d'être courtois et accueillant, tout en étant très ferme sur la spécificité italienne, comme s'il voulait obtenir des informations de première main. Contrairement à M. Soussior, qui assistait à la rencontre et qui se serait contenté de multiplier les mises en garde idéologiques, le secrétaire général n'aurait fait preuve d'aucune agressivité, même lorsque M. Berlinguer aurait laissé entendre qu'un durcissement soviétique sur la question des libertés individuelles ne pourrait que rendre encore plus difficile le dialogue entre les partis communistes occidentaux et Moscou.

M. Brejnev aurait même cherché à rassurer son interlocuteur, qui s'inquiétait du ton et du contenu de plusieurs interventions présentées au congrès : seul mon rapport représente la ligne du bureau politique, aurait expliqué en substance le secrétaire général, avant de préciser qu'aucun membre du bureau (mis à part les premiers secrétaires de République et M. Kossyguine) ne prendrait cette année la parole au congrès, pour que ce point soit bien clair.

Compte rendu, il est exact, ne contredit pas la « méthode » de Berlinguer : il est vrai que M. Brejnev, lorsqu'on peut l'appréhender, se montre souvent beaucoup plus souple que ses exécutants. A supposer qu'il ne s'agisse pas là que d'une tactique, il n'en reste pas moins que la hiérarchie soviétique apparaît comme tiraillée, entre plusieurs tendances et M. Brejnev, dans la meilleure des hypothèses, comme une locomotive qui essaie de tirer un train beaucoup trop lourd pour elle ».

J. A.

#### DANS UNE INTERVIEW TÉLÉVISÉE À LONDRES

### La détente a renforcé le totalitarisme en U.R.S.S. affirme Soljenitsyne

De notre correspondant

Londres. — La faiblesse ou l'honneur de Soljenitsyne restera sans doute d'être l'homme qui fait scandale aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Des millions de télespectateurs britanniques s'en sont aperçus, lundi soir 1<sup>er</sup> mars, lorsque l'U.R.S.S. a diffusé une longue interview de l'écrivain.

Celui qui l'interrogeait a été souvent pris de court. Son embarras était visible quand l'auteur de *L'archipel du Goulag* a critiqué l'attitude des gouvernements — et des peuples — de l'Occident, qui s'abandonnaient à l'illusion de la détente.

Accusé, avec discrétion, il est vrai, de connaître un retour à la guerre froide, Soljenitsyne répliqua en critiquant avec ferveur le résultat des accords d'Helsinki. Depuis lors, a-t-il soutenu, les journalistes occidentaux se sont inclinés : ils ont minimisé les informations faisant état de persécutions, chaque jour plus sévères, contre les dissidents en Union soviétique.

Alexandre Soljenitsyne s'emporta en énumérant les crimes commis par la police soviétique depuis que la grande rencontre Est-Ouest s'est terminée dans les embrassades. Il raconte comment un visiteur du professeur Shcharov fut assailli à bord du train le ramenant chez lui, comment une femme, critique du régime, fut kidnappée en plein Moscou sans que la foule ait intervenu. « La détente, c'est-à-dire l'absence de tension, c'est une atmosphère

plus douce. Pour nous, c'est un renforcement du totalitarisme. » Pourquoi, en 1955, demandait-il, êtes-vous entrés en guerre contre Hitler ? Parce que vous avez choisi alors la cause morale. « Il ajouta qu'aujourd'hui les Occidentaux, comme les autres, ont « oublié tout cela ».

« L'Occident, dit-il, est à la veille d'un effondrement préparé par ses propres mains. » A son avis, même si le bureau politique de Moscou s'opposait à la guerre, il n'aurait plus les moyens de l'empêcher, car il est incapable de transformer « une monstrueuse économie de guerre en une économie normale de paix (1) ».

Non sans maladresse, l'interlocuteur de Soljenitsyne cita un vieux propos de Bertrand Russell, selon lequel « il vaut mieux être rouge que mort ». L'écrivain répliqua d'un ton dur : « Il vaut mieux être mort que vivre comme un saule ! » Cette phrase d'armes le conduisit à parler de son sort personnel. Il est possible, a-t-il dit, que les Soviétiques cherchent à « se débarrasser de moi complètement ».

JEAN WEIZ

(1) A propos de l'Angola, il a dit : « Il n'est pas besoin d'être grand stratège pour comprendre. Il s'agit de luer les forces armées, de les pousser à la guerre mondiale. Une merveilleuse position sur l'Atlantique ».

école

**pallas**

ÉCOLE PRIVÉE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

méthodes audio-visuelles

cours individuels

expression

comptabilité

PARIS-9<sup>e</sup>

105, rue St-Lazare

874.79.84

dactylographie

formation - perfectionnement

visuelle - recyclage

sténographie

française et anglaise

méthode audio-visuelle

secrétariat

orthographe

méthode audio-activa

cours individuels ou collectifs



# EUROPE

## Yougoslavie

### Les autorités mènent une vaste campagne contre l'enrichissement injustifié

De notre correspondant

Belgrade. — Au cours d'un hiver particulièrement rigoureux, avec de fréquentes coupures de courant électrique qui provoquent dans les centres urbains des interruptions de chauffage central, la Yougoslavie est entrée dans une nouvelle phase de l'offensive idéologique et politique de la Ligue des communistes. Les nombreuses instances siègent à longueur de journée. La situation en ce début de 1976 est comparable à celle de la fin de 1972. Il y a trois ans l'action du parti fut déclenchée par les lettres du président Tito, cette fois elle l'est par son interview au quotidien *Vjesnik* de Zagreb (le Monde du 3 février). Le gouvernement fédéral, ceux des Républiques fédérées, l'Alliance socialiste, les syndicats, les anciens combattants, le Mouvement de la jeunesse, réclament la mise en pratique des déclarations du chef de l'Etat. Cette-ci vise à une relance de la lutte contre les « manifestations négatives ». L'enrichissement injustifié figure en bonne place.

« L'estime, avait dit le maréchal Tito à Vjesnik, qu'on a faite chez nous, y compris le mien, ne permet l'enrichissement. Or on reconnaît officiellement l'existence dans la société yougoslave de « milliardaires » (en anciens dinars). Un milliard d'anciens dinars ou 10 millions de nouveaux dinars (2 500 000 F) cela représente une somme fabuleuse pour les nombreux citoyens au salaire mensuel moyen de 3 000 dinars. Avec cet argent on achète des voitures, des appartements, on construit des maisons d'habitation, on installe, au bord de la mer et dans les centres touristiques, des résidences secondaires appelées « vikendici » (maisons de week-end) qui sont souvent de belles villas au confort ultra-moderne. Comme les « riches » ne sont autorisés, au grand titre que les « pauvres », à avoir qu'une résidence secondaire, il n'est pas rare que les premières se débrouillent et qu'une « vikendica » soit inscrite dans les livres cadastraux au nom du père de famille, une autre à celui de la mère, une troisième au nom de leurs enfants... »

#### Des confiscations

Les « riches » voyagent beaucoup. L'Europe ne les intéresse guère. Ils se déplacent maintenant au Baïkara, à Hongkong ou Honolulu, où font le tour du monde en avion. Le problème des devises ne se pose pas. Officiellement le dinar n'est pas convertible. Pratiquement il l'est. On obtient en effet, sans aucune difficulté, des dollars, des marks, des francs vendus en général par des ouvriers yougoslaves travaillant dans les pays occidentaux et cela à un cours quelquefois inférieur au cours officiel, ce qui fait du dinar sur le marché intérieur une « monnaie forte ».

L'un des objectifs de la « lettre » de 1972 était précisément de « déraciner » l'enrichissement injustifié. On avait donc adopté une législation spéciale et constitué des commissions d'anciens combattants à confisquer les biens acquis illégalement. Après deux ans de travail, on constate l'échec de ces commissions. Elles sont inefficaces, soumises aux influences de toute sorte. Il y a aussi les imprudences de la loi, le droit d'interpréter, etc. On ignore le nombre des confiscations faites à ce jour, mais il ne doit pas être supérieur à quelques dizaines. Selon des informations de presse, les confiscations ont surtout été opérées dans les régions les plus sous-développées.

Comment combattre un tel état de choses ? Le thème est à l'ordre du jour de tous les « forums ». On propose notamment une législation plus rigoureuse et moins compliquée, la révocation des commissions qui font traîner l'acquiescement et des « représentants des travailleurs », une meilleure rémunération de leurs membres et une participation plus directe à leurs travaux de « toutes les forces socialistes organisées ».

Mais là les aspects juridiques et politiques de l'affaire semblent se concrétiser. Il n'est pas de même des aspects techniques. Avec la vaste autonomie administrative reconnue aux administrations politico-territo-

riales, on imagine la paperasse qui s'accumule avant de mettre au clair le cas de tel ou tel citoyen domicilié dans une République fédérée et possédant des biens dans une autre, ou dans plusieurs autres Républiques. Il arrive en outre que le personnel soupçonné ne parvienne à justifier le financement que d'une partie de sa villa ou de sa maison. L'autre partie lui est alors confisquée automatiquement. Que faire cependant si on ne peut amputer le bâtiment d'un étage ou d'une moitié ? A une réunion d'alliés socialistes il a été suggéré de reconnaître dans ce cas à l'ancien propriétaire la priorité absolue d'achat de la partie considérée acquise illégalement. « Cela donnera du travail à la commission, conclut avec malice un journal belgradois. Elle pourra alors engager une nouvelle procédure contre la même personne pour établir cette fois-ci l'origine de ses fonds pour l'achat de la partie qui lui a été confisquée ».

Une action est menée également contre les « malversations utiles ». La plénitude est spécialement yougoslave. Pour acheter ou vendre dans les meilleures conditions possibles certaines entreprises ont recours aux transactions tombant sous le coup de la loi. Mais comme celles-ci rapportent de gros bénéfices distribués ensuite en partie du moins au personnel, elles sont, bien que nul-

lément à la société, utiles à l'entreprise. « Technocrates, bureaucrates et managers » y ont recours quelquefois avec la complicité des organes de gestion sociale, quelquefois avec leur consentement tacite, et comme toute charité bien ordonnée commence par soi-même, ils sont les premiers à en profiter.

En ce moment, les entreprises du commerce intérieur font l'objet d'une profonde réorganisation et épurée qui atteint en premier lieu leurs cadres et représentants à l'étranger. Les nouveaux doivent être, selon la nouvelle réglementation « politiquement et moralement aptes ». La tâche n'est pas simple. Les postes de dirigeants de l'économie de la fonction publique ne sont désormais réservés qu'à ceux qui sont actifs sur la scène politique et qui ont « donné des preuves de leur attachement à l'autogestion et au programme de la Ligue ».

Dans sa déclaration, le président Tito a révélé qu'un grand nombre de personnes impliquées dans des grosses malversations étaient déjà incriminées. Elles seront jugées et condamnées « sévèrement » pour les « dommages énormes » causés au pays. « Mais, a-t-il ajouté, nous poursuivons également les petits voleurs qui nous rongent sans cesse comme des souris ».

PAUL YANKOVITCH.

## Italie

### Le parti socialiste veut définir les conditions d'une « alternative de gauche »

Comme il est de règle — et malgré l'urgence des débats sur l'avortement, — le Parlement italien cesse ses travaux du 3 au 7 mars pour permettre au parti socialiste de tenir à Rome son

quarantième congrès. Trois autres interruptions sont prévues au cours du même mois puisque les socialistes, les libéraux et les démocrates-chrétiens se réuniront eux aussi.

De notre correspondant

Rome. — Un pied dans la majorité, l'autre dans l'opposition : ainsi apparaît le parti socialiste italien à la veille de son congrès, entre un P.C. plus séduisant que jamais et une démocratie chrétienne affaiblie, incertaine, mais déterminée de se retrouver.

Rien de spécial n'est attendu du quarantième congrès : ni un changement de secrétaire (M. Francesco De Martino paraît bien accroché à son poste) ni même un réel affrontement de tendances, puisque ce sera pour la première fois depuis longtemps une assemblée « unitaire ». Quant à la ligne politique, elle risque fort de rester dans la vague tant que la démocratie chrétienne n'aura pas défini sa propre position. Les socialistes n'ont d'ailleurs pas l'intention de désigner de manière trop nette qui, de la démocratie chrétienne ou du P.C. sera à l'avenir leur véritable allié. Peut-être ne le savent-ils pas encore eux-mêmes.

Si le P.S.I. apparaît aussi incertain — ou l'a suffisamment critiqué pendant la récente crise gouvernementale — c'est parce que ses dirigeants ont adopté une stratégie en deux temps, née d'un compromis entre les différentes tendances. Dans la motion

unique sur laquelle se fonde ce congrès, les socialistes s'engagent en effet à favoriser une « alternative de gauche » en Italie, mais estiment qu'elle ne sera possible qu'à deux conditions : une plus grande autonomie du P.C.I. à l'égard du bloc soviétique et un réajustement de la gauche italienne, où le parti de M. Berlinguer se taille la part du lion (33,4 % des suffrages aux élections régionales de juin 1976 contre 12,7 % seulement à celui de M. De Martino). Dans une période de transition, les socialistes n'excluent pas des accords ou des coalitions avec la démocratie chrétienne et seraient même disposés à participer à une coalition gouvernementale.

Comme nous l'a précisé M. Bettino Craxi, vice-secrétaire du parti, « une unité de fait se dégage contre l'entrée au gouvernement au cours de cette législature », une législature qui, pour le député de Milan, « est virtuellement finie », bien que son terme légal ne soit prévu que dans une quinzaine de mois. Sans doute faut-il voir dans ce constat un désir d'élections anticipées, mais nul au Parlement — à part l'extrême droite — n'ose en parler à haute voix.

L'alternative de gauche ? « Nous pensons que le processus est en cours et nous encourageons le P.C. à développer son autonomie et sa révision, mais les communistes semblent davantage préoccupés de trouver une entente avec la démocratie chrétienne qu'ils cherchent une alternative de gauche en Italie ».

Forcés de reconnaître, en effet, que M. Berlinguer ne plaide toujours pas pour une union de la gauche « à la française », il entend arriver au pouvoir par un « compromis historique » avec les autres « forces démocratiques et populaires » : le P.S.I. bien sûr, mais aussi la démocratie chrétienne et celle-ci, un peu lasse des votes sur l'âge de la succession, de donner à la monarchie une légitimité qui ne réagit plus seulement celle que le régime franquiste lui a octroyée.

Enfin, le gouvernement a adressé le 1<sup>er</sup> mars aux Cortes un important projet de loi sur le droit de réunion. Si l'Assemblée, ce texte devrait permettre aux communistes de futures manifestations de mieux

cher), le seul qui ait fait un progrès notable.

S'il veut gagner des voix et rééquilibrer « la gauche », le parti socialiste devra en tout cas définir une stratégie à court terme. Certains de ses membres concentrent leurs efforts sur les milieux « radicaux » — c'est-à-dire libéraux — ou révolutionnaires : d'autres font de timides ouvertures au monde catholique. Ces deux approches apparaissent difficilement compatibles pour le moment. La laïcité stricte, encore quelque chose en Italie, — mais chacun pense qu'elle peut être menacée de front.

Reste à rendre le parti un peu plus attirant. Son président, M. Nenni, a suffisamment de jeunesse d'esprit pour faire oublier qu'il vient de fêter son quatre-vingt-cinquième anniversaire. Il occupe du reste une place à part dans le monde politique italien que ne peuvent revendiquer M. De Martino, soixante-neuf ans, ni M. Mancini, soixante ans, ni M. Lombardi, soixante-cinq ans.

Le secrétariat du parti pourrait néanmoins avoir un autre leader après le congrès, soit si M. De Martino entre au gouvernement ou s'il réalise à long terme son ambition de devenir président de la République. Son successeur pourrait alors être trouvé parmi des quinquagénaires comme MM. Craxi, Signorile ou Manca, qui, aux secondes places, doivent commencer à trouver le temps long.

ROBERT SOLÉ.

### « L'UNITA » ESTIME QU'ON NE PEUT MODIFIER DE FAÇON UNILATÉRALE LES ÉQUILIBRES EUROPÉENS.

Rome (A.F.P.). — L'Unità, organe du parti communiste italien, a analysé lundi 1<sup>er</sup> mars le problème des rapports entre l'Italie et l'O.T.A.N. que poserait l'éventuelle accession des communistes au pouvoir.

Le journal souligne que les communistes italiens, comme les communistes d'autres pays, ne sauraient accepter le pacte atlantique tel qu'il est aujourd'hui. Mais, ajoute l'Unità, « nous ne pouvons jamais ignorer les éléments qui nous semblent très importants. Il s'agit de la nécessité, d'un côté, de ne pas modifier d'une façon unilatérale les équilibres européens actuels, de l'autre, de remettre en discussion les rapports entre notre pays (et d'une manière plus générale entre les pays de l'Europe occidentale) et les deux plus grandes puissances mondiales. L'objectif doit être, à notre avis, le dépassement des blocs militaires et politiques ». L'Unità conclut : « La logique de la partition du monde contre laquelle, soulignait-elle, nous nous sommes battus et contre laquelle nous continuons à nous battre ».

### LE DÉPENSE MONDIALES D'ARMEMENT ONT AUGMENTÉ DE 45 % EN QUINZE ANS

Washington (A.F.P.). — Les dépenses militaires dans le monde ont atteint en 1975 le chiffre record de 360 milliards de dollars (soit 1 244 milliards de francs), en progressant la plus spectaculairement dans les pays en développement.

Une étude privée réalisée par l'Association pour le contrôle des armées et l'Institut pour l'ordre mondial prouve que, pour les seuls pays en développement, les dépenses ont passé de 15 milliards de dollars en 1960 à 39 milliards en 1974. C'est au Proche-Orient que la hausse a été la plus importante : les dépenses y ont été multipliées par huit pour les pays de cette région.

Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ensemble, dépensent 80 % des 360 milliards. Ce total, obtenu à partir de renseignements incomplets, porte sur l'année 1975. L'année précédente, les dépenses avaient déjà atteint 270 milliards de dollars. La hausse globale a été de 45 % environ depuis 1960, conclut l'étude.

## Espagne

### Le roi envisagerait l'organisation d'un référendum constitutionnel limité

De notre envoyé spécial

Madrid. — Pour la première fois depuis son accession au trône d'Espagne, le roi Juan Carlos doit présider le conseil du royaume, ce mardi 2 mars. Une telle réunion est, certes, prévue par la loi organique. Mais Juan Carlos, depuis trois mois, n'est montré au plus haut point soucieux de mettre la monarchie, qu'il sait fragile, au-dessus de la mêlée politique.

La situation économique, les conflits sociaux en passant par l'agitation politique, les thèmes ne manquent pas pour une telle réunion. Deux questions délicates, actuellement en discussion dans les cercles politiques, ne devraient pas, en revanche, figurer à l'ordre du jour du conseil du royaume : la renouveau à ses droits de don Juan, comte de Barcelone et père de Juan Carlos, et l'âge à partir duquel le successeur du roi — en l'occurrence l'infant Felipe — pourrait être désigné comme chef d'Etat.

Sur le premier point, il est acquis que don Juan a décidé de renoncer solennellement à ses droits. Fils d'Alphonse XIII, il est l'héritier légitime. Hostile à Franco, il a toujours affirmé qu'il ne s'installerait devant son fils — installé sur le trône par le régime — que si Juan Carlos proclamait une monarchie constitutionnelle permettant l'instauration d'un véritable régime démocratique. Don Juan, qui avait été déclaré persona non grata avant la mort de Franco, n'est pas revenu en Espagne depuis le couronnement de son fils. Mais les pressions qui se sont exercées sur lui, instantanées et contradictoires, n'ont pas cessé, alors même que ses relations avec son fils demeurent excellentes. Sa décision est donc prise. La date de la cérémonie de renouveau restera, cependant à fixer : dans moins de deux mois sans doute.

La question de l'âge, à partir duquel l'infant Felipe, fils aîné de Juan Carlos et prince des Asturies, pourrait succéder à son père comme chef d'Etat, devrait être soumise par référendum à l'approbation des Espagnols en juin, en juillet ou après l'été, estime-t-on, d'autre part, dans les milieux informés. Franco, prudent et pragmatique, avait fixé cet âge minimal à trente ans.

Il pourrait être abaissé à vingt et un ans si la révision constitutionnelle était approuvée. Une seconde question, et peut-être une troisième, relative à la révision constitutionnelle, actuel-

### UN FRANÇAIS DEVANT LE TRIBUNAL D'ORDRE PUBLIC

(De notre correspondant)

Madrid. — Le tribunal d'ordre public de Madrid, ce mardi 2 mars, un citoyen français, M. Antoine-Robert Martin-Lillo, fils de réfugiés espagnols, né en France, résidant actuellement à Alhama, il est accusé, avec trois citoyens espagnols, d'être l'un des dirigeants du parti communiste dans la région d'Alhama. Le procureur a réclamé contre M. Martin-Lillo, qui est âgé de 26 ans, une peine de deux ans et un jour de prison sans la chef d'accusation d'être un agent de la propagande communiste, mais avec la circonstance aggravante d'être dirigeant de celle-ci.

J.A.N.

conservant les règles du jeu et de précéder les risques éventuels. Le projet prévoit qu'une autorisation devra être sollicitée soixante-douze heures à l'avance pour les réunions en salle. Pour les manifestations de plus de vingt personnes sur la voie publique, l'autorisation devra être demandée dix jours avant. Les modalités des réunions et les buts exacts des organisateurs devront être très exactement précisés. Les gouvernements auront, dans ce dernier cas, cinq jours pour donner une réponse positive ou négative. Les restrictions éventuelles sont formulées de manière assez souple dans le projet de loi pour que les autorités compétentes puissent dire non sans trop de problèmes de conscience.

MARCEL NIEDERGANG.

## Le 19...c'est une affaire d'hommes





# PROCHE-ORIENT

## Israël

### VERS LA JUDAÏSATION DE LA GALILÉE

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Conformément aux grandes lignes d'un plan arrêté il y a quelques années, le gouvernement israélien vient de décider de réquisitionner, à des fins d'utilité publique, 2 000 hectares (20 000 dunams) de terres en Galilée.

Cette décision n'a pas été prise sans peine, en raison des protestations qu'elle va inévitablement soulever au sein de la population arabe. Celle-ci voyait, en effet, deux conséquences graves dans cette réquisition : elle sera dépeuplée d'un bien foncier et, selon le but proclamé par les autorités, sa prédominance démographique sera réduite dans la région.

Car — on ne s'en cache pas à Jérusalem — il faut « judaïser la Galilée », peuplée essentiellement par des Arabes chrétiens et musulmans. On compte, selon certaines estimations, un juif pour vingt-sept Arabes dans une région située au cœur du pays, entre Haïfa, sur la Méditerranée, et Tibériade, au pied du plateau syrien du Golan, ces deux villes étant en revanche, à forte population juive.

Ce plan de mise en valeur doit permettre de sortir la Galilée de son sous-développement et cela, affirment les autorités, au profit des Arabes comme des juifs qui viendront les rejoindre. De nombreuses agglomérations destinées à la population arabe seront créées ainsi qu'un réseau routier. Les terres salées sont dans leur totalité rocailleuses et inhabitées. Selon un communiqué officiel, la réquisition s'effectuera aux dépens des organismes ou groupes suivants : 800 hectares seront pris à l'administration foncière, 130 hectares font l'objet d'un accord d'échange de terrains avec leurs propriétaires, 630 hectares appartenant à des particuliers arabes et 400 à des particuliers juifs. Tous seront indemnisés conformément aux règles en vigueur.

Les Arabes ont déclaré exprimer une vigoureuse protestation. Leur porte-parole ont déclaré qu'ils ne s'opposent pas à la mise en valeur de la Galilée, qui en a effectivement bien besoin, mais qu'ils refusent de faire les frais d'une opération qui ne bénéficierait, selon eux, qu'aux juifs qui seront installés sur des terres dont on va les déposséder.

ANDRÉ SCAMAMA.

[Selon le porte-parole du Comité pour la défense des terres arabes, cité par l'Associated Press, l'Etat israélien s'est emparé, progressivement, depuis 1948, de 228 000 hectares sur les 400 000 que possèdent les Arabes lors de la création de l'Etat juif. Sur les 80 000 hectares appartenant encore à des Arabes, 30 000 seulement seraient arabes, a précisé le porte-parole du comité.]

## A TRAVERS LE MONDE

### Guinée-Bissau

• LA GUINÉE-BISSAU a décidé d'émettre sa propre monnaie, le peso-guinéen, de mettre fin aux activités de la Banque nationale d'outre-mer portugaise, notamment de lui retirer le droit d'émission, et de la tenir pour responsable, ainsi que le gouvernement portugais, de la gestion monétaire antérieure à l'indépendance. Dans une note officielle, le gouvernement portugais condamne le « caractère unilatéral » de cette mesure et la façon dont il est procédé à la liquidation de la banque, mais se déclare prêt à continuer les négociations. — (A.F.P.)

### Japon

• ATTENTAT A LA BOMBE. — Deux personnes ont été tuées et quarante-cinq autres blessées, mardi 2 mars, par l'explosion d'une bombe au premier étage de l'immeuble qui abrite l'administration préfectorale d'Hokkaido (île septentrionale du Japon). Les enquêteurs rappellent que le quartier général de la police d'Hokkaido, situé à côté de l'immeuble, avait subi un attentat à la bombe le 12 juillet 1975. Le Front radical anti-japonais de l'Asie de l'Est avait revendiqué cet attentat. — (A.F.P.)

(Publité)  
• Des séjours conçus par des jeunes pour les jeunes.  
**JEUNESSE DÉTENTE JUDAÏSME**  
Sports d'hiver pour les jeunes à partir de 18 ans (\*) :  
• ANNEE EN SEULE  
de 28 mars 1976 à 2 avril  
Prix : 1 150 F (transport, assurance, pension complète, vélos, déjeuné, solaires, douches, etc.)  
• AMBASSADE JUIVE  
NOUVEAUX CACHES  
Renseignements et inscriptions :  
J.D.J., 65, rue de la République  
75009 PARIS 19. Tél. 47-47  
Ouvert du lundi au vendredi,  
de 10 à 12 h et de 14 à 18 h 30  
(\*) Nous proposons également des séjours pour jeunes de 14 à 17 ans

## LA VISITE DE L'ÉMIR DE BAHREIN A PARIS

### M. Giscard d'Estaing : le moment est venu de jeter les bases d'une véritable coopération

Arrivé lundi soir 1<sup>er</sup> mars à Orly avec un retard de près de trois heures dû à une fausse alerte à la bombe, l'émir de Bahrein, le cheikh Issa Ben Salmane Al Khalifa, a été accueilli à son descente d'avion par M. Giscard d'Estaing.

Dans la soirée, le président de la République a prononcé, dans l'allocution qu'il a prononcée au cours du dîner offert à l'émir en l'honneur de l'émir, la politique de la France à l'égard de la crise au Proche-Orient.

« Vous savez, a-t-il dit, quel prix la France attache, comme vous, à l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient, et quels efforts elle déploie en faveur d'un règlement d'ensemble qui tienne compte de ce qu'il y a de la justice dans les légitimes aspirations des différentes parties en cause. »

Ce règlement d'ensemble, a précisé M. Giscard d'Estaing, doit tenir compte de la volonté des Etats de la région de vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties, de celui des pays arabes de recouvrer l'intégrité de leurs territoires, et enfin, celui du peuple palestinien de disposer d'une patrie.

Le chef de l'Etat a exprimé sa satisfaction de constater que, sur les grandes questions internationales, nos préoccupations sont

les mêmes. Dans sa réponse, l'émir de Bahrein a félicité la France pour « l'attitude noble qu'elle a adoptée à l'égard du monde arabe et de la cause palestinienne, une attitude qui favorise le peuple palestinien, mais parce que, fondée sur la justice et le droit des peuples à l'autodétermination, elle est basée sur l'objectivité et l'équité. »

En ce qui concerne le dialogue Nord-Sud, le chef de l'Etat du Bahrein a fait l'éloge de la politique de la France « en ce qui concerne la soi-disant crise de l'énergie, car elle a choisi la voie du dialogue et non de la confrontation. »

Évoquant le dialogue euro-arabe, le cheikh Issa Ben Salmane Al Khalifa a déclaré : « Nous attendons de la France qu'elle joue le rôle de chef de file des relations amicales et qu'elle ouvre les portes de l'Europe, car Bahrein est convaincu de l'importance et de la nécessité du dialogue entre le monde arabe et l'Europe. »

L'émir de Bahrein a souligné la solidité et l'ancienneté des relations historiques entre son pays et la France, car, a-t-il dit, « bien avant que le pétrole juif ne soit découvert, la France a été la plus importante cliente de Bahrein dans le commerce de la perle. »

S'adressant au président Giscard d'Estaing, le chef de l'Etat du Bahrein a félicité du fait que les relations franco-arabes ont atteint, sous votre mandat, leur apogée.

« Nous tendons vers vous une main amicale en vue de renforcer la coopération entre nous les deux mondes », a-t-il conclu.

Ces articles ne se contentent nullement de prendre pour argent comptant des informations biaisées, mais ils y ajoutent des déductions rapides et des sous-entendus qui témoignent, une fois de plus, d'une grave méconnaissance de la situation.

1. L'abolition et la disparition sont purement et simplement assimilées, alors que le cloisonnement de l'activité fait d'un voyage de quelques kilomètres une disparition.

2. Les « intellectuels », dont les Français se soucient fort, en dehors de chez eux, sont victimes de la barbarie paysanne. On pourrait élargir la portée de l'intellectualisme de ces Cambodgiens qui se mesure à l'aune de leur acculturation, mais il ne faut pas oublier qu'un grand nombre d'entre eux, parmi les meilleurs et les plus sincères, avaient abandonné depuis longtemps la « démocratie républicaine » pour rejoindre les barbares.

3. Voici le Chinois, curieusement abandonné par Pékin, victime du racisme, alors même que ses compatriotes sont les maîtres de certaines provinces, pour ne pas dire du pays. On se rappelle, lorsque l'on sait qu'une partie des Chinois et Sino-cambodgiens urbains constituent la totalité de la bourgeoisie marchande compradore qui sabotait les tentatives de développement rural et industriel et soutient le régime Lon Nol en échange de la liquidation des coopératives et du secteur public, avec en particulier la fin du contrôle du commerce extérieur.

4. Les relations franco-cambodgiennes, qu'il s'agit de surprendre à ce que la nouvelle Constitution mette l'accent sur la liberté de conscience. Quant aux bonzes, je ne doute pas que de nombreux aient été défringués, et cela devrait réjouir tous ceux qui s'intéressent au bouddhisme : la prise de l'habit jaune était en effet un moyen fort pratique d'échapper à la conscription. Les familles aisées — les seules à pouvoir se passer d'un actif — vivent ainsi à multiplier les vocations parmi leurs fils. Il est inutile de préciser que pour ces jeunes gens les vertus n'allaient guère avec l'habit. Quant aux religieux qui vivent dans les zones libérées bien avant 1975, j'ai eu l'occasion d'en interroger un à Pursat. Comme je lui demandais quel était le sort réservé à la religion, il partit dans une longue diatribe très véhémente où il énuméra tous les travaux qu'on lui faisait faire, mais il fallut une seconde interrogation pour qu'il me parle, bien vaguement, des entraves à l'exercice de la religion. Parler des bonzes

communes, nos intérêts parallèles et nos conceptions voisines.

M. Giscard d'Estaing a encore déclaré, s'adressant à son hôte : « Nous apprécions en particulier la contribution qu'apporte la sagesse de votre politique à la stabilité du Golfe. Le peuple bahreïnien a su admirablement tirer parti des avantages de sa position géographique pour trouver une ouverture sur le monde extérieur, le moyen d'assurer sa prospérité, et l'occasion d'affirmer son identité et sa personnalité propres. »

Le président de la République a remercié l'émir de Bahrein pour « l'accueil favorable qu'il a réservé dès l'origine à sa proposition d'une conférence sur la coopération économique internationale ». Il s'est déclaré « convaincu que Bahrein partage notre espoir que des travaux de la conférence sortiront un progrès de la rationalité et de la justice dans le fonctionnement de l'économie mondiale », et a noté que « les travaux qui neigent d'ouvrir les portes à une œuvre des dernières semaines confirment cet espoir. »

« L'émirité qui est née entre nous l'importance de nos échanges à votre développement, la communauté de nos préoccupations et de nos objectifs nous font souhaiter encore davantage le chef de l'Etat, le resserrement de nos relations dans tous les domaines, et nous font penser que le moment est venu pour Bahrein et pour la France de jeter les bases d'une véritable coopération. »

LE CHEIKH ISSA : la France peut nous ouvrir les portes de l'Europe

# ASIE

## Chine

### Le « Drapeau rouge » dénonce le « mépris » de certains « compagnons de route » de la révolution à l'égard du socialisme

De notre correspondant

Pékin. — Le dossier d'accusation contre les « révisionnistes » s'est enrichi, mardi 2 mars, d'une des pièces les plus importantes qui avaient été publiées depuis le début de la campagne. Il s'agit d'un article signé par l'un des commentateurs les plus connus du Drapeau rouge, M. Chi Heng ; il figure ce mois-ci au sommaire de la revue théorique du parti et est publié en première page des quotidiens de Pékin.

L'article est d'abord important par la caution qu'il donne, en le représentant à son compte, à des accusations formulées ailleurs. Il considère comme un « aveu » sans équivoque le passage de cette lettre citée par une affiche de l'Université de Tsinghua : « Si on ouït que vous restiez le capitalisme, cela veut dire que vous travaillez avec succès » (le Monde daté 22-23 février). Une phrase est également citée : « Limiter le droit bourgeois suppose l'existence d'une base matérielle. » — qui est jugée révélatrice des « positions réactionnaires » des dirigeants droitiers.

M. Teng Hsiao-ping n'est pas nommé, mais il est très clairement identifié. M. Chi Heng va même loin dans sa description du personnage : « Tout le monde se rappelle bien que le responsable engagé dans la voie capitaliste, et qui a inspiré le vent dévotionnel de droite, a appliqué autrefois une ligne bourgeoise réactionnaire d'association de Lin Shao-chi au début de la grande révolution culturelle prolétarienne dans le but d'écraser ce grand mouvement de masse révolutionnaire. »

Le commentateur dépasse, pour la première fois peut-être depuis le début de la campagne, le niveau de la polémique pour s'engager dans une analyse de fond. « Pourquoi, demande-t-il, des gens qui avaient fait la révolution démocratique cherchent-ils une autre classe dans la révolution socialiste et deviennent-ils des responsables engagés dans la voie capitaliste ? Pourquoi de tels responsables ont-ils pu mener la révolution culturelle et qui avaient

juré de ne jamais en remettre en cause les conclusions, l'ont-ils une fois revenus à leur poste de travail un vent dévotionnel de droite (...) et refusent-ils même de corriger leurs fautes ? Pourquoi ces responsables ont-ils mis l'existence et la lutte des classes et se sont-ils opposés à ce que la lutte des classes soit prise comme axe multistop ? »

## Des personnages

### « minoritaires »

S'efforçant de répondre à ces questions, M. Chi Heng explique que les « compagnons de route » qui ont participé à la première phase « démocratique » de la révolution, c'est-à-dire à la lutte contre l'impérialisme et le féodalisme, rencontrent du fait de leur « nature de classe », bourgeoise ou petite-bourgeoise, d'extrêmes difficultés à s'adapter aux objectifs de la révolution socialiste, dont le but est d'établir la dictature du prolétariat. De là, leur « mépris » pour la révolution culturelle, leur « haine mortelle » pour des nouveautés.

Ce phénomène n'est pas nouveau, observe un commentateur, qui cite de nombreux exemples choisis depuis 1953 — où des

membres du P.C. se sont opposés à la marche en avant de la révolution. Or, écrit-il, « ne pas vouloir progresser signifie reculer, ne pas faire la révolution équivaut à faire la restauration, ne pas avancer sur la voie socialiste équivaut à cheminer sur la voie capitaliste ». Le fond de l'air est que « les chefs de file de la ligne réactionnaire sont des représentants de la bourgeoisie et s'opposent à la révolution contre la bourgeoisie, notamment à la révolution contre les agents de la bourgeoisie au sein du parti ».

M. Chi Heng, qui met l'accent sur l'aspect éducatif de la « lutte en cours », laisse, malgré tout, entendre que le P.C. reste disposé à « travailler pour l'unité », et que ses rangs peuvent encore rester ouverts à ceux qui corrigent leurs erreurs. Tel n'est pas, cependant, si l'on comprend bien, le cas de M. Teng Hsiao-ping, accusé très explicitement de se refuser à cet examen de conscience. De tels personnages, conclut avec confiance M. Chi Heng, « sont minoritaires, la vérité n'est pas entre leurs mains et les masses ne sont pas de leur côté ». L'auteur ne précise pas entre les mains de qui est le pouvoir. Est-ce à dire que c'est aux masses qu'il appartiendra de ramener à la raison, ou d'abattre, ces « minoritaires » ?

ALAIN JACOB.

## CORRESPONDANCE

### Que se passe-t-il au Cambodge ?

A la suite de la publication dans le Monde des 17 et 18 février de deux articles de M. F. Ponchaud sur le Cambodge, nous avons reçu de nombreux lecteurs, de l'université de Lyon II, ancien professeur à la faculté de droit de Phnom-Penh (1973-1975), nous a adressé les remarques suivantes.

Ces articles ne se contentent nullement de prendre pour argent comptant des informations biaisées, mais ils y ajoutent des déductions rapides et des sous-entendus qui témoignent, une fois de plus, d'une grave méconnaissance de la situation.

1. L'abolition et la disparition sont purement et simplement assimilées, alors que le cloisonnement de l'activité fait d'un voyage de quelques kilomètres une disparition.

2. Les « intellectuels », dont les Français se soucient fort, en dehors de chez eux, sont victimes de la barbarie paysanne. On pourrait élargir la portée de l'intellectualisme de ces Cambodgiens qui se mesure à l'aune de leur acculturation, mais il ne faut pas oublier qu'un grand nombre d'entre eux, parmi les meilleurs et les plus sincères, avaient abandonné depuis longtemps la « démocratie républicaine » pour rejoindre les barbares.

3. Voici le Chinois, curieusement abandonné par Pékin, victime du racisme, alors même que ses compatriotes sont les maîtres de certaines provinces, pour ne pas dire du pays. On se rappelle, lorsque l'on sait qu'une partie des Chinois et Sino-cambodgiens urbains constituent la totalité de la bourgeoisie marchande compradore qui sabotait les tentatives de développement rural et industriel et soutient le régime Lon Nol en échange de la liquidation des coopératives et du secteur public, avec en particulier la fin du contrôle du commerce extérieur.

4. Les relations franco-cambodgiennes, qu'il s'agit de surprendre à ce que la nouvelle Constitution mette l'accent sur la liberté de conscience. Quant aux bonzes, je ne doute pas que de nombreux aient été défringués, et cela devrait réjouir tous ceux qui s'intéressent au bouddhisme : la prise de l'habit jaune était en effet un moyen fort pratique d'échapper à la conscription. Les familles aisées — les seules à pouvoir se passer d'un actif — vivent ainsi à multiplier les vocations parmi leurs fils. Il est inutile de préciser que pour ces jeunes gens les vertus n'allaient guère avec l'habit. Quant aux religieux qui vivent dans les zones libérées bien avant 1975, j'ai eu l'occasion d'en interroger un à Pursat. Comme je lui demandais quel était le sort réservé à la religion, il partit dans une longue diatribe très véhémente où il énuméra tous les travaux qu'on lui faisait faire, mais il fallut une seconde interrogation pour qu'il me parle, bien vaguement, des entraves à l'exercice de la religion. Parler des bonzes

cambodgiens comme d'une catégorie unique, c'est se voiler les yeux devant le fait que l'organisation et même la religion bouddhiques étaient depuis longtemps fracturées, comme l'était la société. La guerre a révisé et approfondi la coupure entre un bouddhisme rural qui s'est mis au service du peuple et un bouddhisme urbain davantage soucieux du « sangha » (clergé) et qui a sombré dans l'antibouddhisme.

5. Enfin, le massacre : en avril 1975, il y a eu environ 2 à 4 millions d'habitants dans les zones « républicaines ». Si l'on en croit l'auteur, de 20 à 25 % de cette population seraient morts en dix mois du manque de nourriture et du travail forcé. On en arrive à se demander comment la surpopulation (et la faim) peuvent exister dans le monde quand on voit de tels ravages dans un pays pourtant sous-peuplé !

Pourquoi l'auteur sombre-t-il dans le pessimisme de l'irréversible alors que la révolte gronde et que le mythe khmer s'effondre ? Pourquoi, qui n'attend que son Mario Soares, s'impose déjà ? A trop se référer aux charmes de l'ancien régime, ces deux articles ne peuvent donner une image du nouveau.

### La règle d'une bonne vision : P.M.V.

P : La prescription : Etablie par votre médecin ophtalmologiste.  
M : La monture : A chaque visage son style. A chaque style son type de lunettes. Les spécialistes LEROY vous aideront à choisir le votre parmi les modèles 76 qu'ils ont sélectionnés pour vous.  
V : Les verres : Voir vue a ses exigences que LEROY peut satisfaire. Quelles que soient votre vision, vos raisons de porter des verres, LEROY saura vous conseiller.  
Grands champs - ultra-light - incassables - multifocaux - en plus d'une gamme complète de ces verres, LEROY vous propose aussi son exclusivité : le Studio 78. Départements : Lentilles de Contact, Appareils et Lunettes Auditives.  
9 succursales à Paris.  
Réseau international de correspondants.

**LEROY**  
OPTICIEN, 104 CHAMPS-ÉLYSÉES,  
11 bd du Palais - 5 place des Terres  
147 r. de Rennes - 150 r. de Lyon

# FOIRE AUSKI

(DU 28 FEVRIER AU 6 MARS)

ENSEMBLE SKIS DRAC  
(ou) OLYMPIQUE S  
(ou) OLYMPIA (Rossignol)  
(ou) CDX (Kneissl)  
+ FIXATIONS LOOK NEVADA N17(73)

POUR 500F

ENSEMBLE SKIS VTX (Kneissl)  
(ou) RTX (Kneissl)  
(ou) LANGE

+ PLAQUE LOOK LK 5

POUR 700F

ENSEMBLE SKIS LANGE  
+ RETRACTABLE BURT

POUR 800F

ANORAKS OLYMPIC - HECHTER  
FUSALP - V de V  
COSSIA - MOSSANT

A PARTIR DE 150F

\* La Foire au ski, c'est aussi : des prix pour toutes les chaussures et les skis ; des prix de location : à partir de 150 F pour les skis et de 50 F pour les chaussures.

**TEAM 75**

Paris :  
TEAM 5 MONTMARTRE 44-46, rue St-Pierre 6  
TEAM 6 MONTMARTRE 31, rue d'Artois 20  
TEAM 7 MONTMARTRE 15-17, rue d'Artois 13  
TEAM 8 MONTMARTRE 25, rue de Valenciennes 5  
Carrières Commerciales Régionales :  
TEAM 9 ROSSIGNOL  
TEAM 10 ROSSIGNOL  
TEAM 11 ROSSIGNOL  
TEAM 12 ROSSIGNOL  
TEAM 13 ROSSIGNOL  
TEAM 14 ROSSIGNOL  
TEAM 15 ROSSIGNOL

TEAM 5. LES MAGASINS DE SPORT QUI DONNENT ENVIE DE FAIRE DU SPORT.

سكيا في الاول







## AFRIQUE

## LA CRISE DU

El Aloun. — La calle Do-Dora, à Smara, offrait le vendredi 27 février une vision surréaliste. Des maisons mortes, fenêtres aveugles, portes bouclées de l'extérieur. Et, marchant dans la rue vide, trois journalistes suivis à vingt pas de sept policiers.

Où étaient passés les sept mille six cents habitants que Smara, capitale religieuse du Sahara occidental, comptait il y a six mois ? En restait-il cinq cents ? Des drapeaux marocains, en revanche, nous en décomptons plusieurs par maison, en tout quatre à cinq mille. Des portraits de Hassan II étaient placés aux murs. A chaque coin de rue, deux soldats postés, fusils à la main. Dans la ville, comme aujourd'hui dans tout le Sahara occidental devenu marocain, il flottait plus qu'un air d'occupation.

C'était cependant un grand jour pour Smara. Le ministre de l'Intérieur en personne, M. Mohamed Hadou Echiguer, installait le premier gouverneur marocain de la province, M. Saïd Ouassou, un homme sûr qui a fait ses premières armes à Beni-Mellal, chez les Berbères du Moyen-Atlas. Sur la grand-place, devant la mosquée, sur les murs de laquelle on lit encore, gravés dans le plâtre, des slogans pour l'indépendance, l'estrade officielle était dressée sur quatre bidons.

## Une résistance muette

M. Mohamed Hadou Echiguer, qui y avait pris place, mit en garde la centaine de notables sahraouis barbus qui formaient la meute assise : « Il n'y a pas de discussion possible sur l'appartenance du Sahara au Maroc, dit-il. Si cela

est nécessaire, le peuple descendra une seconde fois jusqu'ici pour l'affirmer. »

« Ici c'est le Maroc. Où que ce soit, nous n'avons pas rencontré un interlocuteur marocain qui tienne un autre langage. »

Les uns et les autres usent sans doute d'un vocabulaire différent pour dire leur conviction. Nationalisme chez beaucoup de dignitaires du régime marocain. Si le roi nous dit : marchez vers le Sénégal, nous répéterons, jusqu'au Sénégal : la terre est marocaine. « Foi profonde exprimée avec plus de modération chez les combattants. Tous, pourtant, disent les mêmes choses : qu'il leur passe sur le corps pour leur reprendre un Sahara perdu seulement l'espace d'un demi-siècle de colonisation ; que la reconquête n'ait que trop tardé, et que cette longue attente excusse les maudissements commises pendant le processus de récupération ; qu'ils ne comprennent rien à l'opposition absurde d'Alger, et qu'ils se demandent quels desseins l'Algérie peut avoir en l'affaire, elle qui a annexé sans coup férir la plus grande partie du Sahara ; qu'ils jugent bien méritée la leçon de modestie donnée par Hassan II au président Boumediène ; bref, qu'il serait stupide d'en arriver à une guerre entre deux pays frères ; que cela dit, le Maroc ne transigera pas, et que tout son peuple est derrière le roi.

« Ne dites rien qui me trahisse. Je suis Polisario à 100 %. Mais maintenant, je suis aussi comme une miette de pain entre les dents du roi bryon. Ce vieux cheikh rencontré clandestinement à El Aloun exprime le

## « Ici c'est le Maroc »

De notre envoyé spécial P.-M. DOUTRELANT

sentiment de neul sur dix des Sahraouis qui n'ont pas fui en Algérie. Une résistance muette. Il reste au Sahara occidental de 30 à 60 % de la population recensée par les Espagnols.

« Les sol-dit-ant réfugiés ont été emmenés de force en Algérie », répètent les autorités marocaines. Pour dire, ce dont nous sommes sûr, c'est qu'il a été fabriqué des oracles indécrottables. Les Sahraouis présents au Sahara, tout comme leurs frères en fuite, n'ont pas assez de mots pour dénoncer l'oppression et l'invasion marocaines.

Pourquoi ne sont-ils pas partis ? La plupart de leurs parents l'ont fait, répètent-ils. Ils sont restés pour préserver les biens de leurs familles ; non parce qu'ils étaient trop vieux, mais parce qu'ils ne se sentaient pas la force de vivre en exil. Pourquoi ont-ils tous accourché des drapeaux marocains à leur porte ? Parce que, dès l'entrée de l'envahisseur, la police en a fait la distribution de maison en maison. Pourquoi ne sont-ils rien pour extorquer les richesses du pays ? Parce qu'ils ont peur.

Ils vivent chez eux, entre eux, ils se défendent. Ils limitent à l'indispensable les rapports avec les autorités. Ils enseignent à leurs enfants un esprit de résistance. « Qu'est-ce que tu es toi, une Sahraoui ou une Marocaine ? » demandait cette mère à sa fille de deux ans. Elle répondait : « Je suis Marocaine. »

Une toute petite part de la population sahraoui, menée par les anciens membres de la Djamaa collaborait avec les autorités. Elle justifiait son ralliement par deux arguments : le dénuement du peuple sahraoui. « Un seul médecin autochtone, peu ou pas de cadres militaires, diplomatiques, économiques. Le Sahara occidental n'a rien pour devenir un Etat », explique M. Brahim Ould Seïchir, vice-président de l'axe-Djamaa : ensuite, l'absence totale de liens de travail, d'amitié ou de famille, avec l'Algérie, qui aurait pu parer un Sahara indépendant.

Mais les membres de la Djamaa seraient plus écoutés si du temps de la colonisation espagnole ils n'étaient pas apparus comme les hommes de Madrid. Jamais un mot non plus contre les « maudissements » commises par leur arrivée par les forces marocaines. Pourtant elles furent assez crânes pour que des officiers, des forces royales acceptent de nous en parler. A la Casa del Placer, autre bastion du Polisario, on a conté les armes, bien sûr, mais il y a eu aussi des vols d'argent et de bijoux. A son arrivée à El Aloun, fin novembre, M. Ben Hacen, le chef de la police, fut présenté aux autorités espagnoles comme étant « un grand artiste ». Des ennemis ont été faits aux propriétaires de Land-Rover qui refusaient de conduire des gens aux manifestations pro-marocaines. Ordre a été donné, pendant le séjour de l'envoyé de l'ONU à El Aloun, de brader des pancartes préparées par les militaires. Un laissez-passer a été exigé pour tout déplacement en dehors des agglomérations. Contrairement à la tradition espagnole, des femmes sahraouis ont été emprisonnées.

Un carcan policier

Et surtout, le dispositif policier, justifié « par la nécessité de protéger les derniers colons espagnols » (sic), est omniprésent, tentaculaire.

Sans doute les autorités ont-elles pris conscience de la maladresse de cette politique. Chaque bête renferme les sentiments anti-marocains de la population. Aujourd'hui, tout en maintenant par « prévention » le carcan policier, elles préparent l'apaisement, appellent au retour des enfants prodiges égarés « par la propagande d'une puissance étrangère » ; promettent le pardon à tous ceux — y compris les dirigeants du Front Polisario — qui, un repentir sin-

cére au cœur, furent acte d'alignement à Hassan II ; assurent que le Maroc, « sans être les Etats-Unis d'Amérique », va consacrer de grosses sommes au développement économique du Sahara.

Trois cents millions de dirhams cette année (1), de 1 à 2 milliards dans le prochain plan quinquennal. Les travaux de la voie ferrée Marrakech-Bou-Craa sont déjà en adjudication. Les bulldozers sont à pied d'œuvre pour élargir la voie à six voies à Tan-Tan-Smara. D'Agadir partira une nouvelle route transsaharienne. El Aloun et les plages environnantes accueillent bientôt les touristes découragés par les encombrements des îles Canaries. La Sagua-El-Hamra se couvrira d'oliviers. « L'eau est à 2 mètres sous le sol », et les Espagnols en ont découpé partout des nappes. Les Marocains n'ont plus qu'à forer les puits. « Et si l'eau de mer... » Les Sahraouis ont des devoirs de Marocains. Ils en auront tous les droits. C'est une décolonisation idéale que nous pratiquons », affirmait, voilà peu de temps, en présentant le programme économique, M. Gires Barri, secrétaire d'Etat marocain à l'Intérieur.

Mais les Sahraouis, que veulent-ils ? Moins que jamais, il n'est question de les consulter. Peuple d'une grande dignité dans l'épreuve, et qui n'a contre lui que d'être trop peu nombreux sur un territoire dont les sables pourraient contenir d'autres richesses que le phosphate. Qu'offre-t-on aujourd'hui à ce peuple ? L'abandon marocain, la culture marocaine, ou bien l'exil en Algérie et une lutte fort incertaine ?

(1) Le dirham vaut 113 F.

## DEUX POINTS DE VUE

## Un droit intangible : l'autodétermination

par MAURICE BARBIER (\*)

L'AFFAIRE du Sahara occidental est devenue, par la force des choses, un conflit ouvert entre le Maroc et l'Algérie, au point de menacer la paix dans la région. Les différentes parties engagées dans ce conflit invoquent des droits qu'elles estiment bien établis, et qui ont été maintes fois exposés tant par les spécialistes que par les diplomates. Les actions entreprises par la Mauritanie, et surtout par le Maroc et le Front Polisario, représentent le peuple sahraoui, ont été accomplies au nom de ces droits et pour les défendre. Le conflit a donc incontestablement un aspect juridique.

Le Maroc et la Mauritanie prétendent avoir des droits sur le Sahara occidental, le premier sur la Sagua-El-Hamra au nord, et la seconde sur le Rio-de-Oro, au sud. Sur la base de ces prétentions, ces deux pays se sont entendus pour se partager le territoire, et ont conclu un accord avec l'Espagne, puissance administrante, pour faciliter son retrait et prendre sa succession. Mais, de son côté, le Front Polisario, soutenu politiquement et militairement par l'Algérie, invoque le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux multiples résolutions de l'ONU depuis une dizaine d'années.

Jusqu'à une date récente, ces différents droits s'opposaient d'une manière inconciliable. Surtout, il y avait une réelle incertitude sur l'ampleur de ces droits, sinon sur leur existence même : le Sahara occidental faisait-il partie intégrante du territoire marocain ou relevait-il de la Mauritanie ? Et dans quelle mesure ? Ou bien était-ce un territoire non autonome (au sens donné par l'ONU à ce terme), dont la population pouvait exercer librement son droit à l'autodétermination ? Il était très difficile de répondre avec certitude à ces questions juridiques, qui se posaient d'une manière inévitable.

## Le droit applicable

Mais désormais, il n'est plus possible d'avoir d'hésitations, car la question proprement juridique a reçu une réponse qui paraît sûre et définitive. En effet, le 16 octobre 1975, la Cour internationale de justice de La Haye a donné un avis consultatif sur cette affaire à la demande de l'Assemblée générale de l'ONU. Certes, il s'agit d'un simple avis consultatif qui, à la différence d'un arrêt, ne saurait avoir une valeur juridique obligatoire. De plus, il comporte certains défauts secondaires, que les spécialistes

ne manqueront pas de commenter. Cependant, il n'est pas sans valeur juridique, car, en le rendant, la Cour a dit le droit, même si ce droit n'a pas force obligatoire pour l'ONU ni pour les parties intéressées.

Cette valeur juridique est renforcée par le fait que l'avis a été demandé par les Nations unies à l'Assemblée générale de la Mauritanie, bien plus, à l'origine, le Maroc voulait soumettre le différend à la Cour selon la voie contentieuse, afin d'obtenir un arrêt de caractère obligatoire. Enfin, la procédure consultative devant la Cour s'est déroulée pratiquement comme une procédure contentieuse, car le Maroc (mais non la Mauritanie) a pu désigner un juge ad hoc, et la présence d'un juge espagnol sur le siège, et les différentes parties ont plaidé leur cause comme dans une action contentieuse.

Or, que dit cet avis consultatif, qui est passé un peu trop inaperçu à l'époque, en raison de la « marche verte » lancée aussitôt par le roi Hassan II ? Ses conclusions sont à la fois nuancées et fermes et elles peuvent se résumer à quatre points.

1) Tout d'abord, au moment de la colonisation espagnole, c'est-à-dire à une époque commençant en 1884, le Sahara occidental n'était pas un territoire sans maître (terra nullius). Point adopté à l'unanimité des seize juges.

2) A l'époque considérée, il y avait des « liens juridiques d'allégeance » entre le sultan du Maroc et certaines tribus situées sur le territoire du Sahara occidental. De même, il y avait des « droits », y compris certains droits relatifs à la terre, qui constituaient des liens juridiques entre l'ensemble mauritanien (correspondant à peu près à l'actuelle Mauritanie) et le territoire du Sahara occidental.

3) En revanche, il n'y avait « aucun lien de souveraineté territoriale » entre le territoire du Sahara occidental d'une part, le royaume du Maroc ou l'ensemble mauritanien d'autre part. La Cour s'est prononcée par quatorze voix (y compris le juge ad hoc) contre deux concernant les liens juridiques du territoire avec le Maroc, et par quinze voix contre une concernant ses liens juridiques avec l'ensemble mauritanien.

4) Enfin, la Cour en déduit qu'il n'y avait pas de liens juridiques de nature à modifier l'application de la Déclaration

sur l'octroi de l'indépendance (adoptée par l'ONU en 1960) et « le principe d'autodétermination » de l'expression libre et authentique de la volonté des populations du territoire. Malgré les apparences, cette précision n'est pas inutile ni opportune, car l'avis est donné pour aider l'ONU « à définir sa politique de décolonisation » et « à se prononcer sur les thèses du Maroc et de la Mauritanie ».

## Une question tranchée

Ainsi, on peut considérer que la question juridique est désormais tranchée d'une manière incontestable. Contrairement à leurs prétentions, ni le Maroc ni la Mauritanie ne possèdent un droit de souveraineté territoriale sur le Sahara occidental ; même si, dans le passé, il y avait des liens juridiques d'allégeance entre le sultan marocain et certaines tribus du territoire ; même si l'avis reconnaît des droits formels de liens juridiques entre l'ensemble mauritanien et le territoire. Ni le Maroc ni la Mauritanie ne peuvent donc invoquer des droits de souveraineté sur le Sahara occidental ; même si, dans le passé, il y avait des liens juridiques d'allégeance entre le sultan marocain et certaines tribus du territoire ; même si l'avis reconnaît des droits formels de liens juridiques entre l'ensemble mauritanien et le territoire.

Tel est, semble-t-il, le droit international applicable dans le cas du Sahara occidental. L'avis de la Cour de La Haye apporte non seulement une contribution précieuse au droit de la décolonisation, mais une lumière précieuse pour la solution du conflit. Certes, par lui-même, ce droit ne peut s'imposer avec force obligatoire aux parties intéressées, mais il est désormais établi, et il appartient à la diplomatie de le traduire dans les faits. Un échec à ce sujet pourrait être un danger pour l'avenir de l'Afrique, d'un problème comparable à plusieurs égards et encore plus explosif : celui qui se posera demain de l'autre côté de l'Afrique, à Djibouti, qui connaît une situation presque semblable. Cette perspective pourrait inspirer l'attitude de la France à propos du conflit saharien.

(\*) Maître assistant de sciences politiques à l'université de Nancy-II.

## Une certitude, des questions...

par TAHAR BEN JELLOUN (\*)

L'HORIZON du conflit qui oppose depuis quelques mois le Maroc et l'Algérie présente une certitude : une confrontation militaire ne résoudrait aucun problème, bien au contraire, elle ne ferait qu'aggraver les problèmes existants et retarder d'une décennie au moins le développement du Maghreb. La guerre signifierait le suicide d'une fraternité, l'annihilation d'une même identité culturelle et la fin politique — voire physique — des Sahraouis. Le diplomate n'a rien donné, la médiation des pays arabes n'a abouti à aucun résultat positif. Des négociations ont failli avoir lieu au Caire, mais chacun est resté sur ses positions. Les Marocains disent : « Négocier quoi ? La marocain du Sahara occidental ne doit pas être renvoyé en question ; pas de modification de la carte marocaine. Le peuple sahraoui ? Il n'a qu'à réintégrer sa patrie, le Maroc... » Les Algériens répondent : « Pas d'accord possible si on ne tient compte du respect des droits inaliénables du peuple sahraoui... »

Les Marocains récupèrent un territoire. Les Algériens défendent un principe : l'autodétermination des Sahraouis. La proclamation, dans la nuit du 27 au 28 février, d'une République sahraoui par le Front Polisario a créé un fait accompli qui ajoute encore à la complexité du problème. En fait, le Polisario vient de moins en moins au principe de l'autodétermination et justifie cette position en accusant le Maroc « d'avoir, à la place du peuple (sahraoui), fait venir trente mille Marocains », ce qui lui donnerait, en cas de référendum, un avantage important (le Monde du 18 février). L'ONU constate que les conditions ne sont pas réunies pour procéder à une consultation de la population. Le recensement espagnol prouve quant à lui l'écart entre les principes et la réalité (le Monde du 19 février). La presse marocaine publie des témoignages concordants des familles sahraouis affirmant que des éléments du Polisario ont essayé « de les faire fuir de leurs foyers à l'approche de l'entrée des Marocains ».

A la question « Que veut l'Algérie ? » un couloir sur l'Atlantique, un partage ou un Etat indépendant mais qui serait « son protégé » ? Les Marocains substituent d'autres interrogations : « Que reproche-t-on au peuple marocain ? De réaliser l'intégrité de son territoire et d'oser toucher au tracé arbitraire des frontières ? »

(Publicité)

**DIRECT D'USINE**

FABRIQUE de Vêtements pean « LUXE »

HOMME - FEMME

BLOUSONS 500 F

Hommes et Femmes

MANTEAUX 900 F

Femmes à partir de

TIMONT 14, Fg-Saint-Honoré

Le Polisario est certes un mouvement armé, mais du fait de sa création récente (1973) et de sa trop grande dépendance à l'égard de l'Algérie, les Marocains doutent de sa représentativité. Quant au principe de l'autodétermination, les Marocains rappellent un fait historique important : lorsqu'au cours des négociations d'Evian le gouvernement du Sahara algérien, le G.P.R.A. s'y opposa violemment et repartit une armée avec le soutien du Maroc, nouvellement indépendant. Ce rappel est accompagné d'une interrogation : pourquoi ce qui fut hier dénoncé — à juste titre — comme une manœuvre de division est aujourd'hui érigé en principe de libération ?

Les Marocains s'étonnent d'autre part de l'attitude de la gauche européenne, qui ne comprend pas que la question de l'intégrité territoriale d'un pays puisse faire l'unité de tout un peuple. Confondant les Etats et les peuples, elle parle de « défaire patriotique », de « nationalisme étriqué » et de « flétri folklorique ». Les schémas s'emparent sur l'analyse. Dans cette affaire, il y a eu une méconnaissance profonde de la réalité sahraoui. Pour une fois, les catégories « gauche » — « droite » sont peu opérantes. Le dossier historique et juridique de l'affaire du Sahara algérien, le G.P.R.A. s'y oppose violemment et repartit une armée avec le soutien du Maroc, nouvellement indépendant. Ce rappel est accompagné d'une interrogation : pourquoi ce qui fut hier dénoncé — à juste titre — comme une manœuvre de division est aujourd'hui érigé en principe de libération ?

A la question « Que veut l'Algérie ? » un couloir sur l'Atlantique, un partage ou un Etat indépendant mais qui serait « son protégé » ? Les Marocains substituent d'autres interrogations : « Que reproche-t-on au peuple marocain ? De réaliser l'intégrité de son territoire et d'oser toucher au tracé arbitraire des frontières ? »

(Publicité)

**BOKASSA ET LA PUBLICITE**

Le Marché Bokassa s'est vu désigner le meilleur publicitaire africain de l'année pour une annonce parue dans la presse internationale... dont l'originalité de la syntaxe et du style a fait l'unanimité du jury. Dans le No 78 d'Africa, la seule revue économique et sociale africaine, entièrement faite en Afrique noire, (c'est mieux pour en tirer parti). Abon: 10 Nos an.: 100 FF ou ch. ou CCP 98.22. Africa, Oskar, S.P. 1976.

مركز الامم المتحدة







**YSOPTIC**

**SVENSON**  
spécialiste capillaire:  
reprend, améliore, embellit (grâce  
ses innovations exclusives) tous les  
systèmes de prothèses capillaires.

**SVENSON & Co, rue des Saussaies,  
Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 265.57.96/49.64**

Généciade, obsession génétique : voilà comment fonctionnait le cerveau fasciste. Il a sans cesse peur d'être aliéné, contaminé, souillé. Plus il entasse les cadavres et plus il se sent purifié, plus il est définitivement hygiénique, une race, un guide, un sang, un empire, un cœur. C'est le tout-faut-il ? Qui aurait cru que la Messie n'aurait été qu'un bloc de glace extraordinaires imbéciles que des intellectuels fascinés créditaient de toutes les vertus et des cotisations en toutes choses ? Les masses ont fait cela. Elles soulèvent les masses ont accepté de faire tourner l'histoire à l'envers, non seulement le « moteur » qu'étaient représentés par les socialistes mais aussi les autres : les communistes « marxistes », on le sait, seule existe la marche avant), mais des philosophes, des artistes, y ont cru, ont servi. C'est ainsi qu'il y avait des hommes d'œuvre qui vivaient la grande aventure internationale de la pensée et de l'art modernes : ceux qui ont été pourchassés et éliminés dans toute l'Europe, de Berlin à Rome, à Madrid ou Berlin, mais aussi à Moscou. Ceux qui étaient pour le fascisme les porteurs d'un art « dégénéré », « nègre », « juif ». Les fascistes ne savaient pas qu'ils étaient « décadents », « coupés des masses ». Joyce, par exemple. Mais encore : les dadaïstes (dont Eilzer disait qu'ils « développaient une nouvelle forme humaine »), les futuristes, les expressionnistes, les formalistes, les surréalistes... Bref, tous ceux qui prenaient réellement acte de la possibilité d'un monde nouveau. Et même, lui, si voulait néo-classique, mental, néo-grec : son ambition (nous le redécouvrons dans les interventions de ces formes) comme il voulait pétrifier les corps dans la peinture ? Celle du cauchemar. Son architecture ? La *Maschière*, toujours *déclamatoire*. Sa littérature ? Une *poésie* qui était celle de la bonne pensée « réaliste », la bonne pensée du foyer tranquillement installé au bord de la fortune du four crématore de la bourgeoisie. Ses arts plastiques ? Esthétique ? Le feuillet moral sur fond de grand-messe unitaire. Et pendant que les trains de déportés allaient dans la nuit vers les solutions, dans les camps mourir à Londres, les exilés du langage s'appellent par exemple Schönberg, parmi combien d'autres, et les hommes. Le silence qui couvre alors l'Europe, nous sommes nés dedans, mais ils savent-nous le monde ? Ils savent-nous le monde urgent de la faim, du froid, débarrassés des appels à la « morale » qui sous-entendent toujours une pente fasciste ? Sommes-nous libérés de ce monde hanté ?

Ayant réussi à canaliser l'aspiration socialiste en national-socialisme, le fascisme s'est inlassablement occupé de trois objectifs fondamentaux : l'obsession raciale, la création d'une élite de combattants et d'artisans, le nationalisme, et sa condensation aboutie, l'antisémitisme, est une pierre

**PHILIPPE SOLLERS.**

(1) *Éléments pour une analyse du fascisme*, deux volumes 10-18 : textes de François Châtelet, J.-T. Desanti, Roger Dadoun, J.-F. Faye, M.-A. Mac-  
ciocchi, Gérard Miller, J.-M. Palmier, N. Poulantzas, Daniel Sibony, Ph. Sollers, A. Uribi, J.-M. Vincent.

**IMPRIMERIE SPECIALE  
POUR PERIODIQUES  
HEBDOMADAIRES ET MENSUELS**  
Consultez les Presses du Palais-  
Royal 65 rue Sainte-Anne  
(265.10.00), maison fondée en 1925  
**DELAI EXEMPLAIRES  
PRIX AGREABLES**

**PONT-NEUF** (rivoli)

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

contez tous les marchands  
de journaux

**VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION**

صیغتنا من الامل



# L'AFFAIRE LOCKHEED

# POLITIQUE

## AU JAPON

### Une quarantaine de personnalités auraient reçu des pots-de-vin

Tandis qu'à Tokyo se poursuit l'audition, devant la commission parlementaire d'enquête, des témoins cités dans l'affaire Lockheed, à Washington, le gouvernement américain a fait savoir qu'il espérait pouvoir répondre favorablement à la lettre que le premier ministre japonais, M. Miki, a adressée à M. Ford, lui demandant de révéler le nom des fonctionnaires nippons impliqués dans le scandale. Selon

Newsweek, quarante-trois personnalités japonaises auraient bénéficié des pots-de-vin versés par Lockheed. Le personnage-clé de l'affaire, M. Yoshio Kodama, s'est pour sa part dérobé à une comparution devant la Diète. Il a, en effet, été hospitalisé, vendredi 27 février, sur les conseils de son médecin qui affirme qu'il est dans un état de « prostration générale ».

### Au cœur des intrigues, le mystérieux M. Kodama

Tokyo. — Espion, gangster, homme d'affaires et politicien, familier des premiers ministres, et grand distributeur des fonds secrets du parti conservateur, devenu lui-même multimilliardaire, M. Yoshio Kodama, âgé aujourd'hui de soixante-cinq ans, pourrait se vanter de sa riche carrière, s'il n'était pas épris d'ombre et de secret.

Sa jeunesse coïncide avec la montée du fascisme, époque des sociétés secrètes, des super-patriotes et des assassinats politiques. Complexe et empoisonné par les événements débuts de Yoshio Kodama, agitateur d'extrême droite, qui mettait avec passion sa violence au service de l'impérialisme nippon. Avec la guerre, son aventure personnelle s'élargit aux dimensions de l'aventure asiatique du Japon, installée à Chenghai, il y monta une étonnante affaire, « Organisation Kodama », qui, protégée par la marine, fut à la fois une agence de renseignements et d'espionnage, et l'instrument du pillage systématique des richesses minières de la Chine. M. Kodama eut ses mines, ses propres usines de munitions, dix mille personnes à son service.

Quand vint la défaite, il avait accumulé une fortune. Ses protecteurs, pour le récompenser, l'aidèrent à rapporter au Japon un trésor qui contenait dix millions de dollars d'or, outre l'équivalent de soixante millions de francs d'aujourd'hui, un amoncellement de diamants, de platine et d'or. Une partie tomba aux mains des occupants américains.

#### De notre correspondant

La reste est une destination inattendue. Entrant d'emblée dans son personnage d'après-guerre, celui de financier et manipulateur secret de la droite politique, M. Kodama remonta le trésor à son protégé, M. Hatoyama, homme politique qui allait être premier ministre peu après, pour lui permettre de fonder le parti libéral, première version du parti conservateur (L.D.P.) d'aujourd'hui. Il eut alors quelques ennemis. Il fut emprisonné comme suspect de crimes de guerre, mais s'en tira bien : après trois ans de geôle, alors que d'autres étaient pendus, il fut relâché, pour des raisons encore inexplicables, sans jamais avoir été jugé. Sa fortune et ses relations politiques — encore développées en prison, où il devint ami du futur premier ministre M. Kishi — furent déformées de lui un personnage puissant et redouté, mais il allait rester l'homme invisible qui tire les ficelles sans jamais en être vu.

Il tira en partie sa puissance de ses liens avec les sociétés plus ou moins secrètes d'extrême droite. Certes, elles sont bien loin d'avoir une influence aussi grande qu'avant-guerre, mais elles gardent un certain pouvoir d'intimidation et de chantage. M. Kodama a-t-il été une partie de ces groupuscules, et il aurait alors, dit-on, sur environ 80 % de leur quelque cent vingt mille adhérents.

Autre tradition tenace de la politique nipponne, M. Kodama est sans

doute le principal personnage à assurer une liaison entre la classe politique et le « milieu ». La droite est en effet toujours en contact avec les états-majors de gangsters et autres mafiosi japonais. Lors des émeutes anti-américaines de 1950 à Tokyo, à l'occasion de la visite projetée du président Eisenhower, M. Kodama avait mobilisé, et mis au service de la police pour réprimer aux émeutes et aux étudiants du Zengakuren, une force de dix mille hommes venus des gangs. Ils furent d'ailleurs sans à intervenir, le président ayant finalement renoncé au voyage.

Grand ami du président Park, directeur de la Corée du Sud, M. Kodama se situe dans le circuit du business japonais dans ce pays et, dans l'autre sens, de l'étranger, par le biais du lobby pro-coréen du Japon.

Avec l'affaire Lockheed, la puissance financière de M. Kodama s'éclaircit d'un jour nouveau. Ses relations avec Lockheed remontent à 1953 ou 1955. Ses appointements récents étaient de l'ordre de sept cent cinquante mille francs par an, une commission personnelle allant jusqu'à quatre cent cinquante mille francs par avion vendu. Sept millions de dollars lui auraient été versés au total, avec mission de promouvoir les intérêts de Lockheed. Où est allé tout cet argent ? A qui ? La question agite tout le Japon.

ROBERT GUILLAIN.

## ADMINISTRATION ET INFORMATION

### Le secret du roi

(Suite de la première page.)

Cette intégration de l'INSEE au ministère des finances favorise d'ailleurs la politique. Comme la montrant la « querelle des indices » et le récent duel idéologique entre M. Malinvaud, directeur de l'INSEE, et M. Meynot, secrétaire de la C.G.T. De même, le contrôle par le ministre des services de prospective fait calenda à certains quelques coups de pouce donnés ici et là aux prévisions.

En vérité, l'information économique et financière ne peut rester cette chasse gardée, ce fief du pouvoir. Qui ne le voit ? Il importe d'assurer pour tous la publicité des informations et la rapidité de leur diffusion. Il importe de garantir l'objectivité, la crédibilité des données, indices et prévisions. En plaçant l'information économique à la disposition, voire sous le contrôle du Parlement, où tous les grands partis — dont ceux d'opposition — sont représentés.

Ainsi, en Italie, l'Office central des statistiques (ISTAT) se trouve aussi à la disposition des élus. L'article 145 du règlement de la Chambre des députés précise : « La Chambre et les commissions peuvent requérir du président (de la Chambre) qu'il invite, par l'intermédiaire du gouvernement, l'Institut central des statistiques à effectuer des relevés, des études et des enquêtes statistiques après en avoir défini l'objet et les fins. »

En France, dans son rapport sur le IV<sup>e</sup> Plan, M. Marc Jacquet, alors rapporteur général de la commission des finances, écrivait : « Il conviendrait que les organismes chargés de recueillir les prévisions économiques et de tirer les conséquences des hypothèses retenues puissent être

indifféremment utilisés par le gouvernement et par le Parlement et disposent, à cet égard, de la totale indépendance dont pourrait se prévaloir une « magistrature de l'information économique. »

Dans le même but, pour garantir l'abondance et l'objectivité des indications fournies aux élus, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale avait déposé, au début de la deuxième législature, une proposition de loi numéro 553. L'objectif : « Créer un établissement public de caractère particulier qui regrouperait en son sein l'INSEE, le S.E.E.F. et, éventuellement, d'autres services de statistiques ou de prospective économique actuellement dépendant de ministères techniques. »

Ici même, on avait proposé la création d'une agence nationale d'information, avec, pour amorce, la fusion de services déjà existants (INSEE, ex-délégation générale à l'information, etc.). Cette agence serait constituée en établissement public autonome et administrée par un conseil mixte comprenant paritément des représentants du gouvernement et des parlementaires. Elle se consacrerait à la documentation, à la prévision et à l'analyse. Pour livrer des éléments indiscutables et crédibles par tous. Cette agence permettrait d'asseoir le débat public sur des données précises et abondantes, sur des chiffres incontestables (indices des prix, niveau du chômage, endettement extérieur, etc.). Elle serait à la disposition non seulement du gouvernement, mais aussi des parlementaires, des partis et des syndicats. Ceux-ci pourraient la consulter sur tel ou tel point, lui adresser des questions, lui faire des enquêtes, des études statistiques.

présidences à la majorité S.P.D.-F.D.P. et neul à l'opposition C.D.U.-C.S.U., dont la présidence de la commission du budget.

Bref, nos voisins considèrent l'opposition non comme un péché ou un blasphème, mais comme un service public. En France, ce serait l'honneur de la majorité d'adopter de telles pratiques. Et ce serait son intérêt. Après tout, en démocratie, la majorité d'aujourd'hui, ce n'est jamais l'opposition de demain. Finalement, de quoi s'agit-il ? De proclamer pour chacun, le droit à l'information, le droit de savoir. De refuser qu'on interdise sans raison l'accès aux données, aux dossiers et aux documents officiels.

Les choix du présent sont des choix de société. Ils sont trop importants pour être arrêtés sous les ongles et les lambris, dans le secret de quelque cabinet, par une poignée de ministres et de grands commis.

La démocratie doit être une maison de verre. Elle ne peut devenir une société fermée, réservée à quelques privilégiés de l'information, à quelques aristocrates de la décision. La République, ce ne peut être le fait du prince. La République, ce ne peut être le secret du roi.

R.-G. SCHWARTZENBERG.

### M. DOMINATI : M. Mitterrand tombe souvent dans des pièges.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré, lundi 1<sup>er</sup> mars, au micro de France-Inter, à propos d'un récent voyage de M. François Mitterrand en Algérie : « Le premier secrétaire du parti socialiste veut bien discuter avec M. Boumedienne (...), mais il ne veut pas se rendre à l'évidence (...). Quant aux fuites, c'est un mot, à mon avis, très malheureux, car M. Mitterrand, malheureusement, tombe souvent dans des pièges. Dans le passé, il y a eu effectivement quelques pièges dont celui de l'air, faire des fuites (...). Il est normal qu'un leader de l'opposition soit informé (...) à tous les échelons, sans passer par des fonctionnaires officieux ; qu'il ait accès à certains dossiers le plus normalement du monde. »

N.D.L.R. — M. Dominati ne connaît pas mieux l'affaire des fuites de 1974 que M. Pompidou. Aucun piège n'a donc été tendu à M. Mitterrand. Une calomnie pure et simple a été alors lancée contre lui, dont les auteurs ont été assez vite découverts.

### Les pressions américaines sur le P.S.

#### UNE « OFFENSIVE » DÉCLANCHÉE DES JANVIER

Les rumeurs causées en France par les démarches américaines auprès de dirigeants du parti socialiste ont en fait les retombées d'une « offensive » diplomatique déclenchée par M. Kissinger il y a plusieurs semaines, probablement dès janvier. Selon un article du correspondant du New York Times à Bonn, M. Craig Whitely, publié début février (notamment dans l'*International Herald Tribune* des 7 et 8 février), une « note directive » (que nous appelons « note ») avait été envoyée par le département d'Etat aux ambassades américaines en Europe dès avant la conférence des partis socialistes à Bâle, le 18 janvier, recommandant aux destinataires de mettre en garde les dirigeants socialistes européens contre toute association avec les communistes et toute participation de ces derniers aux gouvernements.

Le correspondant croyait pouvoir préciser : « A Paris, l'ambassadeur Kenneth Rush a dit à Claude Estier et Gilles Martinet que les Etats-Unis « ne tolèrent pas » une participation des communistes à tout gouvernement français. »

C'est cette partie de l'article qui avait motivé la mise au point de l'ambassade des Etats-Unis à Paris publiée au moment de l'affaire Haig (« Le Monde » du 24 février) et indiquant : « Nous ne perdons pas comme cela. » Toujours selon M. Whitely, des démarches analogues ont été

faites auprès de M. Willy Brandt, président du S.P.D. allemand, à l'ambassadeur américain à Bonn remit, le 14 janvier, une lettre de quatre pages de M. Kissinger, mais aussi auprès de M. Palme, chef du gouvernement suédois, dont le pays n'est pourtant pas membre de l'atlantique.

M. Kissinger n'avait d'ailleurs pas caché ses intentions. A la suite de son passage à Copenhague qui avait coïncidé avec la rencontre socialiste d'Eisenauer, il disait dans une conférence de presse, le 20 janvier : « Il revient à chaque pays européen de déterminer lui-même sa politique intérieure. D'autre part, lorsqu'on nous demande notre opinion, nous donnons sans la falsifier. Cette opinion est que la participation de partis communistes aux gouvernements européens aura de graves conséquences pour l'O.T.A.N. et pour la politique internationale en général. » La seule différence est que le secrétaire d'Etat ne s'est pas contenté d'attendre d'être interrogé sur son opinion : il a chargé ses diplomates d'aller la communiquer sans y être invités aux intéressés.

### M. BORD : le général Haig a tenu des propos maladroits.

M. André Bord, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, le 1<sup>er</sup> mars, à Strasbourg, que le général américain Haig avait tenu des « propos maladroits ». Il a ajouté : « Les gaullistes ont toujours été et seront toujours pointilleux sur ce qui touche à l'indépendance nationale. Nous n'acceptons pas l'ingérence dans les affaires de notre pays. »

#### EUROPÉENNES

M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré, lundi 1<sup>er</sup> mars, à Berny (Nord) : « Le parti communiste a bien tort de s'en prendre à notre parti au moment où l'offensive antisocialiste du pouvoir bat son plein, et il n'est vraiment pas sérieux de laisser entendre que nous pourrions être complices de la droite parce que nous laissons la compétition électorale entre nos deux partis. On peut ajouter que le parti socialiste n'a jamais condamné le principe de cohabitation commune dans certains cas, mais il faut savoir en créer les conditions en temps utile. »

## AUX PAYS-BAS

### Les rumeurs visant le prince Bernhard s'amplifient

Amsterdam. — Tandis que la commission gouvernementale continue son enquête sur l'affaire Lockheed, les rumeurs s'amplifient à propos du prince Bernhard. Les informations du Times de Londres, selon lesquelles le prince de la reine Juliana aurait utilisé 100 000 dollars provenant de Lockheed pour entretenir une ancienne maîtresse à Paris avec sa fille, sont largement reproduits par la presse néerlandaise. C'est une situation contraire à celle de 1956, quand les rédacteurs en chef des grands journaux néerlandais s'étaient volontairement abstenus de parler de l'affaire Great Hoffman. Mme Hoffman, une guérillaise devenue la confidente de la reine, devait quitter la cour après les révélations de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*.

Le premier ministre, M. Den Uyl, a reconnu qu'il était au courant des rumeurs provenant de la capitale française, mais le gouvernement se refuse à prendre position. Jamais il n'y avait eu de telles critiques sournoises de la maison royale des Pays-Bas où la position de la monarchie comme symbole de l'Etat paraît se diluer. Les doutes sur le prince Bernhard se multiplient.

Bien qu'un moment tendu quand la princesse héritière Beatrix épousa M. Claus von Amsterg, en 1964, l'image de la reine, Juliana comme souveraine moderne adaptée à son temps était acceptée par la quasi-totalité des Néerlandais. Le vingt-cinquième anniversaire du règne de Juliana en 1973 avait montré l'attachement des Hollandais à sa personne. Maintenant que le prince Bernhard se trouve au centre des discussions, la marge de manœuvre pour le gouvernement Den Uyl devient extrêmement étroite et délicate. Déjà se forment dans les milieux de droite des comités de défense pour le prince Bernhard. Les premières étiquettes approuvent : « Nous sommes fermement derrière Bernhard » apparaissent sur les pare-chocs des voitures.

Ces développements sont dangereux pour le gouvernement social-démocrate de M. Den Uyl dans la mesure où une certaine presse et divers milieux le soupçonnent, à tort, de vouloir mener la vie dure au prince.

Dans la situation économique et sociale présente, le gouvernement peut moins que jamais s'offrir le luxe d'une crise monarchique. Comme cela a été produit déjà lors des différends politiques qui ont opposé la maison royale et le gouvernement depuis 1945.

#### De notre correspondant

Il apparaît qu'un gouvernement de droite a une marge de manœuvre plus grande vis-à-vis de la monarchie qu'un gouvernement de gauche. Le leader du parti socialiste, peut toujours être soupçonné de « républicanisme », bien que le parti socialiste ait déclaré maintes fois que « le meilleur président de la République serait la reine Juliana ».

Si la preuve formelle est apportée par la commission d'enquête que le prince Bernhard est impliqué dans l'affaire des pots-de-vin, il semble que la reine devra abandonner le trône au profit de sa fille, la princesse Beatrix. Dans la pratique du droit constitutionnel néerlandais, le gouvernement peut exiger que la reine abdique, mais une telle décision risquerait de faire écarter la coalition gouvernementale actuelle et de compromettre le pays en deux. Si les preuves ne sont pas formelles, la question devient encore plus épineuse. Le gouvernement veut gagner du temps. Il indique que c'est pour respecter l'indépendance de la commission d'enquête qu'il reste muet.

#### Ambassadeur de l'industrie nationale

Le prince Bernhard est-il un naïf ? On pourrait le croire quand on lit ses discours où la liste de ses amis, très liés aux milieux aéronautiques, maintenant mis en cause. Sinon comment comprendre la présence de M. Robert Vesco, banquier américain recherché pour fraude fiscale aux Etats-Unis, à une soirée donnée au palais royal de Soestdijk ? On encore l'interview accordée au quotidien N.E.C. *Handelsblad*, dans laquelle le prince estime qu'un gouvernement fort, moins contrôlé par le Parlement, serait une bonne solution pour les Pays-Bas ?

Le prince, sans fortune personnelle, issu du petit duché de Lippe-Biesterfeld, près d'Ulm (maintenant République démocratique allemande), a certainement de temps à autre des difficultés à se plier au rôle de prince consort. D'autant que le gouvernement néerlandais d'après-guerre lui a refusé le poste de chef des forces armées, alors qu'il avait été commandant en chef des forces de la résistance néerlandaise et cosignataire de l'acte de capitulation des Allemands, en mai 1945. Après 1945, le prince joue de plus en plus le rôle d'ambas-

sadeur de l'industrie néerlandaise. Les gouvernements successifs se félicitent de ses contacts internationaux.

En 1951, il ramène d'Argentine une commande de matériel de chemin de fer de 200 millions de florins. Des hommes d'affaires européens et américains lui demandent de presider la conférence annuelle de Bilderberg. Parmi les participants de l'année 1975 figurent le baron Edmond de Rothschild, M. David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank ; Giovanni Agnelli, président de Fiat ; Donald Rumsfeld, actuellement ministre de la défense à Washington. Rien ne dit jamais dans la presse de ces réunions, qui ont lieu tacitement en Europe, tantôt aux Etats-Unis.

Dans les années 70, les milieux politiques néerlandais commencent à se poser des questions sur les activités du prince Bernhard. Le principe de son inviolabilité constitutionnelle et la responsabilité du gouvernement pour tous ses actes politiques. La question se pose aujourd'hui de savoir si « l'époux de la femme la plus riche du monde » a vraiment le besoin de se lancer dans les opérations qui lui sont reprochées. Mais une volonté d'indépendance vis-à-vis de son épouse aurait pu l'entraîner vers quelques milieux « douteux », comme l'ancien ministre des transports, M. Drees.

Comme toujours, la famille royale passe ses vacances d'hiver à Leob, en Autriche. Ses photos continuent de remplir les colonnes des revues illustrées. La visite du roi Gustav de Suède vient d'être confirmée pour le mois de juin, et le prince Bernhard fera un voyage privé en Amérique latine à la fin du mois de mars. Rien ne paraît changé en apparence dans le « conte de fées » de la maison d'Orange.

MARTIN VAN TRAA.

Les compagnies aéronautiques Lockheed, Northrop et Boeing ont démenti le 1<sup>er</sup> mars avoir versé des pots-de-vin à des officiers de l'armée de l'air américaine en poste à l'étranger dans la loi de la loi à faciliter la vente de leurs avions. Cette accusation avait été lancée le 28 février par des colonnes d'un quotidien de Phoenix, Arizona, République, par M. Ernest Hauser, qui fut l'un des dirigeants de la société Lockheed. Dans son témoignage, il avait notamment précisé que les bénéficiaires de ces pots-de-vin appartenaient aux groupes de conseillers de l'aide militaire, qui sont stationnés dans les pays membres de l'O.T.A.N. (A.P.)

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre de dossier complet sur

POUR UNE AUTRE

UNIVERSITE

Envoyez 3 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN

27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé

ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce, numéro.



# PETITS CODES DALLOZ

Volumes brochés 10,5 x 15

ÉDITION 1976

## CODE DES LOYERS

Droit commun  
Baux commerciaux  
Baux d'habitation et professionnels  
Baux ruraux  
et DE LA COPROPRIÉTÉ

un volume, suivi d'un formulaire  
48 F (franco 53 F)

ÉDITION 1975/1976

CODE CIVIL  
CODE DE COMMERCE  
CODE PÉNAL  
CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET CODE DE JUSTICE MILITAIRE

(un volume)  
chaque volume  
44 F (franco 48 F)

ÉDITION 1975

## CODE ADMINISTRATIF

62 F (franco 67 F)

## CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS

90 F (franco 99 F)

## NOUVEAUTÉS

CODES DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

(un volume)  
64 F (franco 68 F)

ÉDITION 1974

## CODE DES SOCIÉTÉS

50 F (franco 54 F)

en vente chez votre libraire  
ou chez  
**DALLOZ**  
11, rue Soufflot  
75240 PARIS CEDEX 05  
TEL. 933.50.60

LISEZ

Le Monde  
des Philatélistes

# POLITIQUE

## M. Marchais : M. Chirac déclare-t-il forfait ?

M. Georges Marchais a déclaré, lundi 1<sup>er</sup> mars, à l'occasion d'un meeting au Palais des sports, que « pour un travailleur le seul vote utile et efficace c'est le vote communiste ». Le secrétaire général du P.C.F. a ajouté qu'il s'agit du « seul vote de classe ». Puis M. Marchais s'est étonné que le premier ministre n'accepte la confrontation publique, qu'il lui avait proposée. « M. Chirac déclare-t-il forfait ? a-t-il demandé. Qu'il le dise ! Nous attendons, les Français attendent sa réponse. » Nous avons déjà constaté les hommes de la droite à admettre le caractère politique de ces élections : nous avons remporté une victoire ! Il faut maintenant les contraindre à respecter la démocratie et le pluralisme politique ; il faut que cette exigence montre encore plus fort et plus haut : le parti communiste doit, comme les autres, avoir sa place à la télévision ».

Le secrétaire général a en outre reproché une nouvelle fois aux socialistes de ne pas avoir accepté la proposition de candidatures communes dans les cantons où la majorité n'est pas présente. M. Guy Ducloux, député communiste, a pour sa part protesté une nouvelle fois contre les découpages cantonaux, et M. Jean Colpin, membre du secrétariat, a noté : « La gauche n'a pas besoin d'un chef, son union est fondée sur la pluralité démocratique des partis, sur l'égalité de leurs droits et de leurs devoirs, sur la fidélité aux engagements pris en commun. Il ne peut y avoir de parti dominant et de parti dominé ».

M. Colpin a ajouté : « Le marxisme-léninisme a découvert les lois universelles hors desquelles le socialisme est lettre morte. C'est parce que ces lois ne sont pas appliquées que, dans les pays où le gouvernement, les partis de l'Internationale socialiste gèrent les affaires du grand capital. »

« Il ne peut y avoir de socialisme sans la propriété sociale des grands moyens de production et d'échange, sans le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés. Cela, la majorité réactionnaire du Congrès de Tours qui constitua notre parti l'avait compris. Nous laisserons volontiers à François Mitterrand et au parti socialiste l'héritage qu'ils revendiquent, le passé dont ils se réclament. »

M. PASQUA : les communistes ne sont pas des démocrates.

M. Charles Pasqua, député national de l'O.D.R., a déclaré le 1<sup>er</sup> mars à Euro 1 : « Dans l'opposition il y a deux catégories de gens : les socialistes qui sont des démocrates avec qui on peut ne pas être d'accord au niveau d'une analyse momentanée. Je suppose qu'un jour ils se rendront compte que leur alliance est contre nature. Les communistes, eux, ne sont pas des démocrates. »

« Si j'étais à la place des socialistes, je serais extrêmement inquiet. A partir du moment où les communistes affichent des attitudes nouvelles, cela peut gêner les socialistes. Et c'est à cela qu'est destiné le changement de tactique du P.C. »

« Deux choses ont changé à gauche. D'abord les communistes remettent le manteau du nationalisme. Ensuite, M. Mitterrand, dans la mesure où il déclare qu'il y a une différence entre la composition sociologique et la représentation politique, redécouvre ses origines maurassiennes. »

M. FABRE : M. Poniatowski confond politique et karaté.

(De notre correspondant régional) Toulouse. — Venu apporter le soutien du Mouvement des radicaux de gauche aux candidats de la Haute-Garonne, le député Fabre a vivement critiqué la politique de la majorité présidentielle, en particulier celle pratiquée par MM. Chirac et Poniatowski. Du ministre de l'Intérieur il a dit que ce dernier « était revenu aux basses besognes, confondant la politique et le karaté ».

Au cours de son entretien avec les journalistes, le président national du M.R.G. a rappelé la visite qu'il a faite à l'Ellysée au moment où M. Giscard d'Estaing parlait de décapitation : « Nous avions fait les premiers pas, mais en vain... Le gouvernement veut faire oublier ses échecs, la baisse du niveau de vie qui est de 20 % chez les agriculteurs, alors que l'industrie automobile augmente ses prix de 50 %. Le pouvoir et la majorité présidentielle veulent transformer la France en un forum permanent. »

M. Bouc de Casson rapporte que Charles Maurras lui-même lui a confirmé l'anecdote.

(N.D.R. — Fondée en 1931 par Richelieu et dirigée à l'origine par Théophile Renaud, le Centre de France avait été léguée en 1910 par Gustave Janicot à sa nièce, Anne de la Baie, qui la dirigea jusqu'en 1935. Le titre, qui n'a pas paru depuis cette date, appartenait toujours, en copropriété, à l'épouse de M. Bouc de Casson.)

« Tout ce qui est national est nôtre » (suite)

A l'occasion du propos tenu par M. Georges Marchais devant le XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. « Tout ce qui est national est nôtre » (le Monde du 10 février) et au sujet duquel nous avons déjà publié différentes correspondances dans nos éditions datées du 19 février dernier, M. François Bouc de Casson, conseiller municipal de Chaillasson, ancien député de la Vendée (inscrit au groupe de la Fédération républicaine de France), nous précise :

« Les salons de la Gazette de France à Paris réunissaient, tous les jours, à l'heure du thé, de nombreux fervents. En 1894, le duc d'Orléans (Philippe VIII) succédait à son père, le comte de Paris, et y eut une discussion entre les nostalgiques du comte de Chambord, qui, lui, avait préféré son principe à tout, et les fervents pleins d'espoir du nouveau prétendant, arrière-petit-fils de Louis-Philippe. Pour conclure, Gustave Janicot déclara : « On s'appuie sur ce qui résiste ; l'idée monarchique demeure la même, tout ce qui est national est nôtre. »

M. Bouc de Casson rapporte que Charles Maurras lui-même lui a confirmé l'anecdote.

(N.D.R. — Fondée en 1931 par Richelieu et dirigée à l'origine par Théophile Renaud, le Centre de France avait été léguée en 1910 par Gustave Janicot à sa nièce, Anne de la Baie, qui la dirigea jusqu'en 1935. Le titre, qui n'a pas paru depuis cette date, appartenait toujours, en copropriété, à l'épouse de M. Bouc de Casson.)

« Tout ce qui est national est nôtre » (suite)

A l'occasion du propos tenu par M. Georges Marchais devant le XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. « Tout ce qui est national est nôtre » (le Monde du 10 février) et au sujet duquel nous avons déjà publié différentes correspondances dans nos éditions datées du 19 février dernier, M. François Bouc de Casson, conseiller municipal de Chaillasson, ancien député de la Vendée (inscrit au groupe de la Fédération républicaine de France), nous précise :

« Les salons de la Gazette de France à Paris réunissaient, tous les jours, à l'heure du thé, de nombreux fervents. En 1894, le duc d'Orléans (Philippe VIII) succédait à son père, le comte de Paris, et y eut une discussion entre les nostalgiques du comte de Chambord, qui, lui, avait préféré son principe à tout, et les fervents pleins d'espoir du nouveau prétendant, arrière-petit-fils de Louis-Philippe. Pour conclure, Gustave Janicot déclara : « On s'appuie sur ce qui résiste ; l'idée monarchique demeure la même, tout ce qui est national est nôtre. »

M. Bouc de Casson rapporte que Charles Maurras lui-même lui a confirmé l'anecdote.

(N.D.R. — Fondée en 1931 par Richelieu et dirigée à l'origine par Théophile Renaud, le Centre de France avait été léguée en 1910 par Gustave Janicot à sa nièce, Anne de la Baie, qui la dirigea jusqu'en 1935. Le titre, qui n'a pas paru depuis cette date, appartenait toujours, en copropriété, à l'épouse de M. Bouc de Casson.)

« Tout ce qui est national est nôtre » (suite)

A l'occasion du propos tenu par M. Georges Marchais devant le XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. « Tout ce qui est national est nôtre » (le Monde du 10 février) et au sujet duquel nous avons déjà publié différentes correspondances dans nos éditions datées du 19 février dernier, M. François Bouc de Casson, conseiller municipal de Chaillasson, ancien député de la Vendée (inscrit au groupe de la Fédération républicaine de France), nous précise :

« Les salons de la Gazette de France à Paris réunissaient, tous les jours, à l'heure du thé, de nombreux fervents. En 1894, le duc d'Orléans (Philippe VIII) succédait à son père, le comte de Paris, et y eut une discussion entre les nostalgiques du comte de Chambord, qui, lui, avait préféré son principe à tout, et les fervents pleins d'espoir du nouveau prétendant, arrière-petit-fils de Louis-Philippe. Pour conclure, Gustave Janicot déclara : « On s'appuie sur ce qui résiste ; l'idée monarchique demeure la même, tout ce qui est national est nôtre. »

M. Bouc de Casson rapporte que Charles Maurras lui-même lui a confirmé l'anecdote.

# La préparation des élections cantonales

## VAL-D'OISE : un scrutin-test

Le conseil général du Val-d'Oise (actuellement composé de dix-sept élus de la majorité et neuf de l'opposition) ne sortira pas bouleversé des élections cantonales. Les changements intervenus dans le département depuis la dernière consultation devaient cependant se concrétiser au sein d'une assemblée dominée jusqu'à présent par son président, M. Adolphe Chauvin (Centre démocrate), sénateur, maire de Pontoise.

Depuis 1970, deux événements ont modifié la vie du département : l'installation de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et la naissance de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise.

La campagne électorale est marquée par les polémiques autour de l'aéroport, dont les nuisances s'étendent sur le tiers du département. La défense de l'environnement est une des principales préoccupations du Val-d'Oise : l'entrée dans l'artère électorale des « candidats verts » en témoigne.

La ville nouvelle de Cergy-Pontoise, mal acceptée lors de sa création par les élus auxquels elle a été imposée, va entrer au conseil général. Les nouveaux cantons de Cergy et de Pontoise ont été créés pour y représenter.

La précédente consultation avait été caractérisée par une « poussée » des républicains indépendants. M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, qui compte six élus au sein de l'assemblée, et la disparition des socialistes.

## Un nouveau découpage

Le découpage intervenu à la fin de 1970 a confirmé le caractère à la fois rural et urbain du département. Le canton de Luzarches a été créé pour représenter, au conseil général, la zone naturelle d'équilibre récemment créée. Pontoise a été érigée en canton autonome et la circonscription de Sarcelles scindée en deux.

Un certain nombre d'incertitudes planent sur la consultation : le redécoupage cantonal a en effet créé huit nouveaux cantons, soit un tiers des circonscriptions. D'autres, six conseillers sortants ne se représentent pas : MM. Victor Dupouy (P.C.), Albert Bettencourt (P.C.), André Rousseau (U.D.R.), Robert Eichet (modéré), Jean Vercautmen (R.I.), André Messager (modéré). On verra si la clientèle habituelle de ces élus se reporte sur le parti auquel ils appartenaient.

Les formations de la majorité présidentielle (U.D.R., républicains indépendants, Centre démocrate, divers modérés favorables à la majorité) sont parvenues à un accord pour présenter un candidat commun dans presque tous les cantons, mis à part Beauchamp, dans la vallée du Saumon, Taverny et Herblay (où la majorité ne présente pas de candidats).

L'opposition va à la bataille en ordre dispersé. Le parti socialiste et le parti communiste présenteront des candidats dans chaque canton. Les socialistes entreront sans doute au conseil général, car ils sont bien im-

# La préparation des élections cantonales

## VAL-D'OISE : un scrutin-test

plantés dans les deux nouveaux cantons de la ville nouvelle. A Cergy, ils devront affronter M. Jean Zigler (R.I.), maire de Manoucourt ; à Cergy, M. Christian Gourmelon (majorité présidentielle). Les électeurs du nouveau canton de Villiers-le-Bel et ceux de Solay-sous-Montmorency pourraient également leur donner la majorité.

Les deux du second tour devraient opposer dans presque tous les cantons un communiste au candidat de la majorité : ainsi à Sarcelles, où le député-maire, M. Henry Canac, af-

## VAL-DE-MARNE : un livre noir sur la société libérale

M. Guy Poussy, secrétaire de la fédération du parti communiste du Val-de-Marne, a présenté lundi 1<sup>er</sup> mars, en présence de M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., député du département, un ouvrage d'élus, de militants et de journalistes communistes intitulé : le Livre noir de la société libérale avancée de Cergy-Pontoise. L'ouvrage est fait de témoignages et de récits sur le chômage, les salaires, le sort des personnes âgées, etc., et rappelle des propositions du P.C.F. M. Marchais a dénoncé le « charcutage électoral » opéré dans le département. « Là où il faudra une voix pour un élu de droite, il en faudra deux pour un communiste », a-t-il déclaré.

## RHONE : le P.C. porte plainte pour fraude électorale

De notre correspondant régional

Lyon. — La fédération du Rhône du parti communiste a fait déposer, lundi 1<sup>er</sup> mars, une plainte contre X, pour « fraude électorale ». Simultanément, les responsables fédéraux du parti ont saisi par lettre la commission électorale et demandé au préfet qu'il nomme une commission d'enquête. Au cours d'une conférence de presse réunie lundi après-midi au siège de la fédération, à Vénissieux, M. Guy Jacquin, candidat du P.C. dans le troisième canton de Lyon, a expliqué que des personnes auraient eu provisoirement domicilié dans ce canton, aux toutes fins d'apposer des voix au candidat de la majorité M. Louis Rigol, adjoint au maire de Lyon et président de l'Office public d'H.L.M. de la communauté urbaine.

Les responsables du P.C.F. précisent qu'ils ont été alertés par la gardienne d'un immeuble H.L.M. qui affirme avoir été

## Les « candidats verts » : des catalyseurs

« Un candidat qualité de la vie. » C'est ainsi que M. Philippe Marceaux se présente aux électeurs de Polisy (Yvelines).

« Je suis devenu candidat vert le jour où je me suis aperçu que l'environnement n'était pas pris en considération par les élus en place et qu'il n'intéressait pas non plus les candidats de l'opposition qui se présentent dans mon canton. »

Durant des années, les maires de la région parisienne, qui connaissent de l'intérieur les projets de gouvernement, ont laissé construire des logements à quelques kilomètres des aéroports,

à quelques mètres des autoroutes. Durant des années, ces Hausmann de banlieue ont pris au jour le jour des décisions qui marquaient nos villes pour des siècles.

« Les candidats de l'opposition ont, quant à eux, politisé les élections en faisant campagne sur des thèmes nationaux tels que le chômage et l'inflation, sans prendre en compte nos préoccupations locales. Personne ne voulait défendre nos idées, nous avons donc décidé de le faire nous-mêmes. »

Un espoir : les militants de l'environnement sont dans la ville deux fois plus nombreux que ceux des partis politiques. Un but : « Si un nombre significatif de suffrage se porte sur le candidat vert, cela obligera les élus à tenir compte des considérations d'environnement. Nous ne voulons pas le pouvoir mais de l'influence. Notre candidature est un catalyseur. »

Ces candidats sont aux cantonales ce que M. René Dumont était aux élections présidentielles. Un candidat vert a sans doute une utilité, mais à quel servira-t-il un élu vert ? « Pourquoi n'existerait-il pas dans les assemblées locales un « empêcheur » qui demanderait à ses collègues d'étudier les conséquences de leurs décisions sur l'environnement ? Notre raison d'être disparaîtrait le jour où les élus prendraient réellement en compte la qualité de la vie. »

● M. Jacques Doménati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré lundi 1<sup>er</sup> mars, au micro de France-Inter : « Là où il y a un candidat communiste et un socialiste, j'ai dit qu'il fallait voter pour le socialiste. Pourquoi ? Parce que, souvent, le candidat socialiste est un ancien élu que l'on connaît bien, qui a travaillé avec nous, qui travaille avec la majorité et qui ne suit pas forcément les instructions du parti. »

● M. Valéry Giscard d'Estaing votera dimanche 7 mars à Chamonix (Cuy-de-Dôme) dans le canton de Saint-Amand-Talende.

● GARD. — Rectificatif : c'est à Nîmes II et non dans le canton de Nîmes I, que se présente M. Surinnetto, secrétaire général de la fédération des socialistes démocrates, qui a notamment en face de lui Mme France Schwartz (P.S.) et un candidat du P.C. Le conseiller sortant est M. Tondut (U.D.R.), qui ne se représente pas.

# les nouveaux coupés Renault

## RENAULT 17

Le nouveau Coupé Renault 17 est équipé de sièges intérieurs du type "pétale". La calandre et le tableau de bord ont été entièrement redessinés. Renault 17 TS - Tracation AV - Boîte 5 vitesses : 34.000 F. 5,4 l pour 100 km à la vitesse stabilisée de 90 km/h. 7,9 l pour 100 km à la vitesse stabilisée de 120 km/h. 10,8 l pour 100 km sur l'essai type urbain. Existe en version GORDINI : 41.500 F. (\* prix clés en main au 1.3.76).

Renault préconise elf

سكيا في الالاحل



## HÉRAULT : les divisions radicales

Renault préconise **elf**

## GERS : une majorité



## L'ÉVÉNEMENT

# LES ÉLECTIONS CANTONALES

A ces trois échelons de la vie locale — que sont, selon M. Giscard d'Estaing, la commune, le département et la région, les citoyens sont représentés par des assemblées élues : conseils municipaux, généraux, régionaux. Les 7 et 14 mars, dans chaque département, les conseils généraux seront renouvelés par moitié (soit mille huit cent huit sièges, auxquels s'ajoutent quatorze sièges vacants du fait du décès de leurs titulaires et quarante et un nouvellement créés). Les

conseillers généraux représentant chacun un canton, les électeurs seront appelés à voter dans un canton sur deux. Ce sera la première consultation au suffrage universel depuis l'élection présidentielle de 1974. A ce titre, le scrutin prendra une valeur de test politique d'autant plus intéressante qu'il intervient à un an des municipales et à deux ans des législatives. Il est vrai que les attributions des conseils généraux ne sont pas à proprement parler

politiques. Le président de la République vient de rappeler que ceux-ci « traitent des problèmes de l'équipement départemental, des infrastructures, des routes, du remembrement, de l'aide sociale ». « Dans tout cela, s'il est ajouté, ne s'ajoutent pas de très grands débats de doctrine politique. » Les contraintes financières qui pèsent sur les assemblées départementales limitent, de toute évidence, la portée des débats qui s'y déroulent.

Les élections apporteront cependant d'utiles indications sur la force des différents partis en présence. Un changement de majorité peut se produire dans une douzaine de conseils dont les présidents ont été élus ou réélus en 1973 avec quelques voix d'écart. Les attentions sont toujours nombreuses à l'occasion des élections cantonales : elles confirment tous les trois ans, la nécessité de la réforme des collectivités locales que vient de promettre le chef de l'Etat.

## DES POUVOIRS QUI NE SONT PAS NÉGLIGEABLES

DES sa création, en 1790, le département a été doté d'un conseil élu, qui devait par la suite devenir « général ». Ainsi se trouvait affirmée à côté de la vocation administrative de cette nouvelle circonscription (au sein de laquelle allaient s'exercer les compétences des services de l'Etat) son caractère de collectivité locale.

Le statut actuel des conseils généraux est, pour l'essentiel,

tellement satisfaisant aux adversaires du centralisme (qui réclament un exécutif départemental élu), est désignée par le conseil général en son sein chaque année, à la fin de la seconde session ordinaire. Elle comprend quatre à sept membres qui ne doivent être ni des parlementaires ni le maire du chef-lieu du département. Ses pouvoirs sont surtout consultatifs, en particulier pour la préparation du budget et pour la surveillance de son exécution.

### Le contrôle du budget

C'est en effet à l'occasion du vote du budget départemental que s'exerce l'essentiel du pouvoir des conseils généraux, qui ont ainsi à répartir entre différents postes de dépenses une somme qui représente environ 10 % du budget de l'Etat : très exactement 20 milliards 563 millions de francs en 1975 pour l'ensemble des départements.

Le budget du département préparé par le préfet et exécuté par lui après adoption par le conseil général prévoit, en recettes annuelles, le produit des impôts locaux et de l'exploitation des domaines départementaux, auquel s'ajoutent les subventions de l'Etat ; les dépenses sont réparties en deux sections : investissements et frais de fonctionnement.

Ainsi l'assemblée départementale se trouve-t-elle maîtresse, dans certaines limites, de la création et de l'organisation des services publics dans son ressort territorial. Ces limites sont celles qu'impose le caractère obligatoire de certains de ceux-ci, parmi lesquels l'hygiène et l'aide sociale, ainsi que le service de la voirie départementale, qui est une des dépenses les plus importantes mises à la charge du département. En outre, le conseil général contrôle la gestion du patrimoine départemental — ce qui ne le conduit pas seulement à décider l'achat ou la vente, la construction ou la destruction de certains immeubles publics, mais aussi à fixer les conditions des marchés passés par le préfet — et assure la rémunération du personnel employé par le département. Les conseils, qui sont tenus d'approuver un plan de transports départemental (soit par création d'un service public, soit par concession avec des transporteurs privés), participent aussi, par des subventions accordées à des communes ou à des groupements de communes, à la réalisation d'équipements publics (constructions scolaires, ensembles sportifs, etc.).

Le conseil général a d'autre part, des pouvoirs d'incitation économique qui ne sont pas négligeables. D'abord parce qu'il doit être consulté par le gouvernement sur les priorités du plan : éducation, développement urbain, communications, logement, santé, etc. Ensuite et surtout parce que ce sont les élus cantonaux qui organisent ou favorisent l'aménagement de certaines parties du territoire des communes, comme les zones industrielles, et peuvent accorder des avantages fiscaux, parfois importants, aux entreprises qui acceptent de s'y installer.

De même l'assemblée départementale intervient éventuellement en matière de rénovation de l'habitat rural et urbain, d'aménagement touristique (notamment pour les stations de sports d'hiver) et de remembrement. En outre, ses pouvoirs ont été étendus par différents décrets en date du 11 janvier dernier, s'agissant de voirie et de construction scolaire, puisque l'utilisation de certains crédits d'Etat dans ces deux domaines a été transférée des organes centraux ou locaux de l'administration aux conseils généraux.

Enfin, la loi du 5 juillet 1972 créant et organisant les établissements publics régionaux a confié aux conseils généraux le soin de désigner en leur sein une partie des membres des conseils régionaux.

Outre la maîtrise quasi exclusive du pouvoir technique d'étude et d'élaboration des décisions, l'Etat dispose d'une autorité très réelle sur les actes des conseils généraux : si les délibérations de ceux-ci ont en effet force exécutoire, elle peuvent être, dans certains cas importants, soumises à l'approbation financière du pouvoir central. De plus, le préfet peut toujours déférer dans les dix jours une délibération du conseil général au gouvernement, qui peut l'annuler par décret pris en Conseil d'Etat (mais seulement pour illégalité).

Sans répondre aux vœux de tous leurs membres, les pouvoirs des conseils généraux ne sont cependant pas négligeables. C'est du moins ce qu'il faut en penser, en se représentant ou se représentant aux différents scrutins cantonaux, les deux cent cinquante et un députés et les cent soixante-quatre sénateurs qui y siègent actuellement.

## QUARANTE ET UN NOUVEAUX CANTONS

TROIS CENT DIX-HUIT cantons ont été créés en 1973 en province. En 1976, quarante et un cantons nouveaux font leur apparition dans la région parisienne : neuf dans l'Essonne (où, en contrepartie, un a été supprimé), six dans le Val-de-Marne, huit dans le Val-d'Oise, six en Seine-et-Marne, six dans la Seine-Saint-Denis, six dans les Yvelines.

Ce découpage, justifié par l'accroissement démographique des six départements, a été dénoncé par la gauche comme une « immense tricherie ». Les trois partis signataires du programme commun ont estimé que le gouvernement tentait ainsi « par tous les moyens » d'empêcher une représentation de la gauche correspondant au nombre de ses électeurs. « Pourquoi la voix d'un électeur vaut-elle trois fois moins qu'il y a cinquante ans ? », a demandé Mme Edeline, sénateur communiste, à M. Poniatowski en lui faisant observer que le canton de l'Isle-Adam — communisme dont il est maire — est scindé en deux par quinze mille habitants, tandis qu'à Argenteuil un seul canton est maintenu avec vingt-deux mille habitants. « Un conseiller général de gauche représentera quarante mille habitants », a lancé au ministre de l'Intérieur M. Dupuis, député communiste, « alors que, pour votre ami, M. Grillettery, par exemple, vous préparez une circonscription qui ne contiendra à peu près que vingt mille habitants ».

Réponse de M. Poniatowski : « Nous nous efforçons de faire le rapprochement entre les cantons les plus peuplés et les moins peuplés : voilà la pure et simple vérité. (...) Il y a un équilibre toujours difficile à établir entre population et superficie. »

## LE CAS DE PARIS

LES Parisiens ne votent pas aux élections cantonales triennales. Le Conseil de Paris, qui tient lieu tout à la fois de conseil municipal et d'assemblée départementale, est en effet élu tous les six ans, en même temps que les autres conseils municipaux de France.

Selon la loi, le Conseil de Paris exerce pour le département de Paris « les attributions dévolues aux conseils généraux dans les conditions du droit commun ». Le statut particulier de la Ville de Paris entraîne cependant quelques différences : le maire prévu par la nouvelle loi fera office de président de conseil général et, surtout, à la différence des conseils généraux, qui ne sont pas des assemblées permanentes et tiennent deux sessions par an, le Conseil de Paris se réunit comme il l'entend. Enfin, la délimitation des compétences départementales et des compétences municipales du Conseil fait l'objet de difficiles mises au point. La loi prévoit que la ville disposera à la fois d'un budget et d'un personnel départementaux distincts du budget et du personnel communaux ; les décrets d'application préciseront les modalités de cette séparation.

## Un reflet de la réalité politique

Le conseil général n'est pas, en principe, une assemblée politique. En effet, en vertu de l'article 51 de la loi du 10 août 1871, « tous vœux politiques lui sont interdits ». « Néanmoins, ajoute ce même article, il peut émettre des vœux sur toutes les questions économiques et d'administration générale. » Distinction subtile qui faisait dire au ministre de l'Intérieur de l'époque : « Il faudrait que les conseils généraux fussent bien maledroits pour ne pas arriver, lorsqu'ils en auront envie, à émettre tous les vœux politiques qui leur conviendraient. »

Politiques, les assemblées départementales le sont même à un point tel que, selon la loi du 15 février 1972, « si l'Assemblée nationale ou celles qui lui succéderont viennent à être illégalement dissoutes ou empêchées de se réunir, les conseils généraux s'assembleront immédiatement de plein droit. (...) Le conseil général pourvoira d'urgence au maintien de la tranquillité publique et de l'ordre républicain ». Ultimes garants de la légitimité démocratique, les conseils généraux se trouvent ainsi investis d'une responsabilité éminente pour assurer, en cas de crise exceptionnelle, la continuité de l'Etat.

Il reste vrai, cependant, que la politique « partitane » s'y manifeste beaucoup moins que dans les autres assemblées. Les « raz de marée » provoqués par l'émargement soudain de courants nationaux y sont inconnus, ne serait-ce que parce que la législation, dans sa prudence, les en a mis à l'abri par le système du renouvellement par moitié. En outre, il n'est pas rare que des partis qui obtiennent de réels succès à l'occasion d'autres consultations nationales connaissent des échecs aux élections cantonales : ce fut, par exemple le cas de l'U.D.R., qui n'a jamais réussi, sous la présidence du général de Gaulle, à s'implanter dans les assemblées départementales comme elle l'a fait dans les villes ou dans les circonscriptions. De même tel canton qui a voté à gauche lors d'un scrutin législatif ou présidentiel maintiendra éventuellement sa confiance à un élu modéré.

## Le royaume des « modérés »

Les questions de personnes jouent donc un rôle plus important qu'en d'autres circonstances. Il en résulte une représentation politique un peu faussée par rapport aux grandes tendances nationales. Les conseils généraux sont traditionnellement le royaume des « modérés » qui se présentent sans étiquette, pour « l'action locale » ou « la défense des intérêts du canton ». Les partis ne sont évidemment pas représentés selon leur force réelle : même si les statistiques en la matière sont imprécises, il apparaît que les 349 cantons qui décomposent le territoire métropolitain avant la création des nouveaux cantons de la région parisienne étaient représentés par 323 communistes ou apparentés, 673 socialistes, 193 radicaux de gauche, 565 U.D.R., 390 républicains indépendants, 733 réformateurs (chiffres fournis par les partis) et, par soustraction, plus de 600 « modérés », « centre gauche », « divers gauches » ou « autres » sans parti. Comme, de surcroît, les partis ont plutôt tendance à s'annuler les élus qu'ils estiment proches d'eux, le nombre de ces conseillers généraux sans étiquette est sans doute plus élevé. Ces chiffres, aussi sujets à caution soient-ils, montrent en tout cas la sous-représentation du parti communiste (qui a 170 sénateurs, est absent d'une vingtaine de conseils généraux et ne détient qu'une présidence, celle de la Seine-Saint-Denis) et la surreprésentation des divers centristes, réformateurs déclarés ou « modérés » sans étiquette.

Faut-il en conclure que les élections cantonales n'ont pas la portée nationale que la gauche, invariablement, leur prête et que la majorité, inlassablement, leur conteste ? Ce serait aller trop loin. Les conseils généraux sont en effet un reflet, déformé mais significatif, de la réalité politique du pays. D'une part, les déformations liées « à l'acteur personnel » ne sont pas propres à ce

scrutin, même s'il l'amplifie : les élections législatives offrent des exemples comparables. D'autre part, et surtout, le phénomène tend progressivement à s'atténuer. La stabilité souvent constatée laisse place à des mouvements, d'ampleur variable, toujours en rapport avec les flux et reflux de la politique nationale : forte poussée de la gauche en 1964 et en 1973, un an avant des élections présidentielles qui devaient confirmer la tendance, ou nette progression de l'U.D.R. un an après l'élection de Georges Pompidou.

## La démocratie locale

Enfin, le rôle des conseils généraux est l'un des aspects du débat actuel sur le développement de la démocratie locale, qui sera, selon M. Giscard d'Estaing, une des actions majeures du septennat. « Renforcer la capacité locale de décider et d'agir », a dit le chef de l'Etat le 24 novembre à Dijon, tel est bien le problème essentiel. C'est également au nom de la défense des libertés locales que la gauche fait campagne. Les défauts du système sont connus.

## MOINS D'AGRICULTEURS ET PLUS DE CADRES MOYENS

L'ÉVOLUTION de la répartition des conseillers généraux par catégories socio-professionnelles montre que les « professions libérales et cadres supérieurs » maintiennent une nette prédominance : ils représentaient 37,15 % des élus en 1955, 35,14 % en 1964 et 35,13 % en 1974.

En revanche, le nombre des agriculteurs est en baisse rapide (22,14 % en 1955, 18,33 % en 1964, 13,59 % en 1974) et celui des « patrons, industriels et commerçants » en diminution sensible (22,33 % en 1955, 20,05 % en 1964, 15,30 % en 1974).

La plus forte progression est enregistrée chez les « cadres moyens », qui ont passé de 5,70 % en 1955 à 7,01 % en 1964 et à 17,42 % en 1974, et chez les non-actifs, qui étaient 8,05 % en 1955, 10,59 % en 1964 et 13,11 % en 1974. Les ouvriers ont augmenté dans le même temps de 0,93 % à 1,32 % et à 17,2 %, les employés de 1,75 % à 3,24 % et à 5,53 %.

En valeur absolue, les agriculteurs propriétaires exploitants sont encore les plus nombreux (ils étaient 451 en 1974), suivis par les médecins (365), les rentiers, pensionnés, retraités civils (323), les instituteurs (187) et les professeurs du second degré et de l'enseignement technique (169).

M. Alain Peyrefitte les a énumérés dans le Monde (daté 23-24 novembre 1975) : « Ecrasante surreprésentation rurale, qui incite les villes à régler directement leurs problèmes avec Paris : vieillissement politique et dépendance des collectivités locales par rapport aux services techniques et des services techniques par rapport aux administrations parisiennes ; éloignement des forces vives pour ces structures archaïques. » L'ancien ministre en conclut que « les institutions départementales ont besoin d'être profondément rénovées », et propose, comme le fait le programme commun de la gauche, que le département devienne maître de son exécutif.

L'enjeu politique des élections cantonales pourrait être quelque peu relevé par ces prises de conscience convergentes.

## VOTE : DEUX CHANGEMENTS

DEUX changements ont été introduits dans la législation depuis la dernière consultation.

— L'âge de la majorité a été fixé à dix-huit ans par la loi du 5 juillet 1974 : « Sont électeurs les Français et Français, âgés de dix-huit ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévue par la loi. » Les listes électorales ont été revues du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre dernier : les personnes qui atteignent l'âge de dix-huit ans avant le 1<sup>er</sup> mars prochain ont été invitées à s'inscrire.

— Le vote par correspondance a été supprimé par la loi du 11 décembre 1975. Il a été remplacé par le vote par procuration, qui permet à un électeur éloigné de son domicile, s'il appartient à certaines catégories définies par la loi (marchands, militaires, fonctionnaires en déplacement, personnel navigant de l'aéronautique, citoyens français hors de France, etc.), de se faire représenter au bureau de vote, le jour du scrutin, par un autre électeur de son choix inscrit sur la liste électorale de la même commune. Chaque titulaire ne peut disposer de plus de deux procurations, établies par acte dressé devant des magistrats ou officiers de police judiciaire, dont la liste est affichée dans les mairies, tribunaux d'instance, gendarmeries et commissariats de police.

défini par la loi du 19 août 1871. Les conseillers sont élus au suffrage universel direct, chacun dans le cadre d'un canton. Il y en a 3 629 en métropole et 124 dans les départements d'outre-mer. Élus pour six ans, les conseils généraux sont renouvelés par moitié tous les trois ans : les cantons ont été répartis en deux séries par tirage au sort. C'est au mois de mars, précise l'art. 192 de la loi, que le scrutin a lieu.

Le scrutin est uninominal à deux tours. Pour être élu au premier tour, il faut avoir réuni la majorité absolue des suffrages exprimés et le quart au moins des électeurs inscrits ; au second tour, est élu celui qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages, quel que soit le nombre des votants et des candidats.

En 1970, l'âge d'éligibilité a été abaissé de vingt-trois ans à vingt et un ans. Sont éligibles au conseil général tous les électeurs inscrits, domiciliés dans le département ou qui, au moins, figurent sur le rôle d'une des contributions directes au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du scrutin (cette dernière catégorie, toutefois, ne peut dépasser le quart de l'effectif total du conseil).

Un certain nombre d'incompatibilités (architectes départementaux, ingénieurs des travaux publics de l'Etat, etc.) et de cas d'ineligibilité (préfets, sous-préfets, ingénieurs des ponts et chaussées, inspecteurs d'académie, directeurs des postes et télécommunications, etc., en fonctions dans le département) sont prévus par la loi. Le contentieux de l'élection est du ressort des tribunaux administratifs, avec appel en Conseil d'Etat.

Le mandat de conseiller général n'est pas rétribué. Il existe seulement des indemnités de déplacement et pour frais de séjour. Le conseil général ne peut se réunir que dans les délais fixés par la loi. Ainsi sont prévues deux sessions ordinaires annuelles : quinze jours au maximum entre le 1<sup>er</sup> et le 30 avril ; 30 jours entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 15 janvier de l'année suivante. Mais des sessions extraordinaires peuvent être organisées à l'initiative du gouvernement, du préfet, de la commission départementale ou des deux tiers au moins des membres du conseil. Dans tous les cas, les séances sont publiques. La commission départementale, créée en 1871 pour donner par-

## COURS RAY

Enseignement secondaire privé mixte

### PENSIONS dans VILLAS avec jardin à NICE

organise comme chaque année :

### Pour les VACANCES de PAQUES

(Lundi 22 mars au samedi 3 avril 1976)

en vue du BACCALAURÉAT

### des RÉVISIONS intensives dans les matières principales

LE MATIN : Cours

- T.A. : Philo, math., longue 1
- T.B. : Philo, math., Sc. Econom.
- T.C. : Philo, math., Physique
- T.D. : Philo, math., Physique, S. Not.

avec choix possible par matière pour les externes.

L'APRÈS-MIDI :

- Contrôle des connaissances, études surveillées ;
- Sport : disciplines prévues au Baccalauréat - cheval, tennis.

### Pour les VACANCES d'ÉTÉ

(1<sup>er</sup> août au 4 septembre 1976)

### COURS DE RATTRAPAGE OU DE PERFECTIONNEMENT

ÉTUDE le matin ;

- SPORT l'après-midi (ski nautique, cheval, tennis, montagne).

Renseignements et inscriptions :

12, rue Caffarelli, 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43.

### ÀH ! ÇA IRA... ÇA IRA... ÇA IRA...

De New York à Eugénie-les-Bains, la Nouvelle Cuisine fait des ravages ! Finis les sauces lourdes, l'académisme pompier. C'est une révolution dont Gault et Millau ont été les apprentis sorciers. Dans le Nouveau Guide de mars ils en présentent les dangers et merveilles, comment les faire et déjouer les trébuchets. Le Nouveau Guide Gault-Millau : un livre unique, un livre de poche, un livre à lire tous les jours.

11 MODELES

## 6 cylindres

ESSAI DE TOUTE LA GAMME

# BMW

267-31-00

## 25, rue cardinet

PARIS 17<sup>e</sup>

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

# GAP

WAGRAM

PAGE ÉTABLIE PAR

BERNARD BRIGOLEUX ET

THOMAS FERENCZI

سكنا من الامل



# LE GRAND RISQUE

(Suite de la première page.)

Changer la vie, c'était pour- tant, sous diverses formes, le slogan de tous les candidats à l'élection présidentielle, cela reste l'ambition de tous les partis. C'est encore une nécessité profondément ressentie, au moins en théorie, au niveau des principes et des exigences sinon de la pratique, par une bonne partie des Français. Et surtout le changement est là, il s'opère tous les jours sous nos yeux, et très vite, qu'on le regrette ou s'en réjouisse, qu'on le juge trop lent ou trop rapide, qu'on l'aime ou le déteste.

Où, la vie change et la politique, récupératrice par nature, doit, bon gré, mal gré, en tenir compte. Ces réformes ajournées, ces transformations différées, ces bouleversements pour l'instant refusés, parce qu'ils dérangeraient, parce qu'ils seraient fatalement mal reçus par une fraction de l'électorat, parce que la crise les rend plus difficiles et hasardeux, tous ceux-là et bien d'autres, ils sont inévitables, ils sont inéluctables, aussi sûrement inscrits dans l'avenir que l'usage dans la main. S'ils tardent trop, le couvercle un jour sautera. S'ils ne sont pas indéfiniment renvoyés à plus tard et sont entrepris pendant qu'il en est temps encore, ils s'embras-

ront l'un l'autre, comme les rouages d'une machine et dessineront une nouvelle France pour de nouveaux Français.

Dans les deux cas, c'est le président de la République qui, le premier, subira le choc de ces bouleversements, et il ne l'ignore pas. Il sait aussi que ces transformations-là ont également un certain nombre de caractéristiques communes. Comme c'était le cas pour les réformes déjà acquies, mais d'une tout autre espèce et même exactement opposée. Elles coûteront cher. Elles atteindront de plein fouet des intérêts puissants. Elles déboucheront sur des conflits tendus, des oppositions acharnées, des ruptures sévères. Car elles tendent toutes peu ou prou à accélérer et à accentuer une certaine socialisation, non plus seulement de l'économie, de l'activité, du travail, mais de la vie quotidienne. Un exemple, choisi volontairement en dehors des grands projets en débat ou à l'étude. Il existe actuellement plusieurs systèmes informatiques qui nous enseignent : identité, sécurité sociale, salaires et flics, policiers, et judiciaires, etc. De nouveaux réseaux naissent et s'enrichissent chaque jour dans des domaines aussi divers que l'assurance, le logement, la santé

publique, la banque, les communications et les transports, etc. Nous sommes, on le dit souvent, en carte, et de toutes les façons, réduits à une succession de numéros. L'idée et la possibilité matérielle de relier entre eux tous ces ordinateurs, de centraliser tous ces renseignements encore épars, existent et sont actuellement discutées. La tentation est grande pour le pouvoir et l'administration : tous les citoyens, du berceau à la tombe, réduits à une fiche informatisée, ce serait si commode. Mais la liberté individuelle et toutes les libertés — d'entreprendre, de se déplacer, d'agir et de penser — en recevraient un coup très rude, peut-être fatal. La démonstration a été faite à maintes reprises.

Or la décision appartient en définitive au président de la République. Il semble douteux qu'il puisse s'opposer longtemps à la constitution de cet irremplaçable outil de gouvernement. S'il est une mesure de nature à renforcer considérablement l'organisation collective de la vie quotidienne, c'est bien celle-là.

On aboutit donc à ce paradoxe : champion du libéralisme avancé, élu pour l'essentiel par les éléments conservateurs éclairés ou non, M. Giscard d'Estaing va se trouver inévitablement poussé, qu'il le veuille ou non, à appe-

santir la centralité, l'encadrement, la collectivisation de la vie des Français. Toutes les réformes envisagées ou en préparation vont dans ce sens. Toute l'évolution, en France comme ailleurs, va dans ce sens. Et même si le régime se durcit ou au contraire se défait, qu'il assume ou refuse le changement et le progrès, il ne peut échapper à cette fatalité qui le dépasse.

C'est la grande, sans doute la principale question posée au pouvoir pour les prochaines années. C'est par ses conséquences, et quoi qu'on fasse ou ne fasse pas, la cause, l'objet et l'enjeu de la prochaine crise nationale.

Car il y aura crise, et crise grave, à ce sujet, à un moment ou à un autre. La collectivisation du pays et de la vie quotidienne de ses habitants n'est pas un moindre accident historique que la décolonisation qui a provoqué, dix années durant, tant de soubresauts. Elle est sans commune mesure avec la fièvre étudiante, le « ras-le-bol » de la jeunesse, qui fut le détonateur de mai 1968. Est-ce à dire qu'une fois de plus le pays cherchera quelque homme providentiel ou quelque solution miracle, changera une fois de plus la Constitution et le numéro de la République, verra une fois de plus une partie des citoyens défier l'autorité et se soulever ou,

au contraire, l'autorité se renforcer au point de déboucher sur un régime autoritaire ? Cela, nul ne peut le dire, nul ne peut se hasarder à prédire le jour que prendra un conflit qui n'en est pas encore, ou à peine, au stade de la prise de conscience. Ce qui est sûr, c'est qu'un président

libéral, élu des conservateurs, va devoir diriger face à une opposition qui revendiquera pour elle seule le droit de se dire socialiste, une certaine socialisation du pays. Et que ce ne sera pas de tout repos.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

## AVIS DE CONCOURS

Le Ministère de la Justice, recrute

## 100 EDUCATEURS

Postes à pourvoir à PARIS

Concours le : 5 mai

ouvert :  
- aux titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent âgés de 18 à 35 ans.  
Ces fonctionnaires seront chargés de l'animation socio-éducative dans les établissements pénitentiaires et de l'assistance sociale aux détenus pour faciliter leur adaptation à une vie normale.  
Promotion importante possible par concours interne.  
Pour tous renseignements, écrire à Pierre LICHOU S.A. - sous référence 6715, 10, rue de Louvois - 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

# Darty vous présente ses Arts Ménagers

Faute de place, il nous est impossible d'illustrer ici nos 250 grandes marques, nos 5.500 modèles et toutes nos nouveautés. Mais nous vous invitons à les découvrir dans nos 20 magasins, où vous les trouverez tous aux prix DARTY.

## Les arts ménagers à la Darty ça ne se copie pas.

Home-Centers Darty et Réal regroupant :  
Darty, spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV  
et Réal, spécialiste en ameublement, décoration et cuisines.

- 75 - PARIS 11<sup>e</sup> : 25 à 35, bd de Belleville - M<sup>o</sup> Courmousses..... ⑨
- 75 - PARIS 14<sup>e</sup> : Centre Commercial Gaité-Montparnasse..... ⑨ 14
- 80, av. du Maine - Entrée directe par le M<sup>o</sup> Gaité..... ⑨ 14
- 93 - BAGNOLET : Pré de Bagnolet, M<sup>o</sup> Gaité..... ⑥ 8
- Au pied du Novotel..... ⑥ 8
- 93 - BONDY : 123 à 155, av. Gallieni, RN 3..... ⑥ 8 10
- 95 - CERGY-PONTOISE : Centre Régional "3 fontaines"..... ④ 9
- 92 - CHATILLON : 151, av. Marcel-Cachin, RN 306..... ① 2 ③ ④ ⑧ 10
- 93 - PIERREFITTE : 102-114, av. Lénine, RN 1..... ⑥ 8 10
- 76 - ROUBEN : 47, av. de Caen..... ⑥ 8 11



Magasins Darty spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV.

- 75 - PARIS 8<sup>e</sup> : Darty-sous-la-Madeleine. Parking place de la Madeleine..... ② ⑧ 11
- 75 - PARIS 13<sup>e</sup> : 168, av. de Choisy, M<sup>o</sup> Pl. d'Italie..... ② ⑧ 11
- 75 - PARIS 18<sup>e</sup> : 128, av. de St-Ouen, M<sup>o</sup> Pré de St-Ouen..... ② ⑧ 11
- 75 - PARIS 20<sup>e</sup> : 3-5-7, av. de la Pré de Montreuil..... ② ⑧ 11
- M<sup>o</sup> Pré de Montreuil..... ② ⑧ 11
- 78 - ORGEVAL : Centre Commercial "Art de Vivre"..... ② ⑧ 12
- 91 - THIAIS-RUNGIS : Centre Régional de la "Belle Epine", RN 7..... ② ⑧ 12
- 92 - ASNIERES : Carrefour des 4 Routes, RN 309/RN 186..... ② ⑧ 12
- 94 - CHAMPIGNY : 12, av. R.-Salengro, La Fourchette, RN 4..... ② ⑧ 12
- 94 - CRETEIL : Centre Régional "Créteil-Soleil"..... ② ⑧ 12
- 69 - LYON : Centre Commercial de la Part-Dieu, 3<sup>e</sup> niveau..... ② ⑧ 12
- 4.300 places de parking..... ② ⑧ 12
- 69 - LIMONEST : Route Nationale 6..... ② ⑧ 12
- 78 - PARLY 2 : Centre Commercial..... ② ⑧ 12

① Nocturne le Mardi jusqu'à 21h30 - ② Nocturne le Mercredi jusqu'à 21h30 - ③ Nocturne le Jeudi jusqu'à 21h30 - ④ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21h30 - ⑤ Nocturne le Samedi jusqu'à 21h30 - ⑥ Nocturne le Dimanche jusqu'à 21h30 - ⑦ Ouvert

⑧ Ouvert le Dimanche toute la journée - ⑨ Fermé le Dimanche - ⑩ Fermé le Lundi - ⑪ Fermé le Lundi matin - ⑫ Fermé le Mardi - ⑬ Fermé le Mercredi - ⑭ Nocturne le Jeudi jusqu'à 21h30 - ⑮ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21h30



## ÉDUCATION

### Des grèves d'étudiants continuent dans plusieurs universités

Le président de l'université de Toulouse est « retenu » par des manifestants

Les grèves d'étudiants contre la réforme du deuxième cycle universitaire et les projets de M. René Haby sur la formation des professeurs continuent dans plusieurs universités, notamment à Rennes et à Amiens, où la grève est totale sauf en médecine et en pharmacie.

● A GRENoble, où droit, sciences économiques et sociales sont en grève depuis plusieurs jours, le mouvement tend à gagner les lettres et, dans une moindre mesure, les sciences. Dans la soirée du lundi 1<sup>er</sup> mars, les grévistes de l'université des sciences sociales (Grenoble-II) ont décidé d'occuper le bureau du président, le standard téléphonique et l'imprimerie.

● A CLERMONT-FERRAND, où le mouvement a été déclenché aussi pour protester contre le projet de partition de l'université, les étudiants en droit et sciences économiques sont toujours en grève.

● A LIMOGES, où les étudiants en sciences étaient en grève depuis une semaine, une tendance à la reprise des cours se manifeste.

### CORRESPONDANCE

#### L'élection du président de l'université de Tours

M. Georges Riern, maître assistant de droit public au centre universitaire de Perpignan, nous adresse ses réflexions à propos de l'élection d'un nouveau président à l'université de Tours (le Monde du 24 février).

Imprudent candidat ! A la présidence de l'université de Tours, mon collègue Bourjol n'a pas été élu. C'est bien fait pour lui, car enfin, qu'allait-il faire dans cette galère ? Non seulement il est maître de conférences, ce qui l'oblige à voir deux tiers des voix, mais encore il est communiste, ce qui aggrave singulièrement son cas. Et puis surtout, ce qui est intolérable et qui a dû lui faire perdre les quelques voix qui lui ont manqué, c'est qu'il a — c'est un comble ! — de la personnalité.

**50 HEURES de MATH**  
de 22 MARS au 2 AVRIL  
Révision complète 4<sup>e</sup> à 1<sup>er</sup> C et D  
En terminale C et D  
Math et Physique  
en T.B. : sciences éco. et math.  
COURS PRIVÉ MINERVA  
Château de l'Épine  
36300 CIRON - Tél. (54) 37.99.07  
RENSEIGNEMENTS  
Lettres : RAY-LESSAC  
75, rue d'Angoulême  
75009 PARIS  
Tél. 381-34-43  
COURS MINERVA  
4, Av. de Verdun  
94 S.-MAURICE  
Tél. 388-98-23  
L'intercept reçoit toutes l'année les élèves de la 8<sup>e</sup> aux terminales A, B, C et D. Régime d'inscriptions ouvert dès maintenant.

**ÉCOLE UNIVERSITAIRE D'INGÉNIEURS D'ORLÉANS**  
Département « RESSOURCES et MATÉRIAUX MINÉRAUX »  
Formation de cadres supérieurs dans des spécialités :  
— Géologie des ressources naturelles ;  
— Valorisation des minerais et élaboration des métaux et des céramiques.  
Ecole Universitaire d'Ingénieurs - Départ. Ressources et Matériaux Minéraux - B.P. 6057 - 45045 ORLÉANS, Cedex - Tél. : (38) 63-37-03.

Parce qu'une LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en ANGLETERRE ECOSSE ETATS-UNIS ALLEMAGNE AUTRICHE-ESPAGNE  
préparer le BEPC ou le BAC dans une ambiance agréable.  
**ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE**  
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49  
pour une documentation complète et gratuite  
NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

### L'ASSOCIATION DÉFENSE DE LA JEUNESSE SCOLAIRE CONDAMNE LE « COURS PRÉPARATOIRE A DEUX VITESSES ».

L'association Défense de la jeunesse scolaire (D.J.S.) critique vivement le projet du ministre de l'Éducation d'instaurer à la rentrée de 1977 un « cours préparatoire à deux vitesses ». Ce projet a déjà provoqué des réactions hostiles de plusieurs organisations d'enseignants et de parents (le Monde du 19 février).

« Ce système de discrimination, écrit D.J.S., conduit à ce qu'un an, de telles objections qu'il n'est plus perceptible, dans la loi votée, qu'à l'état de trace vague et obscure. Puisque ce projet est repris, nous devons donner l'alarme. Il s'agit, en effet, de mesures des plus graves, qui d'importance des débats scolaires pour toute la suite des études. La sélection, si discutée dans son principe et ses modalités au terme de l'enseignement obligatoire, et au-delà, s'établirait à son sein, non pas seulement dans les cours, discutables aussi, et difficiles, de la hiérarchie catholique persévère à vouloir mettre un terme à l'expérience actuelle, suite logique des initiatives de Bernard Besret : Boquen refuse de disparaître. Mais n'est-ce pas la lutte du pot de terre contre le pot de fer ? La vulnérabilité de Boquen est grande et elle s'accroît de l'attachement à Jésus-Christ, leur volonté de vivre dans le partage et la pauvreté, le désir de s'implanter dans la région. Mais ils n'ont pas de vie, de prière en commun et semblent attacher peu d'importance aux célébrations qui ont tant fait pour le renom de l'abbaye. Cette lacune est vivement ressentie par les habitants de Boquen.

Le rayonnement de la petite communauté est limité, encore que personne ne refuse son estime à ces chrétiens qui mènent une existence évangélique. Juridiquement, ils n'ont aucun droit à occuper l'abbaye, propriété de l'ordre cistercien ; canoniquement, les bâtiments de Boquen ne sont d'ailleurs plus une abbaye. A l'arrière-plan, existe ce que l'on appelle la communauté de Boquen, réalité lointaine, mouvante, en perte de vitesse, où l'on compte nombre d'incroyants attirés par la liberté institutionnelle, spirituelle et intellectuelle qui est de règle à Boquen, depuis que Bernard Besret a voulu « casser le moule traditionnel de la vie monastique ».

La majorité des animateurs de la « communauté » sont en fait des laïcs, dont beaucoup sont des jeunes filles et deux jeunes gens, un chauffeur de camion et un maçon, tous catholiques. Ces cinq personnes ont en commun leur attachement à Jésus-Christ, leur volonté de vivre dans le partage et la pauvreté, le désir de s'implanter dans la région. Mais ils n'ont pas de vie, de prière en commun et semblent attacher peu d'importance aux célébrations qui ont tant fait pour le renom de l'abbaye. Cette lacune est vivement ressentie par les habitants de Boquen.

La hiérarchie ne pouvait pas ne pas être tentée de profiter de ce désarroi pour imposer à Boquen une communauté de religieuses contemplatives qui, dans son esprit, devrait remplacer purement et simplement l'équipe actuelle. L'abbé général des cisterciens a signé nettement en janvier dernier à Guy Lussensky : « Votre rôle est terminé », lui a-t-il dit. A priori, il n'y aurait aucune incompatibilité à la coexistence des deux communautés, mais l'option de la hiérarchie a brisé les amis de Boquen.

★ D.J.S., 14, rue de l'Abbaye-Épée, 75005 Paris.

## RELIGION

### Diverses actions sont envisagées pour sauvegarder Boquen

Pouvoirs dans l'Eglise et liberté des hommes - tel était le thème de la rencontre organisée à l'abbaye de Boquen les 28 et 29 février, afin d'essayer de passer à la décision prise par l'abbé général cistercien de liquider l'expérience actuelle. Ce colloque a réuni cent vingt personnes environ dans une atmosphère plus chaleureuse qu'anxiée.

Il y fut pris acte qu'une quinzaine de comités de soutien spontanés s'étaient déjà manifestés pour sauver Boquen. Les participants ont décidé à l'unanimité de constituer un comité de défense collective (1) qui jugera de l'opportunité d'actions précises : occupations d'églises, démarches auprès des évêques et de l'abbé général cistercien, organisation d'une « fête de la liberté », contacts avec les religions pressenties pour s'installer dans l'abbaye, etc.

Par cent quinze voix contre six et dix abstentions, le colloque a adopté une motion où l'on lit notamment : « Il n'est pas indifférent

que Boquen puisse apparaître comme un lieu favorable à l'action des travailleurs qui subissent l'oppression et qui cherchent à vaincre le système économique-politique. L'oppression qui s'exerce sur Boquen est de même nature que celle qui font subir à tous ceux qui ne disposent que de la force du travail, les tenants de la propriété et du pouvoir. [...]

« Il nous semble que tous ceux qui luttent depuis des années pour que, dans l'Eglise, l'autoritarisme cède le pas à la liberté et à la responsabilité des « enfants de Dieu », doivent gagner cette bataille.

« A travers Boquen c'est la réalité de l'Eglise comme espace de liberté qu'il s'agit d'affirmer. Nous n'avons pas choisi le lieu de cette bataille, mais ce serait fuir nos responsabilités historiques que de ne pas la prendre là où on nous l'impose. »

Les 10 et 11 avril est prévue à Boquen une assemblée générale.

### Un test pour la capacité d'accueil de l'Eglise romaine

Dans l'affaire de Boquen qui, depuis des années, va de glorieux en coups de théâtre, trois points sont clairs : la situation est plus embrouillée que jamais ; la hiérarchie catholique persévère à vouloir mettre un terme à l'expérience actuelle, suite logique des initiatives de Bernard Besret : Boquen refuse de disparaître.

Mais n'est-ce pas la lutte du pot de terre contre le pot de fer ? La vulnérabilité de Boquen est grande et elle s'accroît de l'attachement à Jésus-Christ, leur volonté de vivre dans le partage et la pauvreté, le désir de s'implanter dans la région. Mais ils n'ont pas de vie, de prière en commun et semblent attacher peu d'importance aux célébrations qui ont tant fait pour le renom de l'abbaye. Cette lacune est vivement ressentie par les habitants de Boquen.

La peur du vide

Boquen se remet mal du départ de Bernard Besret en octobre 1974. Son autre propriété, sa séduction, son sens du contact, n'ont pas été remplacés. Certains, jadis, étaient gênés par son côté « vedette », mais aujourd'hui Boquen a peur du vide. La hiérarchie ne pouvait pas ne pas être tentée de profiter de ce désarroi pour imposer à Boquen une communauté de religieuses contemplatives qui, dans son esprit, devrait remplacer purement et simplement l'équipe actuelle. L'abbé général des cisterciens a signé nettement en janvier dernier à Guy Lussensky : « Votre rôle est terminé », lui a-t-il dit. A priori, il n'y aurait aucune incompatibilité à la coexistence des deux communautés, mais l'option de la hiérarchie a brisé les amis de Boquen.

qui y ont vu, à juste titre, un ultimatum et un arrêt de mort. On est en la semaine du carême piteux, les religieux hésitent maintenant à s'installer à Boquen, tandis que les comités de soutien se multiplient ainsi que les pétitions et les démarches pour essayer de faire reculer les autorités. D'un côté, Guy Lussensky dit avoir reçu cent cinquante lettres d'appui, mais dans nombre de paroisses avoisinantes on signe, à l'initiative des curés, des lettres en faveur de la venue des cisterciens. Il ne manque pas de conservateurs, dans la région, qui voient la communauté actuelle d'un mauvais œil et alimenteraient que Boquen devienne une abbaye comme les autres.

Pour l'instant, flot de résistances à l'autorité ecclésiale, soutenu par quantité de chrétiens attachés plus d'importance à l'évangile qu'aux institutions. Boquen est apparue comme un ballon d'oxygène à beaucoup de croyants et d'incroyants. Sa disparition serait douloureusement ressentie par tous ceux qui ont cru à la capacité d'accueil de l'Eglise post-conciliaire. Supprimer Boquen porterait une atteinte à la diversité, et donc à la richesse de l'Eglise romaine. Encore faut-il que Boquen accorde mieux ses violons et mette en place une équipe incontestée. Boquen ne peut être sauvée que de l'intérieur.

HENRI FESQUET.

(1) Comité de défense Boquen, 22, Piérier-Jacquin, Association culturelle de Boquen, 22436 Rennes.

## JEUNESSE

### La préfecture de Paris refuse l'agrément à un directeur de M.J.C.

Le préfet de Paris, M. Jean Tautelle, refuse depuis deux mois son agrément au directeur de la M.J.C. Benediti (2, avenue de la porte de Vanves, 14<sup>e</sup>). M. Alain Bellet, en poste depuis quatre mois. Malgré des demandes répétées du conseil d'administration de la M.J.C., malgré deux questions écrites, l'un des groupes socialistes et radicaux de gauche, l'autre du groupe communiste du conseil de Paris, malgré une lettre de M. Daniel Benassaya, conseiller de Paris (socialiste), le préfet n'a toujours pas donné les motifs de son refus d'agrément.

Dans sa lettre, M. Benassaya écrit : « En dehors de propos pour le moins désobligeants à l'endroit de M. Bellet, rien, au cours de la réunion de la commission de contrôle et de coordination de l'établissement, n'a pu être apporté au dossier pour confirmer le refus d'agrément. »

« Certes, M. Bellet, militant syndicaliste et politique, a eu en 1970 des démêlés avec la police au cours de manifestations. Le temps a passé et si M. Bellet, comme tout citoyen, a le droit de s'exprimer politiquement, rien dans son comportement ne peut être retenu contre lui et encore moins dans l'exercice de ses fonctions de directeur de la M.J.C. où ses compétences sont reconnues par son association. »

Les sections parisiennes du P.S., du P.S.U., de la C.F.D.T., auxquelles se sont joints la Ligue des droits de l'homme, la Ligue communiste révolutionnaire, la Fédération des parents

d'élèves Comec, les Clubs de loisirs et d'action pour la jeunesse, le parti communiste, demandent le maintien de M. Bellet dans ses fonctions. Un gala de solidarité sera organisé le 15 mars.

### A Limoges

#### M. LECANUET JUSTIFIE LA CRÉATION D'UN CENTRE POUR JEUNES DÉLINQUANTS

Le centre d'orientation et d'action éducative pour mineurs délinquants qui sera ouvert à Limoges (le Monde du 6 février) « n'est pas de nature à mettre en péril les services privés existants », déclare M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre de la justice, dans une lettre de mise au point adressée à M. Pierre Ballot-Lévy, conseiller général du canton de Limoges-Emaillères. Ce dernier s'est, en effet, prononcé contre la création du centre, qui, selon lui, fera double emploi avec les établissements privés existants et risque de provoquer des licenciements.

« Les rapports alarmants de l'autorité judiciaire quant à l'insuffisance des équipements, notamment à Limoges », écrit M. Jean Lecanuet, se sont trouvés confirmés par les demandes d'extension d'habilitation des services de milieu ouvert présentés par les associations gérantes de ces services (...). C'est cette urgence ressentie sur le plan local qui a été prise en considération. En outre la structure légère d'appoint en cours de réalisation et constituée d'un petit service de milieu ouvert, doté de quelques possibilités d'hébergement, n'est pas de nature à mettre en péril les services existants dont les difficultés internes ne sont en aucune façon liées à la mise en place de cet équipement complémentaire. »

Sous le haut patronage du Ministère de l'Éducation, du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, du Ministère du Travail.  
**EXPOJEUNES**  
Du mercredi 3 au mercredi 10 mars 1976. De 10 h à 19 h.  
Ancienne gare de la Bastille. Entrée 5 F.  
La plus importante manifestation européenne pour l'information des 15 - 20 ans.  
(180 organismes participants)  
Animée par RADIO-FRANCE

(PUBLICITE)  
**RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS POUR LE MAROC**  
Dans le cadre de la Convention de Coopération Franco-Marocaine, le Royaume du Maroc offre des postes d'enseignants pour la rentrée d'octobre 1976 :  
1) DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA RECHERCHE :  
2) DANS LES CENTRES DE FORMATION DE PROFESSEURS ET D'INSTITUTEURS  
3) DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE  
PEUVENT FAIRE ACTE DE CANDIDATURE  
A) Les enseignants titulaires des Cadres français ;  
B) Les candidats non titulaires pourvus d'un des diplômes suivants : Doctorat d'Etat, Doctorat 3<sup>e</sup> cycle, D.E.A., Maîtrise, Diplôme d'Ingénieur, Licence d'Enseignement (à l'exclusion des Licences d'Histoire, Géographie et de la Philosophie), Brevet de Technicien Supérieur (à l'exclusion du B.T.S. Secrétariat) ;  
C) Les inspecteurs départementaux de l'Éducation Nationale ;  
D) Les volontaires du Service national actif titulaires des Cadres français ou non titulaires pourvus de diplômes et titres.  
Les candidats civils intéressés par cette offre doivent demander un dossier de recrutement auprès du Ministère français des Affaires Étrangères, 36, rue La Pérouse (Sous-Direction de l'Enseignement et de la Coopération), Paris (16<sup>e</sup>), et adresser une copie de cette demande à l'Ambassade du Royaume du Maroc en France (12, rue Le Tasse) Paris (16<sup>e</sup>).  
Les volontaires du Service national actif doivent s'adresser au Ministère français des Affaires Étrangères (Bureau des Appels du Contingent), 51, boulevard des Invalides, Paris (7<sup>e</sup>).  
Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser soit à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris, soit au Ministère français des Affaires Étrangères.

Pour suivre à la radio les cours d'Anglais de la BBC  
**A L'ÉCOUTE DE LONDRES**  
Textes et explications en Français  
Abonnement 12 N° par an, F 40  
Spécimen gratuit sur demande à  
ÉDITIONS-DISQUES BBCFM  
8, rue de Belfort - 75008 PARIS

سكس في الامم







## SPORTS

DANS LE NORD ET LE PAS-DE-CALAIS

### Plusieurs milliers de personnes ont participé au «cross du cœur»

De notre correspondant

Lille. — Le bois de Boulogne à Lille battait la chamade en ce dimanche 29 février qui, sous un soleil aussi éclatant qu'insolite, devait bien être le premier jour du printemps 1979. Par centaines, par milliers, ils se pressaient dans ses allées : les uns dormant le torse et agitant les bras comme des athlètes du cross, d'autres plus dévoués et soufflant, d'autres enfin traînant la jambe. Que de participants pour le «cross du cœur», même si certains étaient venus tout simplement en marche.

C'est ainsi d'ailleurs que les organisateurs avaient cette fois baptisé cette journée sportive ouverte à tous. L'an dernier, sous une pluie froide, l'initiative de la fondation régionale de cardiologie avait été très fortement suivie par le public : près d'un millier de participants au «cross du cœur» dans ce même bois de Boulogne, à quelques encablures de la vieille citadelle de Vanhan. Pour cette deuxième expérience, la fondation avait reçu un renfort important de la direction de la jeunesse et des sports et de la jeune chambre économique.

Dès 8 h 30 la foule se pressait vers l'esplanade comme si son équipe préférée, celle du LOSC, allait disputer un derby ! Hommes en majorité, femmes nombreuses, tout de même, un «papy» de soixante-dix ans, tenant par la main un garçonnet, sans que l'on sache bien lequel des deux conduisait l'autre vers la piste ; pantalons et pull-overs, jeans et maillots de corps, surtouts, manteaux, d'ailleurs, cela tenait à la fois de la fête champêtre et de la fête sportive. Le 43<sup>e</sup> R.I. avait prêt son concours pour dresser trois tentes, l'une pour les vestiaires, l'autre pour les inscriptions, une autre enfin pour la Croix-Rouge.

Dimanche matin, chacun pouvait donc à sa fantaisie participer à un «cross» ou tout sim-

plement à un «parcours». Mais le seul mot de cross exaltait tout de même un parfum de compétition : ainsi, sur 2 kilomètres, sur 4 kilomètres ou 8 kilomètres on vit les plus jeunes mais aussi quelques concurrents d'un âge certain foncer comme si la présence du champion Michel Bernard dans chacune des épreuves les appelait à sprinter.

Le gros du peloton, pourtant (900 participants sur les deux kilomètres, 1 200 sur les 4 kilomètres et 1 100 sur les 8 kilomètres), allait sagement son petit bonhomme de chemin.

Cette manifestation a pris cette année une nouvelle dimension. Elle ne s'est pas cantonnée à Lille seulement, puisque dans quelques villes du Nord et du Pas-de-Calais, de Dunkerque à Maubeuge, d'Auchel à Cambrai, on a connu les mêmes rassemblements.

Les cross et parcours du cœur ont surtout l'avantage de sensibiliser l'opinion publique à l'exercice physique, ne serait-ce que par la place importante qui leur est accordée dans la presse et sur les ondes régionales. «Il est faux de croire qu'il faut toujours manger le cœur. Il faut au contraire l'entraîner», affirme le docteur Henri Delbecq, de la Fondation régionale de cardiologie.

GEORGES SUEUR.

## PRESSE

### Le conflit du «Parisien libéré» entre dans sa deuxième année

Il y a un an débutait le conflit opposant les ouvriers du Livre C.G.T. à la direction du Parisien libéré.

Dans un communiqué, le comité inter-syndical du Livre parisien C.G.T. appelle les ouvriers de la presse à venir nombreux le mercredi 3 mars 1979 au métro Varenne, pour se rendre en délégation auprès du ministre du travail, M. Michel Dufaure, afin de soutenir les ouvriers du Parisien libéré, accompagnés de leurs femmes et enfants qui risquent, après un an de lutte, de se trouver privés de la Sécurité sociale et des allocations familiales.

«Le président de la République, son premier ministre, M. Chirac, et son ministre du travail, font la sourde oreille à toutes les démarches entreprises par la C.G.T. et la Fédération française des travailleurs du Livre à ce su-

jet, ajoute le comité inter-syndical. Or, ont-ils compromis la vie et la santé des femmes et des enfants en les privant de la Sécurité sociale en cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation, en refusant aux femmes enceintes la couverture sociale à laquelle elles ont droit, les remboursements de la Sécurité sociale ?

Tous le cadre de cette semaine anniversaire, M. Roger Lanery, secrétaire général du comité inter-syndical, annonce plusieurs formes d'action : manifestation des ouvriers du Livre au cours d'épreuves sportives, distribution de tracts dans toutes les gares parisiennes, «journée d'action» à Saint-Etienne, dont le maire est M. Dufaure.

## JUSTICE

A LILLE, LORS D'UN PROCÈS POUR INJURES PUBLIQUES A L'ARMÉE

### Les tribunaux d'exception n'ont jamais été, en France ou ailleurs l'honneur de la justice, déclare le représentant du ministère public

Lille. — Directeur de la revue mensuelle «Cité nouvelle», M. Ambroise Monod comparait lundi 1<sup>er</sup> mars

devant la sixième chambre correctionnelle de Lille. Il était poursuivi pour avoir publiquement injurié l'armée sur

une affiche placardée dans les rues de Lille le 18 juin 1975, et constituant un supplément au périodique qu'il dirige.

De notre envoyé spécial

L'acte d'accusation décrit ainsi le corps du délit : «Lesdites affiches commencent par ces mots : «les tares de la justice, plus les tares de l'armée, ça fait beaucoup», comportant sur fond les de vin la caricature d'un militaire en uniforme dont le visage présente les stigmates de l'alcoolisme chronique, tandis que son attitude évoque un état d'ivresse des plus manifestes attesté en outre par des onomatopées traduisant dans la partie supérieure droite de l'affiche près du visage du sujet par ces mots : «Oh-eh-eh-eh».

Cette description, qui mit en joie l'assistance, évoquait les œuvres de Courbet dont plusieurs témoins rappelleront le caractère subversif. Mais s'il ne s'était agi que de rire, y aurait-il eu poursuites ? Dès lors qu'il se trouvait au banc des prévenus, M. Monod estima qu'il avait été cité non pour une caricature, mais pour les idées qu'il défend. Il lui restait à s'en expliquer, autant devant le tribunal que devant un auditoire particulièrement important.

L'affiche, dira-t-il, est en fait l'agrandissement d'un dessin de Cabu extrait de l'illustration d'une brochure intitulée La justice militaire, ce qu'il faut en savoir.

M. Monod ajoute : «On veut nous empêcher de nous exprimer sur les tribunaux militaires, sur ce qu'ils représentent d'insulte à la justice civile». Pour lui, le débat sur la défense n'a pas à être confiné par les militaires, il est du ressort de tous les citoyens intéressés au premier chef.

Avec M. Monod, le pasteur Cassin, qui se présente comme officier de réserve, engagé volontaire, ancien combattant de la Résistance, et ancien amonier militaire, insiste sur le caractère répressif des tribunaux militaires. Il rappelle qu'en Allemagne fédérale, après la guerre, la France obtint la suppression de toute justice militaire. «Ce qui paraissait utile pour la sauvegarde de la démocratie allemande devrait être valable pour la France, où subsistent dans ou trois justices», dira-t-il.

Les autres témoins, qu'il s'agisse de M. Alain Krivine, du dessinateur Cabu, de M. Bertrand Julien, militant du mouvement d'information des droits du soldat (I.D.S.), de M. Denis Berger, directeur de La Croix en l'air, ou de M. Jean-Pierre Delarue, membre des comités de lutte d'objecteurs (C.L.O.), ne se placeront pas sur un autre terrain que celui de la contestation du pouvoir militaire.

«Le citoyen doit intervenir»

Écoutés sans être interrompus par le président, M. Jean-Bernard Michelon, ils motiveront, en revanche, la véhémence de M. Jean-Marie Dupuis, substitut du procureur de la République, qui mit tout son talent à dénoncer ceux qui voulaient utiliser la barre des tribunaux pour en faire une tribune. De son propre aveu, le magistrat s'était préparé pour un autre débat où l'humour aurait eu ses droits. Il ne cacha pas son dépit d'avoir à répondre à un grand débat d'idées, et n'évita pas l'objection avec la salle, qui fut laborieusement écoutée. Une première fois déjà, les assistants avaient dû refuser la sortie, à cause d'une fausse alerte à la bombe.

À la reprise de l'audience, M. Michelon laisse rentrer les perturbateurs, et M. Dupuis peut reprendre son réquisitoire. Tout en indiquant ne pas vouloir donner son opinion sur le fond, le représentant du ministère public

n'en affirma pas moins que «les tribunaux d'exception», sans exception, n'ont jamais été, en France ou ailleurs, l'honneur de la justice. Mais, estimant que l'action publique se trouvait, ici, fondée sur le droit objectif, il réclama une peine de 1 000 francs d'amende.

Il n'y a pas insulte à l'armée quand il y a défense des libertés essentielles, plaide M. de Fellos, défenseur de M. Ambroise Monod, au tribunal permanent des forces armées, que les juges appartiennent au corps qui poursuit. Il dira-t-il, il n'est peut-être temps que le peuple français réagisse et que les efforts de quelques-uns, dont la protestation par voie d'affiches n'est qu'une modeste

riposte, ne soient pas réduits à néant. L'avocat rappelle l'existence de dizaines de jeunes, objecteurs de conscience ou insoumis, qui sont actuellement en prison parce qu'ils défendent des idées, communes à bien d'autres. «Le citoyen doit intervenir», affirme-t-il. Comme on aimerait que la véhémence de monsieur le procureur serve à interpeller l'opinion sur ce point, au tribunal de ne pas les réduire, déplore que les espaces d'expression se réduisent de jour en jour. M. Ambroise Monod souhaite, en dernier lieu, que la liberté d'expression soit défendue comme un principe et demande au tribunal de ne pas le réduire, lui et ses amis, à la clandestinité. La réponse lui sera fournie le 8 mars.

FRANÇOIS SIMON.

### Les armes et le citoyen

N'est-il pas dérisoire de voir à quoi paraît tenir le respect de la conscription : la peur de la prison ? N'est-il pas inquiétant de constater que l'armée se révèle, au regard de dizaines de milliers de conscrits paisibles, incapable d'imaginer la solution d'un problème qui ne concerne que quelques centaines de personnes : ceux qui, coincés dans une lacune de la loi, ne sont ni objecteurs ni «non-objecteurs» de conscience ? S'il qu'ils récusent une loi d'ailleurs peu satisfaisante, soit qu'ils l'aient ignorée, puisque sa diffusion (on ne rappellera jamais assez cette extravagance juridique sans précédent), plus, sa publication sont interdites.

Il faut donc, une fois encore, poser la question de l'ordre public que les récriminations à l'armée entraînent en cause. En premier lieu, l'armée ne saurait qu'abusivement être présentée comme un synonyme de défense nationale : les soldats de l'an II, les vainqueurs de Valmy, n'étaient ni des soldats ni des conscrits, mais des citoyens.

Or le citoyen qui défend sa patrie n'a pas forcément les armes à la main. Qui refuse les armes n'est pas par définition un mauvais citoyen, en un mot, un lâche ; il est, le plus souvent, volontaire pour s'exposer autant que celui qui a un fusil à la main.

Ensuite, si l'armée est à la merci d'une poignée de mécontents, elle est à l'agonie. Ce qui n'est pas. L'énorme majorité des jeunes Français consentent de fort bonne grâce l'impôt du temps, la forme ultime des corvées héritées de l'Ancien régime : ces prestations nature, qui n'ont d'ailleurs pas totalement disparu de nos lois, mais qui ne sont que des survivances, en un mot des curiosités sans conséquences pratiques.

Est-il besoin de faire observer qu'un procès devant les tribunaux permanents des forces armées — dont la crédibilité s'efface chaque jour davantage — crée plus de désordre qu'un objet qui obtient sans peine, sans juridisme, le bénéfice d'un statut qui doit être plus étendu que ne le prévoit la loi actuelle. L'armée allemande, qui l'admet largement, est-elle moins opérationnelle, moins forte que l'armée française ?

Une fois de plus on est trappé d'un paradoxe : le facteur de trouble est aussi celui qui exige, contre toute réalité, le respect d'une loi qui, dès sa promulgation, était inadéquate aux maux qu'elle prétendait guérir. Ce n'est pas une nouveauté, c'est une preuve de trop.

PHILIPPE BOUCHER.

## POURQUOI 600 SOCIÉTÉS INTERNATIONALES\* ONT-ELLES CHOISI D'IMPLANter EN IRLANDE LEUR CENTRE DE PRODUCTION POUR L'EUROPE ?

Parce que la politique du gouvernement de la République d'Irlande (Membre de la CEE) repose sur une volonté délibérée de développer la fabrication de produits destinés à l'exportation en les rendant compétitifs.

Parce que la République a su maintenir un équilibre harmonieux entre le patronat et la main-d'œuvre. Les produits fabriqués en Irlande bénéficient sur les marchés internationaux d'une compétitivité accrue grâce au coût raisonnable de la main-d'œuvre et des charges sociales.

Parce que la République apporte aux sociétés qui créent des industries exportatrices une aide financière inégalée en Europe. Leurs bénéfices ne sont pas imposés.

Une large part du montant des investissements est couverte par des subventions non remboursables. Les taux de leasing sont exceptionnellement bas. La constitution du capital et du fonds de roulement peut être réalisée à peu de frais. Ces avantages peuvent également s'appliquer à certaines sociétés de services.

### LES BONNES NOUVELLES VIENNENT D'IRLANDE

IDA Ireland, chargée d'exécuter le programme d'industrialisation massive prévue par le gouvernement, peut vous faire une proposition détaillée (avec plan de financement) adaptée à chaque projet.

\* Quelques-unes de ces sociétés : Essilor, Pociain, Digital, Syntex, Gillette, Courtaulds, Asahi, Snia Viscosa, Akzo, Borg Warner, Plessey, Pfizer, etc. Liste complète sur demande.

IDA IRELAND, 45 rue Pierre-Chartron, 75008 PARIS  
Tél. 359.77.67 - Téléc. 660.416.  
Veuillez m'envoyer tous les renseignements concernant le programme de financement exceptionnel proposé par la République d'Irlande.

nom : \_\_\_\_\_  
fonction : \_\_\_\_\_  
société : \_\_\_\_\_  
adresse : \_\_\_\_\_



Siège social: Lansdowne House, Dublin 4 • 77, rue Joseph II, Bruxelles 1040 • 28, Bruton Street, Londres W1X7DB • 5, Köln Marienburg 51, Bavenhaltgürtel 13, Cologne • Nyropsgade 47, 1602 Copenhague V.

سكيا من الاصل







COLLECTION « SOLARAMA »

LES POINTERS, LES CHATS,  
LES POISSONS ROUGES, LES CANARIS

Présentés par le Dr Philippe de WAILLY

Après nous avoir fait connaître dix races différentes de chiens, Solarama complète cette série avec « LES POINTERS, chiens d'arrêt par excellence ». C'est essentiellement un sport pour qui le besoin d'exercice est presque vital. Le pointer doit chasser. Il en a la passion, l'instinct. Ce guide vous donnera tous les conseils nécessaires pour le garder en grande forme.

Et puis, toujours présentés par le docteur-vétérinaire Philippe de Wailly, trois ouvrages indispensables à ceux qui aiment les animaux et qui veulent donc les soigner et les élever convenablement : LES CHATS, animal noble et secret, qui ne se laisse pas toujours aborder facilement. Ce Solarama LES CHATS vous fait apprendre à connaître leurs besoins, leurs exigences et leurs goûts.

LES POISSONS ROUGES si beaux et si appréciés ne nécessitent peut-être pas autant de soins que les chiens ou les chats, mais il est tout de même indispensable de savoir comment les nourrir et surtout comment aménager et entretenir leur aquarium.

LES CANARIS dont le chant et les couleurs nous enchantent n'ont pas, eux non plus, de grands besoins, encore faut-il savoir quelle nourriture leur proposer et comment aménager leur cage.

Ces quatre nouvelles Solarama, « LES POINTERS », « LES CHATS », « LES POISSONS ROUGES » et « LES CANARIS » répondent à toutes les questions qui se posent à tous ceux qui ont envie de posséder ou qui possèdent déjà ces animaux chez eux.

Éditions SOLAR 12 F TTC

Le Monde réalise chaque semaine  
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Révisée aux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécimen sur demande  
5, rue des Italiens, 75007 PARIS cedex 05

CARNET

Naissances

— Bernard Coffin et Béatrice, née Martin, sont heureux d'annoncer la naissance de  
Charlotte,  
le 18 février 1976.  
103, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

Décès

— Mme Maxime Adde,  
M. et Mme Louis Balier et leurs enfants,  
Mme Maurice Valency,  
M. Jacques Goetoch,  
ont le grand chagrin de faire part du décès de  
M. Maxime ADDE,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918.  
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
1, rue de Clichy,  
75008 Paris.  
18, rue Ancelle,  
92 Neuilly.

— Le professeur Henri Bonnet,  
M. et Mme Michel Lesne,  
M. et Mme Henri Desmonts,  
M. et Mme Antoine Desmonts,  
Mlle Morau,  
Les familles Collas, Karsena,  
Beaujon, Lassalle, Echailler,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Henri BONNET,  
née Odette Collas,  
survenue le 28 février 1976.  
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité à Gournay (Seine).

La Garonne,  
36300 Pauilhau-sur-Indre.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Gilbert BRUNET,  
maître-assistant à l'université de Paris X - Nanterre,  
survenu le 27 février 1976, dans sa cinquante-troisième année.  
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Chateaufort (75), le jeudi 4 mars 1976, à 8 h. 45.  
De la part de Mme Gilbert Brunet et de ses enfants.

— Les enseignants de l'U.E.R. de langues romanes de l'université de Paris X - Nanterre,  
Les enseignants des instituts d'études des universités parisiennes,  
Les membres de la Société des Italiens de la région parisienne,  
ont le profond regret d'annoncer le décès de leur collègue et ami  
Gilbert BRUNET,  
maître-assistant à l'université de Paris X - Nanterre,  
survenu le 27 février 1976, dans sa cinquante-troisième année.

— Mme Augustin de Dainville,  
M. et Mme Jean de Dainville et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. et Mme Jean de Dainville et leurs enfants.  
Sa sœur, ses frères, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. et Mme Jean de Dainville et leurs enfants.

— Mme Augustin de Dainville,  
M. et Mme Jean de Dainville et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. et Mme Jean de Dainville et leurs enfants.  
Sa sœur, ses frères, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. et Mme Jean de Dainville et leurs enfants.

— Mme F. Bonneau et ses fils,  
Mme B. Lasserre-Bigoury et ses enfants,  
M. et Mme L.A. Dick-Miroux et leurs enfants,  
M. et Mme P.A. Sauvage et leurs enfants,  
M. et Mme J. Delorme et leurs enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Anne-Marie DELORE,  
leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur, tante et grand-tante.  
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 mars, à 8 h. 30, en l'église Saint-Germain-des-Près, Paris-6.  
Ni fleurs ni couronnes.

— On annonce la mort de  
M. André GODARD,  
l'enterrement a eu lieu le 1er mars 1976, à Paris, dans la plus stricte intimité.

— M. et Mme Paul Guinard, leurs enfants et petits-enfants,  
M. et Mme François Guinard et leurs enfants,  
M. et Mme Joaquin Ramu et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. et Mme Paul Guinard, leurs enfants et petits-enfants.

— M. et Mme Paul Guinard, leurs enfants et petits-enfants,  
M. et Mme François Guinard et leurs enfants,  
M. et Mme Joaquin Ramu et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. et Mme Paul Guinard, leurs enfants et petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
3 bis, rue Lakmial,  
92000 Suresne,  
150, rue de l'Université,  
75007 Paris.  
25, rue Vaneau,  
75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 29 février 1976, de  
Mme Henri LEROUX,  
née Geneviève Raynaud.

De la part de  
M. et Mme Robert Leroux et leurs enfants, Sophie et Océane,  
M. et Mme Gérard Leroux et leurs enfants, Sophie et Océane,  
Les familles Costurier, Raynaud, Leroux, Allaire, Borgeaud, Angevay, Oudin, Demomby, Branel et Chappotier.

Mlle Antoinette Lampa,  
Les obsèques seront célébrées le mercredi 3 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
1, rue Perronet,  
92000 Neuilly-sur-Seine,  
3, rue Lemaignan,  
75014 Paris.  
27, boulevard Suchet,  
75016 Paris.

— Mme Gabriel THILL,  
M. Maurice Merckens et ses enfants,  
M. et Mme Pierre Lévy-Well et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Gabriel THILL.

— Mme Roger LEVY,  
née Alice Bedant,  
L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le mardi 2 mars 1976.

M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— Mme André Simon,  
M. et Mme Pierre Simon,  
Charles, Catherine, Frédéric, Sophie Simon,  
Mlle Edith Moulin,  
Et toute la famille,  
ont la très grande tristesse de faire part du décès de  
M. André SIMON,  
professeur honoraire,  
ancien élève de l'École Niedermeyer, survenu à Paris, le 26 février, dans sa quatre-vingt-quatrième année.  
200, rue de Javel,  
75015 Paris.

— M. Jean-William Varlot, son père,  
Mme Jacqueline Allou, sa mère, ont la douleur de faire part du décès de leur fils  
Bertrand VARLOT,  
survenu, le 27 février 1976, dans sa dix-neuvième année.  
La cérémonie religieuse a été célébrée le 2 mars, à la Ferté-sous-Jouarre.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— M. et Mme Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delahne.  
Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

**BHV Rivoli.**  
**Un nouveau signe de ralliement: "4<sup>ème</sup> Décoration"!**  
**Un étage entièrement consacré au décor de votre maison. A réaliser vous-même.**  
**Tout pour ceux qui ont des idées.**  
**Toutes les idées pour ceux qui ont des envies.**  
**Et toujours des conseils.**  
**4<sup>ème</sup> décoration. Le plaisir commence au 4<sup>ème</sup>!**



Le plaisir? C'est celui de décorer soi-même sa maison. Avec autant de goût et de savoir-faire qu'un décorateur.

D'abord, parce qu'un 4<sup>ème</sup> décoration tout est réuni pour réaliser et harmoniser votre décor : moquette et tissus, volages et canelages, lits, peintures, papiers peints, coussins. Plus de finisse note, puis-que vous pourrez tout choisir en même temps.

Ensuite, parce qu'un 4<sup>ème</sup> décoration, tout est réuni pour réussir : des stands d'idées coordonnées et des brochures techniques gratuites. L'assistance et les trucs pratiques des conseillers spécialistes du BHV. Enfin, un service d'études pour votre installation. Et des équipes qualifiées pour sa réalisation.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de « Carnet de Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée le 12 mars, à 18 heures, en l'église Saint-François-Xavier, à la mémoire de  
Gilbert SPIRE.  
Ses amis sont conviés à y assister ou à avoir une pensée pour lui en ce jour.

— Une pensée est demandée par l'Association des familles des victimes pour les disparus de la catastrophe aérienne survenue à Ermenonville le 3 mars 1974.

Remerciements

— Mme Pierre Moraux, ses enfants, et toute sa famille, profondément touchés des marques de sympathie et d'affection qu'ils ont reçues lors du décès de leur époux, père et grand-père.  
M. Pierre MOROUX, prie tous ceux qui se sont associés à leur profonde douleur de bien vouloir trouver ici l'expression de leur très sincère gratitude.

Communications diverses

— L'Association de Paris des mouvements français pour le planning familial informe ses adhérents que l'Assemblée générale annuelle se tiendra le vendredi 13 mars, à 20 heures, 94, boulevard Masséna (13<sup>e</sup>), tour Mantoue, 9, villa d'Esté, premier étage.

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon.  
Une boisson et un style.

RIDEAUX  
VOILAGES  
**Marcel SELCER**  
Maître Artisan Tapissier  
1, Impasse Druiot  
Paris-12 628-35.30

سكرا من الامم



# Le Monde

## DE LA MÉDECINE

### LES CANCERS

#### Fatalité génétique et responsabilité humaine

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

Près de cent dix mille morts par an, trente-deux mille cas nouveaux recensés chaque année dans les seuls centres anticancéreux, les cancers restent en France la première cause de décès chez les hommes de trente-cinq à soixante-quatre ans et la deuxième chez les sujets — hommes ou femmes — de soixante-cinq à quatre-vingt-quatre ans.

Seules les maladies de l'appareil circulatoire — qui frappent surtout les plus de soixante-quatre ans — les supplacent en fréquence et en gravité.

La Semaine nationale de lutte, qu'organise du 1<sup>er</sup> au 7 mars la Ligue contre le cancer, a pour objet non pas tellement de sensibiliser l'opinion publique à la gravité de ces faits, connus de tous, mais de susciter chez chacun pour les recherches entreprises l'appui complémentaire à l'effort de l'Etat que les citoyens étrangers accordent beaucoup plus largement que ceux de notre pays.

Ainsi, l'Etat anglais n'accorde que 5,5 millions de livres (49 millions de francs) à la recherche anticancéreuse, soit presque moitié moins que l'Etat français (85 millions de francs en 1975).

En revanche, les dons privés qui viennent s'ajouter à ces sommes sont quatre fois plus importants en Grande-Bretagne qu'en France. Les progrès accomplis dans les domaines de la thérapeutique, de l'épidémiologie et des sciences fondamentales prouvent cependant l'efficacité d'un tel appui et la nécessité de promouvoir rapidement un certain nombre des voies prometteuses récemment ouvertes.

De même, la masse considérable de données acquises par les statistiques comparatives, ethniques et géographiques, appellent à présent une réflexion d'ensemble de laquelle pourront se dégager les grandes lignes d'une politique préventive.

Si le phénomène d'anarchie cellulaire qu'est la cancérisation semble lié pour une part difficilement réductible à la fatalité génétique, les erreurs de comportement et d'environnement multiplient de façon considérable ses risques d'apparition.

L'attitude de chacun et la volonté de la communauté semblent ainsi, au point où se trouvent les connaissances actuelles, pouvoir jouer sur la réduction des processus malins un rôle décisif et encore très largement ignoré.

### La moitié des tumeurs pourraient être évitées

La découverte d'un traitement spécifique qui s'attaquerait aux cellules cancéreuses et à elles seules, sans léser en rien les cellules saines de l'organisme, poserait le problème exact de la cancérisation ou, à tout le moins, de la différence, si minime soit-elle, qui doit exister entre ces cellules envahissantes et anarchiques et l'organisme sain.

Le perfectionnement des techniques permettant d'entretenir en éprouvette des colonies de cellules humaines vivantes permet depuis quelques années l'étude approfondie du phénomène de « cancérisation ».

On peut, en effet, en « agissant » ces colonies de cellules provoquer chez elles des transformations morphologiques, apparentes : des mutations. Greffées, les cellules qui viennent de « muter » ne provoquent pas de tumeurs ; en revanche, la cancérisation de l'organisme apparaît et elle est réversible plusieurs fois, et sans que leur apparence ait changé.

La question qui se pose est donc de savoir ce qu'est exactement le mystérieux phénomène qui, durant ce temps de latence, a engendré le processus malin.

Pour le professeur Latarjet (Institut du radium) et en fonction des travaux très nouveaux qui se déroulent à Orsay, il semble que la cancérisation soit intrinsèquement liée à un processus naturel : la réparation génétique. Des erreurs — engendrant une mutation — se produisent épisodiquement au cours de la multiplication cellulaire, et cela avec une fréquence grandissante à mesure que l'individu vieillit. La nature a prévu un système complexe, intra-cellulaire, de « réparation » qui permet, en les corrigeant, de maintenir la continuité génétique.

Or, les expériences, menées à Orsay, de mutations provoquées (par des radiations par exemple) puis de stimulation ou de freinage des processus de réparation cellulaire qui s'ensuivent paraissent bien indiquer que la cancérisation se produit au moment et dans la lignée de ces réparations : l'éclosion d'un cancer permettrait ainsi, en un mécanisme naturel de régulation de l'espèce, d'éviter l'anarchie génétique. Il s'agirait en somme du tribut que les espèces vivantes doivent payer à la continuité génétique.

Tous les agents extérieurs susceptibles de provoquer de telles mutations cellulaires — des radiations aux virus, des substances chimiques aux irritations tabagiques et aux hormones — déclenchent donc indirectement des processus de réparation, multipliant ainsi les risques de dérivation maligne. Tout laisse à penser que, si les agresseurs pouvaient être supprimés, il resterait néanmoins un « bruit de fond » fatal cancérisant — lié au maintien de la continuité génétique.

Il n'en reste pas moins que la suppression de ces « causes favorables » constituerait, dans l'état actuel des choses, la mesure la plus efficace — et de loin — de lutte contre le cancer.

nombrables composés ou dérivés produits par l'industrie (benzène, arsenic, mercure, nickel, hydrocarbures), sans oublier l'exposition excessive aux rayons solaires, sont tous susceptibles de favoriser l'apparition de processus malins. Leur incidence est néanmoins faible à côté de celle du tabac et des habitudes alimentaires.

Il est frappant de voir en outre que les localisations des processus malins obéissent à l'environnement ou aux habitudes culturelles.

La fréquence des cancers de l'estomac est considérable au Japon. Celle des tumeurs de la prostate est faible. Les premiers diminuent considérablement et les seconds augmentent lorsque des japonais émigrent aux Etats-Unis. En deux générations (temps que l'on estime nécessaire à l'assimilation complète des habitudes alimentaires et de comportement), la répartition des cancers est identique chez les immigrants à celle de la population blanche avec laquelle ils vivent.

Inversement, les prodigieux registres que tient le Danemark depuis 1870 de tous les jumeaux nés là-bas prouvent à l'évidence que la constitution génétique n'est pas un facteur majeur de cancérisation. Aucune corrélation n'a pu, en effet, être

trouvée à ce titre chez les jumeaux. De même, aucune indication suggérant une quelconque contagion n'est jamais apparue.

Outre la poursuite des améliorations thérapeutiques, et les recherches fondamentales visant à mieux comprendre les mécanismes de la réparation génétique, c'est donc vers la prévention que devraient s'orienter en absolue priorité les efforts des dix prochaines années.

Elucider les facteurs de mutation ou d'irradiation soigneusement soupçonnés, limiter contre le tabac une lutte de première ampleur, consacrer à l'étude de l'alimentation des travaux détaillés et conduire dans toutes les écoles une campagne d'information vigoureuse, telles sont les mesures qui permettraient déjà, et à coup sûr, d'épargner chaque année dans le monde des millions de vies humaines.

Il appartient à présent aux communautés elles-mêmes de montrer si elles entendent réellement les conduire ou si la « fatalité irréductible » qu'évoque le professeur Latarjet tient autant à la légèreté des hommes qu'aux mystères de la science.

(1) Persons at high risk of cancer, an approach to cancer etiology and control, publié par le National Cancer Institute, Academic Press, New-York.

### TRAITEMENT : des progrès remarquables en chimiothérapie

S'il n'y a aucune technique thérapeutique de conception nouvelle n'a fait son apparition durant ces deux dernières années, de très importants progrès ont cependant pu être enregistrés par le perfectionnement des moyens existants. Il en est ainsi pour :

— Les tumeurs de la prostate, qui se sont montrées sensibles à la radiothérapie de haute énergie (cobaltothérapie ou cyclothérapie d'accélérateur linéaire) dans leurs formes localisées, ne dépassant pas les limites de la glande elle-même.

Des guérisons définitives sont obtenues par cette méthode, si ses indications sont bien posées, ce qui représente un progrès remarquable. Un meilleur maintien des substances hormonales offre pour sa part la possibilité d'offrir une très longue survie aux patients présentant un envahissement des ganglions ou même des métastases à distance, osseuses notamment.

— Les cancers du sein vont voir leur pronostic bouleversé par la mise au point d'un traitement chimique comportant une combinaison de trois substances classiquement utilisées en thérapie anticancéreuse (méthotrexate, 5-fluorouracil et cyclophosphamide).

Cette chimiothérapie, employée après l'extirpation chirurgicale dans les cas où l'envahissement des ganglions et des vaisseaux lymphatiques s'est déjà produit, a diminué de façon remarquable la fréquence des récidives.

Un travail italien, publié par l'un des plus éminents oncologues américains de « rien moins que spectaculaire », vient d'être publié à ce sujet dans le *New England Journal of Medicine*. Il montre que 5,3 % seulement des femmes ayant reçu ce traitement après l'ablation d'une tumeur étendue ont présenté une rechute trois ans après l'intervention. Ce taux est de 24 % dans le groupe des patientes souffrant de mêmes lésions mais n'ayant pas subi cette chimiothérapie.

Un symposium international se tiendra à Paris en mars 1977 sur ce sujet.

Les tumeurs localisées du sein répondent pour leur part, et remarquablement, à une intervention chirurgicale n'exigeant pas de grands délabements, et à la radiothérapie. L'intérêt d'un diagnostic précoce de ces tumeurs est donc évident, et toutes les femmes devraient en connaître les modalités très simples (palpation de la glande). L'insuffisance navrante de l'éducation sanitaire explique qu'aucune tentative de diffusion de cet apprentissage ne soit encore entreprise en France à grande échelle, comme il serait si simple de le faire, tant à l'école qu'à l'université, à l'atelier, dans les maternités ou les centres de protection maternelle et infantile. Le cancer du sein est de très loin le plus fréquent et le plus meurtrier de tous ceux qui atteignent les femmes. C'est dire l'importance d'un tel apprentissage, et du perfectionnement thérapeutique né en Italie.

L'exemple des cancers du rein chez l'enfant (néphroblastome),

mortels à plus de 80 % avant 1970, et que l'on guérit à présent dans un cas sur deux, ceux de la maladie de Hodgkin (cancer des ganglions), des sarcomes des os, de certaines leucémies de tumeurs déjà disséminées qui deviennent accessibles à la chimiothérapie, montrent bien l'importance du tournant pris par cette thérapeutique.

Il faut trente ans pour codifier l'usage de la radiothérapie ; il n'est donc pas étonnant que près de dix ans aient été nécessaires pour que les médecins apprennent à manier la chimiothérapie, à en moduler la composition et le rythme d'administration en fonction de la spécificité tumorale. Ces progrès et cette meilleure connaissance des armes utilisées ont conduit de façon générale à une attitude thérapeutique nouvelle : les traitements sont adaptés au cas spécifique du patient, et leur intensité est proportionnée à la gravité de la maladie, et non plus, comme il y a eu, appliqués de façon systématique.

La chirurgie s'est pliée à cette même règle, et la possibilité de voir compléter son action par des substances chimiques tuant les cellules subsistantes a permis d'en limiter de façon rigoureuse les effets mutilants.

### Les performances de « Saturne »

Enfin, un champ nouveau s'ouvre pour la radiothérapie, par la découverte de la puissante efficacité des particules lourdes (neutrons) qui atteignent des cellules cancéreuses jusqu'alors inaccessibles avec une remarquable précision.

Les travaux anglais (concernant notamment des tumeurs de la tête et du cou) sont sur ce plan convainquants. Une action conjointe menée par les spécialistes de la Fondation Curie, de Villejuif et de Saclay a confirmé ces succès chez l'animal grâce au cyclotron « Saturne ».

Avant la fin de 1975, le cyclotron qui possède le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), à Orsay, pourra être employé à des fins thérapeutiques chez l'homme et les autorités françaises concernées entendent donner à ces études le maximum d'ampleur.

Les problèmes psychologiques liés au cancer suscitent, pour leur part, un intérêt accru. Près de la moitié des malades — a montré une récente enquête française — hésitent à consulter un médecin de peur d'apprendre qu'ils ont un cancer.

La puissance du mythe érotisant ces affections et la crainte qu'elles inspirent sont considérables, et nombre de malades guéris restent hantés durant des années par l'obsession d'une récidive.

Le récent colloque de Marseille, le premier du genre consacré à ce thème, aura, selon les spécialistes, des suites importantes, et les travaux consacrés aux liens entre la maladie et ses retentissements psychiques (ou l'inverse) feront l'objet dans les années à venir de multiples développements.

### Poumon, sein, intestin : la moitié des morts

L'Institut national du cancer américain, qui consacrait jusqu'à présent la plus large part de son budget annuel aux recherches dites fondamentales (notamment aux virus), est en train de s'orienter en ce sens.

Il vient de publier un document de plus de cinq cents pages (1) préparé durant plus d'un an par quatre-vingt-dix spécialistes, et qui propose, après une étude détaillée des causes de mortalité, une série de mesures permettant de réduire de plus de moitié l'incidence des cancers.

Trois localisations malignes provoquent à elles seules plus de la moitié de toutes les morts par cancer : le poumon, le sein chez la femme, et le gros intestin.

Depuis quarante ans, la fréquence des divers cancers est restée sensiblement stationnaire. Sauf pour les tumeurs de l'estomac, dont l'incidence a chuté verticalement dans tout le monde occidental, vraisemblablement en raison d'une modification des attitudes alimentaires.

Et sauf pour le cancer du poumon, qui n'est apparu qu'au vingtième siècle, et plus précisément une vingtaine d'années après que se répandit l'usage des cigarettes. Les tumeurs du poumon dont la mortalité est très élevée (elles provoquent le tiers de toutes les morts par cancer aux Etats-Unis, la moitié en Grande-Bretagne) voient leur fréquence augmenter de façon continue. Les femmes, qui en étaient relativement protégées jusqu'aux années 60, commencent à en être victimes presque aussi souvent que les hommes et, à nouveau, vingt ans après qu'elles aient à leur tour et vers les années 40, adopté le tabacisme.

Il y a donc toutes les raisons de penser que l'abandon de la cigarette conduirait à la quasi-disparition des tumeurs pulmonaires et par conséquent à une chute verticale de la mortalité cancéreuse.

— Les tumeurs du gros intestin, deuxième en fréquence et en mortalité, après le poumon chez l'homme et le sein chez la femme, et qui provoquent le tiers de la mortalité can-

céreuse mondiale, semblent bien liées à des habitudes alimentaires.

Plus de 60 millions de dollars (presque autant que le programme virus) seront consacrés cette année par les Américains à ce secteur de la recherche, et notamment à la vérification des thèses du fameux Burkit selon lesquelles l'augmentation des viandes grasses et la diminution des céréales, en ralentissant le transit fécal, favoriseraient ces cancers. (Nous avons analysé ces travaux dans le Monde du 17 septembre 1975).

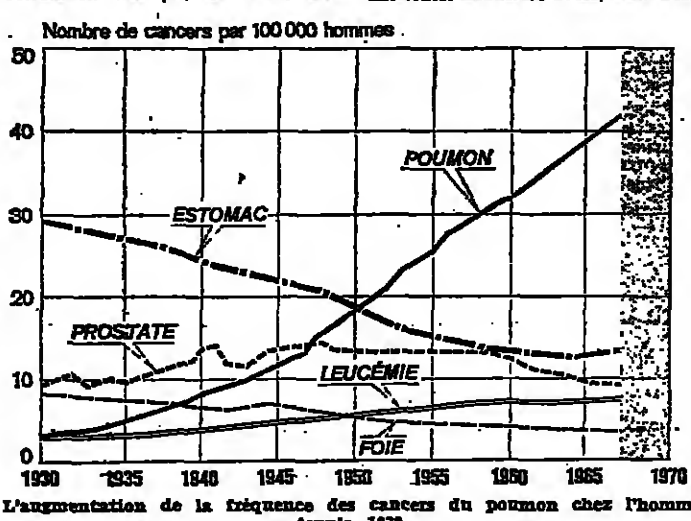
Le cancer du sein, le plus fréquent chez les femmes, est vraisemblablement, et pour sa part, lié à une constitution hormonale. Ici aussi le rôle d'une alimentation trop riche en graisses (qui jouent un rôle important dans le métabolisme hormonal) a été évoqué.

Le lien entre les cancers génitaux (col et rectum) de l'utérus et l'absorption d'hormones (œstrogènes) fait en ce moment l'objet d'études approfondies de la Food and Drug Administration.

L'apparition de cancers du vagin feudaient chez des jeunes filles dont la mère vint à se suicider, et d'autres, chez des femmes, avait reçu des doses massives d'œstrogènes à sensibilité des populations de façon spectaculaire (bien que ces cas soient rares, et ces traitements massifs périlleux, et ces difficultés du maintien hormonal).

Il semble que les comités sals du problème, et qui doivent en particulier donner des directives à propos des traitements œstrogéniques de la ménopause, doivent rendre dans le courant de ce mois un verdict de prudence, et décider l'obligation pour les fabricants d'indiquer les risques encourus lors de ces traitements.

D'autres facteurs multiples, tenant à l'élaboration d'un environnement technologique, ont vu ces dernières années leurs effets « mutagènes » (et donc cancérogènes) confirmés. Les nitrites, certains colorants employés dans l'alimentation, des substances telles que les chlorures de vinyle ou les pesticides d'amiante pour ceux qui travaillent quotidiennement à leur contact, l'alcool et d'in-



### Pour une cartographie française

par le docteur J.-L. BRENIER (\*)

L'essai thérapeutique ne transforme pas l'homme en cobaye : un traitement conventionnel est appliqué à un malade, tandis que l'autre, comparable, subit le même sort avec « quelque chose » en plus. Le constat final permet le choix définitif.

... Des centaines de patients sont exigés par les statisticiens pour accepter un tel choix.

D'après des chiffres officiels, on admet que les centres anticancéreux absorbent 15 % des malades en France et que, à Paris, les généralistes ne confient aux hôpitaux qu'un cancéreux sur deux. Il faut donc, comme on essaye de le faire à Grenoble, recueillir la population cancéreuse observée et soignée en dehors des centres et des C.H.U. Ces malades, en participant aux essais, en bénéficieraient. Pour savoir, de façon précise, si cette quête extra-hospitalière sera suffisante pour élargir valablement notre éventail de malades, il serait hautement souhaitable de décréter le cancer « maladie à déclaration obligatoire ».

Le cancer n'étant pas contagieux, une mise en quarantaine n'est pas nécessaire et toute discrétion pourrait être assurée vis-à-vis du malade. J'ai lancé cette idée le 14 janvier dernier à l'académie de chirurgie sans soulever la moindre protestation. Il est vrai que le cancer n'est plus un « tabou » absolu et que l'expression « mort d'une longue et douloureuse maladie » ne trompe plus personne depuis belle lurette ! De plus, le médecin généraliste « déclarant » préserverait, en quelque sorte, son « droit de suite » et revendiquerait son rôle, capital sur les plans diagnostique, post-opératoire et psychologique, au contact même de l'équipe thérapeutique spécialisée.

Enfin, on dresserait ainsi une carte démographique de la morbidité du cancer dans toute la France, tandis que nous ne disposons pratiquement que de statistiques de mortalité. Quel est le général, avide de victoires que se contenterait d'aller compter ses morts sur les champs de bataille ? C'est une bien mauvaise façon d'engager le combat ! Un tel vœu ne pourrait-il être inséré parmi les autres, émis récemment par l'INSERM ?

(\*) Membre de l'académie de chirurgie, Grenoble.

**PALAIS DE LA DÉCOUVERTE**  
Avenue Franklin-D. Roosevelt - 75008 PARIS

**Conférences en MARS les :**

Samedi 6, à 15 h : Perspectives de la fusion thermonucléaire contrôlée, par le Pr Charles BUELA.

Samedi 12, à 15 h : L'énergie solaire : recherches et perspectives en France, par Robert CHARBAL.



# Un congrès international sur le développement psychomoteur de l'enfant

Sans compter les débiles profonds, on dénombre en France plus d'un million d'enfants souffrant de troubles psychomoteurs. L'importance du dépistage précoce, de la recherche de l'origine de ces troubles et de leur traitement a été mise en évidence au cours du deuxième congrès international de psychomotricité, qui s'est déroulé les 27 et 28 février à Genève, au siège de l'Organisation mondiale de la santé, sur le thème : « Le développement psychomoteur de l'enfant ». Vingt-trois orateurs, curieusement presque tous français — le congrès, organisé par la Fédération française des

psychomotriciens, ayant paru ignorer l'existence de la psychomotricité de Genève — ont comparé leurs expériences et leurs tentatives pour rétablir chez l'enfant cette « fonction carrefour de l'être humain et de son comportement » qu'est, suivant les organisateurs, la psychomotricité.

ont été décrites par un proche collaborateur de Jean Piaget, le professeur Monod, de l'université de Genève, tandis que le professeur Corraze (Toulouse) a souligné l'importance de cette relation dans l'évolution du comportement psychomoteur.

## DONNER LE PLAISIR DE VIVRE

La stimulation de l'enfant pendant son jeune âge a une importance primordiale : il faut que ses gestes soient sollicités et non forcés, estime le professeur Henri Heron, directeur du laboratoire de psychologie génétique à l'université de Nancy, la stimulation adéquate et l'amour aussi bien que des compétences techniques. Un film tourné dans une crèche de Chantilly a montré les progrès concrets de la pédagogie précoce sur le développement des bébés, à qui des jeux ne sont pas imposés et auxquels ils participent avec une joie évidente. Une recherche comparative dans plusieurs autres crèches confirme ces résultats.

Le professeur Soulaire, chef de service à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, a lui aussi mis l'accent sur le dépistage des troubles et la rôle de l'environnement de l'enfant sur ses apprentissages posturaux et psychomoteurs. Pour sa part, le docteur Brunet-Langot, attaché à l'hôpital des Enfants-Malades à Paris, a insisté sur les vastes possibilités de la rotation sur le plan tant préventif que rééducatif. Quelles peuvent être les causes d'un déve-

loppement pathologique de la motricité ? Pour le professeur Schilling, de l'université de Marbourg (Allemagne fédérale), il peut s'agir notamment de déficiences des fonctions sensorimotrices, d'un milieu inadéquat, de troubles sensoriels, de handicaps physiques, de déficiences du comportement psychique et émotionnel. L'importance de la communication non verbale chez l'enfant a été mise en évidence par le professeur Monod, qui a également montré l'influence du comportement et de la disponibilité de la mère sur les enfants et leur physiologie surrénale, tandis que l'impact du rôle de la mère a été souligné par le docteur Bruno Castets, dans sa communication « Le corps et le manque » : nous naissons dans un état de manque absolu, seule la mère peut combler, pense-t-il. Toutes les impulsions de la vie peuvent ainsi s'expliquer par la recherche d'objets de substitution de la mère, l'anxiété naissant de l'insatisfaction de combler le manque créé par l'absence de la mère.

Les relations mère-enfant, du point de vue des théories physiologiques et psychanalytiques,

ont été décrites par un proche collaborateur de Jean Piaget, le professeur Monod, de l'université de Genève, tandis que le professeur Corraze (Toulouse) a souligné l'importance de cette relation dans l'évolution du comportement psychomoteur.

L'image que la mère se fait de son enfant pendant la grossesse, l'attitude de l'enfant devant sa propre mort, l'intérêt de nouvelles méthodes de rééducation, le problème des enfants autodidactes, ont également fait l'objet de communications. Clôturant le congrès, M. Aucouturier, secrétaire général de la Société française d'éducation et de rééducation psychomotrices, a vraiment donné tout son sens à l'expression « thérapeutique psychomotrice », approche nouvelle de l'enfant. Il n'est plus, en effet, question d'une conception psychologique du savoir réduit à une technique, imposée à l'enfant par l'adulte. Dans le film, qu'il a présenté, on a pu voir un adulte prêter tout son être à l'enfant, lui permettant peu à peu le contact, acceptant son agressivité comme sa tendresse : il s'agit de donner aux enfants le plaisir de vivre, le plaisir d'être. ISABELLE VICHNIAC.

## CORRESPONDANCE

### Le traitement de l'infarctus

#### SANS CÉRÉALES ET SANS VÉLO

A la suite de la publication, dans le Monde du 18 février, du témoignage de M. Migot, qui avait soigné son infarctus par une alimentation végétarienne et l'exercice physique, M. Migot, de Paris, nous adresse à son tour une lettre exposant sa propre expérience.

Il n'est pas dans mon propos de nier ou de dénigrer les vertus d'une alimentation saine et encore moins les bienfaits de l'exercice physique. Ce qui me gêne, c'est la présentation des faits. Si M. Migot se porte bien, pourquoi croire que c'est grâce aux céréales ou au vélo ? Je veux donc apporter mon témoignage, qui nous montre presque l'inverse.

Mon infarctus, je l'ai fait le 12 septembre 1969 (un an de mieux) au retour d'un voyage à l'étranger (le fait est malvenu). J'ai été soigné de manière conventionnelle : quatre mois d'arrêt, activité très réduite et, progressivement, reprise normale du travail après six mois, anticoagulants, vasodilatateurs (vraisemblablement *ad vitam aeternam*), et, pour combattre un peu l'hypertension, du clonidine, suppression de graisses saturées (beurre, lard) et utilisation d'huile de maïs ou de base de tournesol ou de maïs, pas de charcuterie, pas de crème au beurre ni de Chantilly. A part ça, je mange de tout, et copieusement. Je ne pèse que 60 kilos (3 de moins pour 1,74 mètre (1 centimètre de plus) mais depuis 1972 je n'ai plus jamais de crise d'angor. Je grimpe deux étages en courant, six en marchant, mais sans inconfort ni peine et, ne fais pas de vélo faute de temps.

Depuis six ans (deux de plus) je travaille sans jamais mettre un coup de pied, et vous pouvez croire que mon traitement et les régimes alimentaires que je ne m'impose (presque) pas sont les meilleurs du monde. Or bien, l'infarctus subi par M. Migot était-il plus sévère ? Votre. Qu'en serait-il si lui et moi nous permitions, si j'ose dire ? Va-t'en savoir.

Vous connaissez l'histoire de l'homme le plus vieux du Turkestan ? Il a toujours beaucoup mangé, beaucoup bu, beaucoup fumé, beaucoup aimé. Et comme le touriste s'étonnait, il l'a emmené voir son père, qui, lui, n'a jamais bu, ni fumé, ni mangé, que ce ne soit le contraire !

## LE BOULOU

LA STATION DU FOIE ET DE LA VÉSICULE BILIAIRE

AGRÉE PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE

A 15 MINUTES DE LA MER

Troubles hépatobiliaires  
Migraines - Allergies digestives  
Séquelles d'hépatite virale

HOTEL DES SOURCES \*\*NN

20 mars - 30 novembre

Rens. : 514 EAU DU BOULOU

(06100)

## LA CRISE A L'HOPITAL AMÉRICAIN DE NEUILLY

### Le personnel entame sa quatrième semaine de grève.

Le personnel de l'hôpital américain de Neuilly est en grève depuis près d'un mois pour protester contre la suppression de cinquante postes, dont vingt-trois licenciements « pour raison économique », prévue pour le mois de mai prochain, et qui lui a été annoncée le 5 février, seules les urgences sont assurées (« le Monde » des 10 et 19 février). Les grévistes ont réaffirmé, lors d'une conférence de presse, leur intention de poursuivre la lutte « jusqu'au bout ».

Nous ne voulons pas subir les conséquences de la mauvaise gestion de l'hôpital, ce n'est pas en licenciant le personnel que les problèmes seront résolus », ont-ils notamment déclaré.

## Un mal-portant de bonne réputation

L'HOPITAL américain de Neuilly a été fondé en 1910 par un petit groupe d'américains résidant à Paris à cette époque. Reconnu d'utilité publique en 1918, cet établissement privé a but lucratif, qui comportait au départ seulement dix lits, en possède aujourd'hui cent quarante. Il est agréé par la Sécurité sociale (remboursement d'une partie des soins) et présente la particularité d'être le seul hôpital américain à l'étranger, agréé par les États-Unis.

Moderne dans sa conception, l'hôpital américain offre de nombreux services et consultations, dont certains sont à la pointe de la médecine actuelle : cobaltothérapie, médecine nucléaire, physiothérapie, maternité, chirurgie, réanimation, etc. Son équipe médicale est composée de quatre cent cinquante médecins et chirurgiens, dont la plupart sont français, qui viennent ou peuvent venir consulter ou opérer. L'hôpital emploie environ quatre cent quatre-vingt personnes. L'établissement est géré par un board of directors (conseil d'administration), dont quatre membres seulement sont français. La direction comprend un gouverneur américain, actuellement M. Perry Culbertson, et un administrateur adjoint français, M. Blanc, ancien directeur de la compagnie Pan American en France.

Malgré son excellente réputation, sa médecine de pointe, un taux de remplissage satisfaisant et des prix de journée pour l'hôpital de 400 F à 800 F, l'hôpital américain se porte très mal. Tout d'abord, comme beaucoup d'établissements de bienfaisance, le montant des dons, provenant principalement des États-Unis, a beaucoup baissé. L'hôpital américain est en difficulté financière depuis déjà quelques années, et sa gestion est parfois mise en cause. Quatre gestionnaires se sont succédés en deux ans. Pour remédier à cette situation critique, la direction a passé un contrat en juillet 1974 avec un organisme de gestion des hôpitaux dont le siège est à Nashville (Tennessee), aux États-Unis : Hospital Affiliates, la direction a fait également appel à des consultants financiers. L'organisme de gestion chargé d'établir un bilan d'exploitation a pris un certain nombre de décisions. Bien que les frais généraux (salaires non compris) aient été réduits de 4.219.000 F, c'est-à-dire du quart environ par rapport à 1974, le déficit d'exploitation pour 1975 s'élève encore à 5.625.000 F (auquel s'ajoute le montant des factures impayées). Aussi, conseillée par Hospital Affiliates, la direction a décidé vingt-trois licenciements, dix-neuf mises à la retraite et neuf départs pour inaptitude

physique. La décision a été transmise au comité d'entreprise, convoqué le 5 février.

Des l'annonce du licenciement (prévu pour le mois de mai), la majorité du personnel s'est mis en grève et n'a plus assuré que les urgences et le personnel a demandé les comptes de l'hôpital pour justifier ces licenciements. Selon les grévistes, d'autres solutions, qui font d'ailleurs partie du plan de redressement de la direction, seraient possibles : réduire les dépenses des experts et des consultants de Hospital Affiliates, dont les frais de voyage et de logement coûtent cher à l'hôpital et qui sont financièrement intéressés aux salaires des cadres qu'ils ont placés dans la maison ; réduire le nombre des directeurs ; augmenter le nombre des visites externes et surtout, faire participer financièrement par contrat les médecins qui contribuent aux frais de l'hôpital.

Selon la direction, le contrat avec la société de gestion est en révision. Le conseil d'administration envisage même d'y mettre fin. D'autre part, le conseil d'administration est d'accord pour alléger le personnel du board of governors sous réserve que le travail reprenne immédiatement. Or, pour M. Blanc, directeur adjoint, les délégués C.F.D.T. du personnel en grève refusent toute négociation.

En fait, la banderole Hospital Affiliates go home, placée à l'entrée de l'hôpital, résume l'hostilité du personnel en grève à l'égard de l'organisme gestionnaire américain qu'il qualifie de « très lucratif ». Hospital Affiliates a réussi à obtenir du gouvernement américain la promesse d'une aide financière de 5 millions de dollars pour l'année prochaine, mais les grévistes refusent à la construction d'un nouvel hôpital : si une telle décision était retenue, Hospital Affiliates toucherait 45 % des futurs bénéfices de ce nouvel hôpital.

« Donc, disent les grévistes, Hospital Affiliates a tout intérêt à se greffer sur nous et à détenir les postes-clés ; mais cette construction ne pourra être terminée avant plusieurs années, nous serons donc soumis encore pendant longtemps à la tutelle de Hospital Affiliates et nous subissons en priorité les conséquences de cette direction lourde et éparpillée. »

## Le Monde de l'éducation

Le numéro de mars est paru

### LES LYCÉES : LA RÉSIGNATION

De Paris à Limoux, de Rennes à Mulhouse, c'est la même affirmation : « Ici on travaille ». Finit la crise lyonnaise ? Apparemment oui. Pour les professeurs d'aujourd'hui, mal 68 est aussi loin que le bétail de la Merne. Mais ce calme apparent cache bien des insatisfactions. Pour beaucoup d'enseignants et d'élèves, le lycée est devenu un mal nécessaire devant lequel on se résigne, mais dont on ne voit plus la raison d'être. Une enquête qui repose en grande partie sur les nombreux témoignages envoyés au « Monde de l'éducation » par des professeurs et des lycéens.

Dans le même numéro :

L'ORTHOGRAPHE

Le dossier publié dans le numéro de janvier a provoqué des réactions nombreuses et contradictoires. Nos lecteurs ont la parole.

UNIVERSITÉS

La réforme du deuxième cycle : ce qui va changer.

DANS LES AUTRES RUBRIQUES

Suisse : Les universités cantonales et la « bureaucratie fédérale ». — Sénégal : Latin obligatoire en sixième. — Le créole et l'enseignement du français à la Réunion. — La « publicité clandestine » d'E.D.F. pour les centrales nucléaires. — Artisanat : L'atelier des Trois Soleils à Lyon. — Sport : Les petits korenikas. — Illich fait école à I.R.M. France. — Les « missionnaires des villes nouvelles ». — Informations pratiques : Les métiers des enchères. Comment changer d'école en cours d'année.

Le numéro : 5 F. — Abonnement (11 numéros par an) France : 50 F. — Etranger (voir normale) : 68 F.

## La région Nord-Pas-de-Calais tient la lanterne rouge hospitalo-universitaire

L'ORS d'un récent conseil d'administration du C.H.R. de Lille, le professeur Fourier, spécialiste des maladies infectieuses, a présenté un rapport alarmant sur le système hospitalo-universitaire régional. Le Nord-Pas-de-Calais occupe en ce domaine un retard criant qui explique bien que, lors des récents sondages, la population ait placé les problèmes de la santé en tête des priorités.

Une très minutieuse enquête statistique dans les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais apporte des chiffres accablants. De 1969 à 1975, en six ans donc, sur 602 postes de maîtres de conférences créés en France, 10 seulement l'ont été dans le Nord, soit 1,65 % du contingent national. Or cette région, avec 3 900 000 habitants, représente 7,5 % de la population française. Elle se place, pour la création de postes, au 21<sup>e</sup> et dernier rang du palmarès des régions.

Si l'on établit une comparaison des postes effectivement créés par rapport au nombre de lits C.H.U. (2 779), le Nord-Pas-de-Calais se situe au 19<sup>e</sup> rang mais redevient lanterne rouge quand on prend en compte le nombre d'étudiants concernés (1 550).

La situation n'est guère plus satisfaisante en ce qui concerne les internes. A la fin de l'année 1975, on en comptait 165, alors qu'il en

faudrait 206 pour maintenir la moyenne nationale. Même constatation à propos des chefs de clinique assistants. Là encore, le rapport du professeur Fourier indique que le Nord-Pas-de-Calais est au dernier rang des régions...

Les effectifs hospitalo-universitaires de Lille représentent, par rapport à l'ensemble du pays, 5,78 % des étudiants, 4,14 % du corps professoral et seulement 3,67 % des lits C.H.U. Cette moyenne est toujours très en dessous des données démographiques rappelées ci-dessus, alors que d'autres régions, moins denses, comme Provence-Côte d'Azur, les Pays de la Loire ou la Bretagne disposent de deux C.H.U.

Le rapport du professeur Fourier a le mérite de préciser, de façon irréfutable, une situation que l'on savait difficile. Faut-il s'étonner que le Nord apparaisse en tête des régions dont le taux de morbidité et de mortalité est particulièrement élevé par rapport à la moyenne nationale ?

Le conseil régional a décidé de mettre la santé au premier rang de ses objectifs pour le VII<sup>e</sup> Plan. Il organisera prochainement sur ce point un colloque qui réunira d'une façon plus spectaculaire encore les données du rapport du professeur Fourier.

GEORGES SUEUR.

## Accusés d'être « les gagnants de la crise » les médecins allemands se mettent en colère

LES médecins ouest-allemands sont mécontents. Pour la première fois depuis plus d'un siècle, les organisations professionnelles ont tenu, la semaine dernière à Dortmund, un meeting de protestation contre « la campagne de diffamation et d'insulte » lancée, selon elles, contre le corps médical par les caisses d'assurance-maladie, les partis politiques et les syndicats. Trois mille médecins ont assisté à cette réunion, limitée au district de Westphalie. Ce n'était qu'un ballon d'essai, où le malaise de la profession a été très sensible. Plus de six millions de marks avaient été distribués auparavant aux médecins pour expliquer, sous le titre « Nous ne faisons pas grève comme des employés sous-payés », les raisons du mouvement.

La discussion publique sur le coût du système de santé est à l'origine du mécontentement des médecins. Les dépenses des caisses d'assurance-maladie se sont élevées à 50 milliards de deutschemarks en 1975, soit l'équivalent de 88 milliards de nos francs. Les honoraires médicaux ont augmenté de 15 % l'année dernière, alors que le coût de la vie ne progressait en R.F.A. que de 6 %. Il n'en a pas fallu plus pour que les médecins soient considérés comme les gagnants de la crise ». On a cherché à donner

l'impression à l'opinion publique que les médecins étaient les seuls responsables du renchérissement des soins, a déclaré en substance le président de la chambre médicale ouest-allemande. En réalité, ce sont les caisses d'assurance-maladie et le législateur qui sont responsables du fait que la politique de santé « de libre service » fonctionne à des coûts de plus en plus élevés.

Mais les organisations professionnelles de médecins vont plus loin. Pour elles, le service de santé ouest-allemand est « le meilleur et le moins cher du monde ». En insultant les médecins, avec des surnoms comme « demi-dieux en blouse blanche », « profiteurs », « vide-gousset », on ne cherche pas seulement à limiter leurs revenus ou à freiner l'augmentation des coûts ; le véritable objectif est, selon l'ordre des médecins, l'abolition du système libéral et démocratique et l'instauration de la socialisation de la santé ».

Les organisateurs de la réunion de Dortmund ont, au dernier moment, prié le Parlement (social-démocrate), ministre des affaires sociales de Rhénanie-Westphalie, de ne pas venir au meeting, bien qu'il s'agisse d'un débat, sinon, nous ne pourrions pas garantir le déroulement pacifique de la réunion », ont-ils dit.

DANIEL VERNET.

## Un décret précisant la nouvelle législation sur la drogue soulève de vives protestations en Italie

UN vent de révolte souffle depuis quelque temps dans les pharmacies italiennes. Motif : un décret du ministère de la santé destiné à préciser la nouvelle législation sur la drogue adoptée le 22 décembre dernier par le Parlement. A la surprise générale, près de six cents médicaments ont été classés parmi les produits qui nécessitent une ordonnance médicale. Or on trouve dans cette liste plusieurs produits d'usage courant que le public a pris l'habitude de consommer sans même se poser de questions. Il en pose maintenant, et sur un ton indigné, aux pharmaciens, qui se voient contraints d'appliquer le décret, sous peine d'amende et même de prison. Ce décret est d'autant plus mal accepté que la nouvelle législation sur les stupéfiants se distinguait par son caractère libéral : n'est plus punissable le citoyen qui détient une « quantité modique » de drogue pour son usage personnel, même non thérapeutique.

Le décret du ministère différencie deux types de produits. Dans les premiers sont regroupés les stupéfiants et les médicaments contenant un pourcentage élevé de barbituriques. Le pharmacien doit exiger une ordonnance médicale, un document d'identité, et enregistrer officiellement la vente. Mais c'est l'autre type de produits (plus de trois cents) — comprenant des quantités minimes de barbituriques, de dérivés de la codéine, de benzodiazépines, etc. — qui soulève des protestations : une ordonnance est nécessaire en effet pour acheter des analgésiques, tranquillisants, somnifères, sédatifs et même des sirops pour la toux, tous produits de grande consommation. Les pharmaciens ne se contentent pas de déplorer ce « surcroît de bureaucratie » ; ils relèvent dans la liste plusieurs erreurs et craignent surtout, sans trop le dire, de voir leurs ventes diminuer.

ROBERT SOLÉ.

## VALMONT

clinique médicale

OUVERTE TOUTE L'ANNÉE, 1823 - GLION-S.-MONTREUX (Suisse) à 1 h. de Genève - Tél. 1941/21/613802 (8 lignes) ; Tél. 25277 690 m. d'altitude, face au lac Léman, climat doux, grand parc en dehors de toute circulation routière publique, à proximité de Montreux. Clinique de pathologie interne organisée pour les traitements des affections nécessitant des soins médicaux et une aide diététique individuelle, du repos et de la tranquillité. — Physiothérapie - Kinésithérapie - Electrothérapie - Hydrothérapie - Radiocardiographie - Rayons X - Examens de laboratoire. — Brochure et tarif sur demande.

TOUS SOINS PAR ÉQUIPE MÉDICALE REPUTÉE

DANS L'AMBIANCE D'UN HOTEL DE PREMIER ORDRE

سكس الاصل



AU MASSACHUSETTS INSTITUTE OF TECHNOLOGY ET A FONTENAY-AUX-ROSES

## Américains et Français obtiennent des résultats encourageants en fusion thermonucléaire contrôlée

Au moment où les Européens se querellent sur le choix d'un site pour leur future machine expérimentale à fusion thermonucléaire contrôlée, au moment où Soviétiques et Américains s'apprêtent chacun à mettre en fonctionnement une grande installation pour continuer leurs travaux, les techniciens du Massachusetts Institute of Technology et ceux de Fontenay-aux-Roses (France) viennent d'annoncer des résultats encourageants. Dans une machine de taille assez modeste dénommée Alcator, les Américains ont réussi à approcher d'assez près les conditions dans lesquelles la fusion en chaîne des atomes pourrait s'opérer. Ce succès, rendu public récemment en Floride, attend cependant de nouvelles confirmations expérimentales.

Depuis 1945, les chercheurs américains, soviétiques et européens s'acharment à contrôler les réactions de fusion d'atomes légers, qui libèrent une grande quantité d'énergie. Si ces réactions étaient maîtrisées, il se pourrait que des réacteurs à fusion fournissent un jour de l'électricité comme les réacteurs à fission aujourd'hui.

Malgré, avant de songer à démontrer la rentabilité de réacteurs à fusion, il faut d'abord franchir la première étape et montrer qu'il est possible de réaliser la fusion d'atomes légers. Depuis l'été 1974, la route a été longue, semée d'obstacles et entrecoupée de périodes de découragement. Les résultats brillamment obtenus par les Soviétiques à partir de 1969 avec leur nouvelle machine Tokamak ont rendu espoir aux spécialistes, qui ne se font pas faute d'expliquer depuis quelques temps que la solution, finale à la crise de l'énergie est de parvenir à réaliser la fusion contrôlée. D'où des appels répétés à la puissance publique, surtout aux États-Unis, pour qu'elle finance la réalisation de machines plus puissantes.

### Un facteur dix de gagné

Pour obtenir la fusion des atomes, il faut les chauffer au moins jusqu'à 50 millions de degrés. La tâche n'est pas facile. Aucune parole métallique ne résiste à la température. Pour l'instant, on ne sait d'ailleurs pas chauffer autant des atomes que de la matière. On utilise donc des électrons d'un côté et des ions de l'autre. Si les électrons légers se laissent assez bien porter à haute température, il n'en va pas de même pour les ions et le mélange est inégalement chauffé. Il faudra parvenir à mieux chauffer les noyaux avant de parvenir au but. Pour l'instant, le chauffage est obtenu en faisant passer de fortes décharges électriques

**RECTIFICATIF** — L'IRMADE (Institut de recherche de mathématiques de la décision) nous signale que l'IRMADE qui participe à ses travaux est l'École nationale de statistiques et de l'administration économique et non l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde du 25 février 1976.

dans la matière dont on veut faire fonctionner les atomes. Les physiciens français viennent d'expérimenter une nouvelle technique d'injection des atomes dans leur Tokamak de Fontenay-aux-Roses, ce qui permet de beaucoup mieux chauffer les ions.

Deuxième difficulté de taille : il faut confiner la matière ainsi chauffée et la contrôler. Or les électrons et les noyaux portés à haute température sont agités de mouvements désordonnés et tendent à s'échapper des machines. Beaucoup d'énergie est ainsi perdue. Pour maîtriser cette matière, il faut créer de puissants champs magnétiques. Encore faut-il obtenir la bonne intensité de champ au bon endroit ; ainsi, grâce à de puissants aimants, on crée un champ longitudinal et un champ vertical dans les machines Tokamak. Ces deux champs viennent s'ajouter au champ magnétique créé par la décharge électrique.

### I et quatorze zéros

Les physiciens ont résumé les conditions nécessaires à l'obtention des réacteurs de fusion en une formule simple : une fois la température de 50 millions de degrés atteinte, il faut que le temps de confinement exprimé en secondes multiplié par la densité de la matière exprimée en nombre d'atomes par centimètre cube soit au moins égal à 1 suivi de quatorze zéros. On peut donc soit confiner

une matière assez dense pendant un temps assez court, soit par un mélange plus dilué et la confiner plus longtemps.

Les physiciens du MIT ont d'abord réussi à porter la température du mélange électrons-noyaux d'atomes à environ 10 millions de degrés, alors qu'avec leur Tokamak-3 les Soviétiques avaient atteint pareille température pour les électrons, les noyaux restant deux fois moins chauffés, à 5 millions de degrés. La technique française d'injection expérimentée à Fontenay-aux-Roses a permis d'aller même plus loin, jusqu'à 15 millions de degrés pour l'ensemble du mélange ions-électrons.

Mais Alcator a surtout permis d'obtenir un produit temps de confinement-densité d'atomes dix fois supérieur à celui obtenu jusqu'à présent dans les meilleurs Tokamak. La densité était de 6,5 suivi de quatorze zéros, alors que le temps de confinement a dépassé 22 milli-secondes. Avec leur Tokamak, les Soviétiques obtiennent un temps de confinement analogue ou supérieur, mais la densité de matière est dix fois moindre. Les Américains sont parvenus à un produit temps de confinement-densité d'atomes auquel il ne manque plus qu'un zéro pour atteindre les quatorze zéros fatidiques.

L'Alcator est une machine qui diffère légèrement des Tokamak, dont on cherche surtout à augmenter les

dimensions. Il n'a qu'un diamètre de 54 centimètres, au lieu de 98 centimètres pour le Tokamak français et le T-3 soviétique. Mais il permet de conserver une matière très pure, et surtout le champ magnétique est très élevé, 75 kilogauss contre 35 pour le T-3 et 60 pour le Tokamak de Fontenay. C'est ce champ élevé qui a permis aux Américains d'augmenter la densité du mélange. Les physiciens ont aussi constaté, dans très bien l'appliquer, que le temps de confinement augmente quand la densité croît.

Les machines américaines et soviétiques qui vont prochainement entrer en service seront nettement plus grandes que l'Alcator. Le T-10 soviétique de l'Institut Kurchatov de Moscou a un diamètre de 1,5 mètre et un champ de 55 kilogauss. Le nouveau Tokamak de Princeton a des dimensions analogues, mais le courant électrique de chauffage est un peu supérieur (1,4 million d'ampères au lieu de 1 million).

Les nouvelles machines vont sans doute avoir de nouveaux problèmes. Leurs dimensions sont telles, en effet, que les particules vont de plus en plus faire l'aller et retour entre les zones où les champs magnétiques sont les plus élevés. Ce phénomène, négligeable jusqu'à présent, provoquera probablement de nouvelles instabilités, et donc limitera le temps de confinement. L'Alcator a déjà laissé entrevoir ces difficultés.

DOMINIQUE VERGÈSE.

## UN COLLOQUE A FLAINE

### Anneaux de collisions et particules nouvelles

Flaine. — Depuis 1966, un maître de recherches du C.N.R.S., M. Jean Tran Thanh Van, organise chaque année les « Rencontres de Montriond » qui réunissent des physiciens théoriciens et des physiciens des particules expérimentaux. Ces rencontres permettent à chaque participant de s'informer des préoccupations des autres et facilitent la collaboration entre expérimentateurs et théoriciens ; elles sont doublées, depuis six ans, par une rencontre « généraliste » réunissant des biologistes, ce qui donne lieu à d'intéressants contacts interdisciplinaires.

Le C.N.R.S. a décidé pour 1976 de faire précéder la rencontre — qui se tient cette année

### De notre envoyé spécial

une telle particule (le Monde du 30 décembre 1975). Une observation analogue — on ne sait encore s'il s'agit de la même particule — fut faite peu après au laboratoire Fermi, près de Chicago.

### Une particule contestée

Enfin, au début février 1976, une autre équipe de ce même laboratoire annonçait une particule très lourde, deux fois plus que la précédente. Elle est confirmée, cette particule pourrait avoir des implications profondes sur la théorie. Mais il s'agit d'une expérience difficile, et un doute subsiste sur la matérialité de la découverte. Un membre de l'équipe est venu commenter cette expérience au colloque de Flaine, où étaient d'ailleurs représentées toutes les équipes responsables des travaux de l'an passé.

Les discussions furent courtoises, mais vives. Et si objectifs que veulent être les physiciens, les raisons psychologiques viennent plus ou moins renforcer leur conviction. Pour certains physiciens d'origine américaine, « *made in America* » est un label de qualité même en matière de particules ; les Européens ont une sensibilité différente.

Moins tendues furent les séances consacrées aux futurs anneaux de collisions, ces machines où l'on précipite l'un contre l'autre deux faisceaux de particules. C'est sur celui de Stanford que furent faites les découvertes les plus importantes en matière de nouvelles particules. Deux machines plus puissantes que l'anneau actuel sont projetées, l'une à Stanford même, l'autre à Hambourg, en Allemagne, qui devraient entrer en service vers 1980. Les deux projets ont franchi le cap le plus dangereux : celui du financement.

A l'horizon 2000, les questions de coût seront sûrement les plus difficiles à résoudre. Sans progrès technologiques importants, les extrapolations conduisent à d'irréalisables machines de plusieurs centaines de kilomètres de long. Des solutions de remplacement sont envisageables, mais restent fort chères. Une séance fut consacrée à ces problèmes, au cours de laquelle les physiciens de l'institut petit remis à Flaine virent apparaître sur le tableau noir des unités peu familières, comme le giga-dollar par kilomètre de machine, que des économistes rattacheraient volontiers à l'infiniment grand.

MAURICE ARVONNY.

## CEGOS

Séle-CEGOS spécialiste dans le Groupe CEGOS du conseil aux entreprises pour les études de fonctions et carrières, pour le recrutement de cadres et dirigeants en France et à l'étranger, recommande les situations présentées ci-dessous.

### Président du Directoire

250.000F +

Un groupe international d'origine européenne a décidé dans un nouveau programme d'expansion de développer encore davantage sa place sur le marché français, implanté dans une grande ville universitaire relativement proche de Paris. L'entreprise a pour objet les études, la recherche, la formation et la production des spécialités pharmaceutiques ainsi que leur commercialisation au plan national et à l'étranger. L'importance de la notoriété du groupe et de ses dépenses, notamment en matière de recherche, est de nature à favoriser dans les meilleures conditions le développement prévu.

Le Président du Directoire recherché aura la Direction complète de la filiale française du groupe. Agé d'au moins 40 ans, Docteur en médecine, pharmacien ou diplômé d'Etudes supérieures, il aura acquis obligatoirement dans un laboratoire pharmaceutique et durant plusieurs années, l'expérience d'une Direction effective dans un ensemble « Production-Distributions » comprenant plusieurs centaines de personnes, et de sa gestion rigoureuse.

Il déterminera la politique générale de l'entreprise, en fixera les objectifs, en contrôlera les résultats, et animera, au niveau de sa direction, les principaux responsables déjà en place et très qualifiés.

Il aura le goût du travail en équipe et la personnalité nécessaire pour représenter l'entreprise, auprès de la maison-mère, et assurer en France toutes les relations professionnelles à haut niveau.

La connaissance de l'une ou l'autre de ces langues : anglais, allemand est très souhaitée, compte-tenu des nombreuses relations internationales. La familiarité avec la législation essentielle de la valeur, de l'expérience et de la personnalité du candidat retenu.

Ecrire à M. Fr. ROUSSEAU - Réf. M/6023

### Secrétaire Général

Paris

150.000F

Un Organisme Public, dont la vocation au plan régional est d'assurer à ses adhérents (80.000 environ) un service complet et spécialisé dans le cadre de leur professionnelle, pour la promotion des entreprises et la formation de leurs effectifs ainsi que la défense de leurs intérêts propres, recherche pour son siège à Paris un secrétaire général.

Dépendant du Président dont il sera le collaborateur direct, il aura pour mission telle que précisée dans les statuts en vigueur, de diriger, d'animer et de contrôler l'ensemble des services et d'en assurer le bon fonctionnement. Il apportera son concours personnel dans le cadre des différentes commissions techniques existantes et en rendra compte au Président. Il sera responsable des effectifs correspondants, tant en ce qui concerne ceux du siège, que ceux appartenant aux services extérieurs dépendant de celui-ci.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures (Droit, Sc. Po, Sc. Eco...) 35 ans minimum, ayant déjà l'expérience de la direction et de l'animation de services pluridisciplinaires, leurs effectifs, et habilité à mettre en application les décisions. De grande rigueur morale, il devra s'imposer auprès des responsables des différents services par son autorité mais aussi et surtout par une compétence technique dont dépendront son intégration, son admission et sa réussite.

Au plan professionnel, aucune difficulté particulière n'est envisagée pour un candidat attiré par l'ensemble des problèmes relevant d'un tel organisme au service de ses adhérents.

Ecrire à M. Fr. ROUSSEAU - Réf. M/6021

### Directeur de Magasin

Région Rhône-Alpes 150.000F +

Une Société Française de grande renommée spécialisée d'une part dans l'édition et d'autre part dans la Commercialisation de détail de livres, de la papeterie et du disque, crée dans le cadre de son expansion un poste de Directeur d'un magasin dont la surface de vente est importante, et situé dans l'une des grandes métropoles universitaires régionales du secteur ci-dessus précisé.

Le titulaire aura l'entière responsabilité du fonctionnement, des effectifs et des résultats dont il rendra compte à la Direction Générale. Il devra, par son expérience, sa rigueur de l'organisation, de la gestion et ses aptitudes d'animation et de coordination, maintenir et assurer le développement de ce magasin avec un stock constant de sa rentabilité.

Ce poste sera confié à un diplômé d'Etudes supérieures commerciales, option comptabilité-gestion, (anglais très apprécié) - 35 ans minimum - Une expérience de plusieurs années dans un magasin de détail de ce type et spécialisé dans ce genre d'articles ou non, serait vivement souhaitée mais non indispensable.

Il aura déjà dirigé, animé et contrôlé des effectifs de vente en magasin et devra avoir une maîtrise effective de la gestion, des achats et des stocks. En plus de la rémunération annuelle fixe, il est prévu un intéressement aux résultats.

L'Entreprise aidera à la recherche d'un logement.

Ecrire à M. Fr. ROUSSEAU - Réf. M/6022

Adresser lettre man. + C.V. détaillé en indiquant la référence à SÉLE-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92153 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

SÉLE  
CEGOS

## semaine de la CHAUSSURE du mardi 2 au mardi 9 mars



- MOCASSIN noir ou couleur, avec bride semelle cuir. 129 F
- non représentés
- DERBY couleur, semelle cuir. 139 F
- Bout golf couleur, semelle cuir. 149 F
- RICHELIEU couleur semelle gomme. 159 F

MADELIOS

MAURICE ARVONNY.



# RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 2 MARS

## CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Téléfilm : Les Hatfield et les Mac Coy ; 21 h. 45. Les années-là de M. Droit ; 1956 ; 22 h. 45. Magazine littéraire ; De vivre tout de J. F. Fournier et Ch. Collange (Existe-t-il une médecine des pauvres ?) ; 23 h. 35. Journal.

## CHAÎNE II : A2



20 h. Débat : MM. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, et François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste.

21 h. 15. Les dossiers de l'écran. Film : « La chute d'un corps », de M. Polac (1973), avec M. Keller, D. Coccaldi, F. Rey, T. Balachova. Une jeune femme, seule et heureuse, monologuant seule à Paris, tombe sous l'emprise d'un homme étrange, qui dirige une secte érotique où l'on pratique la psychiatrie de groupe. Un récit qui flotte entre deux eaux.

23 h. Débat : Que cherchent les femmes dans les nouvelles sectes religieuses ? avec le docteur Suzanne Lesueur-Capelle, le Père Jean Verneuil, MM. Louis Fauvel et Joshua Green ; 24 h. Journal.

## CHAÎNE III : FR3

20 h. 30 (N.J.). Westerns, films policiers, aventures : « Les Barbouzes », de G. Lautner (1964), avec L. Ventura, B. Blier, F. Blancha, Ch. Millet, J. Hahn, M. Darc.

Cinq agents secrets, français, russes, allemands, américains et suédois, cherchent à récupérer les dangereux brevets légués à sa veuve par un traître d'armes. Une parodie très drôle des films d'espionnage.

22 h. 10. Journal.

## FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Dialogues : « La fin du politique », avec J.-P. Cot et P. Birnbaum ; 21 h. 30. Musique de notre temps : Yoshihisa Taira ; 22 h. 35. Revues et corrigés : « Les Lettres nouvelles », avec Maurice Nadeau et Geneviève Serreau ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. Concert de musique classique de l'Inde du Nord (Naradine Nataraj, Prasad Kumar) ; 21 h. 30. Musique de transition (Couperin, Rameau) ; 22 h. 30. Le musicien et son modèle : l'air, les murmures de la forêt, les oiseaux et les insectes (Liszt, Webern, Wagner, Messiaen) ; 23 h. La chère (Webern, Berlioz) ; 23 h. 30. Nos écrits : « Mélanie ».

MERCREDI 3 MARS

## CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi. 20 h. 30. Jeu : L'inspecteur mène l'enquête ; 22 h. Football : Kiev-Saint-Étienne (Coupe d'Europe des clubs champions) ; 23 h. 30. Journal.

## CHAÎNE II : A2

De 14 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 15, le match de football Kiev-Saint-Étienne. 20 h. 30. Série : Police story - Patrouille mixte ; 21 h. 30. Magazine : C'est à dire (voir tribunes et débats) ; 23 h. Journal.

## CHAÎNE III : FR3

19 h. Pour les jeunes : 20 h. Émissions régionales. 20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du

cinéma, cycle Richard Brooks : « Dollars » (1971), avec W. Beatty, G. Hawa, G. Froese, R. Webber.

Le fantastique cambricole d'une banque de Hambourg par un jeune Américain qui y a installé un système de sécurité ultra-moderne. Une suite de moroscos de broyeurs bien fabriqués.

## FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Lecture de Roger Giroux ; 21 h. 30. Musique de chambre ; 22 h. 35. Revues et corrigés : « Cahiers des Lettres », avec J. Brunier et R. Sorin ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. Orchestre symphonique de la Radio-Télévision belge, dir. J. Seaudry, avec Christine Buchs, pianiste ; « Roméo » (R. Schy), « Concerto pour piano et orchestre » (M. Glinka), « Symphonie n° 2 » (L. Beethoven) ; vers 21 h. 25, « La Mer » (Claude Debussy) ; 22 h. 30. Les dossiers musicaux : La musique et son modèle : Le langage, les rythmes du corps, le bruit de la vie (Berio, Berlioz, Lully, H. Schaeffer, Prokofiev, Varèse) ; 23 h. Cauchemar en 18 minutes (Gustav Mahler, Schubert, Bruckner, Berg) ; 23 h. 50. Nos écrits : « Mélanie ».

## D'une chaîne à l'autre

### MATINÉES PASCALES SUR A2

● Selon une formule inaugurée pendant les vacances de Noël, Antenne 2 diffusera un programme ininterrompu à partir de 10 heures pendant les congés scolaires de Pâques : tous les jours, sauf le lundi (dont la grille reste inchangée).

### TELE-FILMS DU BICENTENAIRE A L'AMERICAN COLLEGE

● A l'occasion du bicentenaire des États-Unis, une série de trois films, produits par la B.B.C. et écrite par Allister Cook, doyen américain, sera présentée à l'American College in Paris, 31, avenue Bosquet, à raison de deux films chaque mercredi jusqu'au 14 avril. Chaque séance de cette « Histoire personnelle des États-Unis » sera suivie d'un débat avec la participation de professeurs américains. (Tél. : 551-21-57 ou 705-30-65.)

### UN JEUNE ÉDITEUR, UN NOUVEAU REGARD

Mon grand-père Christophe  
La Famille Pécoulard, Plick et Plick, le Sapeur Camembert, tous donnent rendez-vous à la Librairie Saint-Germain-des-Près, 10, rue du Cherche-Midi, Paris (6<sup>e</sup>), mercredi 3 mars 1976, de 15 h. à 20 h. BÉATrice COLANGE, petite-fille de Christophe, signera son livre d'annecdotes récentes. Le savant Costeau sous le signe de l'écologie, comme VACANCES DANS UN CAVAILLO, de Montoux Audier, DE GAULLE EST MORT, de Maurice Cury, et BILKA NOTRE HISTOIRE, de Jean-Luc Nanceau (tous aux Éditions de l'Albatros), est diffusé par BERNARD LAVILLÉ, 12, rue Saint-Morl, Paris (4<sup>e</sup>).

### EDITIONS DE L'ATLANTIDE

23, rue Vaneau, 75007 PARIS.

### ENTRAÎNEMENT A L'ENTRETIEN

(Professionnel - Familial)  
6 et 7 mars - 9 h à 18 h  
I.C.H. 30 rue des Mathurins  
75008 Paris - Tél. 266.36.75

## VU

« La part de vérité » sur INF 1

### L'autoportrait de Jean Daniel, témoin engagé

Quel merveilleux et redoutable outil que la télévision ! En moins d'une heure, lundi soir, elle a su en dire davantage, et le dire mieux, sur Jean Daniel que n'aurait pu le faire n'importe quel portrait. Mieux et davantage aussi qu'il n'aurait su le faire lui-même, si décidé à se livrer qu'il eût été.

Car l'autoportrait dont il était à la fois l'auteur, l'acteur et l'acteur, pour la première émission de la série « La part de vérité », produite par Michèle Anneau sur INF 1, ne laissait rien dans l'ombre, rien à deviner. L'homme était là tout entier, avec ses racines, son enfance algérienne soudain restituée dans la lumière éclatante et douce à la fois de la petite cité tunisienne de Sidi-Bou-Said. Il était là avec les ardeurs étonnantes, puis les déchirements romanesques des années cruciales, administrateur de Malraux, ami de Camus, hésitant entre le sens de l'ambiguïté et le besoin de totalité.

Car l'autoportrait dont il était à la fois l'auteur, l'acteur et l'acteur, pour la première émission de la série « La part de vérité », produite par Michèle Anneau sur INF 1, ne laissait rien dans l'ombre, rien à deviner. L'homme était là tout entier, avec ses racines, son enfance algérienne soudain restituée dans la lumière éclatante et douce à la fois de la petite cité tunisienne de Sidi-Bou-Said. Il était là avec les ardeurs étonnantes, puis les déchirements romanesques des années cruciales, administrateur de Malraux, ami de Camus, hésitant entre le sens de l'ambiguïté et le besoin de totalité.

Philosophe, moraliste : oui, bien sûr. Un intellectuel qui s'impose des limites : ne jamais ajouter au malheur des hommes, ne pas se battre par révolutionnaires interposés, s'inviter soi-même et sans cesse à une certaine modestie. Ce n'est pas facile, jamais. Mais quel s'enfermer dans son camp, être le plus juste, c'est étouffer ; et le mot de claustrophobie, tout naturellement, relate les refus du dogmatisme, de toutes les simplifications.

Un montage savant des entretiens conduits discrètement par Bernard Bonilauri donne la vie, la présence physique, la mais pesante mais fortement rassurante, à chaque instant. En une heure, tout est dit, et l'essentiel, c'est encore ce qui n'a pas été dit.

P. V.-P.

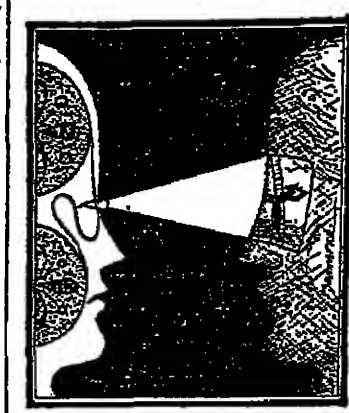
## TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 2 MARS  
— L'I.L.E.A.S. (Association pour la défense et la promotion de la langue basque) expose son point de vue à la « Tribune libre » de FR3 à 19 h. 30 ;  
— MM. Jean-Pierre Fourcade et François Mitterrand débattent de l'économie française sur A2 à 20 heures.  
— MM. Pierre Birnbaum et Jean-Pierre Cot dialoguent à propos de « la fin du politique » sur France-Culture, à 20 h. 5.

MERCREDI 3 MARS  
— M. Alfred Grosser parle de : « Le pouvoir et le pouvoir » sur France-Culture, à 8 heures.  
— M. Paul Laurent, membre du bureau politique et député de Paris (P.C.F.), répond aux questions de Jean-Pierre Elkabbach au cours du Journal de France-Infor, à 19 heures.  
— La SPANSO s'exprime à la « Tribune libre » de FR3, à 19 h. 40.  
— Mme Simone Veil, ministre de la Santé, est le grand témoin du magazine « C'est à dire » sur Antenne 2, à 21 h. 30.

# ARTS ET SPECTACLES

## Cinéma



### « JOURS DE 36 », de Théodore Angelopoulos

Alors que se poursuit avec succès la carrière commerciale du Voyage des comédiens, le jeune réalisateur, continuant son travail de programmation, assure la sortie, dans une salle parisienne, de Jours de 36, second long métrage de Théodore Angelopoulos, tourné deux ans avant, en 1972.

En novembre 1955, un plébiscite restaurait la monarchie en Grèce et le roi Georges II rentrait à Athènes. La situation politique était instable. Aucune majorité ne sortit des élections de janvier 1958. Quelques mois plus tard, le 4 août, le général Metaxas, ancien chef d'état-major nommé premier ministre par le roi, abolissait la Constitution et installait un gouvernement dictatorial. Le régime établi par Metaxas, et qui maintenait la monarchie, était un régime de type fasciste. Celui, on s'en souvient, qui existe en 1939, lorsque la troupe de comédiens ambulants du film suivant arrive, au début de son voyage, dans une petite ville de Grèce.

Jours de 36, c'est la période trouble qui précède la dictature de Metaxas. Mais, réalisant ce film sous le gouvernement des colonels, Théodore Angelopoulos n'a pu faire référence explicite aux événements politiques d'alors.

Tout ce qui est important dans le film, dit le cinéaste, l'a été de la place derrière les portes, c'est dit derrière les portes ou au téléphone, ou ce n'est pas dit, ou c'est dit en chuchotant. La dictature est inscrite dans le travail formel même du film. C'étaient les conditions dans lesquelles le travailait : je ne pouvais pas parler. (Entretien dans Positif n° 174, octobre 1975.)

Jours de 36 se présente donc comme une anecdote, si l'on veut : « policiers ». Au cours d'un meeting ouvrier à Athènes, un dirigeant syndicaliste est assassiné. La police arrête un certain Sofianos, un indicateur qu'elle accuse de meurtre. Dans sa cellule, Sofianos reçoit la visite d'un député conservateur dont son frère est le chauffeur. Il s'est procuré un revolver et déteste le député en cage. Dès lors, toute l'histoire repose sur les alibis et les vagues qui se font. L'intérieur et l'extérieur de la prison, pour récupérer le député. Et le film semble être de pure mise en scène.

Dès le début, dans la scène de l'arrestation, où un superbe panorama balais l'espace d'un sous-bois

traversé de chemins de terre crée, tandis qu'on attend qu'il se passe quelque chose, Angelopoulos affirme une vision esthétique. Constamment, la beauté des images, la construction des plans-séquences, les mouvements d'appareil ample (qui rappellent le cinéma de Jansco tout comme ce que nous avons vu dans le Voyage des comédiens), exercent une fascination sur le spectateur. Formellement, ce film, qui dure presque deux heures, nous tient sous une sorte de charme. Angelopoulos, cinéaste grec, apparaît comme un des plus grands « stylisés » du cinéma contemporain.

Mais cette mise en scène, supérieurement séduisante, n'est pas gratuite. Elle tourne avec obstination autour d'une absence : les événements politiques précurseurs d'une dictature. Elle se cogne aux manques du récit, elle provoque d'autant plus la curiosité qu'on ne voit pas ce qui se passe dans la cellule — elle ne s'ouvrira que pour un final tragique entre le prisonnier et son otage. Pourquoi tant de bruit, tant d'agitation, à propos de ces personnages quasiment invisibles ? La mise en scène du fait divers, dont les décors réels ont une valeur symbolique, renvoie, en fait, à une réalité occulte : le régime de comptes à l'intérieur d'un groupe de droile, climat de corruption, de violence, qui aboutit, avec la dérive du député, à une prise de pouvoir autoritaire. Pas besoin de nommer, de montrer Metaxas et sa clique. Les alliances se font dans le microcosme de cette prison, la dictature trappe à la porte, puis elle est là. Lorsque, sur un caprice de Sofianos, on installe dans la vaste cour un phonographe pour qu'il entende une chanson, ce sont tous les autres détenus qui paraissent aux fenêtres, s'accrochent aux barreaux, déclenchent une sorte d'émeute en tapant sur leurs gamelles. Dernière manifestation d'une liberté enlevée. A la fin, la situation est clarifiée. Et soudain, dans un champ, au petit matin, on fusille des condamnés politiques dont on amporte les cadavres sanglants dans une charrette.

Angelopoulos, qui n'a pas pu « parler », a su remarquablement se faire entendre. Et tous ceux qui ont vu le Voyage des comédiens doivent voir ce film qui en est, en somme, le prologue.

JACQUES SICLIER.  
★ Le Seize cinéma (v.o.).

## Musique

### Premier concert du Groupe vocal de France

Marcel Couraud n'avait pas tort en annonçant que le Groupe vocal de France, fondé par le secrétaire d'État à la culture, qui lui en a confié la direction, serait dans sa « première année » pour ce concert initial donné un mois pour jour après sa fondation. Lundi soir, salle Gaveau, on se demandait pourquoi un homme d'expérience comme lui avait pris un tel risque que rien ne justifiait. « Un groupe mixte et s'affine patiemment, inlassablement », dit-il ; la démonstration en a été faite à contrainte.

Non que l'opéra du Groupe soit compromis : le quatuor des hommes est d'un excellent métal, les voix des autres paraissent un peu serrées et rigides, les soprano sont trépidantes un peu frêles mais poétiques, et on peut mettre sur le compte du trac certaines fautes de justesse qui ne paraissent pas dans un concert à cappella. Mais ces voix ne sont pas encore rodées, harmonisées les unes avec les autres, la cohésion héritée et le murmur n'est encore que timidement rudimentairement par l'esprit. Quelques mois de répétitions inlassables ne seront pas de trop pour donner une âme à cet octet de solistes, auquel s'ajoutent encore quatre autres voix dans certaines œuvres, telles Nuits de Xenakis, pièce d'adieu bien mise au point, mais en l'avalanche et les automatismes sont encore à venir.

Tout sera un peu trop la hâte : pour les Madrigaux, de Monteverdi, ne pourrait-on prévoir une violente de gambe au lieu du violoncelle ? Et les pianistes des Liebesliederwalzer, de Brahms, outre qu'ils jouent trop dur et fort, n'ont pas vus assimilé le rouleté, le charme et la langueur viennoise que les chanteurs. Il faudra renoncer d'urgence à cette invraisemblable « réalisation » d'un motet de Schütz avec un quatuor de cuivres qui met des vermetés de plomb à cette musique pleine d'air spirituel, et renoncer aussi à cette estrade de chef d'orchestre bien inutile pour se

faire voir et obéir de huit ou douze personnes. Dans quelques mois, on sera heureux de réentendre cet admirable programme, dont les plus beaux moments furent trois chœurs de Schubert et surtout un solo de neige, de Paulsen, sur des poèmes d'Eliard, où l'émotion entraînée par la misère du temps (1944) ravive le cœur comme l'eau sous la glace.

JACQUES LONCHAMPT.

## INSTITUT

### Académie des sciences morales et politiques

### L'ÉCONOMIE NORVÉGIENNE ET LE PÉTROLE DE LA MER DU NORD

M. Jahn Halvorsen, ambassadeur de Norvège en France, a fait lundi, devant l'Académie des sciences morales et politiques, une communication sur l'économie norvégienne et le pétrole de la mer du Nord.

Les gisements découverts qui commencent à être exploités sur le plateau continental du pays (environ 850 millions de tonnes de pétrole et 750 milliards de mètres cubes de gaz), la totalité des ressources est estimée à 1 à 2 milliards de tonnes de pétrole et 1 000 à 2 000 milliards de mètres cubes de gaz) vont rendre la Norvège plus riche.

Une telle production va excéder les besoins nationaux. Cet accroissement de recettes doit entraîner un changement des structures de la société.

« Cette transformation, a dit l'orateur, il faut la définir et la vouloir, et puis, l'étaler dans le temps de façon à ne pas en générer des problèmes dans la stabilité sociale et politique du pays. Puisque la transformation de la société est une question politique, les seuls organes institutionnels démocratiques. Là-dessus, il y a accord unanime en Norvège. »

■ ERATUTJL. — Dans l'article « Le dire du fou » à Amberville, il fallait lire, page 20, dans les éditions du 2 mars : « Gabriel Garrahan, justement, met en jeu, dans sa pièce, et le dire du fou », et il n'y a aucun doute que c'est cela, cet embrassement chaud qui donne à cette pièce un air nouveau en premier lieu.

■ Le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis organise, du 2 au 16 mars, une quinzaine consacrée au cinéma français d'aujourd'hui, en collaboration avec la revue « Cinéma 76 ». Des films de Jean-Daniel Simon, Lucio Saba, Marguerite Duras, Bertrand Tavernier, René Vautier, André Téchiné seront projetés et feront l'objet de débats. (Tél. : 243-90-30.)

■ Un débat consacré à « La politique culturelle vers l'étranger » est organisé le 17 mars à 20 h. 30, au Foyer International d'accueil de Paris, 30, rue Cabanis, avec la participation de MM. von Biberstein (Goethe Institut) et Emmanuel (INA).



# ARTS ET SPECTACLES

## Expositions

### Les ombres colorées de Tomasello

L'œuvre cinétique de Luis Tomasello, Argentin de Paris, du groupe des peintres de la galerie Denise René, n'est pas de celles qui vous éblouissent le regard et vous laissent des images qui brillent longtemps encore derrière les paupières baissées. C'est une recherche chromatique et lumineuse à partir du blanc, autour du blanc surtout, calme et apaisante. Et ce depuis les premières propositions de tableaux-reliefs, il y a plus de quinze ans.

Une recherche qui offre une certaine diversité, mais pas d'évolution spectaculaire — rien n'est spectaculaire chez Tomasello. Les principes sont toujours les mêmes, les matériaux aussi. Il n'est en fait question que de nuances, de raffinement, de trépas des œuvres simples dans leur principe : des rangées de petits cubes ou de cylindres fichés dans le support, de petits carrés de bois légèrement découpés et parallèles au support, qui laissent apparaître la coloration de celui-ci par des rainures. La lumière circule toujours, ordonne, range et dérange, mais c'est plus simple, plus paisible encore. Chez Tomasello, la rigueur géométrique à fleur de peau est capable d'envelopper d'une substance poétique les surfaces les plus strictes. Une aptitude particulière qui a trouvé à s'exprimer aussi dans les réalisations architecturales.

Dans les plus anciens tableaux, le couleur recouvrait la face extérieure des cylindres et des cubes pour don-

ner naissance à tout un éblouissement de pastilles et de carrés. Maintenant, elle est toujours appliquée sur les faces cachées ou latérales des petits volumes. Rouge, vert, bleu, jaune, orange, elle travaille avec la complémentarité de la lumière qui s'accroche aux volumes, à l'élaboration d'un milieu mouvant, vibrant, immatériel, en contraste avec les arêtes vives des volumes géométriques.

Les déplacements du spectateur révèlent toute la subtilité des métamorphoses possibles des figures, par exemple du carré dans le losange au carré dans le carré, à devenir plutôt qu'à voir.

Tout récemment, Tomasello développe les possibilités de plans, lentes ou rapides, légèrement décalées et parallèles au support, qui laissent apparaître la coloration de celui-ci par des rainures. La lumière circule toujours, ordonne, range et dérange, mais c'est plus simple, plus paisible encore. Chez Tomasello, la rigueur géométrique à fleur de peau est capable d'envelopper d'une substance poétique les surfaces les plus strictes. Une aptitude particulière qui a trouvé à s'exprimer aussi dans les réalisations architecturales.

GENEVIEVE BREERETTE.  
\* Musée d'art moderne de la ville de Paris, jusqu'au 14 mars. L'exposition sera présentée en Belgique en mai-juin, à La Haye en mai-juin.

## En bref

### Cinéma

#### « La Trahison »

Ce film d'origine autrichienne doit à l'Angleterre la présence inquiétante de Dirk Bogarde, aux États-Unis l'inséparable beauté d'Ava Gardner, à la France la jeunesse et la lougue de Nicole Calfan, et à un pays imaginaire le ressort de son intrigue. Un proscrit, chef du « Parti de la liberté », a décidé de rentrer dans sa patrie. Tapi dans l'ombre, tirant les ficelles du changement, de la menace, de la concussion et même de l'effusion sentimentale, un mystérieux individu s'ingénie à empêcher ce retour. Il sait tout. Il voit tout. Il semble tout-puissant, mais il ne peut empêcher la rébellion de ceux qu'il utilise. Alors l'histoire s'embrouille épouvantablement.

Très classiquement filmée par Cyril Frankel, cette histoire a l'avantage de se dérouler sur les rives apaisantes d'un lac autrichien. On y respire le bon air venu des montagnes, on traverse des forêts de mélèzes, on voit couler des rivières à truites. Cela repose des efforts que

nécessite la reconstitution du puzzle. Dirk Bogarde est toujours le merveilleux comédien que nous aimons tant chez Losey. Et tandis que les vivants s'entraînent, nous saluons, grâce à Ava Gardner, le fantôme de la comtesse aux pieds nus. — J. B.

\* Adequán, Balme (v.o.) : Paramount-Gallé, Paramount-Mallot, Moulin-Rouge (v.f.).

### Récital

#### Kun-Woo Paik

Un régal de piano entièrement consacré à Moussorgski, voilà qui rompt agréablement avec l'habitude du panache qui n'évite une certaine monotonie que pour mieux en cultiver une autre : l'éclectisme artificiel où se devine le désir de se faire valoir de différentes façons.

Pour débiter son premier concert à Paris, salle Cortot, un jeune Coréen, Kun-Woo Paik, avait choisi dix pièces de Moussorgski, pratiquement inconnues, sinon des pianistes du moins de ceux qui se produisent en public, et qui ont fait pourtant le meilleur effet. Souvenir d'en-

fance, Réverie, Douma, Une larme, Gopak, autant de petits chefs-d'œuvre dont le seul mérite n'est pas d'annoncer Debussy ou Bartok ; Kun-Woo Paik a su, par un toucher délicat et un léger rubato, en rendre à la fois le brillant et la mélancolie.

Pourquoi faut-il qu'après l'entracte les interprètes éprouvent le besoin de se surpasser ? On aurait volontiers oublié la durée de l'intermède en fin de première partie si elle n'était réapparue dès la Promenade qui ouvre les Tableaux d'une exposition. Une certaine brusquerie, des traits précipités, vers la fin, la recherche de l'effet pour l'effet, et voilà les passages poétiques réduits à servir de contraste entre deux explosions plus ou moins réellement contrôlées.

On peut s'offusquer de voir un régal prometteur tourner brusquement au mal, ou évoquer la jeunesse d'un artiste réellement doué qui, à vingt-sept ans, a encore tout l'avenir devant lui ; on peut aussi regretter de ne pas partager l'enthousiasme d'un auditoire peu sensible aux charmes amers de l'insatisfaction. — G. C.

### Variétés

#### « Holiday on ice »

Le succès populaire d'Holiday on ice ne se dément pas. Pour la vingt-sixième année consécutive, la superproduction américaine présentée au Palais des Sports, jusqu'au 2 mai, un spectacle dont le coût global s'élève à plus de 1 million de dollars et qui s'ouvre, bien entendu, cette année sous le signe du bicentenaire des États-Unis.

Comme toujours, la revue, qui a une troupe de danseurs sur glace exceptionnelle, parmi lesquels d'anciens champions olympiques du patinage, contient tous les éléments nécessaires à la constitution d'un grand spectacle familial : les patinettes, les couleurs et les feux d'artifices, le cascadeur, le fantasiste et les caniches, l'évocation rétrospective en chansons et en images de Londres au début du siècle, l'exotisme, les personnages de dessins animés et même un ballet sur une musique « soul » de Steve Wonder. — C. F.

## MONDIAL MOQUETTE

LE PLUS GRAND SOLDEUR DE MOQUETTE

**VOUS PROPOSE**

**SUPER VELOURS**

disponibles en six magnifiques coloris

**32,50** F le M<sup>2</sup>

**MOQUETTE STRUCTURÉE**

ICI EN OFFRE une qualité exceptionnelle à un PRIX TRÈS BAS.

**39** F le M<sup>2</sup>

**MOQUETTE BOUCLÉE**

**15** F le M<sup>2</sup>

GRANDE LARGEUR

APPROPRIÉZ VOS DIMENSIONS

**MOQUETTE DECORÉE**

PLUS DE 10 QUALITÉS VENDUES A UN SEUL PRIX

**29** F le M<sup>2</sup>

IMBATTABLE à Qualité égale DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Ven. 9 h à 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h à 20 h.

SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820.90.93

BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur - 5 min Pte des Lilas. Tél. : 658.68.45

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605.45.12

COIGNIERES (H. 10), près Trappes : route du Fort d'Anvers. Tél. : 461.70.12

POISSY-SUR-SEINE : Zone Industrielle de Poissy. Prox. gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

MAISON-ALFORT : 123, rue Jean-Jaurès - R.N. 5. Tél. : 368.44.70

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc - R.N. 16. Tél. : 950.00.77

PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Amsterdam. Face gare d'Amsterdam. Tél. : 331.72.29

PARIS 14<sup>e</sup> : 50, bd Jourdan 53 m Porte d'Orléans. Tél. : 539.35.62

PARIS 19<sup>e</sup> : 144, pl. de La Villette. M<sup>o</sup> Colonel Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203.00.70

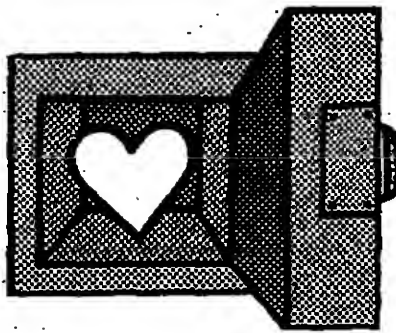
**PARIS 18<sup>e</sup> : 114 rue DAMREMONT**  
Tél. : 606.05.73

**DEMAIN**  
**Venez rire avec**  
**Mandoline qui tombe amoureuse**  
**de tous les polyvalents qu'elle rencontre**

GAUMONT DISTRIBUTION présente

**BERNARD MENEZ**  
**MARIE-HELENE BREILLAT**  
DANS UN FILM DE  
**MICHEL WYN**

**OUBLIE-MOI MANDOLINE**



d'après le roman de JACQUES FAIZANT adapté CALMANN LÉVY / musique de GEORGES DELSUS

**JEAN-PIERRE DARRAS / HENRI GARCIN**  
**ANDRÉ POUSSE / PIERRE TORNADE**  
MARION GAME / GINETTE GARCIN / MONIQUE LEJEUNE

**SUZY DELAIR**  
EASTMANCOLOR  
**PRODUCTION 2000**  
**ALAIN POIRÉ**









# SPECTACLES

## cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

**La cinématèque**  
Chaplin, 15 h. : *Roméo et Juliette*, de R. Castellani, 18 h. 30 : *Anthologie des films de Chaplin*, de R. Castellani, 20 h. 30 : *Anthologie des films de Chaplin*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Anthologie des films de Chaplin*, de R. Castellani.

**Les exclusivités**  
A CHEVAL SUR LE TIGRE (R.) : Studio Média, 20 h. 30 : *A cheval sur le tigre*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *A cheval sur le tigre*, de R. Castellani.

**ADIEU POULET (R.)** : Studio Média, 20 h. 30 : *Adieu poulet*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Adieu poulet*, de R. Castellani.

**LA COLÈRE DE DIEU (R.)** : Studio Média, 20 h. 30 : *La colère de Dieu*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *La colère de Dieu*, de R. Castellani.

**ATTENTION LES YEUX (R.)** : Studio Média, 20 h. 30 : *Attention les yeux*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Attention les yeux*, de R. Castellani.

**LE BON ET LES MÉCHANTS (R.)** : Studio Média, 20 h. 30 : *Le bon et les méchants*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Le bon et les méchants*, de R. Castellani.

**LA CECILIA (R.)** : Studio Média, 20 h. 30 : *La Cecilia*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *La Cecilia*, de R. Castellani.

**CHRONIQUE DES ANNEES DE BRASSE (R.)** : Studio Média, 20 h. 30 : *Chronique des années de brasse*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Chronique des années de brasse*, de R. Castellani.

**COUSIN, COUSINE (R.)** : Studio Média, 20 h. 30 : *Cousin, cousine*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Cousin, cousine*, de R. Castellani.

**LES LOLES DE LOLA (R.)** : La Ciel, 20 h. 30 : *Les loles de Lola*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Les loles de Lola*, de R. Castellani.

**LES MAL PARTIS (R.)** : La Ciel, 20 h. 30 : *Les mal partis*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Les mal partis*, de R. Castellani.

**UN COIN TRANQUILLE (A. v.o.)** : Studio de la Harpe, 20 h. 30 : *Un coin tranquille*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Un coin tranquille*, de R. Castellani.

**UN GÉNIE, DEUX ASSOCIÉS, UNE CLOCHE (R.)** : Studio de la Harpe, 20 h. 30 : *Un génie, deux associés, une cloche*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Un génie, deux associés, une cloche*, de R. Castellani.

**LA VILLE ÉDOU (R.)** : Studio de la Harpe, 20 h. 30 : *La ville Édou*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *La ville Édou*, de R. Castellani.

**LE VISITEUR (A. v.o.)** : Studio de la Harpe, 20 h. 30 : *Le visiteur*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Le visiteur*, de R. Castellani.

**LE VOUVRE (R.)** : Studio de la Harpe, 20 h. 30 : *Le vouvre*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Le vouvre*, de R. Castellani.

**LES FILMS NOUVEAUX**  
JOURS DE 36, film grec de T. Angelopoulos. V.O. : Le Seize.

**LA PETITE FILLE (R.)** : Studio de la Harpe, 20 h. 30 : *La petite fille*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *La petite fille*, de R. Castellani.

**LA BONNE FORTUNE (R.)** : Studio de la Harpe, 20 h. 30 : *La bonne fortune*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *La bonne fortune*, de R. Castellani.

**LA TRISTESSE (R.)** : Studio de la Harpe, 20 h. 30 : *La tristesse*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *La tristesse*, de R. Castellani.

## SPECTACLES POUR ENFANTS

**Atelier du Chaudron, Cartoucherie** : 14 h. 30 : *Atelier du chaudron*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Atelier du chaudron*, de R. Castellani.

**Atelier du Chaudron, Cartoucherie** : 14 h. 30 : *Atelier du chaudron*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Atelier du chaudron*, de R. Castellani.

**Atelier du Chaudron, Cartoucherie** : 14 h. 30 : *Atelier du chaudron*, de R. Castellani, 22 h. 30 : *Atelier du chaudron*, de R. Castellani.

**MERCREDI**  
PUBLICS ÉLYSÉES - PUBLICS MATHÉRIEUX - PARAMOUNT ODEON - BOUTEILLON - PARAMOUNT OPÉRA - CAPRI BOULEVARD - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT PASSY - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT BOULEVARD - PARAMOUNT BASTILLE - CYRANO VERSAILLES - ARTISTE ROSSY - CARRÉFOUR PARIS - FRANÇAIS ÉPIQUE - DAME BLANCHE GAGET - MÉLÈS MONTREUIL - ARTISTE PORT HUGOT - BOUTY VAL D'YERRES - PUBLICS DÉFENSE - PARAMOUNT CITY - PARAMOUNT ÉLYSÉES - CELLO-SI-CHLOU - PARAMOUNT LA VARENNE

Jack Nicholson... y est admirable. Quel grand acteur.

Michel Mohr - LE FIGARO

Milos Forman nous donne là une exceptionnelle réussite.

Une œuvre très forte et très courageuse.

Robert Chazal - FRANCE-SOIR

Son génie est de savoir nous prendre aux tripes sans jamais frapper bas.

Guy Teissière - L'AURORE



**JACK NICHOLSON**

**VOL AU DESSUS D'UN NID DE COUCOU**

Toutefois, il faut savoir que ce film est une œuvre d'art et non un divertissement.

**A PARTIR DE MERCREDI**

**A L'OLYMPIC**  
10, rue Boyer-Barbet, Paris 75014

**DEUX FILMS DE GUY DEBORD**

**LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE**  
(long-métrage, 1973)

suivi de

**REFUTATION DE TOUS LES JUGEMENTS, TANT ÉLOGIEUX QU'HOSTILES, QUI ONT ÉTÉ JUSQU'ICI PORTÉS SUR LE FILM "LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE"**  
(court-métrage, 1973)

(Interdit aux moins de 13 ans.)

**SERGE SILBERMAN**

**les mal partis**

Un film de JEAN-BAPTISTE ROSSI

DANS 14 SALLES PARISIENNES (VOIR LIGNES PROGRAMMES)

**DEMAIN**

**AU**

**Cinéma LOGOS**

**LA MOMIE**

un film Égyptien de Shadi ABDELSALAM

PRIX GEORGES SADOUL

**MERCREDI**

**QUINTETTE - 14 JUILLET - STUDIO PARNASSE**

L'expérience de Franco BASAGLIA et Mario TOMMASINI.

**Fous à Delier**

FILM DE S. AGOSTI, M. BELLOCCHIO, S. PETRAGLIA, S. RULLI

on adorera, on se passionnera pour

**"la meilleure façon de marcher"**

c'est le film le plus juste, le plus ambigu, le plus émouvant et le plus drôle du moment

**PARISCOP J.M. BESCOS**

Interdit aux moins de 13 ans

PUB. LÉONIE LABRET

**PATRICK DEWAERE** la meilleure façon de marcher

**PATRICK BOUCHITEY** CHRISTINE PASCAL

**CLAUDE PIEPLU** CLAUDE MILLER







## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### TRANSPORTS

#### A PROPOS DE...

#### LES ROUTIERS ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR

### Fret compris

Les transporteurs routiers cherchent du fret. La baisse du trafic de marchandises à l'intérieur de l'hexagone — environ moins 10 % en 1975 — les incite à regarder hors des frontières. Dans une plaquette adressée aux chambres de commerce et d'industrie, ils viennent de rappeler à l'ordre les milieux exportateurs : « Lorsque vous concluez des contrats de vente avec l'étranger, essayez de vous assurer toujours la maîtrise du transport. »

« Ce n'est déjà pas facile de vendre à l'étranger. Si, en plus, il faut occuper du transport, alors on n'en sort pas », disent beaucoup d'industriels. Résultats : lorsqu'ils négocient un contrat, une entreprise française sur trois veille à prendre la responsabilité du transport ; les deux autres laissent à leurs acheteurs le soin d'acheminer eux-mêmes leurs marchandises.

Sur le marché européen, où les professionnels de la route effectuent la quasi-totalité de leur activité internationale — 17 millions de tonnes en 1969 contre 25 millions en 1974 — on constate un ralentissement des échanges. Le tassement général des affaires n'explique pas tout. Il y a aussi cette fâcheuse habitude des industriels de tenir le transport pour un « à côté » négligeable, alors que le dossier du pavillon français fait perdre quantités de devises dans les caisses de l'Etat. « On prône souvent l'exportation des biens, pas assez celle des services », note M. Hubert Ghigoul, délégué général de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.).

Les experts du centre français du commerce extérieur sont formels : mettre sur la table des contrats « transport compris » facilite la conquête des marchés étrangers et améliore l'image de marque des entreprises exportatrices. C'est une pratique courante aux Pays-Bas, en Allemagne fédérale et, dans les pays de l'Est, qui obligent tous leurs clients capitalistes à router « socialiste ». « Il n'est pas, sous la menace de rupture des relations commerciales... » Jusqu'à maintenant, nous n'étions pas concurrentiels : il y avait des écarts de prix de 15 à

20 % avec la Belgique et l'Allemagne fédérale », reconnaît M. Ghigoul. Restent encore très compétitifs les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne, « mais, dans ces deux pays, la qualité du service offert laisse à désirer », précise-t-il.

A vrai dire, les professionnels de la route se livrent très durement. « Face à un marché intérieur plutôt mou, tous s'efforcent de ramasser du fret hors des frontières », note M. Ghigoul. On finit par traiter à des tarifs de complaisance, peu rémunérateurs. Le tableau du marché du Proche-Orient sur lequel, l'an dernier, certains comptaient se relâcher une santé, s'effondre lentement. L'administration a, en effet, évalué la capacité de transport par route vers les pays arabes à plus de sept mille voyages par an.

Mieux vaut donc se replier sur le marché régional de l'Europe et tenter d'y éliminer les nombreuses entraves réglementaires et techniques. Les professionnels de la route souhaitent une libéralisation des autorisations de transport de pays à pays et à l'intérieur de la Communauté économique européenne, une harmonisation des poids et dimensions du camion européen, un assouplissement de la législation sociale en matière de temps de conduite, une simplification des formalités douanières.

Ils demandent beaucoup : ils obtiendraient peu. L'Europe des transports reste à bâtir. Une œuvre de très longue haleine, si tant est que les États veulent bien se lancer dans cette aventure. Jusqu'à présent, tout leur comportement tend à prouver qu'ils avaient mieux à faire.

JACQUES DE BARRIN.

#### Paris-New-York-Paris : 7930 F en Concorde

De notre correspondante

Genève. — L'accord obtenu à Genève au sein de l'Association du transport aérien international (I.A.T.A.) sur le montant du supplément supersonique applicable sur les lignes de l'Atlantique nord — + 20 % par rapport au tarif de la première classe normale — est un compromis acceptable aux yeux des responsables d'Air France, qui avaient défendu avec British Airways une surtaxe de + 10 %. L'aller et retour Paris-New-York en Concorde s'il est autorisé à atterrir dans cette dernière ville — coûtera donc 1530 francs (8 600 francs en première classe), et l'aller et retour Paris-Washington 8 410 F (8 472 F en première classe).

L'I.A.T.A. d'autre part, révisé les tarifs subsoniques en vigueur sur le réseau de l'Atlantique nord. Les barèmes augmenteront de 5 % en moyenne à compter du 1<sup>er</sup> mai prochain (+ 5 % en classe économique, + 8 % en première classe). Une nouvelle structure tarifaire — aussi simple que possible — sera mise au point pour le 1<sup>er</sup> novembre. Il est question, à cet égard,

de créer une troisième classe, assez proche par ses prix de ceux que pratiquent les transporteurs à la demande.

● **RAMES A GRANDE VITESSE POUR LA S.N.C.F.** — La S.N.C.F. vient de passer commande à la société Alsthom de deux rames électriques de pré-série du train à très grande vitesse (T.G.V.), qui circuleront sur la nouvelle ligne Paris-Lyon en 1982. Chaque rame comportera deux motrices encadrant huit voitures de première et deuxième classe offrant au total trois cent quatre-vingt-deux places assises.

● **LE RAIL BRITANNIQUE AUGMENTE SES TARIFS.** — Les chemins de fer britanniques relèveront leurs tarifs de voyageurs de 12 % en moyenne à compter du 28 mars prochain. Le prix des billets aura augmenté de 27 % en un an, ce qui équivaut au double du rythme de l'inflation. (A.F.P.)

### URBANISME

#### Trois cents familles vont être expulsées du « lotissement de vacances » de Tausat près d'Arcachon

De notre correspondant

Bordeaux. — Le bassin d'Arcachon est un peu la Riviera des Bordelais, où, chaque week-end et pendant les vacances, s'éparpillent sur ses rives, dans des villas cosues ou bien dans des cabanons. Riche ou pauvre, tout de 30 F, le locataire reçoit la jouissance de ce terrain pour des périodes de deux à quatre ans, condition qu'il entretienne et le défriche en respectant les arbres âgés de plus de quinze ans. Libre à lui d'élever des abris démontables ou des constructions légères.

Tres vite ce lotissement sauvage prend une extension considérable. Des allées sont tracées, des enclos séparant chaque parcelle. Le bois de M. d'Elloy devient une sorte de monde à part, un village tranquille de carton-pâte noyé dans la forêt.

Le 26 juin 1967, la mairie de Tausat donne l'ordre de suspendre tous travaux. En vain. Quand, en janvier 1968, la direction départementale de l'équipement dresse procès-verbal, cent soixante-quatorze parcelles sont déjà construites et soixante-deux bâties. Il n'y a ni voirie ni installations sanitaires. M. d'Elloy promet d'en rester là. Mais en juillet de la même année, des poursuivants sont engagés. M. d'Elloy n'a pas tenu ses engagements. Le 14 février 1972, il est condamné à des amendes légères par le tribunal correctionnel de Bordeaux pour avoir fait un lotissement clandestin et modifié un site classé.

Commence alors une invraisemblable cascade de procès. Une première décision de la cour d'appel de Bordeaux est cassée. Celle de la Cour d'appel de Poitiers ne connaît pas un meilleur sort. Enfin la cour d'appel de Pau, qui condamne M. d'Elloy à 3 000 francs d'amende, lui donne trois mois pour donner congé à tous ses locataires et s'occuper à remettre les lieux dans leur état antérieur. L'affaire est théoriquement close. Trois cents familles vont devoir quitter ce havre de paix.

L'administration savonne une victoire qui lui a coûté sept ans de procédure. Procédure conduite très mollement au départ. Et avec des lenteurs étonnantes. Ainsi, une décision du préfet d'interdiction d'habiter cette zone n'a pas été appliquée. Et la justice n'a pas bougé.

L'administration le reconnaît volontiers : « Il y a eu trop de freins insupportables ». Il faut maintenant partir ? On verra bien. En attendant les intéressés aménagent leur « villa », nettoient les jardins. La grande toilette de printemps. Et s'ils doivent partir, eh bien, ils partiront : de toute façon, la plupart des constructions sont démontables. Mais avec la rage au cœur. On dit que le lotissement est insalubre ? « Il faut acheminer l'eau potable lorsqu'on a installé les bouches d'incendie », disent-ils. L'écoulement des eaux usées ? « Il se fait dans des puits-sards comme dans la commune de Tausat. On a refusé de nous donner l'eau et l'électricité. On ne nous a pas permis de passer. Mais on nous a refusé de passer le permis. Regardez comme on est bien ici ! Beaucoup mieux que sur le bord de l'eau où on vous demande 2 000 francs pour avoir quel ? Trois mètres ! » C'est un père de huit enfants qui parle, pompière quelque part en Gironde. Un homme crié victoire, M. de Vigier, le maire de Tausat. Ses adversaires disent qu'il s'en est pris à M. d'Elloy après que celui-ci eût été son adversaire aux élections municipales. Il lui a fallu neuf ans pour obtenir la fin des travaux. Il ne voulait pas d'anarchie dans sa commune. Il est allé jusqu'à refuser de signer le SDAU (Schéma directeur d'aménagement urbain). Un argument de poids, plus lourd que ceux d'un père de famille, nombreuses ou d'un petit retraité.

En attendant, on ne parle du « plan camping » pour la côte Aquitaine et de l'aménagement de trente mille lits d'ici à 1980, les deux mille résidents du lotissement sauvage de Tausat ne manquent pas d'être étonnés. Mais maintenant l'administration, qui se prépare à envoyer les bulldozers, se retrouve face aux locataires, sans intermédiaire. Un face-à-face qu'elle avait toujours voulu éviter.

● **Rectificatif.** — Dans l'article sur l'expérience qu'est en train de tenter Pavie, en Italie, paru dans nos éditions datées 20 février-1<sup>er</sup> mars, une erreur a déformé le sens d'une phrase : il fallait lire « la loi prévoit 18 mètres carrés de « services » de quartiers par habitant », et non « 18 mètres carrés de « services » par quartier.

PIERRE CHERRUAIL.

## Sema - Sélection

### conseil en recrutement

Lille

Dans le cadre de son développement régional, SEMA (Méta-International) recherche, pour étoffer son équipe de Conseils en Recrutement, un Consultant ayant déjà une certaine pratique de l'insertion des cadres dans les entreprises. Conseil en ressources humaines au plus haut niveau, cette personne sera entièrement responsable d'interventions variées, pouvant prendre la forme d'assistance pour l'analyse de potentiel humain, le recrutement et la sélection de cadres, la mise en place de politiques de personnel, etc. Ce poste conviendrait soit à un psychologue consultant confirmé ayant une excellente connaissance de la vie des entreprises, soit à un diplômé Grandes Ecoles, sensibilisé aux problèmes de structures et de développement des équipes de Direction. Ce poste permet une collaboration étroite avec les ingénieurs du Groupe Sema (1800 personnes) et de larges possibilités de formation permanente. Un stage de plusieurs mois à Paris pourrait être envisagé. Au salaire, qui sera en rapport avec l'expérience présentée par le candidat, s'ajoute un intéressement substantiel. Pour ce poste, écrire personnellement à M. Lassar, Directeur de Sema-Sélection, qui vous assure de la plus grande discrétion.

### spécialiste fonction personnel

France

La Division Conseil en Direction et Gestion de SEMA (Méta-International) recherche, pour participer au développement de ses activités de conseil et de service dans le domaine des ressources humaines, un jeune cadre expérimenté dans la fonction personnel. Il aura plusieurs années de pratique de la gestion et de l'administration du personnel dans une grande entreprise, principalement au niveau cadres et employés, et sera intéressé par une activité de conseil impliquant d'excellentes aptitudes aux relations humaines et commerciales de haut niveau. Ce poste conviendrait à un cadre, 30 ans minimum, de formation supérieure (juridique, économique ou Grande Ecole). Pour ce poste, écrire à l'attention de M. Bérarich.

(Réf. 10083M)

### directeur de travaux

120.000 F

La filiale d'un Groupe important de la région parisienne, spécialisée dans le domaine de la construction et du bâtiment (C.A. 400 MF) recherche pour faire face au développement de ses activités dans les secteurs rénovation, reconstruction et constructions neuves, un jeune Directeur de Travaux. Il sera responsable de la gestion technique, administrative et financière de plusieurs chantiers et assurera, outre les contacts permanents avec les clients privés et publics, la conduite des productions préfabriquées par les services fonctionnels et la coordination des différents sous-traitants pour les travaux de second œuvre. Ce poste conviendrait à un ingénieur de chantier de forte personnalité, A.M., T.P. de préférence, 30 ans minimum, ayant déjà une bonne expérience de la conduite de travaux similaires. (réf. 10082M)

### directeur usine adjoint

Marseille

Un filiale alimentaire d'un Groupe multinational renforce ses structures à l'occasion du lancement d'un nouveau produit de grande diffusion à l'échelle européenne. Elle souhaite adjointe au Directeur de son usine marseillaise de confiserie (270 pers. en production) un ingénieur qui l'assistera globalement et prendra la charge directe d'une partie des fonctions. Il devra, dans quelques années, pouvoir assumer la totalité des responsabilités de direction. Il faut un ingénieur (Ind. Alim. ou chimie de préférence) ayant l'expérience de l'industrie alimentaire (fabrication et conditionnement) connaissant bien les problèmes d'approvisionnement, de planning, de gestion. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. Le salaire sera essentiellement lié à l'expérience et au potentiel de la personne choisie. L'importance du Groupe offre aux hommes qui émergent de belles occasions de promotion. (Réf. 2014M)

### responsable administration commerciale

Champagne

La filiale française (700 personnes) d'un groupe européen leader dans sa branche (habitat), recherche le responsable de son service administration commerciale (70 personnes). Sous l'autorité du Directeur Commercial, le titulaire sera chargé de la gestion des commandes, du service litige, du contrôle des agences régionales, de l'organisation de la documentation. Il sera en relation étroite avec la Direction Technique et les principaux départements de la Société. Il veillera à l'application de la politique commerciale. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, le candidat bénéficiera d'une expérience analogue, acquise dans une société industrielle, de moyenne importance. La rémunération sera fonction des qualifications et de l'expérience acquises. Résidence dans une ville à 130 km de Paris. (Réf. 4501M)

### ingénieurs débutants

55.000 F

Un Groupe pétrochimique international recherche pour son importante usine située en Normandie, de jeunes ingénieurs diplômés A.M., I.C.A.M., E.C.A.M. pour leur proposer des postes en maintenance, services techniques et exploitation. La connaissance de l'anglais est indispensable et les possibilités de carrière sont intéressantes. (Réf. 5727M)

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :



Immeuble Sema-Metra International  
16, rue Barbes - 92128 Montrouge  
Tél. 657.13.00 (120 lignes groupées)

### Région parisienne

#### Un « plan d'action » pour les immigrés de Saint-Quentin-en-Yvelines

M. Paul Dujoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, et M. Roland Chapé, président du syndicat communiste d'aménagement, viennent de signer une charte fixant un programme d'action de cinq ans pour les immigrés de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Cette charte est en fait la conclusion d'une action menée de longue date. Depuis la naissance de Saint-Quentin, les responsables de l'établissement public sont confrontés aux difficultés soulevées par l'arrivée massive de travailleurs immigrés : les chantiers de la ville nouvelle vont durer quinze ans et 25 % des ouvriers qui y travaillent sont des immigrés. A Saint-Quentin, 17 % des quinze mille habitants sont des étrangers, et pour moitié des Portugais ; beaucoup d'hommes seuls, de familles nombreuses.

Le syndicat communiste a pris plusieurs initiatives. L'association interentreprises, créée en 1973, a été chargée d'étudier les problèmes de logement : 10 % des H.L.M. sont aujourd'hui occupés par des travailleurs immigrés, trois cents lits leur sont réservés en foyer ; des terrains sont aménagés pour accueillir durant plusieurs années des caravanes et des bungalows : ils sont, en effet, équipés de constructions « durables » de salles de réunion, des réfectoires et des sanitaires. L'association culturelle de Saint-Quentin a, quant à elle, mis en

bateaux qui ont utilisé le canal de Suez au cours des dix derniers mois ont versé à l'Egypte 139,4 millions de dollars (227 millions de francs de taxes indigènes) — On le salue proche de l'administration du canal. Depuis que le canal a été rouvert, en juin 1975, sept mille neuf cent trente et un bateaux l'ont emprunté : soit une moyenne de trente par jour. Bien que les taxes aient été doublées, elles fournissent actuellement à l'Egypte, un revenu inférieur de moitié à ce qu'il était avant la fermeture du canal, en 1967.

place des cours de recyclage pour les enfants et organise régulièrement des fêtes portugaises. L'association d'action, qui porte sur les années 1975-1980, permettra de renforcer et de coordonner toutes ces actions. Le nombre des travailleurs des chantiers va en effet doubler dans les années à venir, passant de deux mille à quatre mille. 500 logements H.L.M. seront mis à la disposition des travailleurs des chantiers, un second terrain pour caravanes sera aménagé. Un programme d'alphabetisation, la formation d'une équipe de sept interprètes, sera en partie financée par les pouvoirs publics. Les actions de coopération en langue d'origine seront multipliées, ainsi que les cours de préparation à la vie professionnelle. Enfin, un certain nombre de locaux seront mis à la disposition des travailleurs immigrés ainsi qu'une maison de quartier.

Saint-Quentin-en-Yvelines — sera la seconde ville après Marseille à bénéficier de ces contrats pluri-annuels passés entre l'Etat et les collectivités locales.

M.-C. R.

### Circulation

● **LA CEINTURE EN GRANDE-BRETAGNE.** — La Chambre des communes a adopté le lundi 1<sup>er</sup> mars un projet de loi gouvernemental prévoyant l'obligation pour les automobilistes de boucler leur ceinture de sécurité sur les routes de Grande-Bretagne.







OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

### emplois internationaux

#### EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale en Algérie

#### SECTEUR TRAVAUX ROUTIERS ingénieurs

- G.C. directeur de gros chantiers REF. 2114
- Entretien Matériel T.P. REF. 2115
- Calculateur B.A. fondation et ouvrages REF. 2123
- Conception et calcul ouvrages B.A. et C.M. REF. 2129
- Exploitation de carrières REF. 2130
- Méthodes et prix de revient REF. 2131
- Etudes routières REF. 2132

#### techniciens supérieurs

- Exploitation de carrières REF. 2117
- Montage et entretien matériel carrières REF. 2116

#### conducteurs de travaux

- Terrassement et béton travaux routiers REF. 2118

Pour tous ces postes :  
Il est exigé : Une solide formation  
Une expérience minimum de 5 ans  
Il est offert : Une bonne rémunération  
Divers avantages sociaux  
Adresser : c.v. détaillé sous référence correspondante à :  
EXPANSIAL 6, rue Halévy 75009 Paris.

SES TUNISIENNE recherche  
— POUR UN  
département INFORMATIQUE  
INGÉNIEURS  
ANALYSTES  
PROGRAMMEURS

— POUR UN  
département GENIE CIVIL  
INGÉNIEURS travaux publics  
bâtiments, structures, pontons,  
RESIDENCE A TUNIS

Ecrire avec C.V. et prétentions  
Mme A. T. 31, bd Bonne-  
Nouvelle, Paris-20, qui transmet.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE  
FABRICATION ET VENTE  
DE PRODUITS CHIMIQUES  
POUR  
L'INDUSTRIE PETROLIERE

recherche  
pour son bureau  
de BRUXELLES

#### CADRE COMMERCIAL

POSTE :  
Le titulaire, à l'issue d'une  
période de formation com-  
plémentaire nécessaire à la  
connaissance de son pro-  
duit, sera appelé à promouvoir  
ses ventes en France  
avec possibilité de voir ses  
activités concrétisées à Paris  
dans les deux années.

PROFIL :  
Le candidat devra pouvoir  
justifier :  
— D'une connaissance approfondie de l'anglais ;  
— D'une formation technique (chimiste ou ingénieur) ;  
— D'une expérience de l'industrie française des hydrocarbures.  
Réponses à envoyer :  
ROSEL  
Regles Publicitaires  
31, rue Royale 112  
B-1000 BRUXELLES, qui transmet.

### emplois régionaux

#### MICHELIN

recherche dans le domaine  
CONTROLE ET ASSISTANCE TECHNIQUE  
A LA FABRICATION  
quelques jeunes  
INGÉNIEURS CHIMISTES

Après une période de formation à Clermont-Fd  
ils seront amenés à assurer d'importantes  
responsabilités au sein de différentes unités  
de production du groupe en France ou à l'étranger.

Sur le plan technique, ils auront à garantir la  
qualité des produits semi-finis ou finis par une  
action de contrôle et d'assistance technique  
à chaque stade de la fabrication.

Cette fonction exige, en plus de solides  
connaissances scientifiques sanctionnées par  
un diplôme d'ingénieur, de réelles qualités  
humaines : rigueur dans le jugement, esprit de  
décision, honnêteté intellectuelle, autorité et  
surtout capacité d'animer un groupe important  
de techniciens qualifiés.

Les possibilités d'évolution ultérieure sont  
nombreuses et fonction des aptitudes dont  
ils auront fait preuve, de leurs goûts et de  
leur personnalité.

Envoyer Curriculum Vitae à :  
MICHELIN - Service du Personnel - SP 33-5  
65040 CLERMONT-FD Cedex  
Discrétion assurée.

#### cadre de banque

Banque privée recherche pour son  
Siège Social situé dans le  
Midi de la France.

pour diriger le service des crédits  
et du secrétariat.

Ce poste exige :

- une bonne expérience bancaire ;
- de l'autorité ;
- un âge de 35 ans au moins.

Env. C.V. man. avec photo, sous réf. 3.800 M. à :  
O.C.B.F., 56, r. de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.

Importante Société de Bonneterie, située  
à LILLE, possède une excellente troupe  
de marionnettes et recherche

#### cadre commercial

spécialiste exportation  
chargé du développement  
des ventes à l'étranger

— Sous l'autorité du Directeur Com-  
mercial, il lui sera confié dans un premier  
temps les responsabilités de l'entretien  
des différents agents ou représentants,  
du contrôle et du développement du C.A.  
export, dans le cadre des marchés Alle-  
mand et Anglaises.

— A cet effet, minimum de 32 ans, posséder  
une solide formation (ESG par exemple)  
et/ou avoir acquis une expérience de la  
vente d'articles manufacturés textiles ou  
de l'exportation, le candidat devra avoir  
possédé les qualités de dynamisme et de  
rigueur nécessaires au bon accom-  
plissement des missions qui lui seront confiées.  
La parfaite connaissance de l'Allemand et  
l'Anglais est indispensable à la fonction.  
La résidence devra se situer dans la ré-  
gion Nord.

Env. C.V. photo et prétentions réf. 261M

Cabinet Jean Claude MAURICE  
Conseil en Gestion du Personnel  
42, rue Legendre 75017 PARIS

#### LE PORT AUTONOME DE ROUEN

recherche

#### UN INGÉNIEUR

chargé des études électriques et radio-électriques.

La titulaire du poste sera :

- le CONSEILLER des différents services  
exploitant des matériels électriques :  
— ENGINES DE MANUTENTION,  
— MATERIEL DE DÉCHARGE,  
— RESEAU RADAR.

Il aura la charge :  
— de concevoir et d'étudier les installations élec-  
triques et radio-électriques nouvelles ;  
— d'étudier l'amélioration et l'automatisation des  
installations existantes ;  
— l'assistance technique aux services utilisateurs  
ou l'exploitation et la maintenance des appareils.

LE CANDIDAT RECHERCHÉ  
est diplômé d'une Ecole Supérieure d'électricité  
et d'électronique.

- Il a de bonnes connaissances d'anglais et/ou  
d'allemand.
- Il possède une expérience de 3 à 5 ans dans  
le domaine de l'électricité, de l'électronique  
de puissance et de radio-transmission.

Le salaire de début ne sera pas inférieur  
à 55.000 francs par an.

Envoyer avec curriculum vitae détaillé au  
PORT AUTONOME DE ROUEN,  
Service du Personnel  
34, bd de Bois-Guilbert, 76037 ROUEN CEDEX.

#### PS Conseil

Importante société métallurgique, spécialisée dans  
les techniques d'élaboration et de mise au point de  
toutes et toutes pour des équipements à haute  
technologie, recherche un

#### INGÉNIEUR DE LABORATOIRE MÉTALLURGIE

Répondant au Directeur Général, il sera responsable  
des mises au point des procédés de traitement des  
alliages et des différents contrôles techniques de  
fabrication. Il suivra l'évolution des produits auprès  
de la clientèle et préparera le développement de  
nouveaux produits ou procédés. Ce poste convient  
à un ingénieur diplômé d'une grande Ecole (Alaise,  
Crest, etc.) ou d'université (D.E.A. Métallurgie) âgé  
d'au moins 27 ans et possédant une première  
expérience industrielle. Le poste est à pourvoir  
dans l'Est de la France.

Adresser C.V. sous réf. A/2393 M. à :  
PS CONSEIL  
8, rue Bellin - 75782 Paris Cedex 16  
Discrétion assurée

#### SFENA CHATELLEBAULT (85)

recherche un

#### ANALYSTE- ORGANIQUE

PROFIL SOUHAITÉ :  
• Formation I.U.T., E.T.S. informatique ou ni-  
veau équivalent.  
• Deux à trois ans d'expérience en gestion de  
production.  
• Maîtrise française exigée.

NOUS LUI OFFRONS :  
• Une situation stable au sein d'une entreprise  
en développement constant.  
• Un salaire et des avantages sociaux intéressants.

Envoyer C.V. et prétentions à J. ANDERAN -  
SOFRA, 80, rue de France, 75013 PARIS.

#### LE PDG D'UNE ENTREPRISE DE BATIMENT, TRAVAUX PUBLICS ET GENIE CIVIL

appartenant à un groupe important, cherche  
pour MULHOUSE, comme adjoint direct

#### un ingénieur, directeur de travaux

Il a autorité sur l'ensemble des chantiers ; est  
responsable des travaux et du contrôle de ges-  
tion ; participe aux études ; assure les rela-  
tions technico-commerciales avec les clients.  
C'est actuellement un ECP, TP, AM, de 30 ans  
minimum avec 4 ans d'expérience de chantiers  
dans une grande entreprise de bâtiment,  
travaux publics.

A moyen terme, s'il réussit bien, il prend en  
charge des responsabilités plus larges et peut  
accéder à la direction générale.

Ecrire à D. BARRÉ ss réf. 342 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON  
PARIS - LILLE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

#### Gillette France ANNECY

recherche pour renforcer son Département  
AUDIT opérationnel

#### auditeur interne

Formation HEC - ESSEC - ESC ou équivalent  
1 à 2 ans d'expérience dans fonction similaire.  
Bonne connaissance de l'anglais.

Résidence : ANNECY  
Le candidat pourra évoluer ultérieurement  
vers un poste de responsabilité dans  
les divers secteurs de l'entreprise.

Adresser lettre, C.V. et photo à la Direction  
du Personnel, GILLETTE FRANCE  
BP. 26 - 74010 ANNECY.

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIES CHIMIQUES et MATIÈRES PLASTIQUES

recherche  
pour Etablissements PROVINCE

#### INGÉNIEURS DÉBUTANTS

on quelques années d'expérience pour  
atelier fabrication procédés extrudés.

Formation souhaitée :  
GENIE CHIMIQUE, A. & M. I.D.N.

Envoyer curriculum vitae et photo à :  
ZAVAS CONTACT, 156, boulevard Marmont,  
75006 PARIS 6<sup>e</sup> arr. 20.182, qui transmettra.

Large international corporation has openings for tire  
rubber technologists with the following qualifications

#### GRADUATE OR POST GRADUATE DEGREES IN CHEMISTRY OR CHEMICAL ENGINEERING

Specialization in inorganic chemistry or rubber technology  
preferred.

Tire industry experience in research, development or  
manufacturing.

Speak and write English.

Agreeable to locate in Western Europe or the U.S.A.

Applicants write to:

FIDUCIAIRE GENERALE S.A.  
Attn. Dr. WIKI  
Bleicherweg, 22  
CH - 8022 ZURICH.

Application will be transmitted with prior agreement of  
candidate only.

#### OPÉRANT DANS LE DOMAINE DE LA DIRECTION ET L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'INDUSTRIE PETROLIERE ET PETROCHIMIQUE NOUS RECHERCHONS POUR L'AFRIQUE

- Ingénieurs Sécurité
- Ingénieurs du Froid Industriel
- Ingénieurs Civils
- Ingénieurs Mécaniciens
- Ingénieurs Télécommunications

Ayant au moins 10 ans d'expérience  
Commencez couramment l'anglais  
Veuillez envoyer curriculum vitae détaillé à :  
THE CLERMONT CORPORATION S.A.  
20, avenue Général-de-Gaulle, 1150 Bruxelles

Même prière les lecteurs répondent aux  
« ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir  
bien indiquer publiquement sur l'enveloppe le  
numéro de l'annonce les intéressés et de  
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de  
« Monde Publicité » ou d'une agence.

#### DAR AL-HANDASAH Consultants

(Bureau d'Etudes International)  
demande d'urgence pour sa branche du  
Caire

#### Jeunes URBANISTES Francophones

de préférence Architectes, ayant  
ou minimum 3 ans d'expérience.  
Les intéressés doivent adresser  
leur C.V. détaillé à :

DAR AL-HANDASAH consultants  
Shair and Partner (U.K.) Ltd.  
91, New Cavendish St-London W1 M7FS  
Grande-Bretagne.

Conditions intéressantes  
pour personnes dynamiques



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITALEUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,18

(chaque mercredi et chaque vendredi)

## emplois régionaux

Pour poste Direction d'un centre de Formation Professionnelle région lyonnaise (effectif 25 personnes) recherche :

**UN INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ**

Formation A.M. ou équivalente. Disponible immédiatement.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 885 à : IFIM, 48, rue Troyon, 69210 SEVERE.

CENTRE DE TRAITEMENT ÉLECTRONIQUE INTERCARRIÈRES SECURITE SOCIALE

recherche

**UN DIRECTEUR**

30 ans minimum. Formation supérieure (ingénieur ou diplômé universitaire en sciences), références antérieures de gestion d'un centre informatique agréé (5 ans minimum). Connaissances ordinaires en gestion (configuration, bandes et disques). Formation complémentaire Sécurité sociale sans assurance par la suite.

Salaires annuels brut de début : 85 000 F.

Lieu de travail : LILLE-EST.

Date de disponibilité souhaitée : 1<sup>er</sup> mai 1976.

Pour renseignements complémentaires, écrire d'urgence à M. le Président du Comité de Gestion du Centre, C.P.A.M. LILLE.

S.P. 3013 90024 LILLE CEDEX.

(Date limite de dépôt des candidatures 3 semaines à dater parution de cette annonce.)

IMPORTANT GROUPE D'EXPERTISE COMPTABLE

Offrant des services complets (Audit, Comptabilité, Fiscalité et Financière) recherche pour sa direction de

**TOULOUSE**

**UN (E) FISCALISTE**

connaissant bien le droit des Sociétés. Cadre supérieur avec expérience dans un Cabinet de Conseil Fiscal, Juridique. (Respective d'association).

Scr. à S.N.P.L. 10, rue de Montcau, 75008 PARIS.

Société à fort taux d'expansion, C.A. 25 millions, veut assurer la succession de son :

**directeur commercial**

- Il faut animer une force de vente nationale
- Coiffer l'Administration des Ventes
- Gérer la publicité et le budget commercial

Pour info. compl. écrire sous réf. 6152 A, à :

**ORES**

Groupe BOSSARD

11, Bd G. Guis, 44000 NANTES.

Société Immobilière (Bureaux à ROUEN)

Filiale d'un grand groupe recherche pour NORMANDIE

**INGÉNIEUR**

DEBUTANT OU CONFIRMÉ

A.M. - EXBOURGS

Pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en V.E.D.

Ad. C.V. détaillé, photo et prétentions manuscrites au n° 22.912, ROUEN-PRESSE

85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>), qui transmettra

Jns Société MARSEILLE rech. pour projet d'industrialisation offshore INGÉNIEUR 27 a. m. Angl. cour. Env. C.V. prêt. ROUEN PRESSE, n° 7 9428 M. 83 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

Sis ICOREM rech. immédiat. 1<sup>er</sup> prior. de trav. expériment. Bne conn. de l'O.S. occas. 1<sup>er</sup> post. experim. connaissant mat. I.E.A. - cour. O.S. Env. C.V. manuscrit et prêt. à Havas MARSEILLE 4433.

EXPERT COMPTABLE POITOU - CHARENTES offre (septembre 1976) responsabilités niveau direction à expert diplômé.

Expérience plusieurs années. Rémunération correspondante. Ecr. n° 2.115, Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9<sup>e</sup>.

BANQUE AFFAIRES LYON recherche

**ADJOINT SERV. ADMINISTR.**

Niv. D.E.C.S. expér. profession. Ecrire av. C.V. et prétentions à HAVAS LYON 2355.

Asses Calypso et la France offre situation stable et d'avenir dans un groupe important à :

**ATTACHES COLIAUX**

Possibilité d'atteindre rapidement salaire élevé si dynamisme et ambition. Secteurs : Région parisienne, Nord-Ouest et Normandie.

Société NORMANDE H.B.M., La Pont-de-Rouillard - 78201 Vermeil-sur-Seine — 77-50-56.

## offres d'emploi

STE DE PRESSE recherche pour pign

**JOURNALISTE**

TECHNICIEN dans l'ame. connaissant bien problèmes bureaux d'études

Tel. 280-01-73

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE offre très important poste

**D'INSPECTEUR**

**VI-GROUPE**

pour PARIS et la région NORD à personne ayant :

- Solides connaissances professionnelles
- Age minimum 30 ans.

Le réseau en place d'agents généraux et de courtiers d'une exceptionnelle qualité ont de ce poste une situation de premier plan.

L'inspecteur disposera d'un bureau avec secrétaire.

Transmettre C.V. et n° 44.383, CONTEXTE PUBLIS, 20, av. de l'Opéra, PARIS-2<sup>e</sup>.

IMPORTANT GROUPE PARISIEN EMPLOYANT 2.800 PERSONNES

recherche

**DIRECTEUR DU PERSONNEL**

connaissant parfaitement l'administration, le code du travail, les lois sociales et ayant l'expérience des relations sociales. IL SERA CHARGÉ DES SERVICES :

- Dale, administratif du personnel (embauche, licenciement), social, médical, de la sécurité des études, des salaires, qualification), format, profess.

QUALITÉS REQUISES : parfaite connaissance de son métier, allant de la sélection du candidat à l'entretien, à l'admission, à la candidature avec photo à n° 55.379 B, BLEU, 17, rue de Valenciennes, 45001 VINCENNES.

BANQUE SPÉCIALISÉE DANS L'IMMOBILIER recherche

**DEUX REDACTEURS**

**CONTENTIEUX**

- Députés des O.M.
- Licenciés en Droit
- Ayant du goût pour la procédure judiciaire et ses applications à l'immobilier.

Scr. C.V. photo et prêt. n° 1941 Publicité Rouen BLEU, 101, r. Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Importants

**Société d'Entreprise**

Filiale d'un des premiers GROUPES EUROPEENS recherche un

**Directeur chargé d'animer les Actions Commerciales**

des Responsabilités Opérationnelles (bénéficiant d'une gestion très centralisée) et susceptibles de prendre à terme d'importantes RESPONSABILITÉS DE GESTION.

Ce poste conviendrait à

**Ingénieur - ECP, A&M**

ou équivalent

35 ans minimum, pouvant justifier d'expériences d'animation commerciale et de gestion dans le secteur des Entreprises de Second Œuvre.

La rémunération sera liée à l'expérience et aux qualités individuelles.

Résidence PARIS. Nombreux déplacements, en général de courte durée.

Les dossiers de candidatures - sous R.E.M. 1134 - préciser sur l'enveloppe - sont traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Importants

**Société d'Entreprise**

Filiale d'un des premiers GROUPES EUROPEENS recherche un

**Directeur chargé d'animer les Actions Commerciales**

des Responsabilités Opérationnelles (bénéficiant d'une gestion très centralisée) et susceptibles de prendre à terme d'importantes RESPONSABILITÉS DE GESTION.

Ce poste conviendrait à

**Ingénieur - ECP, A&M**

ou équivalent

35 ans minimum, pouvant justifier d'expériences d'animation commerciale et de gestion dans le secteur des Entreprises de Second Œuvre.

La rémunération sera liée à l'expérience et aux qualités individuelles.

Résidence PARIS. Nombreux déplacements, en général de courte durée.

Les dossiers de candidatures - sous R.E.M. 1134 - préciser sur l'enveloppe - sont traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Produits d'entretien

Filiale d'un GROUPE TRES PUISSANT (N° 2 mondial dans sa spécialité principale) recherche pour PARIS

**JEUNE CHEF DE PRODUITS**

- FORMATION SUPÉRIEURE Grande Ecole ou Université
- EXPERIENCE 2/3 ans minimum Produits de grande consommation
- AMBITION JUSTIFIÉE Vocation à devenir à terme - si réellement capable - Directeur du Marketing

SC garantit une discrétion absolue

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo (net), ss réf. 3416 à

**sélection conseil**

6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

Produits d'entretien

Filiale d'un GROUPE TRES PUISSANT (N° 2 mondial dans sa spécialité principale) recherche pour PARIS

**JEUNE CHEF DE PRODUITS**

- FORMATION SUPÉRIEURE Grande Ecole ou Université
- EXPERIENCE 2/3 ans minimum Produits de grande consommation
- AMBITION JUSTIFIÉE Vocation à devenir à terme - si réellement capable - Directeur du Marketing

SC garantit une discrétion absolue

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo (net), ss réf. 3416 à

**sélection conseil**

6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

Produits d'entretien

Filiale d'un GROUPE TRES PUISSANT (N° 2 mondial dans sa spécialité principale) recherche pour PARIS

**JEUNE CHEF DE PRODUITS**

- FORMATION SUPÉRIEURE Grande Ecole ou Université
- EXPERIENCE 2/3 ans minimum Produits de grande consommation
- AMBITION JUSTIFIÉE Vocation à devenir à terme - si réellement capable - Directeur du Marketing

SC garantit une discrétion absolue

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo (net), ss réf. 3416 à

**sélection conseil**

6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

Produits d'entretien

Filiale d'un GROUPE TRES PUISSANT (N° 2 mondial dans sa spécialité principale) recherche pour PARIS

**JEUNE CHEF DE PRODUITS**

- FORMATION SUPÉRIEURE Grande Ecole ou Université
- EXPERIENCE 2/3 ans minimum Produits de grande consommation
- AMBITION JUSTIFIÉE Vocation à devenir à terme - si réellement capable - Directeur du Marketing

SC garantit une discrétion absolue

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo (net), ss réf. 3416 à

**sélection conseil**

6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

Produits d'entretien

Filiale d'un GROUPE TRES PUISSANT (N° 2 mondial dans sa spécialité principale) recherche pour PARIS

**JEUNE CHEF DE PRODUITS**

- FORMATION SUPÉRIEURE Grande Ecole ou Université
- EXPERIENCE 2/3 ans minimum Produits de grande consommation
- AMBITION JUSTIFIÉE Vocation à devenir à terme - si réellement capable - Directeur du Marketing

SC garantit une discrétion absolue

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo (net), ss réf. 3416 à

**sélection conseil**

6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

## offres d'emploi

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS Paris, proche banlieue Nord - recherche

**INGÉNIEUR SERVICE LICENCES**

ATTACHÉ A DIRECTION ÉTRANGER

Situation d'avenir pour candidat ayant 5 à 10 ans d'expérience en propriété industrielle (secteur mécanique) capable assure DANS LE MONDE ENTIER, NÉGOCIATIONS ET GESTION DE CONTRATS DE LICENCES.

Excellente anglais, lu, écrit, parlé, indispensible.

Ecrire sous référence 88 384 C&L.

DORR OLIVER PARIS

MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT POUR INDUSTRIES RECHERCHE

**INGÉNIEUR DE VENTES**

Ce poste peut convenir à INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU formation équivalente, 35 ans minimum, ayant acquis

**SOLIDE EXPÉRIENCE VENTE DE MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT PRÉS INDUSTRIES VARIÉES (PAPIER - CHIMIE - MÉTALLURGIE) ANGLAIS INDISPENSABLE.**

Situation intéressante et avenir dans firme en développement.

Ecrire sous référence 37 377 AM.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS RATTACHÉ A UN GROUPE INTERNATIONAL - PARIS BANLIEUE IMMÉDIATE NORD-EST - RECHERCHE

**INGÉNIEUR EN ORGANISATION**

Ce poste peut convenir à un candidat ECP - AM - ENGI, détenant ou un à deux ans d'expérience fabrication (si possible dans l'industrie mécanique) et "démontre" d'importantes réalisations : permettrait de développer rapidement les fonctions d'organisateur et d'accroître éventuellement à des responsabilités de chef de projet.

SITUATION INTÉRESSANTE PERMETTANT UNE ÉVOLUTION ULTÉRIEURE DE CARRIÈRE APRÈS QUELQUES ANNÉES D'ORGANISATION AU SEIN D'UNE FIRME PRATIQUANT MÉTHODES MODERNES DE GESTION.

Connaissances de l'anglais nécessaires.

Ecrire sous référence KU 378 AM.

POSTE IMPLIQUANT DYNAMISME, INITIATIVE, ORGANISATION, POUVANT CONVENIR à un candidat ayant 5 à 10 ans d'expérience industrielle acquise de préférence en industrie lourde (chimie, verrerie, céramique, sidérurgie, papeterie, etc.), capable animer un effectif d'une centaine de personnes et de participer pleinement à l'efficacité et au développement de la production.

Scr. C.V. photo et prêt. n° 1941 Publicité Rouen BLEU, 101, r. Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Importants

**Société d'Entreprise**

Filiale d'un des premiers GROUPES EUROPEENS recherche un

**Directeur chargé d'animer les Actions Commerciales**

des Responsabilités Opérationnelles (bénéficiant d'une gestion très centralisée) et susceptibles de prendre à terme d'importantes RESPONSABILITÉS DE GESTION.

Ce poste conviendrait à

**Ingénieur - ECP, A&M**

ou équivalent

35 ans minimum, pouvant justifier d'expériences d'animation commerciale et de gestion dans le secteur des Entreprises de Second Œuvre.

La rémunération sera liée à l'expérience et aux qualités individuelles.

Résidence PARIS. Nombreux déplacements, en général de courte durée.

Les dossiers de candidatures - sous R.E.M. 1134 - préciser sur l'enveloppe - sont traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

GROUPE S.G.F.

CHAPPEE - JACOB - DELAFON

recherche :

• pour son usine de SOISSONS (52)

**UN CHEF DE FONDERIE**

Formation S.G.F. - Ingénieur E.C.P. ou équivalent - Age minimum : 30 ans.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée en fonderie ou sidérurgie dont quelques années au Bureau des Méthodes.

• Pour ses Usines d'OUTREAU (57), BELVOTTE (52) et SARGOSSE en Espagne.

**DES INGÉNIEURS DE FABRICATION CÉRAMISTES**

Diplômés de l'E.N.S.C.I.

Quelques années d'expérience souhaitées.

Ad. C.V. et prêt. à S.G.F. - services du Personnel, 4, place d'Alsace - PARIS (16<sup>e</sup>).

ADMINISTRATION TECHNIQUE PARIS recherche

**Cadre Comptable (CONFIRMÉ)**

Pour participer au développement de son système comptable.

Ce poste peut convenir à un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, HECJF maîtrise de gestion), ayant acquis une expérience professionnelle de quelques années en organisation comptable.

Adresser C.V. détaillé manuscrit photo et prétentions sous réf. 6049 à L. T. P. 31 Bld. Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui tr.

Société ÉLECTRONIQUE banlieue Sud-Est recherche

**INGÉNIEUR Grandes Ecoles**

CONFIRMÉ dans les Techniques du vide, pour diriger un groupe d'installateurs et techniciens, orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques.

Ad. C.V. prêt. et photo, sous la n° 45.002 à : CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-2<sup>e</sup>, qui tr.

Société ÉLECTRONIQUE banlieue Sud-Est recherche

**INGÉNIEUR Grandes Ecoles**

CONFIRMÉ dans les Techniques du vide, pour diriger un groupe d'installateurs et techniciens, orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques.

Ad. C.V. prêt. et photo, sous la n° 45.002 à : CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-2<sup>e</sup>, qui tr.

Société ÉLECTRONIQUE banlieue Sud-Est recherche

**INGÉNIEUR Grandes Ecoles**

CONFIRMÉ dans les Techniques du vide, pour diriger un groupe d'installateurs et techniciens, orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques.

Ad. C.V. prêt. et photo, sous la n° 45.002 à : CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-2<sup>e</sup>, qui tr.

## offres d'emploi

LABORATOIRE PHARMACOLOGIQUE PARIS (75014) recherche :

**CONSEILLER**

Expér. informatique, comptabil. achats, Export d'équip. dynamique.

**AIDE-CONSEILLER**

Exp. 1942 CONTEXTE PUBLIS, 20, av. Opéra, Paris-2<sup>e</sup>.

FIRME INTERNATIONALE PARIS recherche

pour son service informatique équipe d'un important système IBM 370

des

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

Les candidats devront justifier :

- de leur connaissance des ordinateurs 370 sous JCL
- de 3 à 5 années de pratique de la programmation COBOL
- d'une bonne expérience de l'ANALYSE ORGANIQUE et des profils de gestion administrative et industrielle

Ecrire à M. ROGER, 7, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS, qui transmettra.

Importants Société 1<sup>re</sup> Art recherche

**PROGRAMMEUR**

E.C.P. - AM - ENGI, expérimenté : 2 ans de pratique minimum Assemblage et / ou COBOL.

Ecrire à n° 169 PUBLICITÉS REUNIS, 115, boulevard Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

Constructeur Biens d'Équipement Paris-Ouest

**CHEF COMPTABLE**

35 ans minimum D.E.C.S. 5 ans direction comptabilité générale et analytique. Formation fiscale et juridique nécessaire pour assurer la responsabilité des services administratifs de 3 sociétés, occupant 60 personnes. 0,70 à 1,10 % indépendance esprit de création et d'innovation.

Ecrire avec C.V. et prétentions n° 4497 CONTEXTE PUBLIS, 20, av. Opéra, Paris-2<sup>e</sup>, c. 2.

Poursuivant son expansion, une Banque spécialisée dans le Crédit à la Consommation recherche pour Paris et importantes villes de province

**jeunes diplômés**

de formation commerciale supérieure.

Mission : Une fois leur formation technique assurée, ils feront leurs preuves dans l'une ou l'autre activité de la société, dans la perspective d'accéder ultérieurement à des postes de responsabilité dans le réseau d'agences.

Profil : Sorti du contact et de la vente. Sens de l'organisation et de l'animation d'équipe. Désir de se créer une situation d'avenir dans un groupe important.

Rémunération : élevée en fonction de l'âge et de l'expérience.

Adresser C.V. + photo sous réf. 58522 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

Poursuivant son expansion, une Banque spécialisée dans le Crédit à la Consommation recherche pour Paris et importantes villes de province

**jeunes diplômés**

de formation commerciale supérieure.

Mission : Une fois leur formation technique assurée, ils feront leurs preuves dans l'une ou l'autre activité de la société, dans la perspective d'accéder ultérieurement à des postes de responsabilité dans le réseau d'agences.

Profil : Sorti du contact et de la vente. Sens de l'organisation et de l'animation d'équipe. Désir de se créer une situation d'avenir dans un groupe important.

Rémunération : élevée en fonction de l'âge et de l'expérience.

Adresser C.V. + photo sous réf. 58522 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

Poursuivant son expansion, une Banque spécialisée dans le Crédit à la Consommation recherche pour Paris et importantes villes de province

**jeunes diplômés**

de formation commerciale supérieure.

Mission : Une fois leur formation technique assurée, ils feront leurs preuves dans l'une ou l'autre activité de la société, dans la perspective d'accéder ultérieurement à des postes de responsabilité dans le réseau d'agences.

Profil : Sorti du contact et de la vente. Sens de l'organisation et de l'animation d'équipe. Désir de se créer une situation d'avenir dans un groupe important.

Rémunération : élevée en fonction de l'âge et de l'expérience.

Adresser C.V. + photo sous réf. 58522 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

Poursuivant son expansion, une Banque spécialisée dans le Crédit à la Consommation recherche pour Paris et importantes villes de province

**jeunes diplômés**

de formation commerciale supérieure.

Mission : Une fois leur formation technique assurée, ils feront leurs preuves dans l'une ou l'autre activité de la société, dans la perspective d'accéder ultérieurement à des postes de responsabilité dans le réseau d'agences.

Profil : Sorti du contact et de la vente. Sens de l'organisation et de l'animation d'équipe. Désir de se créer une situation d'avenir dans un groupe important.

Rémunération : élevée en fonction de l'âge et de l'expérience.

Adresser C.V. + photo sous réf. 58522 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

Poursuivant son expansion, une Banque spécialisée dans le Crédit à la Consommation recherche pour Paris et importantes villes de province

**jeunes diplômés**

de formation commerciale supérieure.

Mission : Une fois leur formation technique assurée, ils feront leurs preuves dans l'une ou l'autre activité de la société, dans la perspective d'accéder ultérieurement à des postes de responsabilité dans le réseau d'agences.

Profil : Sorti du contact et de la vente. Sens de l'organisation et de l'animation d'équipe. Désir de se créer une situation d'avenir dans un groupe important.

Rémunération : élevée en fonction de l'âge et de l'expérience.

Adresser C.V. + photo sous réf. 58522 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

Poursuivant son expansion, une Banque spécialisée dans le Crédit à la Consommation recherche pour Paris et importantes villes de province

**jeunes diplômés**

de formation commerciale supérieure.

Mission : Une fois leur formation technique assurée, ils feront leurs preuves dans l'une ou l'autre activité de la société, dans la perspective d'accéder ultérieurement à des postes de responsabilité dans le réseau d'agences.

Profil : Sorti du contact et de la vente. Sens de l'organisation et de l'animation d'équipe. Désir de se créer une situation d'avenir dans un groupe important.

Rémunération : élevée en fonction de l'âge et de l'expérience.

Adresser C.V. + photo sous réf. 58522 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

صلى الله عليه وسلم



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi Placards encadrés	38,00	44,37
minimum 15 lignes de hauteur	8,00	9,18
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,98

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante société distributeur des biens d'équipements industriels, recherche

### ingénieur technico-commercial

qui sera chargé de diffuser des machines-outils à commande numérique.

Cette activité implique une prospection d'une clientèle directe et indirecte sur la moitié de la France et des études de production.

Le candidat retenu devra être

un négociateur

capable en outre de former du personnel à la technique de fonctionnement des machines vendues.

La connaissance de la langue anglaise est exigée et la pratique de l'allemand si possible.

Il est souhaité une expérience acquise plus particulièrement dans le domaine de la programmation des machines à commande numérique.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 10.191

156, bd Haussmann

plein emploi

75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES de réputation internationale recherche

POUR SA DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES - PARIS

### responsable de la gestion du personnel détaché à l'étranger

MISSION :  
- Définir la réglementation des détachements à l'étranger, élaborer les contrats et en contrôler l'application.  
- Assister le personnel et la famille au moment de l'insertion dans le nouveau milieu et pendant la durée du détachement.  
- Préparer la réintégration du détaché à l'issue de sa mission.

PROFIL :  
- Expérience acquise au sein d'une direction du personnel.  
- Age minimum 35 ans.  
- Anglais parlé indispensable - espagnol ou arabe en plus souhaité.  
Mission de courtes durées dans la plupart des pays du monde.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le No 44.825 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. 1.

IMPORTANTE MAISON D'ÉDITION recherche pour son service GESTION DES STOCKS

UN JEUNE RESPONSABLE ayant quelques années d'expérience dans une fonction analogue pour des PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION.

IL SERA CHARGÉ :  
- de la surveillance des stocks ;  
- du réapprovisionnement ;  
- des tableaux de bord.

Une formation de niveau : B.T.S. GESTION DISTRIBUTION serait appréciée.

Lieu de travail : proche Banlieue Sud.

Envoyer C.V. et photo sous référence 833 à

LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE

75002 PARIS, qui transmettra.

Très importante entreprise française recherche pour ses services opérationnels d'EXPLOITATION à PARIS et en PROVINCE

### Ingénieurs débutants GRANDES ÉCOLES

(Centrale - Mines - ESE - ECL - INPG - ENSCM - IM - A et M) de formation générale électriciens et électrotechniciens

Outre les capacités techniques adaptables au concret, il sera demandé une musculature intellectuelle que de personnalité, doublée d'un excellent dynamisme, de polyvalence, du sens des contacts, du commandement et du travail en équipe.  
Pour candidats de valeur répondant à ces critères, il sera offert des possibilités d'évolution de carrière intéressantes et diversifiées au plan national.

Adr. lettre max. CV et photo 33 réf. M. 7293 à

LEPA - RECRUTEMENT

94, rue Saint-Lazare 75003 Paris

### MINI-INFORMATIQUE

VOUS NE SONGEZ PAS À CHANGER D'EMPLOI En effet, vous êtes

### ingénieur commercial confirmé

Vendant depuis plusieurs années du matériel informatique pour une Société de professionnels, solide, réputée. Vous avez rencontré le succès dans un environnement de qualité.

Et pourtant...

DATA GENERAL, créateur des ordinateurs NOVA et ECLIPSE vous offre d'examiner les possibilités exceptionnelles offertes par le développement de sa filiale française. Nous sommes un des leaders de la mini-informatique avec plus de 20.000 installations dans le monde.

Considérez par les experts comme une combinaison unique dans notre industrie: croissance rapide, gestion rigoureuse, absence de dettes.

POUR CONTINUER, NOUS AVONS BESOIN DE VOUS Jean Claude DHRGET, notre Directeur Commercial répondra sous huit jours à toutes les candidatures accompagnées d'un résumé de carrière. Il vous fera parvenir en même temps une documentation sur notre Société et sur le poste à pourvoir.

La pratique de l'anglais courant de la profession est indispensable en raison des stages de formation aux États-Unis et en Europe.

Data General FRANCE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

### LABORATOIRE LACHARTRE

(Hégar-Vicks-Clearasil-Oil of Olaz)

### recherche un CHEF DE PRODUIT

formation supérieure, 1 à 2 ans d'expérience en marketing et produits de grande consommation, Anglais courant.

téléphoner à Madame M. RYOR

au 524.35.38.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE

GRANDE BANLIEUE NORD PARIS

recherche pour le calcul dynamique des structures

UN INGÉNIEUR

Grande école ou équivalent

Possédant une bonne expérience de la méthode des éléments finis ainsi que de ses applications.

Anglais indispensable.

Adr. C.V., photo et prét. n° 43.321

CONTEXTE PUBLICITE

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

### insep

(Institut supérieur d'éducation permanente)

élargissant son équipe

recherche

### COORDINATEURS D'AFFAIRES

- diplômés (des) de l'enseignement supérieur ;  
- sérieux expérience professionnelle en entreprises.

MISSION : diagnostic, élaboration, négociation, coordination de projets complexes de formation en entreprises.

Les candidatures seront étudiées avec le plus grand soin et dans les meilleurs délais par l'INSEP.

INSEP : 4, av. de l'Opéra - 75001 Paris.

Cabinet de Conseils Juridiques

recrute

### conseil juridique

Spécialité : Droit Social

Statut salarial

Lieu d'activité : PARIS

Envoyer C.V. et prétentions

Services LAMY - Mme BROU - 155 bis, rue Legendre

75017 PARIS.

### L.M.T. SIMULATEURS

recherche pour remplacer ses équipes SOFTWARE

### JEUNES INGÉNIEURS INFORMATIENS

Il sera responsable de :

- l'analyse de systèmes en temps réel ;

- la programmation de ces systèmes sur calculateurs 3<sup>e</sup> génération.

Compétences MITRA 15 appréciées.

Adresser C.V. et rémunération souhaitée sous référence 87201

au Service de Personnel - B.P. 42 -

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

75110 TOYNA

### SOCIÉTÉ FRANÇAISE ÉTUDES ET RÉALISATIONS D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche pour important chantier métropole,

ingénieur de

sécurité très qualifié

ayant au moins 10 ans d'expérience dans cette fonction.

Envoyer C.V., photo, prétentions

à référence 5138 à P. LICHOU S.A.

10, rue de Louvois - 75003 Paris

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

cédex 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ recherche

CADRE DÉBUTANT

1 ou 2 années d'expérience

H.E.C. - ES.S.E.C.

ou équivalent.

Profil et poste :

- Initiative

- Contact humain

- Création d'une S.C.I.

Ecrite : P.M. FERREAU

U.C.A.O. - B.P. 42

69002 - OULLIN

ASSUREUR CONSEIL

recherche

COLLABORATEUR

Libre représentant pour

assurance « TRANSPORTS ».

Bonnes connaissances techniques

et sold contact avec clientèle.

Ecrite avec C.V. à n° 45.038.

ConTEXTE Publicité

20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

Chef cuisinier pour restaurant

entreprenant 1500 couverts, référ.

écrites. Adresser dem. et référ.

concernant l'établissement

SNICMA HISPANO,

82, rue Faidherbe - 92200

BOIS-COLOMBES. Tél. 701-50-85.

### NÉGOCIATEUR PÉTROLE

LA SOCIÉTÉ

Opère dans le monde entier, y compris la France. Nous sommes spécialistes depuis 42 ans dans le contrôle des dépenses d'énergie.

LE JOB

Aider nos clients à négocier dans des termes favorables leurs accords avec les fournisseurs de carburant, en tenant compte de tous les facteurs techniques, commerciaux et relatifs à la fourniture. Le poste est basé à Paris, avec un stage de formation à nos bureaux de Londres (notre nouveau bureau parisien est situé dans la tour Italia à la Défense).

LE CANDIDAT

Nous recherchons un homme parlant couramment l'anglais et ayant une large expérience de la distribution et des négociations dans le domaine pétrolier. Antécédents d'ingénieur apprécié, mais non essentiels. Nous préférons des contacts à un haut niveau avec les grandes sociétés pétrolières.

LA RÉMUNÉRATION

Salaires plus avantageux sociaux intéressants, et la possibilité d'utiliser vos connaissances et votre expérience dans un domaine passionnant et d'importance majeure avec une société dynamique en pleine expansion.

Veuillez nous soumettre en toute confiance votre C.V. en anglais avec le salaire demandé à R. A. Wessler, National Utility Service Inc. (UK) Ltd.

Carolyn House, Croydon, CB2 3LX.



offres d'emploi

# CONSTRUCTEUR D'EQUIPEMENTS TP ET BATIMENT recherche un **INSPECTEUR CONCESSIONNAIRES**

Base Paris.  
Fonction : promouvoir, amener, gérer, contrôler  
les ventes auprès des concessionnaires et  
revendeurs sélectionnés en France (12).  
Déplacements : 80% du temps.  
Il faut être un professionnel de la Vente  
confirme.  
Adresser CV détaillé et photo à :  
**ORIGES CONSEIL**  
12, bd. Jean Mermoz,  
92200 Neuilly.

## Auriez-vous la capacité de tenir une Galerie d'Art ?

Recherchons conseiller(s) artistiques et commer-  
ciales (ou) très intéressés par l'art et le commerce.  
DALL, LÉONOR VINI, BELLISSIMA.  
Tél. pr. rendez-vous : A. V. 20, r. Molitor, 75016 Paris.  
538-62-90.

## POUR SON DÉPARTEMENT NUCLÉAIRE AUXITROL à COURBEVOIE

recherche  
**un ingénieur ou  
technicien assimilé**  
Formation électro-mécanique.  
Expérience Bureau d'études pour  
développement et exploitation  
technique d'appareils nouveaux.  
5 ans d'expérience minimum.  
Adresser CV et photographies à :  
Service du Personnel  
187 bd Saint-Denis 92400 COURBEVOIE

## JAPY-FRANCE recherche **RESPONSABLE GESTION SERVICE DU PERSONNEL**

Connaissances :  
— Législation du travail ;  
— Conventions collectives métallurgie ;  
— Paies ;  
— Causés de retraite ;  
— Expérience d'au moins 10 ans minimum  
dans une fonction similaire.  
Ecrire avec C.V. photo et références à :  
JAPY-FRANCE - Direction administrative,  
Mlle H. Bousquet - 83, boulevard de Port-Royal  
75016 - PARIS CEDEX 13.

## informatique jeune diplômé X, ECP, Mines, HEC...

Une importante société pétrolière recherche pour  
sa Direction Informatique un jeune diplômé X,  
ECP, Mines, HEC, possédant une première  
expérience en informatique de gestion ainsi  
que la connaissance et la pratique du cobol.  
Sans l'autorité du Chef de Service, il sera chargé  
de la conception, de l'analyse et du suivi de la  
réalisation de projets en informatique de gestion.  
Le matériel utilisé est en IBM 138 sous OS/VS1.  
Envoyer C.V., photo et références sous réf.  
319034 à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

## — ANALYSTES Un important groupe de **RETRAITE ET PRÉVOYANCE** (2.000 personnes)

— Un service  
**ORGANISATION ET INFORMATIQUE**  
qui s'agrandit en fonction des chantiers en  
cours et des projets à venir. Nous proposons  
de la aide à développer de nouvelles appli-  
cations au sein d'une équipe jeune pourvue  
de moyens modernes (270-138 - Réseau télé-  
matique national).  
Formation supérieure exigée.  
Env. lettre man. C.V., photo, et le n° 44.261 à :  
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche pour sa division **SYSTÈMES D'ANALYSEURS**

**INGÉNIEURS**  
SPECIALISTES EN ANALYSES INDUSTRIELLES  
EN CONTINU (ou) SÉRIEN (Analyseurs)  
pr. études et réalisations de systèmes d'analyseurs.  
Connaissances de l'instrumentation générale néces-  
saire. Expérience professionnelle 5 ans minimum.  
Anglais courant indispensable.  
Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 216 à SWERTS,  
B.P. 269, 75421 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

offres d'emploi

## directeur d'agence

Nous sommes un groupe de sociétés de services  
spécialisées dans l'industrie pharmaceutique. Le  
développement de nos activités nous amène à  
créer une nouvelle cellule.  
Nous recherchons un homme ayant une mentalité  
de Chef d'Entreprise, capable de développer une  
clientèle, de concevoir des plans de campagne, de  
gérer des budgets. Il disposera de l'infrastructure  
du groupe.  
Pour réussir, le candidat doit joindre à des qualités  
d'homme d'action une solide expérience marke-  
ting acquise dans un laboratoire pharmaceutique.  
Envoyer C.V., photo récente et rémunération  
actuelle sous la référence 1007/M (à mentionner  
sur l'enveloppe).  
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
7, rue Danton 75263 PARIS cedex 05

## HEC, ESCP, ESSEC Vous pouvez faire de votre diplôme le tremplin d'une carrière.

MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET, filiale de l'un  
des plus importants laboratoires pharmaceutiques  
mondiaux, est en recherche de candidats de qualité,  
tant au niveau des produits que des hommes.  
La division Afrique, basée à Paris, se propose  
d'intégrer un :  
**jeune diplômé**  
auquel elle confiera un rôle opérationnel d'analyse  
statistique et de contrôle financier des ventes  
et des dépenses.  
La personnalité et le potentiel hors du commun  
du candidat choisis, lui permettront d'effectuer une  
évolution professionnelle rapide. Bien sûr, il parle  
et écrit couramment l'anglais.  
**MSD**  
MERCK  
SHARP &  
DOHME  
Adresser un C.V. détaillé avec photo  
aux Laboratoires  
MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET,  
Direction des Relations Humaines,  
3 Avenue Hoche, 75008 Paris.

## 3M

recherche  
Pour son SERVICE ACHATS M.P.

**JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE**  
Ayant un à deux ans d'expérience fabrication ou  
contrôle qualité (plastiques - résines - caout-  
chouc - papier - fibres - films, etc.).  
Connaissances chimiques indispensables.  
Lieu de travail : Siège Social à CERGY-PONTOISE  
après période formation à PARIS.  
Adresser curriculum vitae et photo à : Service O.P.,  
135, bd Sévigné, 75019 PARIS, sous la réf. 2/3.

## AUDIT INTERNE

Un très important groupe industriel international souhaite renforcer  
sa Direction centrale d'AUDIT avec un SENIOR de fort calibre.  
Missions :  
— audit interne ;  
— mise en œuvre d'une équipe d'auditeurs internes.  
L'homme :  
— de 32 ans maximum, de formation supérieure,  
— 3 ans minimum de l'expérience de l'audit  
(interne ou externe) et de la gestion en entreprise  
industrielle.  
La rémunération sera à la hauteur de ces exigences.  
Les perspectives d'évolution vers des postes opérationnels sont  
importantes.  
Envoyer C.V. avec lettre transmise sous réf. NEM à  
5, rue Vigue, 75008 PARIS



Nous assurons des prestations de services (dont la  
location) en matière de véhicules industriels rou-  
liers (1.500 véhicules).  
Nous recherchons

## UN JEUNE COLLABORATEUR

25 ans minimum, Bac, ayant goût de la vie active,  
quelques années d'expérience, qui souhaite faire  
carrière dans l'exploitation et la gestion de parc  
de véhicules par acquisition de responsabilités  
progressives.  
Ecr. av. C.V. manusc. et photo, sous réf. 6.749  
à P. LICHARD S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS,  
CEDEX 05, qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS RECHERCHE pour son Service Social

**CADRE  
COMPTABLE**  
confirmé  
pour le Service  
— Assistance comptable  
— Audit aux Agences  
France et l'étranger.  
Une bonne formation  
(DECS, ESC ou  
équivalent) de base  
et une pratique approfondie des  
techniques comptables de l'information et de l'analyse  
sont nécessaires.  
Ce poste peut déboucher  
sur une carrière d'encadrement.  
Lieu de travail :  
LA DÉFENSE  
Envoyer C.V. sous réf. 3.154,  
L.T.P., 31, boulevard de la République,  
75012 PARIS CEDEX 02.  
Pour création Revue Théâtrale,  
recherches CRITIQUE,  
même début. Tél. 02-40-00.  
PROMOTIC - 133, boulevard de  
Marmont, PARIS 16<sup>e</sup>, rech.  
COLLABORATRICES (FRANCS)  
IMMOBILIER - Compétences  
conditions très intéressantes.  
Prendre rendez-vous 32-12-76.

offres d'emploi

## COOPERS & LYBRAND recherche

**COMPTABLE  
CONFIRME**  
pour assurer l'encadrement  
d'un petit groupe  
de comptables.  
Bonne présentation exigée.  
Position cadre  
de niveau B.T.L., le candidat  
devra avoir :  
— Plus de 5 ans d'expérience ;  
— Connaissance des problèmes  
fiscaux et juridiques ;  
— Pratique de l'anglais écrit  
et parlé.  
Adresser C.V. manuscrit détaillé,  
photo et références à :  
M. COOPERS & LYBRAND  
40, rue La Boétie  
75008 - PARIS.

## CENTRALE D'ACHATS recherche **LE RESPONSABLE DU SERVICE RECOURS CLIENTS**

Poste cadre.  
Expérience d'au moins 5 ans  
dans le cadre de services  
clients.  
Qualités demandées : méthode,  
rigueur, sens des responsabilités.  
Poste polyvalent :  
Adresser C.V. photo et réf. à :  
BAGMI, Service des Personnes,  
25, r. d'Amsterdam, 75008 Paris.  
Dernière lettre : 30/03/76.  
Agence de Publicité  
recherche expérimenté responsable  
pour son studio.  
Expérience immobilière  
sociale. Libre résidentiel et  
possible.  
Ecr. avec C.V. et photographies  
à : GEORGES BARTO, CONSEIL  
22, rue d'Amiens, 75008 PARIS.

## DESSINATEURS DESSINATRICES

en schémas électriques  
et électroniques.  
Exécution et petites études.  
**POUR MALAKOFF**  
Ecrire un manuscrit détaillé sur l'en-  
veloppement de la référence 447 à :  
ORGANISATION et PUBLICITE  
2, r. Marceau, 75001 Paris, qui tr.

## L'ECOLE POLYTECHNIQUE recherche

des candidats pour les futures  
installations audiovisuelles de  
Paris.  
— UN INGENIEUR ayant de  
bonnes connaissances en tech-  
nique audiovisuelle ;  
— UN CADRE expérimenté  
ayant utilisé des caméras  
professionnelles ;  
— UN CADRE expérimenté  
ayant utilisé des caméras  
professionnelles.  
Env. C.V. à Lactamine, Ecole  
Polytechnique, 17, rue Descartes,  
75230 PARIS CEDEX 05.

## ASNIÈRES

### COMPTABLE

expérimenté (de) pour compta-  
bilité générale y compris bilan.  
Libre de suite.  
Vacances en août assurées.  
Tél. pr. rendez-vous : 723-20-00.  
**RECHERCHES TRADUCTEURS  
INDEPENDANTS**, langue maternelle  
espagnole, écrit, avec C.V.  
REGIE-PRESSE n° 1 44.261 A,  
35 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

## CANETTI

### NEUILLY-SUR-SEINE

Sté en constante expansion dans  
la branche Comptabilité électro-  
nique et électroinformatique.  
recherche  
**INGENIEUR  
COMMERCIAL  
EXPORTATION**  
Délégué du Directeur Général.  
Il devra :  
— Prospecter et développer les  
ventes à l'étranger et pour une  
gamme d'équipements dans les pays  
de l'Est.  
Ce poste convient :  
— à un cadre, 28 ans minimum,  
diplômé Ecole d'ingénieurs,  
spécialité électronique ;  
— Très bon vendeur, ayant une  
expérience confirmée de plu-  
sieurs années de ce domaine.  
Anglais courant, connaissances  
généralistes de la Russie appréci-  
ées. Sal. inf. en accord av. expit.  
C.V. détaillé, réf. 021, photo  
(rect.) adresser à :  
J.-E. CANETTI,  
7, rue de la Chapelle, 75010  
NEUILLY-SUR-SEINE

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour ses services financiers

### 1°) UN COMPTABLE

expérimenté (de) pour compta-  
bilité générale y compris bilan.  
Libre de suite.  
Vacances en août assurées.  
Tél. pr. rendez-vous : 723-20-00.  
Ecrire un manuscrit détaillé sur l'en-  
veloppement de la référence 447 à :  
ORGANISATION et PUBLICITE  
2, r. Marceau, 75001 Paris, qui tr.

### 2°) UN SECRÉTAIRE DE DIRECTION

30 ans minimum, Libre de suite.  
SDB, Tickets restaurant, Ecrire  
av. C.V. et photographies à :  
HAYAS RENNES, 20, av. de l'Opéra,  
Paris 1<sup>er</sup>, qui transmettra.  
**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
D'ÉDITIONS, vente par corres-  
pondance.  
**REDACTEUR-  
CONCEPTEUR  
PUBLICITAIRE**  
très expérimenté.  
Travail à plein temps.  
Env. C.V. et photographies à :  
HAYAS RENNES, 20, av. de l'Opéra,  
Paris 1<sup>er</sup>, qui transmettra.  
**REGROUPEMENT  
D'ASSOCIATIONS**  
recherche  
**DIRECTEUR  
ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER**  
Chargé de la gestion du personnel  
(60 pers.), d'établir et analyser  
comptes, organiser services ad-  
ministratifs, former le personnel.  
Salaire annuel : 45.000 F.  
Env. C.V. à : B. BLEU, 17, rue  
Lobel, Vincennes 93000, qui tr.

demandes d'emploi

## CHEF DE PUBLICITÉ

airien, méthodique, efficace, dynamique.  
Cadre d'expérience et aptitudes confirmées.  
Pratique approfondie de : gestion budgétaire,  
actions promotionnelles, foires-expos, catalogues  
et documentation, liaison agences et presse, R.P.  
Chargé créatif ou mise en œuvre.  
Service annonceur Paris ou province.  
Ecrire n° 1587 à "Le Monde" à Publicité,  
5, rue des Italiens, 75137 PARIS-9<sup>e</sup>.

## INGÉNIEUR ENSIA 37 ans

— 11 ans d'expérience en PRODUCTION  
(Industrie Alimentaire)  
— 3 années de DIRECTION D'USINE  
dont mise en route (350 personnes).  
— Étudié toutes les phases de DIRECTION PRO-  
DUCTION ou DIRECTION USINE.  
Provinc. de préf. REGION NORD acceptée.  
Ecr. n° 45.228 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris.

## DOCTEUR EN ÉCONOMIE RÉGIONALE

Licencié en psychologie  
L.A.R. - Niveau D.E.C.S.  
32 ans - 3 années d'expérience en Conseil puis  
en gestion d'entreprises - Recherche emploi :  
— CONSULTANT DE GESTION,  
— ANIMATEUR FORMATION CONTINUE.  
Ecrire HAYAS RENNES n° 900 M.

## DOCTEUR D'ÉTAT FRANÇAIS

en sciences politiques (1971)  
— 37 ans.  
— Libéralisé.  
— 4 ans dans l'enseignement supérieur.  
— Étudié toutes les phases de DIRECTION PRO-  
DUCTION ou DIRECTION USINE.  
Provinc. de préf. REGION NORD acceptée.  
Ecr. n° 45.228 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris.

## CADRE BANQUE

31 ans, chef de service « Epargne » d'une  
banque régionale privée moyenne. Licencié en  
droit privé I.T.B. (diplôme complet), 5 ans ex-  
périence recherche, relations personnelles, poste simi-  
laire ou adjoint dans Banque Paris ou province.  
Sérieuses références morales.  
Étudier toutes propositions.  
Ecrire n° 1.592, "Le Monde" à Publicité,  
5, rue des Italiens, 75137 PARIS-9<sup>e</sup>.

## CADRE INFORMATIEN - 30 ans

disponible immédiatement,  
offre à responsable informatique  
— Son expérience de la conduite de projets  
(des études préliminaires à la formation des  
utilisateurs).  
— Son sens de la responsabilité et de la  
solidarité dans les réalisations collec-  
tives.  
— Ses compétences techniques diversifiées  
(matériel, logiciels, techn. de gestion).  
Ecrire sous le numéro 1.595, "Le Monde" à Publicité,  
5, rue des Italiens - 75137 PARIS-9<sup>e</sup>.

demandes d'emploi

## Sociétés éditoriales recherche pour leurs services LOISIRS-DISTRIBUTION

**UN VÉRITABLE  
MANAGER  
POLYVALENT**  
(marketing, commercial,  
publicité, administration)  
Créatif, organisé, vendeur,  
gestionnaire, 36 ans, quadrilingue.  
Sérieuses études,  
créations, lancement.  
Opérationnel le 1<sup>er</sup> avril 1976.  
Etudiera attentivement  
et répondra à toute proposition  
de collaboration (contratuel, intérim,  
ponctuelle, à durée indéterminée).  
Adresse sous référence 47230,  
à Havas Contact, 15, bd Hauss-  
mann, 75008 PARIS. (Théoriciens  
du cas et d'entreprises sans  
cash-flow s'abstenir).

## INGÉNIEUR A.M.

25 ans, diplômé O.M.,  
chef de service  
premier emploi en milieu  
**AGRO-ALIMENTAIRE**  
HAVAS AVIGNON 2316.

## INGÉNIEUR D'AFFAIRES

**REALISATIONS  
INDUSTRIELLES**  
OFFRE SES SERVICES  
pour études, contrats  
avec fournisseurs, coordination,  
études, réalisation de  
d'assemblages industriels ;  
SOIT : maîtrise nouvelle de en  
maie ;  
SOIT : maîtrise nouvelle de en  
maie ;  
Ecr. n° 44.530, CONTESSÉ Publ.,  
20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

## ADJOINT A DIRECTION GÉNÉRALE OU DIRECTION INDUSTRIELLE

Cadre supérieur  
INGÉNIEUR A.M. - L.C.G.  
— Expérience à l'étranger, car-  
rière dans 2 imp. groupes  
français internationaux.  
— Rapprochement d'orga-  
nisation, de structure,  
aux circuits généraux  
d'information.  
— Solide pratique des prob-  
lèmes de gestion (fonction-  
nelle et budgétaire), de la  
coordination générale.  
— Marketing. Plais à terme  
(budget d'expansion).  
— Situation correspondante.  
Ecr. n° 44.530, CONTESSÉ Publ.,  
20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

## INGÉNIEUR A.M.

26 ans d'expérience fabrication,  
réf. : métallurgie, chaudronnerie  
et direction recherche poste  
responsable d'entreprise ou or-  
ganisme professionnel. Connaiss.  
spéc. mise en œuvre, contrôle  
matériau et procédés, gestion,  
product. com. cotés, relations  
techn. industrialisation, forma-  
tion relations milieu profess. et  
social.  
Ecrire n° 44.531,  
CONTESSÉ PUBLI.,  
20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

## DIRECTEUR GÉNÉRAL

par coopération conseil adminis-  
tratif, sociétés type  
Rhône-Poulenc, Hachette,  
Boussac, Privat.  
Ecr. n° 1.575, "Le Monde" à Pub-  
lité, 5, rue des Italiens, 75137 PARIS-9<sup>e</sup>.

## DIRECTEUR COMM. P.M.E.

45 ans, solide formation second-  
aire, 15 ans, grande firme, performante.  
Anglais, allemand, langue espér.  
Gestion - Personnel - Terrain  
Commerce France et l'étranger  
publicité nationale et internationale.  
Régions vente, filiales, budgets,  
habitué déplacement, et voyages.  
Adaptabilité, opérationnel,  
aimant développer Société et  
situation personnelle.  
Ecr. n° 1.575, "Le Monde" à Pub-  
lité, 5, rue des Italiens, 75137 PARIS-9<sup>e</sup>.

## J.F. 22 ans, bac exp. secrétaire

et documentaliste, cherche emploi  
bureau. — Tél. : 656-20-23.  
Ingénieur G.R., étranger, 5 ans  
dans service technique, asso-  
ciation, études toutes propos.  
656-20-23

demandes d'emploi

## Cadre supérieur administratif et financier, 47 ans, langues : anglais, espagnol, italien ; — Habitude contacts étrangers ; — Connaissances informatiques ; — Capable diriger ou créer, audier toutes propositions. Ecr. n° 171010, 12, boulevard Poissonnière - PARIS (17).

## J.P., 37 ans, comptable et ges- tionnaire D.E.C.S. 2 ans expér., ch. situat. stable, Paris ou ban. Ouest. Ecr. n° 232 M. Regie-Presse, 85 bis, rue Réau- mur, Paris-2<sup>e</sup>, qui transmettra.

## Cadre financier 42 ans, E.S.C., expér., comptable, 10 ans, dont 5 à cabinet audit anglo- saxon ch. situat. Paris ou ban. Nord. Ecr. n° 232 M. Regie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

## CHEF SERVICE AUDIT INTERNE, 42 ans, cadre supér. 12 ans d'expér., dans cab. audit français et étranger (compte groupe et règlement financière).

## RECHERCHE DANS GROUPE FRANÇAIS poste d'encadrement de service finan- cier et comptable en DIRECTION AUDIT GROUPE. Ecrire n° T 44.246 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup> ou téléphone : 768-27-37.

## Ing. 22 ans, orig. allemande trilingue français/allemand/angl. E.S.I. - Documents. économie et financière Cherche poste. Ecr. n° T 094.077 M. Regie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup> et J.P. 232 M. Regie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>. D.U.T. génie civil ch. empl. Ecr. n° 44.530, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

## Cadre 45 ans, ingénieur, gde expér., négoce fr. primaires, spécialiste épaves, marées, bars de suite. Tril. esp. catalan, franc. Sens comm. angl. Oul. pr. cause santé d'env. insais. dans le Nord. Eu- dier. tes prop. ach. court, etc. Ecr. n° 44.530, "Le Monde" à Pub- lité, 5, rue des Italiens, 75137 PARIS-9<sup>e</sup>.

## J. F. - 26 ANS

### 7 ans d'expér. dans secrétariat, commiss. angl. libre de suite, recherche emploi stable SECRÉTAIRE STENOGRAPHE bilingue Sud. Ecr. n° 44.530, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

### DIR. TECH. ET COMMERCIAL 50 ans, 25 ans transformation matériaux plastiques. Très sérieuses réf., recherche poste. Ecr. n° 1.574, "Le Monde" à Pub- lité, 5, rue des Italiens, 75137 PARIS-9<sup>e</sup>.

### ACT. ATTACHÉE DE PRESSE dans organisation internationale de mes activités. Expér. journa- listique P. R. trilingue (français, anglais, espagnol, 32 ans). Faculté d'adaptation. Habitude à TEAM WORK, recherche ambi- ent dynamique et défendue. Ouverte aux idées nouvelles. Ecrire n° 44.530, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

### J.F. 25 ans, EFAP, lic. anglais, dip. espagnol, lang. courantes ; luc. anglais, espagnol, bonnes notions allemand, expér. presse, tourisme, ch. activité corres- pondant import-export et organismes internationaux. Etude tes propos. TEL. : 870-90-60.

### Hime 36 ans, ch. pl. inspection ville, expér. confirmée de la vente et gestion correspondante. Habitué promotion de vente. Aim contacts même à niveau Ecr. n° 44.530, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

### JEUNE HOMME 25 ans, libre, BAC, 3 a. d'études supérieures commerciales, anglais, notions d'allemand. Désire s'intégrer à équipe commerciale dynamique. Etudiera toutes propositions Paris ou proche banlieue. Tél. : 605-78-45, de 14 à 17 h. J.F. Suisse, 34 a. lang. mat. allemande, secrétariat expert. J.P. anglais (Cambridge exam.), poss. délé notions français, permis de cond., ch. empl. de

### GOVERNANTE - DAME DE COMPAGNIE pour un an, dans bonne famille parisienne. Fin Mail, pour parfait. son français. Ecr. n° 44.530, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

### CADRE ADM. FINANCIER 30 ans, 6 ans expér., diplômé, code de gestion, contrôle gestion (type L.C.G.), niv. DECS poste respons. ADMINISTRAT. ET FINANCIER, accepte dépla- cement. Intéressement immé- diat. — TÉLÉPH. : 707-92-75 ou Ecr. n° 44.530, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

صلى الله عليه وسلم



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	23,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante Société 800 Millions de C.A. recherche pour son siège à PARIS

### cadre informaticien

pour assurer la responsabilité technique du service informatique, il devra avoir 5 à 10 années d'expérience en informatique de gestion, une bonne connaissance du COBOL et de l'OS. Il devra avoir dirigé des équipes d'informaticiens et avoir assumé des responsabilités de Chef de Projet.

Adresser CV et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 4988 à :

**organisation et publicité**  
2 RUE MARINO 75001 PARIS / QUARTIER MONTMARTRE

Importante Société Européenne dans la fabrication d'outils pour l'Industrie Electronique et Electrique recherche

### délégué commercial

pour sa filiale Française à Paris

Par leur qualité et leur prix, nos articles peuvent occuper la toute première place dans les ventes aux industries électroniques, électriques, les magasins de composants électroniques, les quincailleries, les Grands Magasins et Etablissements de bricolage.

Conditions requises :

- 25 ans minimum
- Solide formation commerciale
- Dynamique et bon vendeur
- Indispensable : connaître le marché de l'électronique.

On appréciera en outre, l'expérience de vente dans les quincailleries et Grands Magasins.

Fonctions :

Capable de prendre en charge la direction de la nouvelle Société et de développer un programme de ventes et d'objectifs en créant les bases d'une expansion rapide.

De grandes possibilités d'ordre financier et de promotion s'offrent au candidat.

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf 4631 à :

**organisation et publicité**  
2 RUE MARINO 75001 PARIS / QUARTIER MONTMARTRE

Jeune Groupe Informatique filiale d'une firme mondialement réputée se développe rapidement et recherche pour

**VALENCIENNES**  
**LILLE - ROUEN - CAEN**  
**NANCY - STRASBOURG**  
**METZ - COLMAR - PARIS**

### ingénieurs commerciaux & chargés d'affaires

43351C

grandes écoles ou équivalent

Ces postes comporteront de hautes responsabilités après une formation adéquate et concernent des JEUNES HOMMES et JEUNES FEMMES. Leurs activités s'exerceront au sein d'équipes commerciales dotées de leur autonomie, leurs objectifs et leurs propres moyens d'action. Ces opportunités offrent de larges possibilités de carrière.

Adresser CV détaillé et photo s/ré correspondant à :

**organisation et publicité**  
2 RUE MARINO 75001 PARIS / QUARTIER MONTMARTRE

Il sera répondu à toutes les candidatures

L'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES DE SERVICE EN INFORMATIQUE recherche

### 3 chargés d'études

(réf. 608)

Ces postes concernent des excellents analystes ou chefs de projet possédant une bonne expérience.

Ces fonctions, qui requièrent une formation supérieure, comporteront des responsabilités au niveau d'un projet. Les postes à pourvoir nécessitent de grandes qualités de contact avec la clientèle. La rémunération ne sera pas inférieure à 70.000 F/an et pourra être très supérieure pour des candidats de valeur.

### 2 ingénieurs système

(réf. 609)

Pour cette fonction, qui implique quelques déplacements de très courte durée, il convient de posséder une excellente expérience de l'un des systèmes suivants : DOS ou DOS/VIS - OS ou OS/VS. La connaissance du TP ainsi que la pratique de l'anglais constitueront un atout supplémentaire.

Formation supérieure appréciée

Rémunération : 80/90.000 F/an

Les candidats intéressés devront adresser leur CV détaillé sous la référence indiquée à :

**JEAN FORACCHIA**  
147, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

Importante Société recherche

### comptable

D.E.C.S. complet exigé

Position cadre

- Dans un premier temps le titulaire du poste se verra proposer un contrat à durée déterminée à Paris où il participera à l'animation d'un groupe de collaborateurs comptables.

- La décentralisation des services étant envisagée, possibilité ultérieure d'un poste en province à titre définitif.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 4622 à :

**organisation et publicité**  
2 RUE MARINO 75001 PARIS / QUARTIER MONTMARTRE

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL recherche

### ADJOINT au CHEF du PERSONNEL

Ce poste exige :

- une formation supérieure (de préférence juridique) ;
- une expérience professionnelle de plusieurs années (secteurs public et parapublic) ;
- des connaissances substantielles de statuts du personnel ;
- un sens développé de l'initiative et des relations humaines.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photo à :

**organisation et publicité**, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9<sup>e</sup>).

GRUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN en forte expansion (C.A. : 1 milliard) recherche pour PARIS

### Ingénieur Système

pour lui confier la responsabilité

- de ses plans Hardware, Software et téléprocessing ;
- des méthodes informatiques ;
- du choix et de la mise en place de packages de gestion et scientifiques.

Le candidat, ingénieur, Grande Ecole doit avoir une connaissance pratique :

- des matériels et logiciels IBM ;
- du téléprocessing ;
- des systèmes de Data base et Data communication.

Cette fonction est importante dans une société en développement.

Adresser candidature sous référence BUNEL (à mentionner sur l'enveloppe), à :

**EMPLOIS et CARRIERES**  
30 rue Verneil 75008 PARIS

### INGENIEURS MECANICIENS

DEVENEZ COORDINATEURS TECHNIQUES

Vous débutez ou vous avez une première expérience industrielle. Votre souhait : enrichir vos connaissances au sein d'une société en forte expansion.

Nous sommes spécialisés dans l'ingénierie et la construction d'ensembles industriels très importants. Nous créons au sein de nos services d'études et de réalisation d'équipements mécaniques des postes de coordinateurs. Depuis les avant-projets jusqu'au suivi des fabrications vous serez en relation avec nos fournisseurs et nos clients. Ces postes qui s'adressent à de jeunes ingénieurs, autorisent de larges possibilités d'évolution.

Ecrire à No 44.655, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

recrute directement

### assistante de direction

CADRE CONFIRMEE

- 35 ans minimum - bonne formation générale - 10 ans expérience internationale

Adresser C.V. avec photo et prétentions à :

**ASSURANCES et PREVOYANCE INTERNATIONALES**  
Service du Personnel, 13, rue Hémery, Paris 9<sup>e</sup>

VIAJALE FRANCAISE D'UNE IMPORTANTE SOCIETE ALLEMANDE DE PROD. CHIMIQUES recherche, pour lancer de nouveaux désinfectants en milieu hospitalier

### 1 TECHNICO-COMMERCIAL

Formation I.U.T. Chimie ou Microbiologie. Lieu de travail principal : LE CHESNAY. Déplacements fréquents dans toute la France. Voiture de société après période d'essai.

Adresser C.V. avec photo et prétentions annuelles à :

**GOLDSCHMIDT FRANCE S.A.**  
avenue Charles-de-Gaulle - 91150 LE CHESNAY.

filiale du Groupe CAP/BOGETI le premier groupe européen de sociétés de services en INFORMATIQUE

### 5 INGENIEURS INFORMATIENS

Réf. S 15.

ayant une expérience concrète de l'une des techniques suivantes :

- BASES DE DONNEES (connaissance approfondie des systèmes Socrate et/ou IBM) ;
- TELEINFORMATIQUE et RESEAUX D'ORDINATEURS (architecture, réalisation de logiciel spécifique) ;
- SYSTEMES D'EXPLOITATION (connaissance des systèmes IBM OS VS, CII SURS 8 et GCOS 65).

### 5 INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

Réf. S 25.

ayant 3 à 5 ans d'expérience en informatique de gestion, capables de concevoir et de réaliser des projets importants. Connaissance du secteur banque et assurances appréciée.

### 5 PROGRAMMEURS

Réf. S 25.

de formation I.U.T., connaissant parfaitement l'assembleur IBM et/ou le PLI, justifiant d'une solide pratique du COBOL sur IRIS 80.

Envoyer C.V. photo et prétentions en précisant la réf. à :

**ALAIN LEMAITRE**  
CAP/BOGETI  
Systèmes  
5, rue des Moulins, 75728 Paris cedex 12.

**SELECTION**

Importante société mécanique recherche pour une importante unité de production (+ de 2000 personnes) son

### responsable méthodes usinage

pour :

- assurer la mise en place des moyens d'usinage de haute performance (choix des moyens de fabrication, étude des méthodes d'organisation, contrôle de performance de matériel) ;
- assurer le lancement en fabrication de nouveaux produits ;
- réaliser les études de rentabilité des investissements du matériel d'usinage dans le cadre de séries économiques.

Il sera responsable d'un service d'une quarantaine de personnes (bureau d'études, dessin et préparation).

Cet ingénieur grande école, A et M... possède une expérience de la préparation usinage pour des fabrications de séries et de l'animation d'une équipe méthodes pendant 3 ans environ.

La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire (relations inter-filiales).

Réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Adresser votre CV, détaillé sous référence 10.176 à :

**INTERCARRIERES**  
5, rue du Helder 75008 Paris

titulaire de licence leader sur le marché des agents de voyage, recherche

### RESPONSABLE COMMERCIAL

Paris Nord

La poste : • animation d'une équipe (une dizaine de vendeurs), • analyse du marché et contrôle des ventes, • fixation des objectifs en relation avec la fonction commerciale, • contacts avec la clientèle : grossistes en pelures et en articles, grossistes, • recrutement, formation et gestion des vendeurs.

Le candidat : • minimum 30 ans, • formation commerciale de type Ecole Supérieure de Commerce, • intervenait auprès des grossistes et des vendeurs.

Pour information sur la poste, adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 3777 RM à :

**CONSEIL EN RECRUTEMENT**  
CNPG 105, av. V.-Hugo - 75116 Paris







# LA VIE ÉCONOMIQUE

## BILLET

### Le protectionnisme, c'est les autres

Le Conseil national du patronat français, dans une note relative aux négociations commerciales multilatérales du GATT, « stigmates » les nombreuses procédures — plus de cinquante en quelques mois — engagées aux États-Unis « dont le caractère protectionniste est évident ».

Cependant, M. William Walker, chef de la délégation américaine à Genève, met en valeur, le 1<sup>er</sup> mars, dans une communication devant le C.N.P.F., le libéralisme commercial des États-Unis, avant de critiquer la politique agricole communautaire et les subventions à l'exportation accordées par la C.E.E.

L'approche des élections et la détérioration de la balance commerciale des États-Unis risquent de donner une nouvelle vigueur aux revendications protectionnistes d'un certain nombre d'industries américaines. Déjà leurs argumentations se fondent sur des différences, non pas seulement de prix, mais de système économique. Ainsi les producteurs d'acier avancent que les sidérurgistes européens peuvent faire financer leurs pertes par leur gouvernement, alors qu'eux, eux, dans ce cas, la faillite.

Dans un climat de concurrence économique plus dure, il est normal que les hommes d'affaires des différents pays s'accusent de pratiques commerciales déloyales. Il serait regrettable que des préoccupations électorales amoindissent les différents gouvernements à oublier leurs déclarations officielles en faveur de la liberté des échanges. Au jeu du commerce international, tout le monde ne peut pas être gagnant : chaque pays a ses bénéficiaires et ses secteurs menacés. — M. B.

## ÉNERGIE

Le 1<sup>er</sup> avril

### LA HAUSSE DU CHARBON DOMESTIQUE SERAIT DE 6 À 7 %

La hausse du charbon domestique qui doit être édictée le 1<sup>er</sup> avril prochain pourrait être de 6 % à 7 % pour le consommateur. Les Charbonnages de France demandent une augmentation de 20 % au départ de la mine, ce qui entraînerait une hausse de 10 % au niveau des consommateurs. Mais les pouvoirs publics ne seraient pas disposés à donner entièrement satisfaction aux Charbonnages.

Sur le charbon industriel, la hausse serait encore moins forte. Après la hausse des tarifs de gaz et d'électricité, il s'agit toutefois pour le consommateur de maintenir une certaine cohérence entre les divers tarifs de l'énergie.

Les décisions hausses du charbon datent du 1<sup>er</sup> avril 1975 : 9 % pour le « domestique » et 20 % pour l'industriel, au départ des mines. L'emprunt de 500 millions de francs que viennent de lancer les Charbonnages de France pour financer leurs investissements est déjà converti. Un nouvel emprunt de 50 millions de dollars va être lancé sur le marché de l'eurodollar, ce qui est le signe que le gouvernement autorise de nouveau les entreprises françaises à emprunter sur ce marché. Depuis juillet 1975, aucune autorisation n'avait été accordée.

## Affaires et Commerce Brousse et Savane Toute l'Afrique est présente au Cameroun.

Afrique maritime, Afrique forestière, Afrique de la savane et des hauts plateaux, Afrique de la faune, de la brousse et des plantes rares. A lui seul, le Cameroun résume toute cette immense diversité africaine.



De l'économie moderne à la danse rituelle, venez découvrir toutes les couleurs de cette Afrique qui dit toutes les autres.

De Paris, Marseille, Rome, Genève... par Boeing 707, quatre fois par semaine, Cameroon Airlines met l'Afrique à quelques heures de l'Europe. Des vols rapides, confortables.

Pour mieux vous servir, Cameroon Airlines relie DOUALA aux grandes capitales africaines et ses lignes intérieures quadrillent la diversité camerounaise.

Alors, entre deux affaires au Cameroun, vous ne retarderez pas sans voir toutes ces Afriques authentiques.

Renseignements et réservations dans toutes les agences de voyages, les bureaux Air France, et l'agence Cameroon Airlines, à Paris, 12, boulevard des Capucines - 75008 PARIS. Tél. 073.85.40.

POUR MIEUX VOUS SERVIR  
**CAMEROON AIRLINES**

D & O PUBLICITE

## AFFAIRES

### LA PART DU LION AU JAPON ET A LA GRANDE-BRETAGNE POUR LA CONSTRUCTION DU MÉTRO DE HONGKONG

Le Japon et la Grande-Bretagne se taillent la part du lion pour les travaux de la première tranche du métro de Hongkong. Selon un communiqué émanant du groupe qui réalise le projet, quatre contrats ont été attribués à trois firmes japonaises de construction, deux autres à un consortium sous direction britannique, et un dernier à un groupe comprenant des firmes françaises, allemandes et suédoises.

Ces sept contrats représentent la moitié du coût des travaux de génie civil prévus pour la construction d'une ligne ferroviaire de 35,6 kilomètres. Le coût s'est estimé à 6,8 milliards de dollars de Hongkong, soit l'équivalent de 1,16 milliard de dollars U.S. (5 milliards de francs). Les travaux ont commencé en novembre dernier et doivent être achevés en 1979.

Pour l'ensemble des contrats qui ont maintenant été attribués, 40 % sont allés à des groupes réunissant des sociétés européennes et locales, 30 % à des entreprises japonaises et le reste à des firmes de Hongkong. — (A.F.P.)

### MACHINISME AGRICOLE

En 1975, le chiffre d'affaires de l'industrie française du machinisme agricole s'est élevé à 7430 millions de francs contre 6168 millions de francs en 1974. Les exportations ont représenté près du tiers de ce résultat (2390 millions de francs). La part des tracteurs a été de 2720 millions de francs, celle des motoculteurs, de 180 millions de francs. En volume, les ventes ont progressé de 3,8 %.

À la veille du Salon de l'agriculture, les constructeurs sont optimistes pour 1976, car leurs commandes de commandes se sont remplies après les mesures de détaxation de 10 % des investissements prises à l'automne dernier.

## INFORMATIQUE

### Un événement: enfin un mini-ordinateur de gestion permettant de décentraliser en douceur.

**Décentralisation : oui mais.** Décentraliser l'informatique : les responsables informatique en rêvent, les utilisateurs le réclament, tout le monde en parle... Mais jusqu'à présent, personne n'avait l'outil capable d'effectuer cette décentralisation en protégeant la bonne marche d'une entreprise.

**L'outil qui manquait : une alternative à la croissance de l'ordinateur central.** Data General vient de mettre au point un mini-ordinateur qui permet enfin de décentraliser en douceur : Eclipse C 300.

Loin de remettre en cause le matériel existant, il l'optimise. Votre gros ordinateur, déchargé des tâches qui l'encombrent, peut se consacrer aux tâches pour lesquelles sa puissance est indispensable : consolidation, analyse globale, bilans, trains de travaux...

Il vous permet d'affiner considérablement votre gestion en prenant en charge, à des prix très réduits, des applications jouissant d'une indépendance fonctionnelle et qui, habituellement, ne sauraient justifier les coûts d'installation et d'utilisation d'une grosse unité.

La croissance du département informatique s'effectue harmonieusement en s'adaptant au fur et à mesure aux tâches qu'on lui confie, sans excéder de capacité.

**Résultats : une amélioration de l'efficacité et des relations humaines de l'entreprise.** Les responsables informatique fournissent un meilleur service tout en gardant le contrôle des opérations. Les utilisateurs retrouvent l'efficacité et l'autonomie qu'ils attendent d'un service informatique : accès direct à l'information, fourniture rapide d'états, détection immédiate des erreurs.

**Un avantage financier non négligeable.** L'aspect financier n'est pas moins spectaculaire : des budgets d'équipement trois à cinq fois moins lourds, et des coûts d'utilisation sensiblement abaissés : grâce à la spécialisation de la tâche informatique le travail se fait mieux, plus vite et pour moins cher.

**Des performances surprenantes.** Tous ces services sont réalisables grâce aux capacités technologiques exceptionnelles de ce nouveau mini-ordinateur.

Eclipse C 300 possède le hardware le plus puissant de sa catégorie (Mémoire : 256.000 caractères, 800 millions d'octets. Vitesse : 2,4 millionièmes de seconde pour une addition sur 64 bits). Pour mettre en valeur cette puissance Data General offre le meilleur logiciel actuellement disponible sur mini-ordinateur : INFOS. Il vous permet de gérer des bases de données en temps réel avec des structures logiques complexes, des temps de réponse surprenants. En outre, sa modularité et sa compatibilité (Eclipse C300 peut fonctionner seul, en batterie, ou branché sur un gros ordinateur) sont telles, que l'évolution de votre système se fait économiquement.

**Vous voulez en savoir plus ?**

Notre équipe se tient à votre disposition pour répondre à toutes vos questions. Téléphonez-moi ou écrivez-moi :

Jean-Claude Durget  
Directeur Commercial Data General France  
77, rue de Sèvres, 92000 Boulogne  
Téléphone: 604.91.42

**Data General**



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## SYNDICATS

Les soixante-quinze ans de M. Bothereau

### Un syndicaliste traditionnel

« A cette époque, il y avait la C.G.T. Les autres, c'était la C.G.T.U. Les chrétiens, on n'en parlait pas », dit M. Robert Bothereau, ancien secrétaire général de la C.G.T. - Force ouvrière, vient d'avoir soixante-quinze ans. Afin de fêter cet anniversaire, les membres de la commission exécutive de la C.G.T. se sont réunis le 1<sup>er</sup> mars à Orléans, au siège de l'Union départementale des syndicats confédérés du Loiret, dont leur ancien leader fut quatre ans responsable, soit presque un demi-siècle.

Il y a maintenant onze ans qu'il vit en retraite à Beaugency, ayant cédé la place à M. André Bergeron. Et tandis qu'il porte encore une fois devant cette assemblée de dirigeants et d'adhérents, on se demande, pour l'ancien métallurgiste et secrétaire de la bourse du travail d'Orléans, le seul syndicaliste syndical, que perçut Force ouvrière, c'est la vieille C.G.T., celle de Léon Jouhaux.

Très droit, le visage presque lisse, le cheveu poivre et sel reculé en arrière, le vieux leader, sous les traits sourcils toujours levés, semble plonger le regard en arrière : « A cette époque-là, dit-il, les insurrections étaient la bourse du travail, alors qu'aujourd'hui ils sont devenus corporatistes. Il n'y avait ni « petites phrases », ni « sommets », ni « hauts comme des Himalayas ».

Léon Jouhaux en 1932, pour combler une absence provoquée au conseil de la C.G.T. (travail), avait appelé à Paris

M. Bothereau : il devait y rester trente et un ans. Il a été la réinsertion de 1936 et celle de 1945, dont il fut l'un des organisateurs en participant avec Benoît Frachon aux accords du Ferret (en 1943).

« A l'époque, explique-t-il, il y avait devant nous les décrets, et à côté la C.G.T.U. De deux maux, il fallait choisir le moindre. »

Principal animateur, au sein de la C.G.T., de la tendance confédérale forte ouvrière, qui combattait la politisation du mouvement syndical, M. Bothereau dénonce toujours la politisation des syndicats ou dans l'entreprise. Il condamne de la même façon les « relations » entre la C.G.T. et le P.C. ou la C.F.D.T. qui imprime le P.S. « La dégradation des esprits m'intéresse infiniment plus que la dégradation de l'économie, mais je ne suis nullement désespéré, car le croisi au bon sens, à l'efficacité. »

« L'efficacité », M. Bergeron avait, en prenant ensuite la parole, montré celle qui, à ses yeux, résulte de la parfaite continuité de l'orientation de Force ouvrière. Selon un récent sondage cité à la télévision — « qui veut ce qu'il veut », rappelle-t-il, — pour 92 %, c'est la C.G.T. et 14 % la C.F.D.T. « Nous sommes bien les continuateurs du syndicalisme traditionnel. Nous sommes à l'écoute, nous sommes à l'écoute. Cela ne pouvait être autrement. » — J. R.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### « DROLE DE GRÈVE » A PARIS

#### « Pour la première fois depuis 1912... »

Une trentaine d'ouvriers ont fait grève, durant tout le mois de février, bloquant la quasi-totalité des services de production de la société Reiblichon-Siganda, première entreprise française de cerclage. Ils ont repris le travail, ce mardi 2 mars, au siège de l'établissement, 3, rue de l'Hôpital-Saint-Louis, à Paris 10<sup>e</sup>.

Ce conflit a été brièvement évoqué dans la presse et les quelques interventions d'élus, en majorité communistes, sont restées pratiquement inaperçues. Les trois ou quatre panneaux revendicatifs placés pendant une trentaine de jours rue de la Grange-aux-Belles n'ont guère attiré la population du quartier, et la C.G.T. elle-même, seul syndicat représenté dans cet établissement, n'a pas appuyé son action de façon spectaculaire.

Les grévistes ont obtenu satisfaction sur aucun des vingt-deux points de leur cahier de revendications, portant tout à la fois sur des augmentations de salaires, des réductions d'horaires, des améliorations des conditions de travail, des avantages sociaux, etc. Ils se promettent de revenir inlassablement à la charge, mais sans grande illusion pour le moment. Quant à la direction de la société Reiblichon-Siganda, qui embauche 60 % du marché français du cerclage, elle a beau affirmer que les grévistes n'ont représenté que 12 % de son personnel et qu'elle dispose de stocks importants, il est à prévoir que le long conflit qui vient de s'achever entrainera, à terme des retards dans la production.

Constant singulier pourtant : à l'issue de ces quatre semaines de grève, personne ne paraît vraiment mécontent. Un membre de la direction assure : « La plupart des revendications qui nous ont

été présentées étaient totalement irréalisables. Il n'était pas question de céder. Les salaires de nos ouvriers continuent d'être supérieurs à ceux en vigueur dans la métallurgie parisienne, bien que nous ayons subi la récession plus que tout le monde étant donné que nous sommes en bout de chaîne ». D'autre part, notre société est à la pointe sur le plan social : ce n'est qu'un exemple, mais, durant le mois passé, les grévistes ont pu continuer à prendre leurs repas à notre cafétéria. Ils pourront, s'ils le veulent, bénéficier d'un prêt équivalent à 50 % à 60 % du salaire de février, remboursables en quatre mois.

De son côté, un délégué syndical explique : « Le plus important pour nous était d'instaurer, au sein de cette entreprise potter-natiste où tout se règle naturellement, la reprise de la lutte et de solidarité. C'est fait. Depuis 1912, date de sa création, cette société n'avait connu aucun mouvement revendicatif. Plus rien ne pouvait être comme avant. C'est un précédent et une base. »

Un mois d'arrêt de travail sans que l'entreprise soit le moins du monde mise en difficulté et sans que les grévistes qui ont obtenu de bons soutiens financiers, en souffrent vraiment sur le plan matériel : drôle de grève, ou plutôt de grève stratégique destinée à établir et à mesurer un rapport de forces. — M. C.

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 3/4	5 3/4	3 1/4
1 mois	5 1/4	6 1/4	3 3/4
3 mois	5 1/4	6 1/4	3 3/4
6 mois	6 1/2	7	4 1/4

## TRAVAIL TEMPORAIRE

### AVEC UN CAPITAL DÉRISOIRE...

(Suite de la première page.)

Pour incroyable, que cela puisse paraître, aucune autorisation d'exercer n'est exigée, aucune garantie d'ordre financier ou moral n'est demandée. Les seules contraintes légales sont administratives : envoi chaque semaine à l'Agence nationale pour l'emploi du relevé des contacts conclus avec les travailleurs temporaires ; communication, chaque mois, à l'inspection du travail des contacts passés avec les entreprises utilisatrices ; justification chaque trimestre du paiement des cotisations sociales. C'est tout.

Un entrepreneur « oublie »-il de satisfaire à ces formalités ? Le fait, avant qu'on l'y oblige, à cent fois le temps de disparaître. C'est ce qui se passe, par exemple, lorsque le directeur d'une E.T.T. ne peut plus faire face à ses engagements : on l'estime ne pas gagner assez d'argent, la loi l'est. Il met tout bonnement la clé sous la porte, en se gardant, souvent, de déclarer sa cessation d'activité. Puis il fonde plus loin une nouvelle agence, sous une autre raison sociale.

Dans une conférence de presse (Le Monde du 23 novembre), M. Michel Grunelius, président du NORMATT (1), l'un des deux syndicats patronaux professionnels — l'autre étant le SINETT (2) — et P.D.G. de Manpower-France, a indiqué que, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 1975, cent quarante-cinq E.T.T. avaient disparu, alors que cent seize s'étaient créées. Parmi ces dernières, 3-4-5 ont liquidé une forte partie des réserves prélevées de celles qui venaient de former leurs portées.

En cas de défaillance de l'E.T.T., dont l'entreprise utilisatrice est le client et le travailleur temporaire l'employé, celui-ci est désormais assuré d'être rétribué grâce à l'existence de l'Association pour la garantie des salaires (A.G.S.). En revanche, c'est l'entreprise utilisatrice qui, selon la loi, doit acquitter les charges sociales non payées. Il arrive ainsi que cette dernière rémunère pratiquement deux fois le même service ; inutile de dire qu'elle obtient une mauvaise graine et retard. En réponse à une question écrite sur le sujet, le ministre du travail a cité un chiffre éloquent : durant le premier semestre 1975, quatre mille ont été adressés par les caisses de sécurité sociale de Paris et du Havre à des entreprises utilisatrices ; un montant de cotisations de 942 199 F a été ainsi récupéré.

La facilité avec laquelle tout un chacun peut fonder une E.T.T. a engendré non seulement la prolifération d'agences, mais aussi l'intrusion, dans la profession, de « véritables escrocs », selon le mot de M. Maurice Houdayer, vice-président du NORMATT. Ces limites, mais réel à certains égards, l'intrusion de « vrais escrocs » a provoqué la création d'une association nationale (C.G.T.) des salariés des entreprises de travail temporaire.

ent en troupes de choc les milices patronales (3). « Des entreprises de travail temporaire jouent le rôle d'officiers de journaux de police parisiens, chargés de tâches de répression », affirme M. Jean Shacter, membre de la commission exécutive de la C.G.T. (4).

Quelques brèves galeries ne doivent pas faire condamner le travail temporaire. Mais la corruption, dans l'ensemble, en France, une mauvaise réputation. Cela tient à des « abus regrettables », selon l'expression de M. Michel Duranton, ministre du travail, à l'usage exagéré et trop vaguement codifié de cette activité, peut-être aussi à la notion même de travail temporaire.

### Les trois grands

Jusqu'à la loi du 3 janvier 1972, la liberté la plus complète pour la part des salariés, a été de régler dans ce secteur, malgré de timides tentatives de la profession, à partir de 1963 pour s'organiser : créations d'agences et absorptions de fédérations nationales et de chambres syndicales.

Pourquoi la législation a-t-elle été si libérale ? L'implantation de la première E.T.T. en France — Business Aid en 1924 — il y avait longtemps que l'intermède s'était développé, à partir des années 50, essentiellement. Première raison de cette « tâche d'huile » : une désaffection des salariés permanents pour les emplois administratifs, comparable à l'époque, au manque de goût actuel pour le travail manuel. La tendance s'est aujourd'hui renversée : 60 % des intermédiaires exercent dans le secteur industriel.

En vingt ans, la corporation a semé à tout vent et à tout va, pour comprendre au début de 1975, selon les statistiques du ministère du travail, mille vingt entreprises — la moitié dans la région parisienne — gérant deux mille cent cinquante agences. En dix ans, le chiffre d'affaires global avait dépassé, passant de 300 millions de francs en 1965 à 3 200 millions de francs en 1974.

La crise économique n'a pas épargné le travail temporaire. En 1975, les « décrets » ont été plus nombreux que les « naissances » ; d'après le NORMATT, la profession comptait en ce moment neuf cent cinquante E.T.T., tandis que leur chiffre d'affaires global aurait été ramené à 2 700 millions. Mais il semble bien qu'une partie de ces entreprises aient disparu, soit par liquidation, soit par reprise incitant en effet les chefs d'entreprise à embaucher du personnel intérimaire — qu'on peut ramener à tout moment — plutôt que des salariés permanents ; au moins en attendant de voir de quel côté soufflera le vent de la relance.

Si l'on croit le syndicat national (C.G.T.) des salariés des

entreprises de travail temporaire (5), certains établissements n'ont pas attendu la récession pour pratiquer cette politique. « De 1972 à 1975, a affirmé Mme Geneviève Andraut, secrétaire générale de ce syndicat, au dernier congrès national de la C.G.T., « le nombre d'intérimaires employés par les usines Thomson-C.S.F. de la région parisienne est passé de sept cent dix à mille huit cent dix. Ce personnel a plusieurs années d'ancienneté, est même porte de travail. Des ateliers ou bureaux d'études sont occupés à 100 % par des intérimaires. Seul le chef d'équipe de l'atelier service-montage-solder à Malakoff, qui emploie quinze ouvriers, est salarié par Thomson-C.S.F. »

La corporation est à la fois très concentrée et très dispersée : il y a autant de différences, par exemple, entre Manpower-France et l'APTEC (Association française technique) qu'entre Renault et un modeste concessionnaire de véhicules. Les trois « grands », à vocation multiprofessionnelle — dans l'ordre : BIS, Manpower-France et Ecco — réalisent ensemble le tiers du chiffre d'affaires de la profession : 450, 300 et 200 millions de francs respectivement. Les dix premières E.T.T. contrôlent 40 % du marché. Le bénéfice net de Manpower-France — seul à donner ce genre d'information, — qui emploie deux cent cinquante « permanents » répartis en cinquante-quatre bureaux, et chez lequel « tournent » annuellement quelque dix mille travailleurs temporaires, a été, en 1974, de 16 millions de francs « sur 100 F » T.V.A. déduite — facturés, le bénéfice net de l'E.T.T. n'est que de 2,50 F », assure M. Michel Grunelius.

En revanche, 70 % des E.T.T. sont des établissements uniques, fonctionnant grâce à deux ou trois personnes et sont spécialisées dans tel ou tel secteur d'emploi. Fulltime, le plus grand d'entre eux, on dénombrerait soixante E.T.T. gravitantes autour des chantiers navals de Saint-Nazaire, cent cinquante-trois implantées dans l'agglomération lyonnaise et quarante-cinq dans celle de Grenoble. Un certain nombre d'entre elles se créent et se déplacent au gré de l'ouverture de grands chantiers, sortes de pyramides de la main-d'œuvre. C'est un peu le cas de l'APTEC, fondée il y a à peine deux ans pour « occuper »

Loyettes (Ain) le site de la centrale nucléaire du Bugey. Fondée une « tête de pont » à Lyon, cette petite E.T.T. a pratiquement le monopole des travailleurs intérimaires pour la centrale, et embauche des O.S. et des professionnels (chauffeurs, ferrailleurs, maçons, monteurs-mécaniciens, etc.). Pas trop de problèmes de recrutement : la commune voisine de Pont-de-Chéruy est la ville la plus cosmopolite de France, la moitié de ses quatre mille habitants sont grecs, arméniens, turcs, nord-africains.

### Contrôles syndicaux

Deux cent cinquante E.T.T. seulement — soit moins du tiers — appartiennent à un syndicat professionnel : cent adhèrent au SINETT, cent cinquante à un NORMATT. C'est, en principe, une garantie sérieuse pour les entreprises utilisatrices et les travailleurs temporaires. Les conditions d'admission dans ces groupements sont strictes, car les dispositions légales.

Pour être affilié au NORMATT, par exemple, qui se veut « à la pointe » de la profession, une E.T.T. doit réaliser un chiffre d'affaires d'au moins 2 millions de francs, être inscrite au registre du commerce depuis trois ans, posséder des fonds propres et signer l'engagement national sur les prix. Elle est soumise, de plus, à divers contrôles syndicaux. D'autres mesures sont à l'étude pour mieux normaliser et moraliser davantage la profession.

Sept cents E.T.T. apprennent, répondent pas à la loi de la profession. Les « gâchis » de la corporation n'échappent pas non plus à toute critique : Roland Williams, l'ouvrier intermédiaire du Pas-de-Calais, tué dans l'accident qui a déclenché l'affaire Chapron-Charrette, avait été détaché par l'agence BIS de Lens à un poste dangereux, sans contrat de mission défini, et alors qu'il était invalide à 67 %.

MICHEL CASTAING.

### Prochain article :

#### DANS L'ATTENTE D'UN EMPLOI STABLE

● L'ONU ET LES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES. — La commission technique des Nations unies, sur les entreprises multinationales, s'est ouverte lundi 1<sup>er</sup> mars à Lima (Pérou), en présence des représentants de quarante-huit pays industrialisés ou en voie de développement. La commission siègera jusqu'au 12 mars et examinera un projet de code de bonne conduite des sociétés multinationales.

## BUREAUX A LOUER

**410 f.**  
Evolution

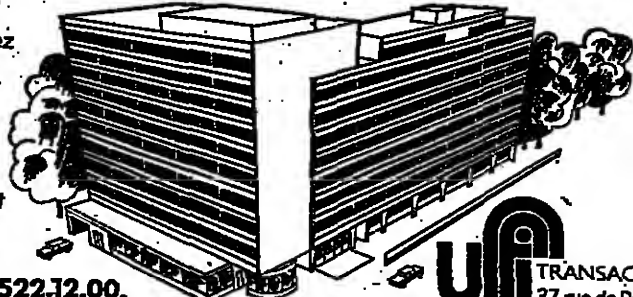
**pour 410 f. où va-t-on ?**

Actuellement, pour 410 f. le m<sup>2</sup> annuel, ou vous partez en banlieue, ou bien vous n'avez dans Paris qu'un minimum de prestations.

Evolution vous permet d'échapper à ce dilemme : pour 410 f. vous restez dans Paris et vous avez tout. Les bus. Plusieurs lignes de métro. Un restaurant d'entreprise. Le périphérique à deux pas. Les moquettes et les luminaires en place. Le téléphone. Des cloisons posées.

Pour vérifier, téléphonez à Uffi 522.12.00.

**Evolution : vous avez tout, et vous êtes dans Paris.**



TRANSACTIONS  
37 rue de Rome 75008 Paris

PORTFOLIO  
MANAGEMENT  
**PM**  
Rue Martigny 28  
1005 Lausanne 4

## 1976, la meilleure année boursière depuis 1967 ?

Une constellation de facteurs favorables pourrait faire de 1976 la meilleure année boursière depuis 1967. Les taux d'intérêt restent orientés à la baisse et la plupart des marchés internationaux sont extrêmement liquides. Sur le plan conjoncturel, la reprise semble bien amorcée aux Etats-Unis et en Allemagne. La France devrait suivre prochainement. Dans le cadre du cycle économique en cours, la deuxième grande phase de hausse de la bourse se prépare.

Toutefois, attention ! Les mouvements boursiers sont certainement très différenciés. Plus que jamais, il importe pour vos placements de sélectionner soigneusement les marchés nationaux, les branches industrielles et les entreprises. Pour cela, notre lettre boursière internationale, l'ANALYSE BOURSIÈRE, vous fournit le support d'information et de recommandation idéal.

Chaque semaine, l'ANALYSE BOURSIÈRE présente une analyse de marchés, de branches et d'entreprises. Les valeurs recommandées à l'achat sont suivies régulièrement et nous vous conseillons de vendre en temps utile. En 1975, nos recommandations ont permis à nos lecteurs de réaliser des bénéfices importants. En 1973 et 1974, nous avons évité de lourdes pertes en recommandant à temps de sortir du marché.

Prenez un nouveau départ. Abonnez-vous maintenant pour une période d'essai de 3 mois (avril-juin) et vous recevrez gratuitement les prochains numéros de mars.

Notre service de gestion de fortune est aussi à la disposition des investisseurs. Sur demande, nous établirons une analyse personnalisée de votre portefeuille.

□ Je m'abonne à votre lettre internationale l'ANALYSE BOURSIÈRE pour une période de 3 mois (avril-juin) au prix de F 150 et vous m'envoyerez gratuitement les prochains numéros de mars.

□ Veuillez établir une analyse de mon portefeuille selon liste ci-jointe pour le prix de F 500.

Nom :

Rue :

N° postal + localité :

صلى الله عليه وسلم



## ÉCONOMIE

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### MONNAIES ET CHANGES

#### MALGRÉ LA REPRISSE DU SOUTIEN OFFICIEL

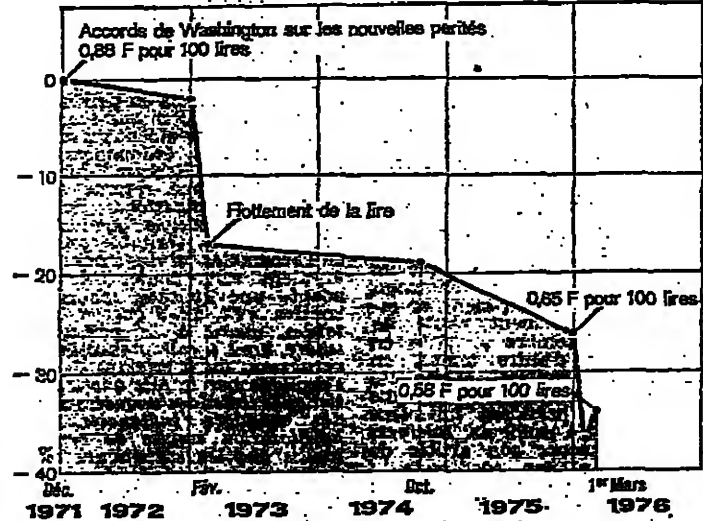
#### La lire s'affaiblit à nouveau

La réouverture, lundi 1<sup>er</sup> mars, du marché des changes officiel en Italie et la reprise des interventions de la Banque centrale, interrompues le 20 janvier dernier, s'est effectuée dans des conditions

moins plus qu'à 0,57 F pour 100 lire, et le cours du dollar, très ferme par ailleurs, atteignait 722 lire.

Le taux de dépréciation de la lire depuis le 20 janvier 1976, date

#### DÉPRÉCIATION DE LA LIRE PAR RAPPORT AU FRANC (%)



assez médiocres. Après une tentative de stabilisation au niveau du centenaire, soit 772 lire pour un dollar et 0,57 F pour 100 lire, la monnaie italienne s'est affaiblie mardi : on ne don-

de la fermeture des marchés des changes italiens, qui avait atteint 17 % pour redescendre à 12 % samedi à 13 %. Cette dévaluation inquiète fort les autorités italiennes et communautaires.

### EUROPE

#### LES NEUF ONT ACCUSÉ RÉCEPTION DE LA DÉMARCHE DU COMECON

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont approuvé, mardi matin 2 mars, les termes de la réponse à adresser aux pays du Comecon. Cette réponse, qui fait suite à la proposition transmise voici quinze jours par M. Weis, vice-président du gouvernement de la République démocratique allemande, à M. Thörn, chef du gouvernement du Lichtenstein, et président en exercice du conseil des ministres de la C.E.R., apparaît comme un simple accusé de réception.

Les Neuf, après avoir remercié M. Weis de sa démarche, notent que celle-ci fait suite à une série d'initiatives prises par la Communauté. Ils rappellent ainsi qu'ils ont adressé, fin 1974, aux pays à commerce d'Etat un « schéma d'accord » avec l'idée

de conclure une série d'accords commerciaux entre la Communauté, d'une part, et chacun des pays de l'Est, de l'autre.

En conclusion, le conseil informe ses partenaires orientaux que cette affaire sera traitée par la Communauté, selon ses procédures internes. En clair, cela signifie que les Neuf, soucieux d'éviter toute précipitation, ont chargé le conseil de lui faire rapport sur l'adéquation des transmissions par M. Weis.

Les ministres des affaires étrangères reçoivent mardi également une délégation du Parlement européen, conduite par son président M. Spadolini, pour faire le point sur des travaux devant conduire à l'élection de cette assemblée au suffrage direct à compter d'avril 1978.

PH. L.

### FAITS ET CHIFFRES

#### Affaires

● LA PRODUCTION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE a chuté de 6 % en 1975 par rapport à l'année 1974, pendant laquelle avait déjà été enregistré un recul de 5 % sur 1973. Les exportations ont diminué de 11 % et les effectifs ouvriers sont passés de 20 370 en décembre 1974 à 20 520 en décembre 1975 (- 1 %).

● LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE PEABODY G.C.I. filiale du groupe américain Peabody, a conclu avec la Libye un contrat pour la fourniture de matériel de traitement des solides. Le contrat, d'un montant total de 280 millions de francs, représente plus de 15 % des exportations françaises de 1975 vers la Libye. La société Peabody G.C.I. est depuis 1972 filiale du groupe américain Peabody Gallon Corporation.

#### Coopération

● LA MALAISIE VA RECEVOIR DE LA FRANCE des facilités de crédit de 150 millions de francs pour financer des projets d'équipement dans le cadre de son III<sup>e</sup> Plan de développement économique : production d'électricité, communications.

En complément de cette aide, indique le ministre de l'économie et des finances français, Paris a accordé un don de 1 million de francs pour financer l'étude de l'aéroport de Kuantan sur la côte est du pays.

#### Economies étrangères

● AUX ÉTATS-UNIS, les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en janvier (après correction saisonnière) contre 0,5 % en décembre et 0,6 % en novembre. En un an, par rapport à janvier 1975, la hausse s'est élevée à 8,8 %, mais, en rythme annuel calculé sur le mois dernier, elle n'est que de 4,8 %. Cependant, les

revenus réels disponibles des Américains ont progressé de 0,2 % en janvier. — (A.G.F.)

● ERATUM. — Dans notre supplément « Europa », page VIII, il fallait évidemment lire, dans la note concernant le traitement des membres du gouvernement et des parlementaires italiens : 1 lire = 0,6 centime, et non 1 lire = 0,6 F.

#### Emploi

● LA MUNICIPALITÉ DE MUTZIG (Bas-Rhin) a décidé de mobiliser la population de la ville pour empêcher le transport dans la banlieue strasbourgeoise de la brasserie de Mutzig. Cette entreprise, la principale de la localité, emploie plus de deux cent cinquante salariés. Elle fait partie du groupe néerlandais Heineken, qui a entrepris de restructurer entièrement l'usine de brasserie (ALBRA), dont dépend l'entreprise de Mutzig. Dans un premier temps, soixante-quatre emplois sont touchés. — (A.F.P.)

● LE DÉCRET SUR LES CROISÉS « VOLONTAIRES ÉTRANGERS » EST EN VIGUEUR LE 28 FÉVRIER. — Le Journal officiel du 27 février a publié un arrêté précisant la date d'entrée en vigueur du décret relatif aux autorisations de travail délivrées aux étrangers. Ce décret, en date du 21 novembre 1975, modifie le règlement en vigueur depuis le 30 juin 1968 de telle sorte que la carte de résident ordinaire peut être retirée à son titulaire « s'il se trouve, de son fait, sans emploi ni ressources régulières depuis plus de six mois ».

Cette formule viserait les chômeurs « volontaires » et nuirait aux étrangers inscrits régulièrement au chômage et bénéficiant des indemnités prévues. Elle a suscité, toutefois, l'inquiétude des syndicats et d'autres organisations de défense des immigrés (Le Monde du 24 janvier).

## EMPRUNT 1976 CHARBONNAGES DE FRANCE

500 000 OBLIGATIONS DE 1 000 F garanties par l'Etat

10,20 %

émises et remboursables au pair

amortissement en six séries égales à la fin des 3<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> années • date de jouissance : 12 Mars 1976

taux de rendement actuariel brut :

10,15 %

# ceca

## communauté européenne du charbon et de l'acier

## EMPRUNT 1976 10,20% DE 250 MILLIONS DE FRANCS

EMISSION DE 250 000 OBLIGATIONS DE F. 1 000 NOMINAL

DURÉE : 18 ANS

JOUISSANCE : 1<sup>er</sup> MARS 1976

INTERET ANNUEL : F. 102 PAR OBLIGATION, PAYABLE LE 1<sup>er</sup> MARS DE CHAQUE ANNÉE

Cotation : ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).



Amortissement obligatoire : en 13 tranches annuelles égales (à une obligation près) à partir du 1<sup>er</sup> mars 1981.

soit par remboursement au pair

soit par rachats en Bourse.

Amortissement anticipé :

possible à toute époque par rachats en Bourse.

Interdit par remboursement.

Prix d'émission : F. 1 000

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT

10,20 %

BALO du 1<sup>er</sup> mars 1976

Ves CCB n° 75-12 du 20 janvier 1976

cedis

Le conseil d'administration a approuvé les comptes de l'exercice 1975. Le chiffre d'affaires toutes taxes s'est élevé à :

2 027 049 186,19 F soit une augmentation de 16,05 % sur le précédent, à rapprocher de l'évolution des principaux indices économiques de la nation.

La marge brute d'autofinancement se monte à 63 628 723,30 F, avec un bénéfice net de 25 811 009,67 F et 27 817 632,73 F d'amortissements et provisions d'exploitation.

Les amortissements, calculés selon les mêmes méthodes, sont inférieurs de 2 449 004,12 F à ceux de l'an passé : la réduction de la provision pour hausse de prix, arrêtée à hauteur de 7 023 695,26 F contre 14 560 121,67 F, est due à une moindre hausse des prix et aux résultats obtenus dans l'accroissement de la rotation des stocks qui ont diminué en volume.

Enfin, le bénéfice net, s'entend après 23 023 828,04 F d'impôt sur les sociétés, 4 853 725,53 F de provisions nouvelles pour pertes et charges, et 3 808 708,27 F de pertes d'exploitation, contre 4 441 134 F en 1974.

La date des assemblées générales ordinaires et extraordinaires a été fixée au 15 mai 1976 : le conseil d'administration propose la mise en paiement à partir du 25 mai d'un dividende de 15 F sur 451 623 actions jouissances 1<sup>er</sup> janvier 1975, au nombre desquelles ne figurent pas les 90 250 actions provenant de l'attribution gratuite, qui ont valeur du 1<sup>er</sup> janvier 1976. Compte tenu de l'impôt fiscal de 7,50 F, la rémunération globale s'élèvera à 22,50 F.

#### SOCIÉTÉS DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

ANDRÉ BORIE

Le chiffre d'affaires (hors taxes) de la Société des entreprises de travaux publics André Borie s'est élevé à 274 194 000 F pour l'année 1975, en progression de plus de 23 % sur celui de l'année 1974 qui se montait à 221 000 000 F.

Quelques les comptes de l'exercice 1975 ne soient pas encore arrêtés, la société prévoit que le bénéfice qui était passé de 3 405 812 F en 1973 à 4 235 981 F en 1974 sera de nouveau en cette année augmenté.

En cours de l'année 1975, la Société a notamment obtenu, seule ou en groupement : le barrage de Taabo et les ponts de Seguela et du Tani, en Côte-d'Ivoire, le lot n° 5 de la section du Châtalet et huit stations de ventilation pour la R.A.T.P., le collecteur général Fabron-Lenval à Nice, divers ouvrages sur l'autoroute B.41 Genève-Chamonix, une descente pour les Houillères de Basse-Provence.

Toutefois, le chiffre d'affaires de l'année 1976 sera en sensible régression sur celui de 1975 par suite de l'achèvement d'importantes chantiers et de la réduction du carnet de commandes constructives à la diminution du volume des appels d'offres qui a débuté au deuxième semestre 1974 et s'est poursuivie au cours de l'année 1975 en aggravant les conditions de la concurrence.

## LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous saisissez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :



YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 322.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

# MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

VANTURES PARTICULIÈRES - VÉHICULES UTILITAIRES  
A LA JOURNÉE - LONGUE DURÉE

Véhicules neufs ou récents, parfaitement entretenus

PARIS :	75012 207, Rue de BERCY	(01) 241.15.50
	75012 108, Boulevard DIDEROT	(01) 428.27.50
	75018 102, Rue ORFÈVRE	(01) 078.32.90
LYON :	69007 100, Rue PASTEUR	(07) 72.83.85
MARSEILLE :	121, Avenue de Provence - 13204 MARSEILLE Cedex 2	(01) 79.50.10
	AEROPORT MARSEILLE	(01) 89.04.88
NICE :	06000 5, Rue TRALEVY	(03) 87.14.30
	AEROPORT NICE-COTE D'AZUR - 06056 NICE Cedex	(03) 83.13.65



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## L'Amérique désenchantée

### II. - L'engouement pour un plan national

par PAUL FABRA

Une grande partie de l'intelligentsia américaine doute de l'aptitude des États-Unis à rester la première puissance du monde. Ce nouveau climat, qui doit beaucoup au choc en retour du Watergate et du Vietnam, comme à la grisaille de l'actuelle présidence, tient aussi à l'incertitude sur la durée de la reprise. Les excès de la période qui a précédé la récession ont créé un besoin nouveau de sobriété, l'acceptation d'une certaine autodiscipline. Mais les gouvernements actuels sont incapables d'imprimer un élan à ces aspirations qui rejoignent un certain courant traditionnel (« le Monde » du 2 mars).

New-York. — Ce qui apparaît peut-être comme l'élément le plus décourageant de la vie américaine actuelle, c'est la médiocrité du débat public sur les grandes affaires du pays, notamment économiques. Un tel mal, heureusement, est par nature réversible.

Ainsi, comme pour répondre à l'absence de finalité réelle du « projet » conservateur présenté par le président Ford et son équipe, les démocrates les plus influents sont déterminés à introduire, dans leur plate-forme électorale, l'idée de planification. La discussion s'est engagée autour d'une proposition (le *bill*) présentée en mai dernier par le sénateur Hubert Humphrey considéré aujourd'hui comme l'un des candidats les plus probables du parti démocrate, et par un autre sénateur, M. Jacob Javits, sous le nom de « loi sur la croissance équilibrée et la planification économique » (*Balanced growth and economic planning Act*). Est préconisée la création d'une commission du plan (*Economic planning board*) qui aurait la mission de préparer tous les deux ans un plan pour les six années à venir. Une fois approuvée par l'administration (on dirait en France, le « gouvernement »), celle-ci le soumettrait au Congrès. Le *bill* a déjà reçu beaucoup de publicité, dans la presse et ailleurs. Un remuant « comité de soutien » (*Initiative Committee*) s'est constitué pour le faire connaître auprès du public.

A côté d'économistes de grand renom, dont le professeur Wassily Leontief (qui en assume la présidence), de dirigeants syndicalistes, dont M. Leonard Woodcock (coprésident), leader des travailleurs de l'automobile, de politiciens, on y trouve aussi des businessmen. Un banquier comme M. Felix Rohatyn (Lazard frères), auteur du programme de sauvetage de la ville de New-York, des chefs d'entreprises comme M. Henry Ford, se sont prononcés en faveur d'une certaine forme de planification.

Les milieux d'affaires cependant sont dans leur ensemble — qui s'en étonnera ? — hostiles au mouvement. Quelques grands patrons ont fait exception, exprimant leur sentiment avec vigueur. C'est le cas du président (chairman) de General Motors, M. Thomas Murphy, aux yeux de qui le « plan national » conduira « au chaos national ou, au mieux, à la stagnation nationale » ; c'est aussi celui d'un homme, naguère vedette

de la profession bancaire, qu'il a tant fait pour engager dans les votes les plus risqués, aujourd'hui très contestés, traqué même par une presse devenue après coup soupçonneuse. M. Walter Wriston, chairman de la First National City Bank de New-York, a pour sa part déclaré que le plan aboutira « à la destruction des libertés personnelles des Américains ». Par exemple, qu'il a voté d'une politique d'expansion incontrôlée du crédit, M. Wriston a pourtant établi un des fondements de la « libre économie » dont il se fait l'avocat zélé.

Ce que veulent la grande majorité des partisans du « national planning », c'est en réalité « sauver le système capitaliste ». Ils le disent du reste sans ambiguïté.

Dans un article publié récemment par le *New York Times*, dans son édition du dimanche, M. Robert Heilbroner, économiste de renom, a exposé les principaux arguments des partisans du *bill*. Nous nous sommes permis d'en traduire quelques-uns, en français, dans une vingtaine d'années. Voici comment il conçoit le futur plan.

« La procédure envisagée consiste à définir une série d'objectifs alternatifs. Il pourra y avoir un certain nombre de micro-programmes concernant la construction, la rénovation urbaine, les transports en commun. Chacun d'eux pourrait être entrepris séparément, mais tous ne pourraient pas l'être simultanément, en raison des tensions que cela provoquerait sur l'emploi et les ressources nationales. Une possibilité serait de proposer différentes combinaisons d'objectifs macro-économiques. Le plan A, par exemple, préconiserait (supposons) une inflation de 5 % et un chômage de 3 %. Le plan B, une inflation de 8 % mais seulement 4 % de chômage. Le plan C offrirait une inflation de 4 % et un chômage de 3 %, etc. » Cette dernière combinaison, ajoute-il, perturberait notre auteur, serait beaucoup plus attrayante, mais elle impliquerait des contrôles plus sévères que les plans A et B.

La crise aurait dû dissiper les illusions sur lesquelles repose l'élaboration apparemment innocente de tels scénarios. Il n'en est malheureusement rien, ni aux États-Unis, ni du reste ailleurs. On peut en distinguer deux principales. La première est de croire qu'on peut à volonté combiner inflation et chômage selon des proportions différentes, comme un mélange permet d'obtenir un certain nombre de vacances et un peu plus de confort à la maison. Il devrait au contraire être devenu clair — même pour des experts — que l'inflation est un processus élastique : que, dans un premier stade, elle favorise l'activité économique et donc l'emploi mais qu'ensuite elle se retourne contre ses bénéficiaires conduisant à une baisse de la rentabilité des entreprises et, partant, à un freinage progressif de la machine économique, génératrice de chômage. En fait, vient, comme on aura l'occasion de le voir un peu plus en détail, la période d'ajustement au cours de laquelle, comme c'est le cas actuellement, la hausse persistante des prix recrée une situation bien différente de celle qui prévalait antérieurement.

On dira que l'école américaine de la planification indicative « à la française » n'ignore pas que l'inflation peut se combiner avec des conjonctures bien différentes,

puisqu'il envisage l'hypothèse (« plan C ») où un taux relatif d'inflation s'accompagne d'une forte augmentation des effectifs au travail. Mais intervient ici la seconde illusion contre laquelle une expérience également constante devrait mettre en garde les doctrinaires de l'économie administrativement dirigée. Pour notre économiste américain qui décide ment cumule tous les préjugés à la mode, les objectifs bien plus séduisants du Plan C ne pourraient être atteints que moyennant l'institution de contrôles plus sévères.

Aux « congressmen », en demandant donc de se prononcer ou bien pour une surveillance plus étroite des prix, des salaires, des profits, etc., ou bien pour une moindre intervention dans des « mécanismes de marché » ce qui signifierait prendre parti pour un taux de chômage plus élevé ! Dans quel pays, à commencer par les États-Unis, le contrôle des prix, la politique des revenus, etc., ont-ils donné des résultats si brillants et si incontestables qu'on puisse, sans s'aventurer, recourir au grand public, comme le fait M. Robert Heilbroner, que leur application garantirait le plein emploi dans une meilleure stabilité des prix ?

Inspiré par M. Leontief, prix Nobel de science économique (1972), le projet d'*Economic Planning* vient d'être sévèrement critiqué par un autre prix Nobel de science économique, M. Friedrich Hayek, dans un article paru dans le bulletin mensuel (1) de la banque Morgan. « Il est presque incroyable », écrit Hayek, qu'un homme cherchant à la vérité devienne innocemment la victime de l'usage équivoque qu'on fait du mot planification (*Planning*) et croie que la discussion porte sur la question de savoir si les activités économiques doivent être planifiées, alors que le seul point

à trancher est de savoir qui doit planifier. » Qui doit planifier ? Une autorité centrale ou bien chacun ses propres affaires ? Pour Hayek, le « plan libéral » consiste à créer un « cadre permanent rationnel à l'intérieur duquel les diverses activités sont exercées par différentes personnes selon leur plan individuel ».

Au-delà des préférences idéologiques des uns ou des autres, la véritable raison de l'intérêt nouveau des Américains pour le plan est que l'inflation a asséché les sources d'épargne à long terme, qu'elle a profondément perturbé le fonctionnement des marchés des capitaux. Sous ce mauvais, il faut des mécanismes de remplacement.

#### L'incertitude des données

Paradoxalement, la campagne en faveur de la planification, de la détermination par le Congrès de grands objectifs nationaux, se développe au moment où la plus grande confusion règne sur l'information statistique. Tant et si bien que, désormais, les chiffres décrivant l'évolution des prix, de l'emploi, de la production, ne sont plus acceptés que sous bénéfice d'inventaire, dans l'attente de la prochaine révision qui, presque toujours, en corrige assez substantiellement l'interprétation.

L'un des exemples récents les plus fameux a été la publication, pour octobre 1975, d'un indice des prix de gros en forte augmentation (1,8 %), avec un arrondissement du spectre d'un retour imminent à un taux d'inflation « à deux chiffres » pour l'ensemble de l'économie. Quelques semaines plus tard, on s'avisait que le résultat avait été faussé par des motifs tenant à la méthode de calcul employée. On aurait pu s'en apercevoir plus tôt, étant donné qu'environ des deux tiers des données brutes à partir desquelles l'indice est établi, telles que les prix des matériaux industriels et les prix des denrées agricoles, n'avaient fait l'objet d'une augmentation aussi forte. Les conclusions hâtives que l'on risquait de tirer du résultat d'octobre étaient d'autant plus dangereuses que la question-clé à laquelle les économistes doivent répondre aujourd'hui pour fonder un diag-

nostic est la suivante : est-on dans une phase de désinflation ou d'inflation ? Pour plusieurs raisons sur lesquelles on reviendra, on peut penser que la tendance de fond est plutôt la première que la seconde.

Voici que, contre toute attente, la situation de l'emploi semble s'être brusquement améliorée en janvier : le taux de chômage, publié par le Département du Travail, a brusquement chuté de 8,3 % en décembre à 7,8 % en janvier. En d'autres termes, on aurait crié victoire. Même les conseillers de la Maison Blanche — sinon le président lui-même — sont restés prudents. *Business Week* commence son article de commentaire par ces mots : « Une fois de plus, les luttes de la statistique aboutissent à des chiffres qui surestiment la vigueur de la reprise économique ».

On ne pourra pas, dans le meilleur des cas, savoir qui a tort ou raison avant de connaître le résultat des mois suivants. En janvier, le nombre des travailleurs effectivement employés diminue toujours pour des raisons saisonnières : le chiffre produit par le Département du Travail tient compte de ces facteurs particuliers. En vertu des calculs retenus, la réduction d'emplois s'est, dans la statistique, transformée en un gain de huit cent mille personnes. La correction, pense *Business Week*, a été trop forte car les statisticiens ont

incorporé dans les facteurs saisonniers normaux la chute brutale de l'emploi qu'on avait constatée en janvier 1975, au plus fort de la récession.

Il n'est plus un chiffre qui n'échappe au doute, depuis ceux qui décrivent le volume des ventes au détail jusqu'à ceux qui sont relatifs à la masse monétaire — considérée comme un indicateur privilégié par beaucoup d'économistes — en passant, bien sûr, par les évaluations du produit national brut (dont le concept même n'est encore remis en question que par une minorité d'économistes).

L'incertitude des données explique, au moins en partie, l'incertitude de la politique économique. L'ancien président du comité des conseillers économiques de M. Nixon, M. Herbert Stein, en donne, dans une récente étude, plusieurs illustrations. Si, en 1974, les autorités avaient su quelle était la véritable ampleur de l'accumulation des stocks, elles auraient sans doute, selon lui, adopté une attitude moins restrictive. « Et, dit-il encore, l'histoire, quant à la politique à suivre, dont a fait preuve le gouvernement au printemps de 1975, s'explique par le fait que les statistiques tirées des enquêtes auprès des ménages indiquaient une amélioration rapide de l'emploi, tandis que les statistiques tirées des renseignements fournis par les chefs d'entreprise faisaient, au contraire, état d'une très lente évolution ».

Les spécialistes ont toujours su que la statistique est une science d'approximation. D'où vient que tout d'un coup une imprécision connue de tout temps engendre la confusion ? Pourquoi les tableaux de bord paraissent-ils déréglés au moment où l'on en aurait particulièrement besoin ?

(1) Numéro janvier de « The New Confusion about Planning ».

Prochain article :

« LA DÉSINFLATION »

## Les grandes entreprises n'ont pas vraiment de problèmes quand il s'agit d'acheter une machine-outil.

### Mais les artisans?

Les artisans non plus. Ils peuvent maintenant recourir au Crédit Feu Vert du Crédit Lyonnais.

Le Crédit Feu Vert est un crédit d'équipement spécialement étudié, par le Crédit Lyonnais, pour les petites et moyennes entreprises, les commerçants et les artisans. Il s'adapte très exactement à leurs besoins et aux circonstances et s'obtient dans un délai très court : c'est le crédit des décisions rapides. Vos derniers documents comptables et le devis

de votre projet suffisent pour constituer le dossier d'un Crédit Feu Vert.

Alors n'hésitez plus à faire le point de vos besoins d'équipement (acquisition ou modernisation de matériel, constructions ou aménagement d'installations...). Avec le Crédit Feu Vert, vous vous équipez vite. Mais nous avons aussi d'autres crédits et d'autres services. Venez nous voir, nous sommes près de chez vous.

## LE CREDIT FEU VERT DU CREDIT LYONNAIS.

Un crédit d'équipement pour les petites et moyennes entreprises, pour les commerçants et pour les artisans.

CHEFS D'ENTREPRISE  
CONSERVEZ  
VOTRE DYNAMISME.

Comment diriger une entreprise si les soucis de gestion vous empêchent de vous concentrer sur les tâches importantes.

OBBO peut vous aider. La comptabilité par décaque OBBO est la plus simple et la plus efficace des instruments de gestion. Elle vous donne immédiatement votre situation de trésorerie et rend possible sa prévision. Elle permet une évaluation permanente de votre exploitation et fournit des résultats mensuels. OBBO, c'est aussi une assistance technique de mise en place, un mobilier de classement adapté et la Gestion Informatique intégrée.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Contre ce coupon, et gratuite, une documentation d'initiation.

M. Société Adresse

Tél. OBBO, 9, rue de Maubeuge, Paris 9<sup>e</sup>. Tél. : 878.25.50 et 25.05.

Avis aux amateurs  
Europcar aux connaisseurs

europcar 645.21.25

LA TOUR DU REUZE un Q.G. pour P.D.G.

bureaux et appartements LIVRABLES IMMÉDIATEMENT

Professions libérales possibles PRIX FERMES

Crédit 80 % jusqu'à 20 ans

BUREAUX DE VENTE

groupe christiane aubert

PARIS : 4, rue de Valenciennes - Tél. 324.44.55

SAINT-ETIENNE : 1, rue de la République - Tél. 32.52.20

DIJON : tous les jours de 10 h à 19 h

Sauf mercredi et dimanche

Le samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h

Exclusivement sur devis

صندوق البريد







